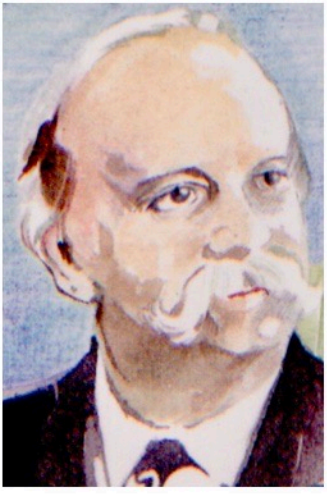
Henri Guillemin

Chez Sangnier

textes et articles 1923-1935

édition établie par Patrick Berthier



utovie / h.g.

CHEZ SANGNIER
collection HG

Sous la direction de Jean-Marc Carité
les éditions d'Utovie rééditent
dans la collection HG
les œuvres complètes de
Henri Guillemin

pour être tenu informé de ce programme
il suffit d'envoyer vos prénom, nom et adresse aux
(par courrier)
Editions d'Utovie
402 route des Pyrénées
40320 BATS (France)
(par email)
utovie@wanadoo.fr

catalogue consultable
(avec achat sécurisé en ligne) sur
www.utovie.com

Toute reproduction partielle ou non de la présente publication
est interdite sans l'autorisation de l'éditeur
et du Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie
C.F.F. 20 rue des Grands Augustins, 75006 Paris.

Edition numérique réalisée par et pour les Editions d'Utovie
en mai 2025

ISBN 978-2-86819-821-1 • dépôt légal mai 2025

Edition numérique en accès libre : www.utovie.com.

© Utovie, 2025

Henri Guillemin

Chez Sangnier

textes et articles 1923-1935

édition établie par Patrick Berthier

éditions d'utovie

Préface de Patrick Rödel

Nous n'avons pas encore fini de découvrir des textes d'Henri Guillemin. Ceux que Patrick Berthier nous propose dans ce recueil sont constitués par des articles que Guillemin a publiés dans les journaux créés par Marc Sangnier, après la Guerre de 14-18 : *La Jeune-République*, *La Démocratie*, *Le Volontaire* et *L'Éveil des peuples*. De 1923 à 1935, Guillemin a pris de plus en plus d'importance dans la presse de Sangnier. Les tout premiers textes datent donc de l'époque où, jeune élève d'Ulm, il est secrétaire de Sangnier et les derniers s'arrêtent à la veille du moment où, agrégé depuis huit ans et désormais docteur ès lettres, il s'apprête à partir pour l'Égypte. On peut suivre la maturation de sa pensée politique qui demeure, jusqu'à la Guerre, dans la ligne du Sillon et découvrir aussi ses centres d'intérêt que sont le cinéma et la littérature contemporaine auxquels il restera fidèle jusqu'au bout.

Ce qui saute d'abord aux yeux, c'est l'admiration sans bornes qu'il voue à Marc Sangnier. Pour sa présence qui en impose dans les réunions où il rend compte de son mandat comme dans celles où il est en campagne électorale. Pour sa voix chaleureuse qui évite tout éclat inutile et cherche à convaincre son auditoire, même lorsqu'il lui est hostile. Pour son humour qui souvent cloue le bec à ses contradicteurs. La parole de Sangnier est une parole de vérité. Et tous les Jeunes-Républicains communient à cette vérité. Il n'est que de voir l'ambiance joyeuse et fraternelle qui règne dans les banquets sur lesquels s'achèvent certains meetings.

Guillemin, et c'est frappant dès ses premiers papiers, est extrêmement attentif aux détails révélateurs de l'atmosphère particulière d'une réunion politique – un regard, une proximité physique, des mots complices échangés en toute simplicité. Cela donne à ces articles une efficacité très grande. Il lui arrivera d'avoir la dent dure quand il s'agit de se moquer des contradicteurs de Sangnier. En 1928, à propos d'un concurrent, M. Farinet : « M. Farinet, plus sombre que jamais, avoisine la tribune. Il a, malgré son pardessus clair, le même air noir que sur son affiche, et semble un Cupidon triste qui aurait oublié ses fléchettes ». La formule est drôle !

Pour ce qui est du contenu proprement politique de ces premiers articles, il découle tout simplement du programme de la Jeune-République. Mais, très vite, l'intérêt de Guillemin ne se limite pas à la situation française. Il rend compte d'études sur l'Allemagne et essaie de comprendre ce qui se joue dans cette République de Weimar, tellement traversée de forces contradictoires mais refusant, dans son ensemble, de reconnaître sa défaite – la question du traité de Versailles et des réparations est évidemment centrale. Sangnier, on le sait, est un pacifiste convaincu qui pense que le gouvernement français est aveugle au « drame politique de l'âme allemande » et qu'il faut soutenir ceux des Allemands qui veulent sincèrement faire la paix avec la France. Il sera le premier à faire venir en France des intellectuels allemands pour parler de cette nécessité d'une paix juste, sans quoi, et il est très lucide, une nouvelle guerre éclatera. Cette question du pacifisme est délicate. Après la saignée de la Guerre de 14-18, la majorité des Français est pacifiste et l'on s'accorde à dire que ce fut une des raisons de la défaite de la France devant l'Allemagne nazie. Guillemin découvrira, après la Guerre, dans *L'Affaire Pétain*, la réalité de l'impréparation de l'armée française. Mais le pacifisme de la Jeune-République n'est pas de résignation ; c'est un pacifisme de combat, animé par les valeurs proprement chrétiennes que Guillemin ne cesse de rappeler.

Et ce n'est pas rien dans le contexte. L'attitude de Guillemin vis-à-vis des communistes est aussi très révélatrice. Il condamne l'exagération communiste qui n'est pas moins dangereuse, à ses yeux, pour l'avenir de la classe ouvrière, par l'effroi légitime qu'elle provoque, que les intransigeances et les violences de la réaction. Et sur l'Union soviétique, il ne sera pas dupe de la prétendue dictature *du* prolétariat qui est, dit-il, une dictature *sur* le prolétariat ; peut-être, concède-t-il, cette dictature est-elle *pour* le prolétariat, en tout cas il est clair qu'elle n'est pas *par* le prolétariat. Ce jeu sur les prépositions marque une vraie compréhension de ce qui se passe là-bas. Il ne changera pas d'avis sur cette question.

Ce qui ne l'empêche pas d'évoquer, dans un très beau passage, la célébration au Père-Lachaise des victimes de la répression de la Commune :

> Dans le grand cimetière blanc et vert, des petits enfants défilaient, en rang. Ils chantaient, dans les tons très haut, des sortes de petites complaintes qu'on aurait prises pour des cantiques. Mais les bérets étaient rouges et portaient faucille et marteau. Et j'ai vu des papas à grosse moustache, tenant le gosse par la main, et qui chantaient, très fort, des airs de révolution, avec de bons yeux confiants et doux et, la ride dans les sourcils, d'une conviction plus forte que tout.

La cible principale, dans le contexte, est évidemment l'Action française – les bagarres avec les Sillonnistes ont sans doute perdu d'intensité mais les idées de l'Action française, malgré leur condamnation par Rome, n'ont pas cessé d'être soutenues par des intellectuels dont l'impact est fort – Maurras, Léon Daudet et quelques autres. C'est ce dernier que Guillemin prend souvent pour cible : sa germanophobie le fait exulter lorsqu'un député catholique est assassiné – « un de moins ! » dira-t-il, ce qui scandalise à juste titre Henri Guillemin.

Guillemin se penche également sur le fascisme italien et sur ce personnage de Mussolini dont les contradictions sont multiples, du socialisme à la fascination pour Hitler. Mais aussi sur des problèmes plus spécifiquement français comme l'état d'esprit de la jeunesse ou la laïcité – sur ce dernier point, il s'élève contre le laïcisme obtus de la Ligue des Droits de l'Homme, dans un article très fort qui date de 1930.

Il faut insister aussi sur les comptes rendus des rencontres de Bierville (1926-1937). L'enthousiasme de Guillemin est palpable et se trouve en parfait accord avec ce qu'en ont pensé d'autres témoins. La propriété de Sangnier est le cadre idéal de ces camps d'été où se retrouvent garçons et filles de toute origine sociale – une organisation parfaite, une communion réelle avec les thèmes principaux du Sillon, une foi commune et communicative :

> Terre accueillante, terre fraternelle, terre d'ardente communion, tout à la fois symbole et positive réalité, lieu de rencontre, vastes espaces où la vie commune est possible, et, tout en même temps, milieu moral, chargé d'un enseignement qui sort des choses mêmes et du sol, foyer véritable où chacun, restant soi-même, se retrouve solidaire de quiconque travaille aussi, quand même il n'y songerait pas, à la paix du monde […] Et c'est bien la Paix qui vit et règne déjà dans cet étrange camp. Anglais, Français, Allemands y vivent tous confondus sous le grand ciel libre et la bénédiction du soleil. À toute heure du jour, sous les arbres, le long des pentes, des groupes étendus sur l'herbe s'entretiennent et chantent. C'est la vie dans la lumière, le vent et la liberté, image et symbole de la vie claire et fraternelle de l'âme tendue vers la vérité ; le soir, autour des feux, les guitares sonnent et les jeunes gens dansent.

Les hommes politiques ne s'y sont pas trompés qui n'hésitent pas à dire tout le bien qu'ils pensent, même quand ils ne partagent pas l'engagement chrétien de Marc, des initiatives qu'il prend pour la paix dans le monde. Ferdinand Buisson y discute avec l'évêque d'Arras, Mgr Julien. On y lit des messages pleins de sympathie de Paul Painlevé, alors ministre de la Guerre, et de Louis Barthou garde des sceaux. On comprend que les participants à ces rencontres en aient été profondément marqués.

Qu'on me permette de signaler les *Élégies de Bierville*, très beau texte de Carles Riba, grand poète catalan qui fut accueilli, en 1939, à Bierville, par Marc Sangnier[1] : « Ce paysage, gracieux et sévère […] où sorti depuis peu de ma terre, j'avais connu le premier séjour stable et retrouvé l'espérance… ». Bierville diffusait encore, à la veille de la Guerre, la lumière des Congrès de la paix et des premières Auberges de jeunesse.

Guillemin n'a pas connu Riba. Depuis Le Caire où il séjourne de 1936 à 1938, et pendant plus d'un an après son retour en France, il donne à *La Bourse égyptienne* des articles sur la vie littéraire française, ce qu'il avait commencé de faire dans la presse de Sangnier[2]. Il y manifeste la grande curiosité qui est la sienne et la variété de ses centres d'intérêt ; on ne peut qu'admirer la fermeté et l'élégance de son style. Il ne se trompe pas dans ses jugements même si certains des auteurs qu'il analyse n'ont pas laissé dans nos mémoires de souvenirs impérissables. Mais sur Mauriac, par exemple, il sait, à partir des *Chemins de la mer*, souligner avec délicatesse le regret qu'il ressent à ce que le romancier ait abandonné la poésie dont il avait donné avec *Les Mains jointes* de si belles promesses. À propos de Céline, il tient ferme sur l'admiration qu'il éprouve pour son style : « […] il faut savoir ce qu'on demande à Céline. Des idées, une doctrine ? Alors, évidemment, on est perdu. Mais un certain plaisir littéraire qu'il est seul à nous apporter ? Cela, oui, uniquement cela ; et ce n'est pas déjà, à mon avis, si peu de chose[3] ». Nous sommes dans la lignée des articles publiés dans la presse de Sangnier sur le *Maria Chapdelaine* de Louis Hémon ou dans ses plaidoyers pour Knut Hamsun ou pour le poète allemand Gerhardt Hauptmann.

La Guerre de 39-45 marque une vraie coupure entre Guillemin et Marc Sangnier ; Sangnier résiste, Guillemin, non, il est en Suisse. A la Libération il ne pardonnera pas à Sangnier de s'être laissé manipuler par ce qui va devenir le MRP – Sangnier, Président d'honneur du MRP, il est vrai qu'il y a chez celui qui a durablement ancré le Sillon et la Jeune-République à gauche une sorte de trahison difficile à comprendre.

Sangnier s'est sans doute rendu compte trop tard de son erreur, ce qui rendra la fin de sa vie assez triste sans qu'il puisse se confier à Guillemin qui ne le voit plus.

1. Ces *Élégies* ont été traduites en 2018 aux Éditions Arfuyen.
2. Voir *Chroniques du Caire, 1937-1939*, édition établie par Patrick Berthier, Utovie, 2019.
3. *Op. cit.*, p. 208-209.

Il faut bien souligner que Guillemin cesse d'être un « militant » comme il l'a été avant-guerre. Qu'il se sente lié par son devoir de réserve en tant que diplomate est certain. Mais il ne faut pas sous-estimer le fait que résider en Suisse change nécessairement le point de vue qu'on peut avoir sur la réalité socio-politique française. Il trouvera une autre façon de faire passer les idées qui sont les siennes et que n'aurait d'ailleurs pas reniées Marc Sangnier – il ne s'agit plus de combats concrets et de situations très ancrées dans le quotidien, mais d'analyses historiques critiques qui dégagent une vision plus vaste des rapports sociaux et des lignes de force qui persistent sur une beaucoup plus longue durée – au travers de monographies proprement littéraires ou d'études plus historiques sur la Révolution française, sur celle de 1848 ou sur la Commune. Son combat a changé de lieu.

Le grand mérite de cette publication est de nous montrer un visage de Guillemin que nous avions oublié, celui de sa découverte de Marc Sangnier, de ses premiers pas dans le combat politique – il ne faut pas oublier qu'il s'engagera auprès de son beau-père, Jacques Rödel, quand celui-ci sera candidat contre Philippe Henriot réélu à la députation en 1936. Il faudra, d'ailleurs, revoir cette période et le rôle que Guillemin y a joué. Il faut souligner aussi combien son style, comme ses talents de polémiste, s'affermissent entre les premiers textes de 1923-1924 et ceux de1933-1935. C'est enfin une belle occasion de se replonger dans ces années de l'entre-deux guerres dont nous n'avons pas encore fini de subir les conséquences et les inconséquences.

Patrick RÖDEL.

Note sur l'édition

Ce volume contient (sauf omissions lors des dépouillements) tout ce qu'Henri Guillemin a publié dans les périodiques dirigés par Marc Sangnier. Une anthologie du type de celle que j'ai proposée pour les *Chroniques du Caire* ne m'a pas paru se justifier, ne serait-ce que parce que l'ensemble du corpus demeurait d'une longueur raisonnable ; et d'autre part j'ai pensé que tout publier de ces textes du jeune Henri Guillemin permettrait à chacun d'en percevoir la variété, la richesse et l'évolution, sans s'interdire de préférer tel article à tel autre, ou telle section du volume à telle autre : campagnes électorales, analyses politiques, critique littéraire, cinéma…

Tel qu'il se présente, ce livre vient s'ajouter à diverses publications précédentes au nombre desquelles il convient évidemment de rappeler la tenue, à Mâcon, en mars 2007, du colloque présidé par Michel-Antoine Rognard sur *Henri Guillemin, Marc Sangnier et le Sillon*, publié en 2010 par l'Académie de Mâcon.

Pour cette édition j'ai dû corriger d'assez nombreuses coquilles, sans le signaler chaque fois sauf dans quelques cas intéressants ; et j'ai quelquefois, pour la clarté de la lecture, légèrement modifié la ponctuation, assez différente, il y a un siècle, de nos habitudes actuelles.

Comme dans les précédentes publications du même genre, j'ai apporté en notes les éclaircissements qui me semblaient utiles, voire nécessaires à la compréhension de renvois à des faits d'actualité ou à des personnalités oubliées. Un index des noms et un index des titres complètent l'ensemble et permettent d'y circuler.

Enfin je remercie Jonathan Wenger pour sa contribution à la redécouverte de textes dont beaucoup manquaient à ma bibliographie des écrits de Guillemin (que je vais donc devoir rééditer !), et Catherine Hertrich pour sa relecture et pour son aide à la saisie de certains textes. Et naturellement Jean-Marc Carité, qui une fois de plus donne accueil et visibilité au travail accompli par les fidèles dont il fait partie.

P. B.

PREMIÈRE PARTIE
Le militant pacifiste
I
1923-1924

La première apparition du nom d'Henri Guillemin dans La Jeune-République[1] *de Marc Sangnier n'a rien à voir avec le pacifisme. Nous sommes en 1923, il a vingt ans et va repasser (et réussir) le concours d'entrée à l'École normale supérieure ; et c'est comme élève de la "prépa" du lycée du Parc, à Lyon, qu'il signe avec cinq camarades, dont Gabriel Germain, un de ses futurs amis fidèles*[2]*, une lettre que le journal publie sous le titre « Contre le décret Bérard ». C'est une réaction à l'article de Maurice Lacroix paru le 11 mai, « La réforme de l'Enseignement secondaire est faite »*[3]*. Léon Bérard, ministre de l'Instruction publique*[4]*, vient d'abroger le décret de 1902 créant un enseignement sans latin, et contre lequel Sangnier s'était élevé dès 1910 au nom de la nécessité de la culture générale. Le décret de 1923 revient à l'enseignement obligatoire du latin dès la sixième. La lettre dont Henri Guillemin est cosignataire va donc à contre-courant.*

Cher camarade[5],

Permettez-nous, en tant que "cagneux" et jeunes-républicains, de vous soumettre les objections que nous a inspirées votre dernier article de *La Jeune-République* sur la réforme de l'enseignement.

1. Ce titre comporte bien un trait d'union, que j'avais omis dans ma bibliographie *Henri Guillemin, une vie pour la vérité* (Utovie, 2016) et que je rétablis. – *La Jeune-République* est un hebdomadaire créé en 1920 et qui a disparu seulement en 1989.

2. Voir à la fin de ce volume « L'iceberg » (p. 280-283), et deux articles sur Gabriel Germain publiés bien plus tard (12 février 1969 et 6 décembre 1973) dans *La Tribune de Genève*, et repris en 1975 dans *De l'histoire et de la littérature* (Utovie, 2023, p. 232-241).

3. Maurice Lacroix (1893-1989), normalien, agrégé de lettres, fut un remarquable helléniste et un enseignant passionné. En politique, c'est un catholique et un proche de Sangnier, sur la liste duquel il s'apprête à être candidat aux élections de mai 1924.

4. Léon Bérard (1876-1960) occupe ce poste de janvier 1921 à mars 1924.

5. Lacroix étant normalien, les futurs normaliens qu'espèrent être Guillemin et ses camarades s'adressent à lui en employant cette apostrophe traditionnelle, mais sans oser le tutoyer.

Tout d'abord, nous comprenons mal pourquoi vous acceptez sans un souffle de protestation le procédé désinvolte de M. Léon Bérard. Il semble que pour une question qui engage si gravement l'avenir de la France, il aurait pu demander l'avis du Parlement, au risque de retarder sa réforme, et surtout alors que beaucoup de professeurs se sont prononcés contre elle. Aurait-il voulu montrer par là, à la suite de M. Poincaré, que le corps enseignant de la République française doit être dans sa main « *perinde ac cadaver*[1] », ce qui nous fait craindre pour un jour trop proche le régime de la pensée laïque et obligatoire ? Quoi qu'il en soit, la conduite de notre ministre nous paraît vraiment peu démocratique, et d'un exemple pernicieux.

Ensuite, à un point de vue purement technique, nous nous refusons à croire à la magie toute-puissante de l'enseignement classique. Nous n'avons évidemment pas l'expérience du professeur, mais nous avons observé autour de nous pendant nos classes, et il nous a semblé qu'il n'existait pas une méthode unique pour former les esprits. Tous ne peuvent s'adapter à la formation grecque et latine, et, bien qu'en majorité futurs professeurs de lettres, nous ne croyons pas du tout détenir le monopole de la culture. Il nous semble que le travail d'analyse de la pensée peut aussi bien s'effectuer, et avec autant de fruit, sur un texte étranger ou français, et que ce qui importe ce n'est pas la matière sur laquelle travaille l'esprit, mais la manière dont il s'exerce.

Croyez, cher camarade, que ces critiques ne sont que la preuve de l'intérêt que nous prenons à vos articles et à notre future profession. Fraternellement à vous[2].

J'ignore si les condisciples de Guillemin ont eu le même parcours que lui, mais sa prise de position contre les langues anciennes est en tout cas autobiographique : il n'a fait du grec que très tard, et m'a souvent dit avoir tout oublié aussi de son latin[3] !

Ce désaccord avec Sangnier ne l'empêcha en rien, dès son entrée à l'E.N.S. à l'été 1923, de devenir son secrétaire, et son accompagnateur dans les réunions électorales puisque très vite commence la campagne pour les législatives de mai 1924, qui fournit le matériau du premier chapitre de ce livre.

1. Ces mots latins forment la devise des jésuites, censés obéir "comme un cadavre".
2. *La Jeune-République*, 18 mai 1923, p. 2, col. 2-3.
3. Voir notamment ses propos dans *Henri Guillemin tel quel*, p. 86 et p. 198.

Chapitre I
Autour des élections de 1924

Marc Sangnier à Mâcon
Une magnifique réunion[1]

Il fallait, en réalité, une étrange hardiesse, et presque de la témérité aux camarades du groupe de Mâcon, pour organiser, dans une ville de vingt mille âmes, que jamais notre propagande n'avait sérieusement touchée, une grande manifestation jeune-républicaine.

Et il fallait encore plus d'audace naïve pour croire en son succès : le tempérament local n'est que fort médiocrement incliné aux débats intellectuels et aux luttes spéculatives de la politique, et c'était, pour ainsi dire, un défi au bon sens que de convier les citoyens à une réunion publique, faite le matin, et, de plus, un dimanche, où la grasse matinée offre des charmes si tentateurs.

L'Action française avait, en outre, prévenu, avec son assurance coutumière, qu'elle interdirait, par la violence, la parole à Marc Sangnier.

Pourtant, nous avons eu raison d'avoir confiance et d'espérer. Et ce fut vraiment un réconfort magnifique et une extraordinaire foi en la vitalité et en l'avenir de notre mouvement, que nous apporta cette réunion, si inconsidérée, semblait-il, et si périlleuse.

Des camarades du département, et même de Bourg, Dijon et Lyon, étaient venus entendre Marc Sangnier. Dans la grande salle du Marivaux-Cinéma[2], sur plusieurs centaines d'auditeurs (cinq cents environ), nous étions une cinquantaine de Jeunes-Républicains. L'ardeur de nos amis du service d'ordre, leur volonté résolue d'assurer le calme, inspirèrent aux camelots du roi[3] de Mâcon, et à leurs amis lyonnais accourus dans un espoir de facile "chahut", une réserve fort prudente et si grande qu'ils n'osèrent pas même pousser un

1. *La Jeune-République*, 19 octobre 1923, p. 1, col. 6 et p. 2, col. 1 et 2.
2. Aujourd'hui le multisalles Mâcon-Pathé.
3. La « Fédération nationale des Camelots du roi », fondée en 1908, assure la vente du journal *L'Action française* et le service d'ordre des manifestations royalistes.

seul cri hostile lorsque Marc Sangnier, présenté par notre ami Pons, de Lyon, apparut sur la scène, parmi les applaudissements.

Et qui donc composait l'assistance ? Fort peu de dames, beaucoup moins même que la population féminine de la ville ne l'eût souhaité. Mais l'heure ne convenait pas aux ménagères, et une quarantaine seulement de privilégiées, ou de prévoyantes, étaient là. Parmi les hommes, outre les camelots du roi, de malheureux socialistes, un certain nombre de communistes, beaucoup de radicaux. On reconnaissait des professeurs, ceux de l'Université et ceux de l'enseignement libre, les journalistes, beaucoup d'ouvriers, des fonctionnaires des P.T.T., des contributions, des étudiants, des employés de banque et de commerce, deux prêtres…

Dans cette foule plusieurs ont déjà entendu Marc Sangnier, et si tous connaissent son nom, beaucoup ne savent guère de sa doctrine que ce qu'en livrent, horriblement défigurée, les grands journaux qui rendent compte – et le moins possible – de ses interventions parlementaires. Un sentiment très répandu dans ce milieu provincial où les idées déjà démodées à Paris sont encore acceptées les yeux fermés, et entretenues par ceux qu'elles servent, c'est que Marc Sangnier est un homme étrange ; il prétend concilier l'inconciliable et unir, dans un impossible accouplement, le « cléricalisme » et la république. Il va à la messe, donc il est clérical : c'est, en effet, un axiome. Et puis, il a, sur la politique extérieure, des idées que les gens « sérieux » et « rangés », les honnêtes lecteurs de *L'Écho de Paris*[1], les vieux politiciens et les jeunes, la tête pleine de vieilles maximes, ne daignent prendre en considération.

Voilà ce que la moitié, au moins, de la salle pense de cet homme qui s'avance sur la scène… Mais, déjà, Marc Sangnier parle, et sa voix, extraordinairement nuancée et souple, lance à l'assemblée muette et tendue les paroles de liberté et de paix. Et peu à peu, tant ces mots si déflorés de démocratie et d'amour reprennent dans sa voix un sens plus plein et une vie neuve et plus intense, tant la sincérité de sa foi l'illumine, tant sa simplicité toute naturelle s'affirme, réclamant de ceux qui l'écoutent leur collaboration dans la recherche du meilleur, tant il inspire à tous, spontanément et malgré eux, confiance, que tous, et même les railleurs et les sceptiques, même (et pourquoi pas ?) les royalistes, sentent monter en eux cette sympathie dont certains s'effarent, mais qui les gagne pourtant et qui, maintenant, les pousse aux applaudissements et aux acclamations.

1. Quotidien conservateur et nationaliste créé en 1884.

« Et je dis que l'ouvrier incroyant qui ne va à la messe que pour plaire à son patron ou à son contremaître, celui-là est un lâche et un hypocrite. » Toutes les mains battent.

« Et je dis aussi que l'ouvrier qui croit en Dieu et que la peur du ridicule, la crainte des quolibets, empêchent de remplir ses devoirs de chrétien, celui-là aussi, camarades, n'est qu'un lâche et qu'un hypocrite. »

La rafale d'applaudissements s'emplit maintenant de hourras, et ces pauvres prolétaires, qui ont tous, plus ou moins, hurlé « à bas la calotte » dans des réunions catholiques, et ces gens qui, de la politique, n'ont trop souvent aperçu que les convoitises, derrière lesquelles les idées même ont disparu, sentent confusément aujourd'hui qu'il y a des réalités spirituelles plus hautes que les luttes matérielles pour l'existence, et des réalités qui pourraient peut-être mériter que l'on donnât sa vie pour elles.

… Cinq cents personnes, et pas un cri de blâme ou de haine ! Jamais il ne nous avait été donné d'assister à un tel exemple d'emprise morale sur une foule et de sympathie unanime.

À Lyon, ç'avait été la bataille pendant trois quarts d'heure ; à Saint-Étienne, l'essai d'obstruction des anarchistes ; ailleurs encore les cris, par instant, mais jusqu'au bout, des camelots du roi. À Mâcon, ce fut le calme, et non point la tranquillité grise de l'inertie, mais la tension, comme ravie, des âmes qui pressentent la vérité.

C'était le premier discours que prononçait Marc Sangnier depuis le Congrès de Fribourg. Toute son émotion de ces grandes journées revenait en évoquant ces jeunes cœurs qui ont opté pour l'esprit de paix, que l'oppression militariste et païenne a porté par réaction aux sommets de l'idéalisme, et qui, dans le désarroi matériel de leur patrie, délivrés, de force, des soucis misérables de leur "situation", ne cherchent plus, maintenant, que le royaume de Dieu et sa justice[1].

Marc Sangnier redit à la foule de notre[2] coin de France les paroles de bonne volonté, les résolutions de travail et de réparation des pacifistes de

1. Ces lignes évoquent la tenue récente du III[e] « Congrès démocratique international pour la paix », organisé à l'initiative de Marc Sangnier à Fribourg-en-Brisgau du 4 au 10 août 1923, après Paris (1921) et Vienne, en Autriche (1922). Suivirent Londres en 1924, Luxembourg en 1925, en 1926 Bierville, dont il sera longuement question plus loin dans ce volume, et encore cinq autres congrès internationaux jusqu'en 1931. Le thème central de tous ces rassemblements est le rapprochement pacifiste entre les jeunesses allemande et française, aussi longtemps qu'il paraît possible.

2. C'est le Mâconnais qui parle…

l'Allemagne nouvelle. Lucide, toute faite d'équilibre et de mesure, la théorie de Marc Sangnier sur la politique extérieure qui doit être celle de la France soulève des acclamations. Je sens dans la salle des résistances encore, noyées dans la masse conquise. Quelques-uns s'abstiennent, timides et n'ayant pas encore au cœur la grande foi radieuse, mais le spectacle de ce millier de mains tendues les secoue et les ébranle quand même. Libres penseurs, socialistes, catholiques, tous acclament la parole de Pie XI sur la vraie garantie de la paix « qui ne repose point sur les forêts de baïonnettes[1] ».

Marc Sangnier a terminé son discours. Les applaudissements ne veulent plus finir. Tous les cœurs sont heureux. Nous n'aurions jamais attendu un tel enthousiasme.

Un contradicteur monte sur la scène. Pour quelques-uns d'entre nous, c'est une amusante surprise de retrouver une figure trop connue que l'Action française, qui semble décidément subir une terrible pénurie d'effectifs, présente à chaque meeting régional. On ne peut pas toujours être sérieux. Après sa magnifique tenue pendant deux heures, le public se détend… On entend quand même parfaitement les paroles du royaliste.

Sur les pacifistes allemands, il déclare que leur mouvement est négligeable du moment qu'ils laissent assassiner leurs hommes. Et la foule de crier : « Et Plateau[2] ! » Grande déconfiture du contradicteur fort piteux de cette gaffe. Après chacun de ses paragraphes, il compte sur une approbation de la salle et l'attend. Rien. Quelques rires. Les royalistes même ne bougent pas.

Marc Sangnier prend à nouveau la parole. L'enthousiasme est encore plus grand pour sa réponse au contradicteur que pour son discours. Il précise notre attitude en face du séparatisme rhénan[3], qu'il faut envisager avec prudence et, en tout cas, laisser évoluer sans nulle pression. Il ne cherche aucunement à écraser les royalistes sous le ridicule, et son dessein est, comme toujours, de convaincre l'adversaire et d'en faire un collaborateur. C'est pourquoi, la

1. Ces mots fameux de Pie XI (Achille Ratti, 1857-1939), élu pape en février 1922, figurent dans une lettre du 7 avril de la même année à l'archevêque de Gênes au sujet de la Conférence internationale de la Paix qui s'y tint du 10 avril au 19 mai.

2. Allusion d'actualité récente à Marius Plateau, né en 1886, fondateur et chef des Camelots du roi, assassiné le 22 janvier 1923 dans les locaux de l'Action française par Germaine Berton (1902-1942), jeune anarchiste, qui fut acquittée en décembre. Et son geste et l'issue de son procès eurent un grand retentissement dans la presse et dans les esprits.

3. Autre allusion à l'actualité, immédiate cette fois : un groupe de militants hostiles à l'occupation de l'Allemagne par les vainqueurs s'apprête à fonder, le 23 octobre, une éphémère « République rhénane », basée à Cologne et qui ne dura que trois mois.

réunion finie, alors qu'une cinquantaine de personnes seulement demeurent dans la salle, Marc Sangnier continue la conversation avec le royaliste, et, très simplement, essaie de lui faire comprendre toute sa pensée.

Dans la rue, devant la porte, des groupes se forment. Des ouvriers causent avec nous et nous demandent des rendez-vous pour de nouvelles et sérieuses discussions. On se serre la main affectueusement. Plusieurs abonnements sont recueillis.

Tous les camarades se retrouvent au banquet.

Paul Gaudillière, de Louhans, grand mutilé de guerre, nous raconte, très ému, deux épisodes du Congrès de Fribourg. Leygonie, du Creusot, avec enthousiasme, affirme la volonté de ses amis de s'acharner à la propagande par le dur labeur quotidien, parfois ingrat, mais seul vraiment efficace. Surtout, il nous révèle le grand dévouement trop caché de Léon Vincent, de Chalon, le vrai chef de la Jeune-République en Bourgogne[1], et qui, malgré sa modestie, nous confirma mieux encore ce que nous savions de sa valeur par le toast d'une rare éloquence, simple, clair et plein de foi, qu'il porta lui-même ensuite. Puis le vieux camarade à la barbe blanche et au cœur tout jeune, Joseph Ray, de Tournus, se leva pour nous dire en quelques mots, tremblant d'émotion, sa joie trop grande et le don absolu de son âme à la Cause.

Enfin, ce fut Marc Sangnier. Je crois ne pas traduire mon seul sentiment personnel en disant qu'il sut trouver des mots plus profonds que jamais pour célébrer la confiance : « Je crois, camarades, que l'heure est particulièrement émouvante. Deux esprits sont en présence dans le monde : le vieil esprit païen de matérialisme et de haine et l'esprit d'amour qui est l'esprit de Dieu ». Alors, nous avons tous senti que sur chacun de nous pesait la responsabilité, terrible et douce, de travailler à l'avènement du règne de Dieu, que le moment n'était plus de prêter à la Cause un peu de son temps et de son cœur, mais que l'heure était enfin venue de tout subordonner, vraiment, à son triomphe, sans hésiter ».

La réunion qui se tint ensuite au siège du groupe de Mâcon eut pour but d'organiser la propagande dans le département et les régions voisines. Le travail immédiat, partiel, obstiné, s'impose. Pas un de nous n'abdiquera devant son devoir.

Henri GUILLEMIN.

1. Léon-Paul Vincent, né en 1900, est mort à Dijon en 1984. – Joseph Ray, cité ensuite, fut conservateur du musée de sa ville jusqu'à 1918 au moins.

Après le discours de Marc Sangnier sur la jeunesse allemande et la paix[1]

Parmi les nombreuses lettres que Marc Sangnier a reçues à propos de son intervention sur le mouvement pacifiste dans une partie de la jeunesse allemande, il en est certaines dont nos lecteurs nous sauront gré de leur communiquer au moins quelques passages.

Et d'abord, celle d'un jeune instituteur socialiste du Midi, qui envoie le « témoignage de toute son estime à celui que son âme évangélique continue d'opposer aux sarcasmes d'un Léon Daudet[2] ». – « Les hommes de cœur, ajoute-t-il, de toutes nuances et de toutes confessions sont avec vous. »

Puis c'est un protestant de Mulhouse qui écrit : « Permettez-moi de vous remercier d'avoir collaboré à un mouvement de rapprochement avec des hommes de bonne volonté, dans un esprit chrétien, et aussi d'avoir fait connaître au pays des faits et des convictions dont nous avons le devoir de tenir compte ».

C'est maintenant un homme de grand cœur et de fine intelligence, fort apprécié des lettrés, qui signe les lignes suivantes :

> Dans l'intolérable malaise que m'inflige la politique officielle de notre pays, j'éprouve à vous entendre un sentiment de libération. Vous seul avez témoigné que la France n'a pas abdiqué son humanité […] Rien ne vous a fait dévier de ce que vous aviez résolu de dire, ni manquer à la modération qui achève la noblesse de votre acte. Les fragments de lettres que vous avez lus feraient, d'un rocher même, jaillir la compassion. Il faut que l'on connaisse cette double victoire sur la haine, remportée de l'un et de l'autre côté de la frontière.

Signalons aussi la lettre d'un catholique parisien, que le discours de notre ami a « profondément ému », qui sent que nous sommes dans la bonne voie de paix, à qui son âme et sa raison disent que nous ne nous trompons pas, mais qu'un atavisme de défiance arrête douloureusement dans ses aspirations pa-

1. *La Jeune République*, 7 décembre 1923, p. 2, col. 4-5.
2. Fils du romancier (1867-1942) et principal animateur, avec Charles Maurras, de l'Action française et du quotidien royaliste de même titre.

cifistes. « N'importe, conclut-il, les élans de cette jeunesse allemande sont profondément émouvants. Dieu veuille qu'ils se propagent : c'est mon ardente prière !… Mais il est écœurant qu'on puisse tourner cela en ridicule. Non ! ce n'est pas français, malgré le brevet de patriotisme que se décernent ces tristes interrupteurs ! »

Enfin, la lettre la plus émouvante de toutes est peut-être celle qu'écrivit, très simplement, et avec tout son cœur, un cultivateur des Vosges. Il ne connaît ni notre journal, ni même l'adresse particulière de Marc Sangnier, et c'est à la Chambre qu'il lui envoie sa lettre ; mais, comme il le dit lui-même, « je ne sais quoi d'irrésistible m'attire vers vous ». Et qu'il nous permette de citer ces lignes, où l'on sent tant de sincérité spontanée et confiante :

> Ancien combattant aux chasseurs à pied, j'ai connu toutes les souffrances d'une guerre cruelle : tranchées, attaques, blessures et captivité. C'est pendant cette captivité, pourtant courte, que j'ai observé les Allemands. Contrairement à toutes les légendes répandues, j'ai vu que c'étaient des hommes comme nous, qui avaient parents, femmes et enfants, comme nous, qui étaient dans la peine et dans l'anxiété, comme chez nous. J'y ai vu de braves cœurs et de mauvais sujets, comme chez nous. C'est en faisant ces observations que j'ai reconnu la guerre absurde et bête et qu'ont germé en moi les idées pacifiques qui m'animent aujourd'hui. J'ai lu bien des journaux et des livres, mais je n'en ai encore trouvé aucun qui réponde à ces aspirations. Il y a bien les socialistes. Mais leur presse est sectaire et antireligieuse. Je suis catholique avant tout et c'est pourquoi, Monsieur le Député, vos idées me plaisent, car elles se rapportent avec les miennes sur tous les points.

Oui, des lettres comme celles-là nous prouvent que notre action répond à un besoin profond de l'âme française, pleine de bon sens toujours et de généreuse fraternité.

H. G.

La crise financière actuelle
Un exposé de René Moreux[1]

L'exposé de René Moreux fut le type de ce que nos amis aiment entendre dans ces réunions d'étude du vendredi où nos militants viennent chercher des idées, précises et complètes, qui nourrissent d'une substance plus rationnelle leurs aspirations générales.

Il s'agissait uniquement d'étudier la situation financière actuelle de la France.

Il y a, dit René Moreux, trois sortes de budget : le budget, général ou ordinaire, le budget des dépenses recouvrables, le budget de la « capitalisation des réparations ».

Le budget A s'élève à 25 milliards pour 1924. Le budget B est destiné à reconstruire les régions libérées. La France a fait un effort énorme pour les réparations. Celles des dommages aux biens s'élèvent à 85 milliards ; 65 milliards ont déjà été attribués. En outre, les réparations des dommages aux personnes (pupilles de la nation ; pensions) se montent à 45 milliards. C'est donc 130 milliards qui sont nécessaires. Or remarquons : 130 milliards de francs-papiers représentent environ 35 milliards de francs-or[2] ou 28 milliards de marks-or. Et c'est précisément 28 milliards de marks-or que la France doit à ses alliés. Il est vrai qu'elle est aussi créancière de 12 milliards, dont 5 pour la Russie ; ces derniers sont fort mal en point[3].

Au total, la dette de la France a passé de 31 milliards en 1913 à 460 milliards de francs-papier, soit un peu plus de 100 milliards[4] de francs-or. Cette somme représente 27 milliards d'annuité ; et comme la France, dont la

1. *La Jeune-République*, 11 janvier 1924, p. 3, col. 4. – Membre actif de la Jeune-République, René Moreux (1876-1957) est un journaliste économique et un spécialiste des affaires maritimes, à qui l'on doit un luxueux ouvrage technique illustré sur *Le Paquebot « Normandie »* (1935).

2. La convertibilité du franc en or reste en vigueur jusqu'en 1936.

3. Il s'agit des emprunts russes émis à Paris, pour l'essentiel, entre 1888 et 1914, et dénoncés par le gouvernement bolchevik dès décembre 1917. Les souscripteurs français n'en revirent jamais la couleur.

4. *La Jeune-République* imprime « millions », je corrige.

fortune totale s'élève à 500 milliards de francs-or environ, peut payer de 30 à 40 milliards annuellement, il apparaît ainsi que la dette représente environ le tiers de la fortune nationale.

Cette situation est manifestement très grave, mais en aucune façon irrémédiable.

Pourtant, il est certains symptômes alarmants. D'abord, l'achat des bons de la défense nationale a cessé récemment de couvrir le remboursement de ces bons. La confiance en la solvabilité de l'État semble diminuer, et cette diminution même de la confiance fait baisser la solvabilité. Ensuite, on signale que des capitalistes (propriétaires, industriels) refusent le franc-papier pour exiger des dollars.

La solution à la crise de confiance est surtout d'ordre moral. Mais le moment n'est plus d'hésiter à prendre des mesures d'une extrême sévérité contre les spéculateurs du franc et du dollar qui aggravent la chute de notre papier-monnaie. En outre, une énergique et décisive transformation, menée de fond en comble, de notre organisation administrative permettrait de réaliser des économies à côté desquelles celles même de M. Louis Marin, qui prévoient 600 millions, apparaîtraient comme dérisoires[1].

H. G.

1. Louis Marin (1871-1960), très longtemps député de Meurthe-et-Moselle, a été neuf fois ministre sous la III^e^ République. Peu après la date de cet article, il devint ministre des Régions libérées mais ne resta en poste que deux mois et demi (mars-juin 1924). Républicain de droite, très hostile à l'Allemagne en tant que Lorrain, il s'opposa systématiquement à la politique de paix d'Aristide Briand.

Marc Sangnier rend compte de son mandat dans le XIII^e^ arrondissement
Magnifique réunion dans un préau d'école[1]

Il y avait plus de casquettes que de chapeaux mous et plus de chandails que de faux-cols, samedi dernier, parmi l'auditoire du préau d'école, rue Fagon[2], dans le treizième arrondissement, où Marc Sangnier rendait compte de son mandat.

Les premiers arrivés s'entassent sur les bancs devant la tribune ; les autres, debout, en arrière et sur les côtés, s'écrasent pour ne pas perdre un pouce de terrain, mieux voir et mieux entendre l'orateur.

Un peu de fièvre dans l'air. Avant le discours, on cause. La tendance générale est le qui-vive, un peu défiant.

Marc Sangnier se lève et commence très simplement. Des interruptions partent, dispersées, sans haine. Quelques citoyens, rares d'ailleurs, et pas méchants, prennent prétexte d'un mot quelconque pour extérioriser une pensée brumeuse : « Il ne faut pas, dit notre ami, que les députés soient les mandataires occultes d'intérêts inavouables. Il faut que l'on sache ce qu'ils représentent !

— Oui, on sait bien, Marc Sangnier, que vous représentez le bon Dieu ! »

Et Marc Sangnier de répondre avec humour : « Si je représentais ce Dieu que vous-même appelez "bon", vous seriez bien forcé de me reconnaître quelques éminentes qualités ».

Ces petits incidents, bientôt, se calmèrent d'eux-mêmes. Un vrai silence se fait, où, distincte et chaude, la voix de Marc Sangnier peut avoir toute son action.

« C'est vrai, tout de même, ce qu'il dit », glisse, dans l'oreille de son voisin, un auditeur qui m'écrase les pieds et m'enfonce son coude dans les côtes.

Une involontaire confiance est née, grandit, s'impose… Ce qu'ils en ont entendu, pourtant, de ces discours électoraux !… Que de politiciens leur ont

1. *La Jeune-République*, 18 janvier 1924, p. 1, col. 5-6 et p. 2, col. 1-2.
2. Courte rue toute proche de la place d'Italie.

promis, en échange de leur bulletin de vote, des soulagements et des libérations qui ne sont jamais venus ! On comprend bien qu'ils soient maintenant sur leurs gardes.

Mais il y a quelque chose de changé, cette fois, et, sans qu'ils sachent au juste pourquoi, ce discours ne leur a pas l'air d'être comme les autres. Alors, peu à peu, dans le calme que verse la lumière bienveillante des lampes aux grands abat-jour de salles de classe, une atmosphère de sympathie s'établit, d'entente et de bonne volonté. Dans ce préau d'école, nous voici tous prêtant l'oreille, comme de grands élèves studieux, attentifs à de passionnants problèmes et tendus vers celui dont la parole de sincérité guide vers les solutions décisives.

Tous se sentent de plus en plus en accord avec lui, en intimité presque ; ils l'applaudissent avec conviction quand il propose les réformes largement humaines de l'organisation sociale, avec vigueur quand il affirme la volonté française de se pencher avec prédilection sur les forces morales qui, seules, feront vivre la démocratie, au lieu d'étouffer les meilleures d'entre elles, avec élan et enthousiasme quand il parle des nécessaires réconciliations internationales ; et, tandis que les mains battent et que les chapeaux s'agitent au bout des bras tendus, la République, dont le buste officiel apparaît dans la fumée[1], contre le mur, paraît s'étonner elle-même de se voir si bien comprise et d'entendre enfin un homme qui semble s'être douté qu'elle pouvait bien avoir une âme.

Pas de véritable contradiction ; plutôt des collaborateurs que des adversaires. Marc Sangnier précisa nos vues sur la politique religieuse, sur les logements ouvriers, sur les « révolutions » qui ne peuvent se faire si elles ne sont d'abord dans les esprits.

Après une dernière et courtoise discussion avec un certain nombre d'auditeurs qui désiraient présenter un ordre du jour, celui que proposait la Jeune-République fut voté presque à l'unanimité :

Six cents citoyens, réunis au préau d'école de la rue Fagon, après avoir entendu le compte rendu de mandat de Marc Sangnier, approuvent sa critique de la politique du cabinet Poincaré[2] et se prononcent pour une politique intérieure fondée sur la paix

1. À cette époque tout le monde fume, Guillemin le fera plusieurs fois remarquer.

2. Raymond Poincaré (1860-1934), déjà président du Conseil de janvier 1912 à janvier 1913, puis président de la République de février 1913 à février 1920, est de nouveau à la tête du gouvernement du 15 janvier 1922 au 1er juin 1924, et assure en même temps les fonctions de ministre des Affaires étrangères. Peu apprécié de la gauche, il est partisan de la rigueur envers

entre les citoyens et sur la transformation démocratique du régime social, – et pour une politique extérieure qui, sans renoncer aux réparations et aux garanties de sécurité nécessaires à la France, recherche, dans un large esprit de collaboration internationale, le moyen d'assurer la reconstruction de l'Europe et la paix du monde.

Un nombre considérable de journaux fut vendu à la sortie, tandis que nos amis, qui distribuaient le texte de notre programme, étaient littéralement assiégés.

Une réunion comme celle-là laissera une trace profonde dans bien des esprits.

Henri GUILLEMIN.

l'Allemagne et vient de faire occuper la Ruhr pour la contraindre à payer les réparations définies par le traité de Versailles.

À travers la presse[1]

La conférence de Marc Sangnier à Épernay, le 11 janvier dernier, provoqua, dans toute la presse régionale, d'abondants commentaires.

Tous les journaux sont unanimes à reconnaître que l'auditoire, « particulièrement nombreux », écouta notre ami « avec une grande attention et un intérêt visiblement sympathique ». Du reste, dans ces mêmes journaux, s'affirme un véritable et scrupuleux souci d'exactitude.

Ne lisons-nous pas en effet dans le journal radical, *Le Réveil de la Marne*, qui n'a que des éloges pour l'éloquent, sincère et loyal exposé de notre ami : « Marc Sangnier est un chrétien ; c'est très beau et c'est très rare ; il n'a d'ennemis véritables que parmi ceux qui confondent obstinément cléricalisme et religion, nationalisme et patriotisme » ? tandis que l'organe opposé, *Le Nord-Est*, n'a pas un mot de critique contre Marc Sangnier et s'applique loyalement à préciser la politique extérieure de notre ami.

Cette conformité même d'appréciations n'est-elle pas typique et encourageante ?

H. G.

1. *La Jeune-République*, même numéro, 18 janvier 1924, p. 2, col. 4.

En pleine crise économique et financière
La France et la vie chère. Les fonctionnaires.
Les lois sociales menacées[1]

La grande salle claire du Moulin-Vert[2] était toute pleine. Il y avait là bien des visages que nous n'avions encore jamais vus. Chez tous, une grande bonne volonté d'écouter, de s'instruire et de discuter sans passion.

Dès le début, Georges Hoog, qui présidait[3], affirma l'étroite connexion de la crise économique et financière actuelle avec notre politique extérieure. Ce principe dominera les conclusions des trois orateurs.

Boneil montra avec précision que le résultat le plus immédiat de la baisse du franc, c'est la vie chère. La vie est, en effet, trois fois et demie plus chère qu'avant-guerre. La cause de cette cherté de la vie, c'est la diminution du pouvoir d'achat de notre monnaie, dont est responsable, d'une part, la politique d'inflation qui a jeté 39 milliards de francs-papier en circulation, soit plus de huit fois l'encaisse-or ; d'autre part, le déclin de la confiance accordée par l'étranger à la valeur de notre franc. Pour l'étranger, le franc n'a que la valeur qu'il veut bien lui attribuer, et son appréciation est fonction de la confiance qu'il a en la puissance économique et en la solvabilité de la France.

C'est donc par là que le problème de la baisse du franc se relie à celui de toute notre politique extérieure : les mesures du gouvernement, très discutables d'ailleurs, ne peuvent guère avoir d'efficacité si elles ne s'accompagnent d'une orientation nouvelle de notre politique extérieure, dans le sens des collaborations internationales effectives.

---

1. *La Jeune-République*, 25 janvier 1924, p. 3, col. 3-4. En marge de la campagne électorale proprement dire, Guillemin fait le compte rendu d'une réunion publique tenue le 23 janvier.

2. Située à Champigny-sur-Marne, l'ancienne guinguette du Moulin-Vert est encore aujourd'hui un lieu destiné à organiser réceptions et autres "événements".

3. Chrétien de gauche, Georges Hoog (1885-1944) était encore tout jeune quand, dès le temps du Sillon, il a été le secrétaire de Sangnier [comme après lui Guillemin] ; il est resté très proche de lui ; en 1924 il est le rédacteur en chef de sa revue *La Démocratie* où écrit Guillemin. En 1932 il lui succède au secrétariat général de la Jeune-République.

Reprenant le problème de la vie chère du point de vue spécial des fonctionnaires, Johannès Christophe fit voir qu'en moyenne les traitements n'ont augmenté que de 240%, alors que la vie a augmenté de 350%. Il y a donc un écart de 110%, qui oblige certains fonctionnaires, et en particulier ceux qui ont charge de famille, à finir leur journée comme musiciens dans les cinémas ou conducteurs de taxis.

Un relèvement des salaires s'impose. Mais le gouvernement, sous l'influence peut-être de l'Union des intérêts économiques, a refusé les 1 800 francs[1].

Les revendications des fonctionnaires ne sont d'ailleurs pas seulement matérielles ; le fonctionnaire entend n'être pas un citoyen diminué auquel on interdirait de faire une autre politique que celle du gouvernement. Il veut que l'on distingue son activité professionnelle de fonctionnaire de son activité physique de libre citoyen.

Enfin, Gustave Salmon définit avec énergie la loi de huit heures[2], loi qui demande non seulement un effort de bonne volonté de la part des patrons, mais un effort de la part de l'ouvrier, d'abord pour employer consciencieusement ce temps restreint de travail, ensuite et surtout pour saisir la portée de cette loi qui n'est pas un prétexte à rechercher des heures supplémentaires, mais une libération de l'ouvrier lui permettant de vivre plus efficacement sa vie d'homme et de citoyen.

Quant aux assurances sociales, que M. Poincaré voudrait enterrer pour l'instant, elles sont d'une importance et d'une nécessité primordiales[3], non seulement au point de vue de l'hygiène et de la sécurité matérielle, mais même au point de vue de la démocratie, qui suppose un minimum d'aisance permettant au prolétaire de s'intéresser à des problèmes qui le dépassent.

Trois auditeurs posèrent des questions, dont la plus intéressante avait trait à cette nouvelle orientation que la Jeune-République voudrait voir donner à notre politique extérieure. Les applaudissements énergiques de l'assemblée témoignèrent de sa très grande sympathie pour nos opinions.

En somme, réunion d'étude sérieuse, précise et profitable.

H. G.

1. Cette somme correspond à environ 1 900 € actuels. L'Union des intérêts économiques est une organisation patronale fondée en 1910.

2. Cette loi adoptée le 23 avril 1919 et fixant à huit heures le temps de travail quotidien a servi de base à l'adoption de la semaine de quarante heures par le Front populaire. – Gustave Salmon, autre proche de Sangnier, a signé de très nombreux articles dans *La Jeune-République*.

3. Il en sera à nouveau question, plus longuement, ci-après p. 57.

L'effort français pour les réparations[1]

On sait mal l'effort extraordinaire et, tout compte fait, admirable, que la France a réalisé pour les réparations, en particulier pour les réparations des dommages aux biens, nous disait notre ami Moreux, au cours de son récent exposé. Les demandes s'élevaient à 85 milliards, et c'était un très gros travail que d'instruire toutes ces demandes et d'examiner leur légitimité. Ce n'est qu'à la fin du prochain semestre que toutes les évaluations seront terminées. Tous les sinistrés auront alors leurs titres de créance. Déjà 65 milliards ont été attribués.

Ces sommes considérables dépensées pour les réparations ont été, en général, bien utilisées. Quelques chiffres nous le prouvent. Il y avait 3,3 millions d'hectares de terres cultivables à remettre en état. Il n'en reste plus que 340 000 qui n'aient pas été rendus à la culture. On peut dire, en ce qui concerne le réseau de voies ferrées, que *tout* est reconstruit. Quant aux canaux dont le rôle est si important dans les régions dévastées, sur 1 621 km à refaire, 178 seulement demeurent encore hors d'usage. Ces chiffres sont, d'ailleurs, corroborés par l'examen des feuilles d'imposition. La montée très rapide, d'année en année, du chiffre total des contributions témoigne à la fois du repeuplement de ces régions et de leur activité renaissante. En 1913, les régions qui font partie maintenant de la zone rouge payaient 725 millions d'impôts. En 1919, ces régions en payaient déjà un milliard ; en 1922, ce chiffre s'éleva à 2 milliards 296 millions.

Les statistiques, en outre, nous ont révélé qu'il n'y a actuellement, dans les territoires dévastés, que 400 000 personnes de moins qu'en 1914.

H. G.

1. *La Jeune-République*, même numéro du 25 janvier 1924, p. 4, col. 2.

La baisse du franc : haro sur le spéculateur ! Mais est-il seul coupable ?[1]

Parmi les multitudes de niaiseries dont la chute du franc a provoqué l'explosion chez les gens qui prétendent l'expliquer d'une manière simple et décisive, il en est une qu'il importe de révéler rapidement, en raison du crédit dont elle jouit.

On rejette toute la faute sur les spéculateurs. Notion vague, qui apparaît au grand public sous les traits de financiers occultes, acharnés à trafiquer sur notre monnaie pour en retirer d'énormes profits personnels. On ne se demande même pas pourquoi ils auraient choisi précisément cette date pour entamer leur œuvre funeste et lucrative.

Il faut s'entendre. Il faut surtout ne pas confondre la cause avec l'effet.

Comment on spécule

Le prix monte, d'une denrée qui est beaucoup demandée. Le prix descend, d'une denrée dont on se détourne. Cette loi générale s'applique au cours du franc. Il fut un temps où l'on demandait beaucoup de franc sur les marchés étrangers. On achetait vite, afin de gagner davantage ; c'est la tactique élémentaire et la base même de la spéculation. Les valeurs qui montent, on les achète sans perdre de temps : dans un mois, six mois, un an, elles vaudront le double, peut-être le triple du prix d'achat. Si l'on tarde à acheter, on "manque de gagner" d'autant plus qu'on aura plus attendu. Il s'ensuit que l'afflux même des demandes fait monter la valeur demandée. C'est là ce qu'on appelle spéculer à la hausse.

Or, il y eut, sur le franc, une spéculation à la hausse, spéculation qui nous a rendu de très gros services. Pendant la guerre, dix milliards de francs-papier ont été ainsi achetés.

Il faut donc reconnaître que les spéculateurs ont parfois du bon, ou plutôt qu'ils sont en eux-mêmes une force indifférente, égoïste, qui ne va que là où est son intérêt. Toute l'habileté consiste à faire que cette force se déclenche et joue en notre faveur.

---

1. *La Jeune République*, 1er février 1924, p. 3, col. 3-4.

Force égoïste, mais non aveugle

C'est là qu'intervient l'élément primordial : il faut bien que cette hausse ait un commencement. Il faut bien que les spéculateurs aient l'idée de se porter sur telle ou telle valeur plutôt que sur telle autre. Force égoïste, la spéculation n'est pas une force aveugle : les spéculateurs ont du flair. Ils ne se mettent à acheter une valeur que lorsqu'ils savent que la valeur montera.

Or, vers la fin de la guerre, tout le monde croyait au prompt rétablissement des finances françaises : on estimait que ce peuple aurait assez d'énergie intelligente pour se donner des chefs à la hauteur de leur tâche, animés du nouvel esprit né de la guerre, qui balaieraient les mortels parasitismes intérieurs et, à l'extérieur, sauraient se faire payer, dans l'ordre international et la paix. Ce fut cet élément psychologique, cette confiance, ce « crédit » qui déclencha[1] la hausse.

Aujourd'hui, l'élément psychologique impose à l'égoïsme des spéculateurs une orientation en sens inverse. Il n'apparaît pas que la France prenne les bons moyens pour se faire payer. Elle est de plus en plus isolée dans le monde. Elle n'a pas su avoir les nécessaires énergies qui, à l'intérieur, devaient sauver l'équilibre de son budget. La confiance diminue en sa puissance économique et sa solvabilité.

Il faut donc, se disent les spéculateurs, vendre vite le franc si l'on ne veut pas trop perdre. À la spéculation à la hausse, succède la spéculation à la baisse. On vend ! La baisse du franc s'accentue. Le poids de dix milliards de francs-papier achetés vient alourdir pesamment notre change.

Où est le remède ?

Alors ? – La faute est-elle donc aux étrangers, ou bien à ceux qui, par leur politique, ont créé autour de nous une telle atmosphère de méfiance que les spéculateurs eux-mêmes, dans leur égoïsme, ne songent qu'à se débarrasser d'une monnaie qui s'avilit ?

Que faire ? Un seul remède : une bonne politique extérieure ; un vigoureux effort, à l'intérieur, pour rétablir l'équilibre budgétaire.

Henri GUILLEMIN.

1. En stricte et bonne grammaire, il aurait mieux valu écrire « Ce furent » et « qui déclenchèrent », puisqu'il y a trois sujets réels. Il est probable que Guillemin traite « confiance » et « crédit » comme des appositions précisant la nature de l'« élément psychologique », qui reste pour lui le seul sujet de « déclencha ».

Marc Sangnier rend compte de son mandat dans le XVI^e^ arr. de Paris[1]

Le compte rendu de mandat de Marc Sangnier dans le 16^e^ arrondissement fut l'occasion d'une admirable réunion et d'une prise de contact aussi instructive qu'encourageante entre nos idées et les électeurs.

Marc Sangnier insista surtout sur les problèmes de politique extérieure et marqua d'une manière parfaite l'insuffisance d'une politique qui nous isole et veut ignorer le drame politique de l'âme allemande, dont la solution, pourtant, apportera ou bien les réparations et la paix, ou bien la guerre à brève échéance. L'intérêt de la France, les préoccupations chrétiennes et le simple bon sens s'unissent pour nous indiquer la seule « voie de la paix », orientée vers les collaborations internationales et l'appui aux bonnes volontés allemandes.

Un royaliste tenta une contradiction, très courtoise d'ailleurs, mais si peu favorablement accueillie par le public qu'il perdit pied tout à fait et se mit en devoir d'expliquer qu'en définitive il n'y avait pas grande différence entre le programme de Marc Sangnier et celui de Léon Daudet[2]. – On juge du tumulte !

À signaler aussi l'attitude attristante d'un prêtre qui, champion inattendu du nationalisme intégral, jugea à propos de protester bruyamment au moment où notre ami citait les paroles de Pie XI sur la paix[3].

La grande majorité des électeurs du 16^e^ arrondissement présents dans la salle témoigna par ses applaudissements et son enthousiasme qu'elle nous comprenait et qu'elle saurait nous soutenir.

H. G.

1. *La Jeune-République*, 29 février 1924, p. 3, col. 5. Voir aussi la note suivante.

2. Celui de l'Action française (voir p. 19, n. 2). – Dans *La Jeune-République* du 14 mars, Jonathan Wenger a repéré l'entrefilet suivant, signé « H. G. », dans la rubrique « Ici et là » (p. 2, col. 4) : « Le contradicteur d'Action française qui avait pris la parole au compte rendu du mandat de Marc Sangnier dans le XVI^e^ arrondissement nous fait remarquer que c'est seulement au point de vue social qu'il a prétendu que les programmes de Marc Sangnier et de Léon Daudet ne présentaient pas de différence sensible, alors que notre phrase, trop incomplète, semblait avoir une portée plus générale. / Même réduite à ces proportions, la chose a son prix ! »

3. Probablement la formule sur les « baïonnettes » citée dans *La Jeune-République* du 19 octobre précédent (voir p. 17 et n. 1).

Âmes vivantes[1]

Nous savions bien qu'il y aurait des oreilles pour percevoir et des cœurs pour comprendre, parmi la foule immense de ceux sur qui tomba, l'autre jour, le grand appel que Marc Sangnier cria à la jeunesse de France[2]. Dans le désert sans écho des âmes trop tôt desséchées et mortes sous le sable aride des égoïsmes, il y a, çà et là, des cœurs généreux, mais isolés comme ces eaux souterraines perdues sous les dunes, et prêtes, si quelque main providentielle les délivre, à jaillir tout d'un bond au grand jour, pures et fortes.

Des âmes vivantes se sont révélées, à elles-mêmes en même temps qu'aux autres. Des jeunes gens, que Marc Sangnier ne connaît pas, lui ont écrit d'admirables lettres. Nous voulons seulement citer quelques lignes, les moins intimes, les plus belles.

Il y a d'abord ceux qui se reconnaissent las d'une guerre qu'ils n'ont pas faite, et à qui manquent[3] le courage et la foi pour marcher vers cet idéal, vrai pourtant, mais si âpre à atteindre. C'est un jeune qui s'avoue découragé avant la lutte pour « les nobles et belles idées que vous avez jetées palpitantes, ce soir, à votre auditoire vibrant et enthousiaste ! » mais « pourquoi me suis-je rappelé, tout à coup, l'immense égoïsme humain ? pourquoi ai-je songé au Christ persécuté et crucifié ? Sa doctrine était pourtant bien belle ! » Un autre :

> Je sais qu'il y a la lutte, votre grande et belle lutte ; il y a cette porte que vous ouvrez franchement à tout ce qu'il y a de bon en nous ; il y a votre désir de reprendre avec nous, les jeunes, la route vers l'idéal, si pénible soit-elle aujourd'hui ; mais les autres nous ont donné un peu de leur faiblesse lâche ; elle ne s'affirme pas de la même manière peut-être, mais nous nous sentons trop débiles, et aussi, moralement, trop hésitants […] Mais, au moins, nous vous suivons de loin avec admiration, pour vous remercier de nous faire vivre, de temps en temps, quelques minutes qui, au travers de l'enfer social, nous montrent parfois un peu de ciel.

1. *La Jeune-République*, 21 mars 1924, p. 2, col. 1-2, rubrique « En passant… ».
2. Allusion au discours sur « Les Jeunes et la Politique » prononcé par Marc Sangnier lors de la réunion très suivie du 12 mars, et dont un compte rendu, assez bref et non signé, figure en première page du numéro précédent de *La Jeune-République* (14 mars, col. 4-5).
3. Guillemin écrit « manque », je me permets de corriger.

Et voici « les vaillants, les forts » :

Je sais que notre siècle réclame avant tout des hommes d'action qui s'attachent à la dure réalité et qui ne s'enfuient pas sans cesse au pays des chimères ; mais ce que le siècle appelle chimère, moi je l'appelle idéal, et il faut un idéal pour façonner la réalité […] Votre idéal, c'est le mien, c'est celui que nous a apporté le Christ, il y a 1 900 ans. Je m'y suis maintenant donné tout entier, à cette œuvre de paix et d'amour ; […] je vais travailler, tout de suite, à vous amener le plus de jeunes gens possible.

Enfin, une lettre que nous voudrions reproduire tout entière, tant, dans sa dignité calme, frémissent d'ardeurs magnifiques. C'est un « ancien jeune, de quarante ans bientôt », qui l'a écrite. Il salue d'abord les Jeunes, « eux qui pourront prolonger nos chimères d'hier, qui deviennent peu à peu la réalité d'aujourd'hui ; eux qui peuvent sauver de la critallisation "l'essence même de notre pensée" ». Parlant des contradicteurs, il dit :

L'essentiel, c'est la sincérité. L'esprit chrétien, qui va au vrai avec toute son âme, peut souvent se dissimuler, même à ses propres yeux, sous des affirmations matérialistes, contredites par l'expression véhémente de sentiments de foi en la justice, d'espérance en la bonté humaine, de charité ; expression même violente, même haineuse, menaçante ou révoltée. Cet esprit n'en reste pas moins d'inspiration chrétienne amoindrie, anémiée, spoliée de la majeure partie de sa grandeur, de sa dignité et de son élévation morale.

Plus loin :

Combien, mon cher camarade, j'aime vous avoir vu, face à la guerre, pour la paix, "galons sur les bras". Mais combien il m'est douloureux, autant qu'il dut vous l'être, d'entendre ceux-là même, pour la vie desquels nous avons offert la nôtre propre – des petits de 1914, jeunes de 1924 –, nous jeter à la face notre sacrifice total, comme un crime ou un sacrilège ! Où sont donc les vrais pacifiques ?

D'un côté, la doctrine de haine, érigée en dogme d'une religion humanitaire, étroite, puisque volontairement limitée. De l'autre, doctrine d'amour, de paix, de progrès, aussi large que l'humanité même, puisqu'elle n'exclut aucun des "hommes de bonne volonté". – Le choix, s'il n'est pas encore fait par tous, se fera tôt ou tard. Ce sera le rôle de conception, de persuasion, d'exécution des jeunes : l'Amour plus fort que la Haine.

Telle est, cher camarade et ami, la conviction profondément, ardemment sincère, d'un obscur auditeur de vos préceptes rajeunissants.

Tout cela, en vérité, n'est-il pas étrangement émouvant, et plein de sublimes promesses ?

H. G.

Le meeting du Manège du Panthéon à la veille des élections
Le discours de Marc Sangnier acclamé par un immense auditoire[1]

L'immense Manège du Panthéon[2] était plein à craquer.

Une lumière étrange tombait, du toit vitré, sur la foule, qui tantôt apparaissait indistincte sous l'obscurité d'un ciel orageux, et tantôt illuminée de soleil.

Il y avait là plus de deux mille personnes. Et le silence d'une telle foule était si grand qu'on entendait parfois grésiller sur les verrières du toit les brusques rafales de la pluie.

Attirer, non par l'appas des basses querelles ou des véhémences bouffonnes, mais par la seule séduction des idées, tant d'esprits loyaux et décidés à chercher la vérité, – et obtenir, à quelques semaines des élections, tant de calme et de dignité d'une telle multitude, c'est l'originalité à la fois et l'honneur de la Jeune-République.

La voix de Marc Sangnier est si nette et si ample qu'elle embrasse toute la salle, la contient en elle, en devient comme la vivante atmosphère spirituelle. On sent l'orateur en pleine force, maître du déroulement d'une pensée, qui, sans effort, devient parole et qui naît, façonnée déjà dans son rythme spécial et son poids.

Jamais d'ailleurs, peut-être, on n'avait mieux senti cette union intime et comme cette collaboration de la foule et de l'orateur. La foule comprend d'avance, se retrouve, et il lui semble que ce discours qu'elle entend sort d'elle-même et que c'est elle qui le fait tant il traduit bien ses aspirations et ses vouloirs.

On mesure, aux applaudissements du public, le degré d'attachement que porte le peuple de France aux réalisations nécessaires.

Il s'amuse d'abord de bon cœur, avec nous tous, quand Marc Sangnier lui dit que la République n'est vraiment pas en très grand péril de se voir remplacer par quelque royauté périmée.

1. *La Jeune-République*, 28 mars 1924, p. 1, col. 3-4.
2. École d'équitation située 51, rue Lhomond ; sa grande salle a plusieurs fois été utilisée pour les réunions politiques de Marc Sangnier.

Il veut le vote des femmes, mais sans inquiétude, car il sait bien qu'il l'aura.

Il veut garder l'humaine et utile loi de huit heures[1] ; cependant son adhésion enthousiaste se nuance ici d'un peu d'angoisse, tant est âpre la lutte que mènent[2] insidieusement ou au grand jour, contre la conquête prolétarienne, les puissances énormes du capitalisme.

Mais il est deux choses que la France désire avec passion : la paix religieuse, et la paix, tout court ; les acclamations montent à l'orateur qui réclame la justice pour tous, pour les catholiques comme pour les autres, – et c'est une ovation formidable qui accueille Marc Sangnier quand il affirme notre volonté de faire, malgré toutes forces de haine et d'oppression, la vraie Paix, celle du désarmement des bras et des âmes.

Il y eut aussi un instant impressionnant entre tous : l'effroi de toute une foule française, atterrée, mouvante et comme désemparée devant l'horreur de lignes atroces, écrites par un Français, un royaliste auquel trop de catholiques font encore confiance, et lues par Marc Sangnier. – On peut les voir dans le texte du discours[3]. – Marc Sangnier a bien fait de les lire ; on ne les eût pas clouées au pilori, qu'elles seraient restées comme une épouvantable souillure au nom de Français. Mais combien de royalistes même, parce qu'ils ont, eux du moins, le vrai sens chrétien, ne peuvent que réprouver avec indignation cette haine froide, calculée, meurtrière !…

1. Voir p. 28 et n. 2.

2. Dans *La Jeune-République* on lit « que mène », je corrige.

3. Le discours est intégralement reproduit dans les pages 5 et 6 du numéro (qui fait habituellement quatre pages) ; Marc Sangnier, désireux de convaincre son auditoire que oui, il y a des Français « qui ont vraiment la haine des Allemands, […] même des Allemands qui ont été tués parce qu'ils aimaient trop la paix », donne pour répondre à un contradicteur le nom du « royaliste », Léon Daudet, la date de son article dans *L'Action française*, 10 octobre 1923, et lit le texte de son « cri de haine », dont voici le passage le plus significatif : « Plus ils s'entretueront, moins il en restera, et moins il en restera, moins il y aura de chance d'une guerre prochaine, d'une prochaine revanche. Vous allez me trouver mauvais cœur : j'avais applaudi à la disparition de Mathias Erzberger (un de moins), à celle de Rathenau (un autre de moins). J'applaudirai de même à celle de Ludendorff, de von Seeckt, et j'applaudis à la famine allemande » (*La Jeune-République*, numéro cité, p. 6, col. 5). – Matthias Erzberger, journaliste et homme politique né en 1875, signataire pour l'Allemagne de l'armistice de 1918, ministre des Finances en 1919-1920, a été assassiné par deux militants antisémites le 26 août 1921 ; c'était un pacifiste convaincu. – Walther Rathenau, industriel et écrivain né en 1867, lui aussi ministre de la république de Weimar, est assassiné le 24 juin 1922 à la fois en tant que juif et en tant que signataire du traité de Rapallo avec la Russie soviétique. – Sur Ludendorff et von Seeckt, voir plus loin p. 89 et n. 3

Une contradiction d'une admirable courtoisie. Des questions intéressantes, clairement posées, nombreuses.

Sans fièvre, l'assemblée écoutait questions et réponses.

Une forêt de mains de levèrent pour acclamer l'ordre du jour.

Dans les rues qu'elle emplit de son fleuve, la foule s'en va, filtrée par des nuées d'agents. Quand même un bataillon se forme. Il rentre à *La Démocratie*[1] en chantant.

Bon travail, en vérité. Et plein de quels espoirs !

Henri GUILLEMIN.

Le banquet du 23 mars[2]

Le banquet qui suivit le meeting au Manège du Panthéon fut d'un entrain sans pareil. La salle du Foyer était trop étroite… On se sentait les coudes, et même, selon le mot de M. le pasteur Jézéquel[3], les côtes !

La gaieté de la veillée d'armes recréait, pour la millième fois, cette « âme commune » qui est ce que nous avons de meilleur ; et, depuis le plus humble de nos amis, jusqu'au « camarade commandant d'Etchegoyen[4] », tous se sentaient frères.

Il y eut des toasts, et encore des toasts, tous portés avec la même fougue. Nous ne parlerons que de trois seulement, parce qu'il y en a trop pour que nous puissions dire tout le bien que nous pensons de chacun d'eux.

M. l'abbé Briand eut l'honneur d'un ban, et jamais ban ne fut mieux mérité. Les quelques paroles qu'il prononça, de toute son âme de mystique

1. « *La Démocratie* » est à la fois le nom d'un des périodiques dirigés par Sangnier et celui de la « Société d'édition coopérative et de propagande » sise 34, boulevard Raspail, autrement dit dans son hôtel particulier, et qui s'occupe d'imprimer et de diffuser journaux et autres documents ; tous ses journaux et revues ont cette même adresse, à laquelle se tiennent en outre de nombreuses réunions.

2. *La Jeune-République*, même numéro du 28 mars 1924, p. 3, col. 5. – Je place ce billet à la suite de l'article qu'il complète.

3. Jules Jézéquel (1870-1963), pasteur de l'Église réformée, est depuis longtemps un militant de la justice sociale et de l'œcuménisme. Son combat pour la réconciliation franco-allemande l'a rapproché naturellement de Marc Sangnier et on reverra son nom plus loin dans ce volume.

4. Olivier d'Etchegoyen (1873-1933), d'abord officier de cavalerie, s'est tourné vers le journalisme au début du siècle et a connu Marc Sangnier à la même époque. Membre actif et respecté de la Jeune-République, il est un des co-listiers de Sangnier pour les élections de 1924.

et d'homme d'action, entrèrent dans les cœurs, comme disait Fénelon, « par la grande porte[1] ».

Il nous dit pourquoi il s'était donné si passionnément, lui prêtre, à notre Cause, malgré ce qu'elle a, sans doute, d'accidentel, de temporel et de provisoire ; c'est qu'au fond, elle est éternelle, puisqu'elle est l'effort, jamais fini, des hommes de bonne volonté à l'Amour qui les fera un.

Félicitons notre jeune camarade lycéen Henri Tréville du toast énergique, nerveux, décidé, qu'il porta. Avec des jeunes de cette trempe, on conquerrait le monde !

Après le toast de Marc Sangnier, appel à l'action de tout de suite, même ingrate et exténuante, mais nécessaire pour ceux qui veulent le triomphe, nous partîmes, l'âme joyeuse et pleine de courage.

Et maintenant que la fièvre de l'exaltation est tombée, nous sentons bien que les résolutions prises n'étaient point vaines, et que nous saurons, tous, tenir jusqu'au bout.

H. GUILLEMIN.

1. Ces quatre mots banals offrent bien peu comme piste et, à supposer qu'ils soient bien de Fénelon, je ne les ai retrouvés nulle part dans ses œuvres. – Quant à l'abbé Briand, il n'a guère laissé de traces dans la documentation consultée et la recherche se heurte à l'omniprésence d'Aristide Briand… Il faudrait connaître au moins son prénom.

Paroles de paix[1]

À l'occasion du deuxième anniversaire du couronnement de Pie XI, le cardinal Bertram, évêque de Breslau[2], prononça les paroles suivantes :

D'un amour qui ne connaît ni trêve ni limite, le Pape travaille sans se lasser à ramener la paix parmi les nations […] Peu importe qu'au milieu du déchaînement des passions la voix des papes reste sans écho ; cette voix ne crie pas dans le désert, on finira bien par l'écouter […] Mais, plus la sollicitude des Papes est calomniée, plus nous devons nous montrer reconnaissants. Notre devoir est de compléter l'œuvre des Papes, en évitant tout ce qui respire la haine et la vengeance. Un catholique convaincu aime son pays et ses traditions, mais il réprouve la partialité et l'exagération du nationalisme, qui n'a pour les autres peuples que de l'aversion et qui place les liens du sang ou de la race au-dessus des liens spirituels de la famille chrétienne.

Et c'est le même qui termine son Mandement de carême par ces mots adressés à ses diocésains de Silésie :

Nous vivons en un pays frontière où des fidèles de diverses nationalités se trouvent mêlés. Si vous regardez dans le passé, vous comprendrez que c'est un nationalisme satanique qui a prêché "le mal pour le mal". Ce fanatisme ne connaît de respect, d'indulgence et de charité que pour les membres d'une même patrie.

C'est une caricature du vrai amour de la Patrie. Un évêque d'un diocèse tchèque voisin disait justement que c'était la pire des hérésies de nos jours.

Beaucoup me diront : c'est vrai ! Mais ce n'est pas à nous qu'il faut le dire, c'est aux autres. Eh bien, je vous crie à tous sans distinction : rejetez ce poison… et si même on ne vous imitait pas, dans l'autre camp, faites toujours ainsi.

Cela ne sera jamais stérile, même si votre œil ne s'en rend pas compte.

À Cologne, le cardinal Schulte[3] écrit : « On ne pourra jamais assez convaincre les catholiques eux-mêmes des difficultés que crée à cette œuvre

1. *La Jeune-République*, même numéro du 28 mars 1924, p. 2, col. 5-6.

2. Adolf Bertram (1859-1945), évêque de Breslau depuis 1914, est cardinal depuis 1919 ; il est président de la conférence des évêques allemands. – Breslau est aujourd'hui Wroclaw, en Pologne. – Sur le pape Pie XI, voir plus haut p. 17 et n. 1.

3. Karl Joseph Schulte (1871-1941) est archevêque de Cologne de 1920 à sa mort. Il a été fait cardinal par Benoît XV en 1921.

fraternelle de paix et d'amour (qui est celle du Pape) la propagande néfaste qui attise les passions nationalistes ».

Enfin, à Munich, le cardinal Faulhaber[1], après avoir rappelé que Benoît XV, se sentant mourir, disait : « J'offre ma vie à Dieu pour la paix du monde », s'exprime ainsi :

> L'Église de Jésus-Christ ne peut donc et ne doit donc pas s'identifier avec les intérêts d'un seul peuple, comme le comprenaient la civilisation hellénique et la religion musulmane. Et, de notre côté, nous ne devons pas, avec les yeux d'un seul peuple, lire et critiquer, comme des hommes de parti, les allocutions et les encycliques que le Saint-Père adresse au monde entier. Nous devons fermer l'oreille aux voix qui reprennent aujourd'hui le cri du passé : "Nous voulons une religion nationale allemande ; nous voulons un Christ allemand". Seule, la religion que n'ont point révélée la chair ni le sang d'un seul peuple peut nous rapprocher de Dieu.

En vérité, de qui sommes-nous vraiment les frères spirituels, – de ces Allemands qui prononcent de telles et si magnifiques paroles, ou de ces nationalistes intégraux trop en faveur auprès de certains catholiques français qui, à l'assassinat du catholique allemand Erzberger, s'écrient, dans un hurlement de haine : « Un de moins[2] ! » ?

H. G.

1. Michael von Faulhaber (1869-1952), cardinal depuis 1921, est l'archevêque de Munich de 1917 à sa mort. Il fut un des seuls prélats allemands à s'opposer publiquement à l'antisémitisme nazi, mais sa personnalité est controversée.

2. Nouvelle allusion, cette fois sous la forme d'une citation explicite, aux paroles de haine de Léon Daudet dans *L'Action française* (voir plus haut p. 36 et n. 3).

Le vrai danger
La guerre chimique, la guerre des airs[1]

Bien des braves gens, trop crédules, voient la Commission Interalliée de Contrôle sur les Armements de l'Allemagne comme un athlète victorieux, le genou sur la poitrine de son adversaire, qui lui tient les poignets et le maîtrise totalement… Ils tremblent en songeant au jour fatal où le vainqueur lâchera prise.

L'image fait sourire ceux qui savent. Je connais un officier qui fit partie de la Commission de Contrôle et qui revient d'Allemagne. Voici les paroles que je lui ai entendu prononcer :

Un ingénieur d'une usine allemande, où j'allais un jour en inspection, me dit avec franchise : "Tout ce que vous pouvez faire contre nous, c'est nous interdire la fabrication du matériel de guerre *à l'intérieur de nos frontières*. Ailleurs (en Russie) nous gardons les mains libres. Au reste, ajoutait-il, cela nous gêne médiocrement."

Il avait raison. Nous ne pouvons rien contre l'aviation allemande, ni contre les recherches chimiques, activement poussées.

Les Allemands, qui nous avaient gagné de vitesse dans l'emploi des gaz (les Anglais n'en étaient encore qu'aux recherches, lors de la première attaque à gaz déclenchée, près d'Ypres, le 27 avril 1915 par les Allemands) et qui ne se sont pas attardés longtemps au chlore, trop visible, ont maintenant découvert un gaz toxique foudroyant qui provoque l'arrêt du cœur, et non plus seulement vésicant comme le gaz "humanitaire", l'hypérite[2], qui forçait l'homme à évacuer le front, mais ne le tuait pas.

L'effroyable danger de ce nouveau gaz c'est qu'il ne peut être perçu ni par la vue : il est incolore, ni par l'odeur : il est inodore, ni par le goût : il est insipide. L'homme respire normalement et, tout d'un coup, il est mort.

Du jour au lendemain, la France pourrait être parsemée de bombes toxiques lancées par d'innombrables avions ; toute mobilisation serait impossible. La guerre microbienne exterminerait les civils.

---

1. *La Jeune-République*, 4 avril 1924, p. 1, col. 3.
2. *Sic* au lieu d'« ypérite », terme formé sur le nom de la ville belge d'Ypres évoquée plus haut dans le texte. Il se pourrait bien que le lapsus soit d'Henri Guillemin lui-même, car il revient plus loin p. 189.

Paroles vraiment saisissantes, quand elles viennent d'un soldat étranger à toute politique. On comprend qu'il ait ajouté : « C'est à faire frémir ! »

Dans le cycle d'enfer des violences physiques, ceux qui « ont tué par l'épée, mourront par l'épée[1] ». Si les hommes veulent tuer, ils le feront, n'importe comment.

La sécurité n'est pas de l'ordre de la matière, mais de l'ordre de l'esprit. Le meilleur instrument de paix, la vraie protection pour l'avenir, ce n'est pas la Commission de Contrôle, c'est l'effort convergent des pacifistes de France et d'Allemagne qui veulent la paix, et savent le vouloir.

Henri GUILLEMIN.

1. Évangile de Matthieu, chap. 26, verset 52 (mot du Christ adressé au jardin des Oliviers à celui qui venait de blesser un serviteur du grand-prêtre).

Le banquet[1]

Comme toujours, après le dur travail de la journée, il y eut les moments joyeux du banquet.

Chaque table avait son – ou ses – candidats, mêlés aux amis. C'est que nous avons maintenant notre manière à nous de faire de la politique : une manière si franche, si simple, si directe, si dénuée de toute astucieuse habileté que les gens avisés et les politiqueurs de profession se fussent scandalisés, s'ils nous avaient vus[2].

Les camarades de la liste – « cette liste où l'on retrouve tant de figures aimées » – nous firent chacun leur petit toast exhortatoire.

Et leurs paroles semblaient superflues, tant les cœurs battaient ensemble et tant les volontés s'unissaient dans d'identiques résolutions.

Ces résolutions, Marc Sangnier les réclama le dernier. Il eût même souhaité la minute de silence qu'en de certaines occasions graves, on passe dans le recueillement : « La somme des sympathies latentes qui nous entourent est si grande, nous dit-il, qu'il suffit de quelques hommes d'action un peu énergiques et obsédés par la volonté du triomphe, pour les éveiller, les grouper et obtenir d'elle[3] un appui effectif ».

C'est la tâche précise de tous nos militants parisiens, tous sauront la remplir. – H. G.

1. *La Jeune-République*, 11 avril 1924, p. 2, col. 2. Ce billet fait suite au compte rendu, par Jacques Lacroix, de « La réunion de clôture » du congrès électoral du III[e] Secteur de Paris qui a établi le programme et la liste de l'« Union républicaine pour la Paix » menée par Sangnier. Henri Guillemin complète l'ensemble en évoquant (encore une fois…) le banquet final.

2. *La Jeune-République* imprime « vu », je corrige.

3. Ce pronom singulier ne peut grammaticalement renvoyer qu'à « la somme » ; on aurait plutôt attendu « elles », pluriel renvoyant à « sympathies ».

Marc Sangnier rend compte de son mandat dans le VI^e^ arrondissement devant neuf cents électeurs[1]

Le compte rendu de son mandat que fit notre ami Marc Sangnier, sous le préau d'école de la rue Madame, dans le 6^e^ arrondissement, fut, sans contredit, celui qui attira la foule la plus considérable. Il n'y avait pas, comme à l'ordinaire, en ces réunions, cinq ou six cents auditeurs, mais bien huit à neuf cents. Et l'on nous connaît assez pour croire que, lorsque nous citons ces chiffres, nous ne sacrifions pas à la mauvaise "habileté" politique qui veut que l'on augmente automatiquement de plusieurs centaines, quand on le livre au public, le nombre des auditeurs présents à une réunion.

Cette foule de huit cents personnes était d'une dignité admirable. Pas un cri ne déchirait l'attention tendue. Les camelots du roy[2] eux-mêmes étaient d'une sagesse qui dépasse tout éloge, et c'est bien malgré eux qu'ils faisaient, comme l'assemblée tout entière, « honneur au suffrage universel ». « Sans cette volonté d'écouter, de s'instruire, d'apporter des objections et de discuter loyalement, disait Marc Sangnier, il n'y a pas de République possible. » La démocratie sera possible tant qu'il y aura des foules comme celle-là !

Le discours de Marc Sangnier fut d'une clarté saisissante. La cohérence logique de notre solution du problème des réparations et de la sécurité, faite de bon sens, en même temps que de préoccupations larges et généreuses, fit une impression considérable sur plus d'un auditeur. Les approbations vigoureuses et les applaudissements en firent foi.

Marc Sangnier ne cacha point sa foi catholique. Il explique, d'ailleurs, que, même comme simple Français soucieux des intérêts de son pays, la reprise des relations avec le Vatican lui était apparue une mesure indispensable :

Ce que nous voulons, c'est le respect des forces religieuses ; c'est qu'il n'y ait plus de querelles entre Français pour des divergences d'opinions philosophiques ;

1. *La Jeune-République*, même numéro du 11 avril 1924, p. 3, col. 3-4.
2. C'est bien la graphie de *La Jeune-République*, pas forcément intentionnelle, mais que je conserve au cas où la pointe d'ironie serait voulue.

qu'on ne rejette plus avec horreur du territoire national les religieux qu'on a bien jugés[1] assez bons pour se faire tuer pendant la guerre ; que l'État ne considère plus l'enseignement libre comme un ennemi, mais comme un collaborateur…

Paroles de Français et de chrétien ; paroles aussi de républicain.

Le temps n'est plus où l'on accusait nos amis d'être de faux républicains et des réactionnaires masqués, parce que beaucoup d'entre eux étaient catholiques ; et l'on vit, après le discours de Marc Sangnier, un ancien député libre penseur à la parole ardente apporter son salut fraternel et émouvant à la grande œuvre de démocratie et de paix que nous poursuivons.

Un prêtre était aussi monté à la tribune. Pas une interruption dans la salle, où tant de non-chrétiens se trouvaient cependant. N'est-ce pas un peu à nous et à tout notre effort de trente années que ce prêtre doit d'avoir pu parler, sous un préau d'école, dans un tel et respectueux silence ?

Nos amis, entourés par de nombreux électeurs, continuèrent par les rues, en tirailleurs, la bonne besogne si bien commencée.

Henri GUILLEMIN.

1. *La Jeune-République* imprime « jugé », je corrige.

Une magnifique campagne de réunions dans le III^e^ secteur de Paris Nos candidats font acclamer notre programme[1]

La campagne de la liste d'Union Républicaine pour la Paix se développe avec un entrain, une énergie extraordinaires, dans un succès sans cesse croissant.

Des compétences

Spécialisés chacun dans le domaine de leurs compétences particulières et unis dans leur volonté commune de faire la Démocratie et la Paix, les camarades de la liste exposent devant les foules parisiennes l'ensemble de notre programme.

Les V^e^, VI^e^, VII^e^, XIII^e^, XIV^e^ et XVI^e^ arrondissements ont déjà été atteints, et le XIV^e^ le fut même deux fois, avec un succès égal, ou plus grand encore peut-être, la seconde fois que la première.

Georges Hoog et Jules Jézéquel traitent des questions de politique extérieure[2]. Louis Rolland, professeur à la Faculté de droit de Paris[3], indique les réformes politiques et administratives nécessaires. Le commandant d'Etchegoyen parle au nom des anciens combattants. René Moreux, directeur du *Journal de la marine marchande*, développe nos opinions sur la vie chère, la crise économique et financière[4]. Jacques Rödel, comme patron hardiment social et démocrate[5], Gustave Salmon et Lucien Bardonneau, comme employé et ouvrier syndiqués[6], soutiennent les revendications sociales des prolétaires, employés et ouvriers, tandis que Maurice Lacroix, professeur de

1. *La Jeune-République*, 2 mai 1924, p. 1, col. 5-6 et p. 2, col. 1-2.

2. Georges Hoog a été nommé p. 27 (n. 3) et le pasteur Jézéquel p. 37 (n. 3).

3. Louis Rolland (1877-1952), tôt reconnu comme un remarquable juriste, est un des proches de Sangnier depuis le temps du Sillon.

4. Etchegoyen a été nommé pour la première fois p. 37 (n. 4) et Moreux p. 21 (n. 1).

5. Première mention, sous la plume de son futur gendre, du nom de Jacques Rödel (1885-1968), industriel bordelais qui a signé plusieurs articles dans *La Jeune-République*. C'est le grand-père de Patrick Rödel.

6. Lucien Bardonneau est un syndiqué de la Fédération du Livre. – Gustave Salmon a été nommé p. 28 (n. 2).

l'Université[1], s'occupe de l'enseignement, que Joseph Betmale et Johannès Christophe défendent les droits des fonctionnaires, et Louis Grandin ceux des petits commerçants[2].

Quant à Marc Sangnier, embrassant toutes ces aspirations dans une vaste synthèse, il en dégage l'esprit, en montre la connexion et l'unité profonde, qui est l'élan vers la Justice et la Paix.

Notre méthode

Nous n'avons pas voulu imiter l'attitude des autres partis, dont les candidats apparaissent en série, tous les treize[3], pour chanter à tour de rôle le même couplet désespérément vide ; au point que, dans plus d'une réunion, le public, agacé par une telle dérision de la vie démocratique, réclamait avec vigueur non des cris mais un programme.

Nous, au contraire, avons souci d'apporter aux électeurs, non pas des phrases sublimes dites en se frappant le cœur, ou des apostrophes véhémentes à ceux qui ne pensent pas comme nous, mais des idées, des arguments, des raisonnements. Ce que nous voulons, c'est établir une sorte de collaboration vraiment démocratique entre l'électeur et celui qui s'offre à son suffrage. Nous considérons comme un devoir de présenter scrupuleusement, et dans le détail, nos conceptions, d'en faire ressortir la valeur, et d'instaurer avec le public une discussion consciencieuse et loyale. – C'est notre méthode de toujours, la méthode de ceux qui prennent au sérieux la République, c'est-à-dire le gouvernement du peuple par le peuple, et durant la campagne électorale, rien n'est changé pour nous.

Nos idées vraies

Mais il faut que l'on sache bien qui nous sommes et ce que nous voulons. Nos idées ont été si défigurées par la malveillance persévérante de nos adversaires, que bien des gens s'imaginent nous connaître qui n'ont jamais aperçu de nous, à travers les lignes de *L'Action française* ou de *L'Écho de Paris*[4], que le masque grimaçant « dont on nous affuble pour nous faire haïr ».

1. Voir p. 12 et n. 3.

2. Joseph Betmale est un juriste spécialisé dans la finance ; Johannès Christophe a déjà été nommé p. 28 ; Louis Grandin (1875-1951), ouvrier brocheur de formation, a rejoint Sangnier dès 1894 et lui reste fidèle.

3. Nombre des candidats pour ce scrutin de liste semi-proportionnel (voir plus loin, sur ce mode électoral complexe, p. 60 et n. 1).

4. Quotidien conservateur, nationaliste et anti-pacifiste déjà mentionné p. 15.

Nous ne sommes pas des révolutionnaires ; et nous croyons, même, que l'émeute est tout le contraire de la vraie révolution, celle des esprits et des âmes. Mais comme le disait, rue Camon[1], Georges Hoog, en une saisissante formule : « De quel droit demander aux prolétaires et aux nouveaux pauvres le silence de la paix sociale, si nous ne leur donnons d'abord la justice sociale ? »

Nous ne sommes pas des cléricaux ; nous ne confondons point « Dieu et César[2] », le pouvoir temporel avec le pouvoir spirituel. Nous nous dressons contre toute tentative d'imposer par la force à une conscience une affirmation religieuse aussi bien qu'une négation. « Il y a, disait Marc Sangnier, quelque chose qui est intangible ; c'est l'absolu respect que l'on doit aux consciences. » Et si l'État se prétend neutre, il ne doit point traiter autrement que tout le reste des citoyens les religieux et les congréganistes. Marc Sangnier n'a donc pas craint de voter à la Chambre selon sa conscience, alors que tant de catholiques de la majorité gouvernementale, poussés par je ne sais quelle timidité politicienne, n'hésitèrent pas à voter cette inacceptable « intangibilité » des lois laïques[3].

Nous ne sommes pas non plus des antipatriotes et ceux qui, se disant bons Européens, commencent par haïr leur patrie, ne nous inspirent pas confiance. – Nous aimons la France, et, durant la guerre, tous nos amis l'ont bien prouvé. Mais c'est précisément parce que nous l'aimons que nous voulons d'abord rechercher les moyens les plus sûrs d'obtenir de l'Allemagne les légitimes et nécessaires réparations, et montrer ensuite au monde la vraie figure de la France, généreuse et forte. « Nous ne sommes pas de ceux, disait Marc Sangnier, qui réfugient leur apathie misérable dans les larmoiements d'un pacifisme bêlant. » Nous voulons, au contraire, conserver toute notre énergie : créer cette atmosphère[4] de collaboration internationale, de récon-

1. Plus loin on lit « Cameu », mais ni Camon ni Cameu ne sont le nom d'une rue des arrondissements cités au début de l'article. Il s'agit probablement d'une double erreur dans la composition, à l'imprimerie, d'un mot manuscrit mal lu.

2. Voir l'évangile de Luc, chap. 20, verset 25.

3. Allusion au projet de remise en vigueur des lois d'expulsion des congréganistes, votées en 1904 et qui avaient été suspendues en août 1914 pour permettre aux religieux d'être mobilisés en toute légalité (et de se faire tuer en nombre). C'est Édouard Herriot, devenu président du Conseil après le succès électoral du Cartel des gauches, qui, le 2 juin 1924, annonça le retour au régime d'exclusion et sa stricte application à l'Alsace et à la Moselle revenues dans le giron français. On remarquera plus loin d'autres allusions à cette décision d'Herriot et à ses répercussions dans l'ensemble du pays.

4. *La Jeune-République* imprime « cet atmosphère », je corrige la coquille.

ciliation et de fraternité qui sera notre garantie la plus sûre de réparations et de sécurité.

N'est-ce pas là, en vérité, une tâche profondément française et chrétienne à la fois, que cet effort de désarmement des haines, tant souhaité d'ailleurs par la Papauté ?

La sympathie du public

Et les foules le comprennent merveilleusement. Nos réunions publiques dans les préaux d'écoles privées, dans les cinémas, attirent un public énorme. Mardi soir encore, avenue de Choisy, une salle débordante. Mais nous n'aurons pas l'humour, trop méridional peut-être, de multiplier par deux ou trois le nombre de nos auditeurs, et d'entasser dans notre journal, comme dans les colonnes de *L'Action française*, douze mille personnes, qui s'y trouvaient sans doute plus à l'aise que dans les quatre mille places de la salle Wagram.

L'originalité éclatante de nos réunions et qui stupéfie nos adversaires, c'est le calme et l'attention du public.

J'ai vu, rue Cameu [*sic*], les orateurs du Bloc national[1] crier, dans la démence du tumulte, des paroles qu'on n'entendait pas. Ailleurs j'ai écouté les pas indifférents, lugubres comme des glas, des auditeurs qui, las de se morfondre, s'éloignaient pesamment d'une tribune où quelque candidat désemparé haranguait un public en sommeil.

Chez nous, la foule, sentant qu'elle a devant elle des hommes nouveaux, étrangers aux coteries mesquines et aux habitudes rabougries des politiciens, et qui, dans la franchise la plus loyale, s'efforcent de la gagner aux idées qu'ils estiment les meilleures, se tait, réfléchit, discute sans violence.

Obtenir, en pleine fièvre électorale, sans la menace d'une forêt de gourdins, mais par le seul ascendant des idées, une pareille tenue des masses, c'est notre honneur et notre force.

Sans doute, il y a les hurleurs de profession. Mais ils se calment d'eux-mêmes, isolés dans leur volonté mauvaise, désarmés par le courage et le talent de l'un ou l'autre de nos amis.

Marc Sangnier

Surtout, il y ce respect unanime, absolu de Marc Sangnier. Sa personnalité déborde infiniment le cadre étroit d'une campagne électorale. Il n'est pas un de ces inconnus qui surgissent à la veille d'élections pour briguer

1. Appellation courante de la coalition de partis du centre et de la droite au pouvoir de 1919 jusqu'à sa défaite aux élections de mai 1924.

soudain les suffrages d'électeurs qui les ignorent. Marc Sangnier, voilà trente ans que, sur toutes les tribunes de Paris et de France, on l'entend défendre toutes les causes de justice et de liberté, et traduire, dans sa puissante éloquence, les aspirations les meilleures de toute une génération. On sait bien aussi qu'au-delà même des frontières il y a des gens qui ont les yeux fixés sur lui, des « hommes de paix » de toutes les nations qui verraient dans son échec un abaissement de la France.

Et cela est si vrai qu'on acclame le nom de Marc Sangnier partout, même dans les réunions d'adversaires. C'est M. Rollin qui, dans une réunion du Bloc national, déclare qu'il « ne se permettra jamais d'attaquer Marc Sangnier dont l'admirable hauteur d'âme domine tous les partis[1] ». Et c'est M. Berthon qui, chez les communistes[2], rend hommage à l'action courageuse d'un homme libre pour le prolétariat et la Paix.

Une telle emprise sur les foules, emprise raisonnable et non sentimentale, qui gagne l'esprit autant que le cœur, Marc Sangnier est seul à en avoir le secret.

Aussi, quelle immense zone de sympathies latentes et actives, autour de nous ! sympathies qui ne demandent qu'à s'unir et dont nous saurons bien former le faisceau puissant par qui seront données à la France et au monde la vraie Paix et la vraie République.

Henri GUILLEMIN.

1. Louis Rollin (1879-1952), élu député en 1919, fit carrière au centre droit et fut plusieurs fois ministre entre 1930 et 1940.

2. André Berthon (1882-1968), élu député socialiste en 1919, représente le Parti communiste à la Chambre de 1924 à 1932.

Notre campagne de réunions dans le IIe secteur de Paris[1]

Deux réunions chaque soir. Hier, les 27e et 28e de la campagne.

Des milliers d'électeurs ont entendu nos candidats et les ont applaudis. Ils ont traité toutes les questions, des plus vastes et généreuses aux plus immédiatement pratiques et matérielles.

Louis Grandin et René Moreux, le premier, avec sa manière directe, d'une rudesse toute simple et pleine d'intelligence, l'autre avec son autorité de chef et de technicien, savent dire aux petits commerçants, aux prolétaires des classes moyennes angoissés des problèmes de vie chère, de logement, d'impôt, les paroles qui les réconfortent et leur donnent confiance. Lundi soir, aux Sociétés Savantes[2], en quelques phrases nettes et viriles, le commandant d'Etchegoyen parla comme un soldat qui sait l'horreur des hécatombes et ne veut plus combattre maintenant que pour la Paix. Tous obtiennent de brillants succès personnels, même quand ils contredisent les adversaires comme Jacques Rödel le fit, avec tant de bonne humeur et un succès si frappant, samedi dernier, dans une réunion du Bloc national.

Et, tous les jours, inlassable, Marc Sangnier prononce d'admirables discours, et deux plus souvent qu'un.

Toujours la même foule, plus nombreuse encore, s'il est possible, qu'auparavant. Rue de Poissy, le préau, trop petit, laissait déborder dans les couloirs et la cour de l'école des flots d'auditeurs. – Boulevard Arago, le soir du 1er mai, dans le silence de la rue vide d'autobus et de taxis, des grappes humaines s'attachaient aux barreaux des fenêtres, tandis qu'au-dessous d'elles, sur le trottoir luisant, des groupes silencieux écoutaient, dans la nuit, la voix distincte de Marc Sangnier.

Dans l'effervescence croissante des rivalités électorales, et l'entrechoc des injures dont les murs s'éclaboussent, nos réunions conservent leur dignité.

1. *La Jeune-République*, 9 mai 1924, p. 3, col. 5-6. Les orateurs évoqués ici ont tous déjà été nommés dans les pages qui précèdent.

2. L'hôtel des Sociétés savantes a été construit à la toute fin du XIXe siècle. Situé au 8, rue Danton, il a été racheté en 1985 par la Sorbonne, dont il est devenu la Maison de la Recherche en 2005.

Un journaliste venu, en observateur, à notre réunion du XIII^e^, rendait, jeudi, dans *Le Quotidien*[1], ce témoignage impressionnant et qui vaut pour tous nos meetings : « La salle écoute, nerveuse […] Mais c'est tout de même un bien surprenant contraste avec ce flux de clameurs et de gestes qui huaient, hier, dans un autre préau du XIII^e^, la liste de M. Rollin ».

C'est qu'en effet nous voulons, nous autres – et le public le voit bien –, raisonner avec les auditeurs, faire confiance à leur sincérité d'hommes sérieux et libres. Car « pour moi, disait Marc Sangnier, une réunion électorale est un endroit où l'on s'instruit et non pas un cinéma où, sous l'orchestre des clameurs, défilent des pantins gesticulant ».

À deux reprises seulement, jeudi, dans le XIII^e^, et vendredi surtout, dans le XV^e^, des révolutionnaires exaltés tentèrent un essai d'obstruction et même une offensive pour conquérir la tribune.

Quelle déroute c'eût été pour le Bloc national !

Mais la fermeté sans arrogance de nos amis, leur volonté calme de "tenir" et de ne point accepter la tyrannie de l'inconscience et du désordre, finirent par triompher. Jusqu'au bout, nos camarades, tour à tour, exposèrent notre programme, tandis que le tumulte s'apaisait, si bien qu'à la fin notre ami Jézéquel souleva l'enthousiasme quand il fit applaudir, par une salle redevenue unanime, la politique de liberté religieuse et de respect des consciences.

Ailleurs – c'était lundi dernier, dans le V^e^ –, on put voir un public énorme et en majorité défiant, féru qu'il était de préjugés nationalistes, frappé peu à peu, saisi, ébranlé par la puissance d'un raisonnement sans fissures, illuminé d'aperçus ignorés, dominé par l'évidence de vérités encore inconnues et qui finit par éclater en applaudissements et en ovations, conquis tout entier par l'art prestigieux d'un orateur dont la netteté de vision et le réalisme n'ont d'égal que l'idéalisme généreux.

C'est là qu'un contradicteur, courtois et sérieux, après avoir affirmé qu'il était d'accord avec nous sur tous les points, mais qu'il ne lui semblait pas possible qu'un catholique pratiquant puisse être un vrai républicain, vint ensuite, quand Marc Sangnier lui eut répondu, déclarer qu'il se sentait maintenant réellement en confiance au milieu d'hommes sincères, qui savent clairement où ils vont, ce qu'ils veulent, et pour qui il votera dimanche prochain.

1. Quotidien créé en 1923 par un radical-socialiste, Henri Dumay (1867-1935). L'article cité ici est du journaliste et critique d'art Roger Dévigne (1885-1965).

Mardi soir, rue Lecourbe, on se fût cru à une réunion de propagande, sans nulle pensée électorale. Le cinéma Gallia[1] n'avait sans doute jamais connu pareil déploiement de foule. À neuf heures et demie, on n'entrait plus. C'est devant ces centaines et ces centaines d'électeurs que Gustave Salmon, très applaudi, Louis Rolland, avec toute sa compétence précise, et Marc Sangnier exposèrent notre programme. L'enthousiasme naquit vite… À la sortie, des poignées de main aux amis, à Marc Sangnier, des paroles d'encouragement, de viriles promesses d'action commune, la certitude, pour tous, du succès.

… Et cela, tandis qu'au VII^e^, Jacques Rödel, Joseph Betmale et Georges Hoog développaient, sans hâte ni violence, tous les points de notre programme, au milieu d'une attention passionnée.

De même, hier soir, au préau d'école de la rue Patay, devant un public invraisemblablement entassé, Marc Sangnier déroulait la merveilleuse logique de nos conceptions, tandis qu'au XVI^e^, Georges Hoog, Maurice Lacroix et Joannès Christophe captivaient et entraînaient leurs auditeurs.

En vérité, une telle campagne est si belle que, s'il ne s'agissait point d'un travail infiniment grave et nécessaire, et terriblement pratique aussi, on pourrait presque dire qu'elle est une magnifique œuvre d'art. Et c'est dans la sérénité du labeur accompli, mais le cœur battant tout de même, confiants et joyeux, que nous attendons ce dimanche qui vient, où toute la grande France va parler.

Henri GUILLEMIN.

1. Au n° 78 de la rue Lecourbe. Cette salle semble avoir disparu dès 1927.

Les dernières Réunions publiques[1]

Cette campagne de réunions publiques restera, dans les Annales de notre mouvement, comme un de nos meilleurs souvenirs et de ceux dont nous pourrons tirer le plus de fierté légitime.

En soi elle eut un intérêt et une valeur immenses.

Pour nous qui travaillons sans cesse, qui jamais ne perdons le contact avec la foule française, la campagne électorale se marqua par une simple recrudescence de notre activité. Elle nous fut une occasion admirable de répandre nos idées, de faire connaître et aimer la Jeune-République.

Un adversaire de notre politique me disait hier encore : « C'était tout de même une chose frappante, extraordinaire, presque invraisemblable que la tenue, le calme et le sérieux de nos[2] réunions ! » Et c'est bien vrai ! D'autres partis réunissaient peut-être des foules aussi grandes, mais aucun ne put obtenir des auditeurs tant de silence et d'attention.

Et jusqu'à la fin, il en fut ainsi.

Le jeudi Marc Sangnier, rue des Feuillantines, avait parlé dans un silence religieux. Ce n'était pas du tout un grand discours éloquent ; c'était comme un entretien direct avec le public, saisissant de lucidité et d'énergie robuste dans la pensée et l'expression : un interrupteur risquait-il un cri timide, la salle elle-même, irritée d'être arrachée à son travail passionné d'intellection, le rappelait à l'ordre sévèrement.

Vendredi soir, un prêtre avait parlé sous un préau du VI^e^, pour répondre à un monarchiste qui prétendait lier les enseignements du Christ aux doctrines de nationalisme et de violence militariste. « Ces doctrines qui sont les vôtres, dit l'abbé, étaient celles aussi de ce monde païen et charnel contre qui le Christ s'est levé et qui, pour se venger, le crucifia ! » La salle entière

1. *La Jeune-République*, 16 mai 1924, p. 1, col. 6. Le premier tour des élections législatives a eu lieu le dimanche précédent, 11 mai, et ses résultats, décevants pour Marc Sangnier, sont commentés dès ce numéro et dans les suivants.

2. *Sic* dans *La Jeune-République*, alors qu'on attendrait « vos » puisque ces mots de l'adversaire sont présentés au style direct. Il s'agit peut-être d'une coquille, une de plus dans ces colonnes qui en sont riches.

cria d'enthousiasme ; et les révolutionnaires d'extrême-gauche eux-mêmes applaudissaient.

Samedi soir, on vit, au XIV^e^, Marc Sangnier tenir tête à une mauvaise bande de communistes qui, sans chercher à entendre ses paroles, hurlaient. Et l'on vit peu à peu ces hommes espacer ces interruptions, parler plus bas, se taire, écouter. Et quand Marc Sangnier leur montra qu'au fond de leurs aspirations au meilleur il y avait un hommage inconscient de leur cœur à ce Dieu qu'insultaient leurs bouches, l'émotion était telle que j'ai vu, autour de moi, des visages se contracter et sourdre des larmes.

Ah ! si tous les électeurs suivaient les campagnes électorales ! Mais combien, hélas, de milliers et de dizaines de milliers d'entre eux préfèrent se laisser mener par une presse qui les utilise sans les éclairer !

Rien n'est fini maintenant.

Des amis nouveaux sont venus à nous durant le grand effort que nous réalisions.

Bilan d'une campagne : un immense travail accompli, pour l'éducation démocratique des masses, et la vie républicaine du pays.

Henri GUILLEMIN.

« La séance continue »[1]

La réunion générale des ligueurs de la Seine, qui eut lieu vendredi dernier, dans la grande salle de Conférences de *La Démocratie*[2], marquera la première reprise de contact, après la campagne électorale, entre tous nos amis. Plus d'un arrivait inquiet, rassuré sur lui-même et la solidité de son optimisme, mais redoutant le découragement des camarades. Comme chacun pensait ainsi, il apparut tout d'un coup, lorsque tous furent réunis, que personne n'était abattu et las, et que tous, au contraire, réclamaient seulement des consignes et des mots d'ordre, joyeusement tendus vers l'action nouvelle.

Et tous étaient si heureux de retrouver les autres si parfaitement les mêmes, si décidés et courageux, que l'on se serait cru reporté à un mois en arrière, aux réunions intimes, à la veille du grand assaut de la campagne, tant il y avait partout de confiance et d'entrain. Et Marc Sangnier, qui parla le premier, le faisait remarquer : « Après le prélude de ces trois semaines, la vraie pièce va commencer. Après la campagne électorale, la campagne tout court. Et, pour nous, c'est la même chose ».

Les camarades prirent part à la conversation, apportant des suggestions diverses et précieuses, et l'affirmation de leur dévouement.

On décida de porter l'effort, avant tout, sur le développement de la Ligue et la diffusion du journal : le premier but assigné au travail des militants est le groupement des milliers d'électeurs qui, au 11 mai, se sont prononcés pour nos idées et l'ensemble de notre programme.

« La séance continue », disait Marc Sangnier, pour conclure. Avec de tels militants, les espoirs les plus grands et les plus raisonnables sont permis. – H. G.

1. *La Jeune-République*, 23 mai 1924, p. 3, col. 4.
2. Voir plus haut p. 37 et n. 1.

Quelle sera la politique de demain ?…
Une enquête chez les nouveaux élus[1]

Pour plus de justice sociale
Ce que nous dit M. Chabrun, député de la Mayenne[2]

Les assurances sociales

L'œuvre primordiale à laquelle, nous dit-il, la Chambre de 1924 devra s'attaquer, dans le domaine social, est la mise en pratique de la loi des Assurances Sociales. En fin de législature, on a voté très rapidement un projet[3] qui, s'il n'est pas parfait, constitue cependant une excellente base d'études et un rudiment qu'amélioreront des amendements successifs. Si le nouveau gouvernement fait son devoir, il devra hâter le vote au Sénat du projet, la loi n'entrera en vigueur qu'un an après son vote. Nous ne nous presserons donc jamais trop pour arriver au but.

Cette loi des Assurances Sociales, qui est une nécessité immédiate, apportera à la vie sociale des transformations certaines. Mais son efficacité ne saurait être complète si toute une politique sociale n'est point là pour l'étayer, politique de l'habitation et de l'hygiène, en particulier, qui permettra au monde des travailleurs de profiter de la révolution sans solution de continuité qu'a opérée la guerre et d'obtenir la situation de dignité à laquelle il a droit.

Le droit syndical

Mais tout cela n'est que l'aspect matériel du problème. Un autre progrès est nécessaire : nous avons senti, au cours de la dernière législature, peser sur la société les forces d'argent, forces de réaction, qui ont arrêté l'essor du

1. *La Jeune-République*, 30 mai 1924, p. 1, col. 5-6 et p. 2, col. 1. Ces interviews sont les premières d'une série (dont les suivantes n'ont pas été assurées par Guillemin).

2. César Chabrun (1880-1934), juriste, choisi à ce titre comme collaborateur par Georges Clemenceau, devient après la guerre journaliste politique ; il est élu député en 1919 dans son département d'origine, qui le réélit en 1924 et 1928. Ami de Léon Blum et d'Édouard Herriot, il fut un militant actif de la Ligue des droits de l'homme.

3. Il s'agit bien d'un « projet », qui n'a été voté qu'à la Chambre et qui n'a abouti à une loi qu'en 1928, mais qui déjà représente une esquisse de ce que sera la Sécurité sociale.

progrès social et exaspéré les désirs des prolétaires jusqu'à l'exagération communiste, qui n'est pas moins dangereuse pour l'avenir de la classe ouvrière, par l'effroi légitime qu'elle provoque, que les intransigeances et les violences de la réaction.

Néanmoins, dans le domaine syndical, j'ai moi-même posé d'importants jalons et, malgré toutes les critiques, je me suis fait le défenseur du droit syndical pour les fonctionnaires.

On parle, en effet, beaucoup d'une crise de l'autorité, à l'heure actuelle ; l'expression est mal choisie. C'est crise de l'État qu'il faut dire. L'État s'est laissé entraver dans son indépendance et étouffer, à tel point même que M. de Jouvenel a pu parler, non sans quelque raison, de « feu l'État[1] ».

Nous sommes, après l'expérience de la dernière Chambre, dans une situation analogue à celle que connaissait Richelieu, au moment où il prenait le pouvoir[2].

Il faut donc reconstituer la force de l'État.

Le seul moyen est de faciliter l'expansion des groupements de travailleurs. Ce sont les activités nationales organisées qui sont les bases de l'État républicain. Et quand on parle de réorganisation administrative, on oublie que rien n'est possible si l'on n'a pas en face de soi des fonctionnaires professionnellement organisés qui, par leur collaboration avec les dirigeants, permettront la réalisation des indispensables réformes. Il est aussi absurde de dire qu'on peut réorganiser l'administration sans le concours des fonctionnaires, que de dire, par exemple, que l'on peut bâtir un édifice sans tenir compte de la nature des matériaux.

Par la justice

Ce qu'il faut bien comprendre, surtout, c'est que, dans l'ordre intérieur, c'est la politique sociale qui est primordiale. La politique sociale est celle par qui la justice se crée dans la nation. La justice, ce n'est pas seulement une idée métaphysique, mais une notion pratique. Que l'on fasse une société plus juste d'abord ; sa valeur de rendement elle-même en sera accrue ; elle ne saurait même l'être durablement que par cet unique moyen.

1. *Feu l'État* est le titre d'un court essai publié en 1923 chez Ferenczi par Bertrand de Jouvenel, journaliste de talent né en 1882 et qui meurt prématurément le 2 juillet 1924, quelques semaines après cette allusion du député Chabrun.

2. C'est-à-dire en 1624, alors que Louis XIII règne officiellement depuis dix ans mais, à vingt-trois ans, vit sous l'influence de sa mère Marie de Médicis et de divers favoris ; il s'agit bien alors de donner une structure à l'État.

C'est dire que le social domine l'économique, de même que l'économique domine le politique ; et que, pour organiser cette trilogie, c'est par le social qu'il faut commencer.

Pour la justice internationale
Ce que nous dit M. Borel, député de l'Aveyron[1]

Nous avons pu rencontrer M. Borel, professeur à la Sorbonne, qui, candidat du Bloc des Gauches dans l'Aveyron, a remporté la victoire contre le général de Castelnau[2]. Il a bien voulu nous faire, pour *La Jeune-République*, les déclarations suivantes.

La bataille dans l'Aveyron

J'ai fait toute ma campagne sur la seule question de la politique internationale et de la paix. C'était la vraie question, celle qui passionnait le plus l'opinion. On ne parlait guère du double-décime[3], pas beaucoup plus du « chiffre d'affaires », pas du tout de l'impôt sur les salaires[4], malgré les seize mille ouvriers du département.

Nous avons pu ainsi arriver à réaliser un glissement à gauche dans la volonté du corps électoral, – glissement léger, sans doute, mais considérable en réalité, si l'on songe aux conditions de la vie politique dans un département comme l'Aveyron où l'on ne peut être, comme en Bretagne, que « blanc » ou « bleu »[5], où l'on naît dans un parti, où les opinions se transmettent de père en fils, séculairement, et font partie du patrimoine national.

Or nous avons pu faire que des voix d'hommes qui avaient voté pour le général de Castelnau en 1919, et que leur atavisme encastrait dans les partis

1. Émile Borel (1871-1956) est surtout un brillant mathématicien, reçu premier à l'X et à l'E.N.S., puis à l'agrégation dès 1892, et connu pour ses travaux. Il entre en politique pendant la guerre, et devient député en 1924 en battant le général de Castelnau, élu sortant né comme lui à Saint-Affrique. Il fut par la suite un des premiers pionniers de l'idée européenne.

2. Édouard de Castelnau (1851-1944), ancien combattant de Verdun élu en 1919 dans son département natal, fonde la Fédération nationale catholique après avoir été battu en 1924 ; son ardeur dans la lutte l'a fait juger réactionnaire, voire royaliste, alors qu'un historien tel que René Rémond tend à le considérer comme un républicain sincère. Sa popularité était réelle.

3. Nom donné à la loi fiscale votée le 22 mars 1924 en complément de celle du 28 décembre 1923, et dont l'article 3 dit qu'« il sera perçu deux décimes sur tous les impôts, droits et taxes recouvrés au profit de l'État », soit une augmentation de 20%.

4. L'impôt sur les revenus a été créé en 1914 et le double-décime (supprimé dès 1926) fait partie de ce système encore nouveau.

5. Autrement dit royaliste ou non (*cf.* le titre du roman historique de Dumas père *Les Blancs et les Bleus* publié en 1867).

de droite, sont venues à nous cependant, parce que ces hommes avaient fait la guerre et que nos points de vue sur la Société des Nations et la nécessité de la collaboration internationale – qui s'accordent d'ailleurs avec ceux de Marc Sangnier – leur semblaient plus réalistes, plus raisonnables et plus capables de nous donner la paix que l'obstination poincariste du général de Castelnau.

La Victoire n'a pas payé

Au fond, l'échec de celui-ci et, en général, de la majorité « bleu horizon » tient moins encore à l'impopularité des hommes qu'au déclin du prestige de cette « Victoire » qui, en 1919, les auréolait. La France avait cru que la victoire militaire était une « affaire », une chose qui rapporterait, qui payerait. Elle a compris qu'à l'heure actuelle les choses vont de telle sorte qu'une victoire n'est plus une affaire, qu'elle ne profite pas à celui qui la remporte, mais qu'elle l'épuise et le terrasse presque à l'égal d'une défaite.

Voilà, à mon sens, le sentiment obscur, vague mais réel qui a décidé la France à abandonner des hommes que le rayonnement d'un soleil mourant n'illuminait plus, pour faire confiance à d'autres hommes dont elle n'attend pas qu'ils fassent "rendre" beaucoup à une victoire qui ne le saurait faire, mais en qui elle croit pour réaliser la Paix. La France veut la Paix ; elle veut surtout que « *ça* » ne recommence plus. D'abord sécurité et garanties ! Et, si possible, réparations !

Et croyez bien que nous ne faisons pas fi des réparations. Elles nous sont dues et nous travaillerons à les obtenir, nous appuyant, pour le faire, sur les sages conclusions des experts.

Telles furent les paroles de M. Borel, qui nous dit encore à quel point il regrettait que l'entêtement de M. Bracke ait fait échouer, dans le III[e] Secteur de Paris, ce vaste Cartel de la Paix où Marc Sangnier eût pu entrer, et à qui la victoire était incontestablement promise[1].

H. G.

1. Alexandre-Marie Desrousseaux, dit Bracke du nom de jeune fille de sa mère (1861-1955), est d'abord un sujet brillant, normalien, premier à l'agrégation, devenu professeur de grec. Socialiste ami du marxiste Jules Guesde, il a écrit dans *L'Humanité* de Jaurès. Député S.F.I.O. en 1912, 1914 et 1919, il est battu en 1924, comme Sangnier lui-même, dans le cadre complexe du système électoral dit « mixte » voté en 1919 et qui combine, dans chaque département, scrutin majoritaire et scrutin proportionnel. Mais je n'ai pas trouvé en quoi son « entêtement » a contribué à l'échec de la liste de Sangnier (sans doute s'agit-il de son anti-christianisme).

Conférences de Marc Sangnier dans le Sud-Est à Dijon, Lyon et Vienne[1]

Vienne, 24 février. – La série des conférences de Marc Sangnier se poursuit avec un plein succès. Voici déjà faites deux réunions publiques et une réunion privée, si nombreuse qu'on l'eût prise pour une réunion publique. Partout, c'est le même intérêt saisissant de la part de la foule, l'attention curieuse d'abord, et vite passionnée, pour des idées neuves et dont la valeur actuelle apparaît avec une intensité presque dramatique.

À Dijon, devant un public d'au moins mille personnes, et où l'élément populaire et ouvrier dominait – les bourgeois catholiques ayant scrupuleusement observé une stricte consigne d'abstention –, Marc Sangnier, le samedi 21 février, fit un grand discours, plus de deux heures durant.

Vous pensez bien, disait-il à cette foule, que je suis tout de même assez rompu aux exercices de la parole pour connaître les phrases qu'il faudrait dire pour arracher à l'auditoire des applaudissements et des enthousiasmes. Mais ce que je veux, c'est vous apporter, non des élans lyriques, mais des raisonnements fermes et clairs, non de grands sentiments vagues et généreux, mais une pensée solide et logique.

C'étaient les *conditions* de la paix, paix internationale et paix religieuse, que Marc Sangnier étudia avec une étonnante précision, opposant aux nationalistes et aux violents la lucidité et le calme d'un courageux bon sens.

Il y avait dans la salle plusieurs îlots, d'où partaient, à intervalles, des cris variés ; ils trouaient l'exposé de Marc Sangnier dans les instants même où la rigueur du raisonnement réclamait le plus d'attention sérieuse. Et l'auditoire, qui voulait travailler et comprendre, s'irritait de ces aboyeurs à contre-temps. Mais Marc Sangnier, par la seule verve de ses apostrophes, finit par convaincre les interrupteurs qu'il leur valait mieux garder le silence.

1. *La Jeune-République*, 27 février 1925, p. 1, col. 5-6 et p. 2, col. 1-2. Bien que les élections de mai 1924 soient désormais largement passées, la thématique pacifiste des interventions de Marc Sangnier dans toute la France demeure la même, aussi cet article a-t-il toute sa place en fin de ce premier chapitre. On y constate d'ailleurs que l'art de dominer et de séduire des foules diversifiées est aussi solide, chez Sangnier, qu'en période de combat purement circonstanciel en vue de la victoire dans les urnes.

« Le camarade qui crie dans ce coin de la salle, disait notre ami, ne voit que des mots, comme dans un kaléidoscope ; il entend : catholique, Moscou, Castelnau, patriotes… et, sans se soucier d'autre chose, pousse, comme par réflexe, des vociférations déconcertantes… » Et la salle de rire ; et le braillard, gêné, de se taire…

« Au fond, disait Marc Sangnier, nous avons gagné la bataille des idées ; on ne dit plus aujourd'hui que nous sommes de faux républicains ; mais la bataille pratique, nous ne l'avons pas encore gagnée. Et cela, c'est seulement une question de force. Soyons cent mille et nous l'aurons. »

Un socialiste S.F.I.O., délégué du parti, et professeur au lycée de Dijon, vint apporter à notre ami une contradiction étrangement sympathique et intéressante. Il nous parla[1] d'une nouvelle écrite par Marc Sangnier, il y a très longtemps, dans son livre *La Vie profonde*, et dont il avait gardé un souvenir impérissable : l'histoire de *Lumen* et *Plebs*.

« L'homme que vous venez d'entendre, dit-il, est une des consciences, une des intelligences, une des volontés qui honorent le plus la France républicaine. Et parfois, continua-t-il, je me disais en l'écoutant : "Jaurès n'est pas mort !" » Et il serra la main de Marc Sangnier avant de descendre de la tribune[2].

Le lendemain, une réunion intime de nos amis autour de leurs militants dijonnais nous montra nos camarades résolus à une action tenace, dans la certitude où ils sont d'être la seule force, en France, capable de sauver le pays des désastres des haines intérieures.

À Lyon, six cents personnes, comptées exactement, étaient venues à la réunion privée qu'organisaient nos amis. Ce qui frappait surtout, dans cette foule, c'était le nombre considérable des jeunes gens qui s'y trouvaient. Peu – trop peu – d'ouvriers, cette fois ; une dizaine de prêtres.

---

1. *La Jeune-République* imprime « parle » ; je rétablis, ne serait-ce que pour la clarté de la lecture, le texte le plus probable.

2. *La Vie profonde*, sous-titré *Éveils et visions*, a été publié chez Perrin en 1906. Il s'agit d'un recueil de sept textes de jeunesse que Sangnier, alors âgé de trente-trois ans, fait précéder d'une longue préface très personnelle intitulée « L'art et la vie ». Le texte dont il s'agit ici a pour titre exact « La conversion de Lumen » (*op. cit.*, p. 55-78) ; plutôt qu'une nouvelle, c'est un conte moral, non dénué de naïveté littéraire mais en effet représentatif des idéaux chrétiens du jeune militant ; on y voit Lumen [la lumière], jeune poète exalté, faire la rencontre de Plebs [le peuple], un pauvre bûcheron, être d'abord profondément dérouté, et finir par comprendre à son contact qu'il doit changer de vie et apprendre désormais à savoir « donner tout et ne rien recevoir » (p. 75).

C'était comme une immense et merveilleuse réunion d'étude. Évitant volontairement les développements oratoires, Marc Sangnier était précis, rigoureux, presque didactique. À cette foule où bien des gens, sans doute, devaient conserver de vieilles sympathies pour la politique extérieure de M. Poincaré, Marc Sangnier disait :

« Vous n'espérez qu'en la force, en des occupations territoriales, en des préparatifs militaires. Mais c'est ici que je suis plus réaliste et plus pessimiste que ceux même qui me traitent d'amasseur de nuées ».

Et notre ami démontrait l'inanité des seules garanties militaires, faibles et mal adaptées aux conditions nouvelles des conflits possibles, infimes aussi en face d'une Allemagne de soixante-dix millions d'hommes, toujours fragiles enfin à côté des sécurités solides de la coopération internationale.

Il y eut, à la contradiction, le communiste, partout identique, peu soucieux d'apporter des objections précises à l'argumentation développée, mais préoccupé seulement de réciter l'antienne rituelle où le « capitalisme » et la « société bourgeoise » s'entendent dire des choses cruelles parmi les « bagnes militaires » et les « expéditions coloniales ». À défaut de ressources logiques, les communistes ont toujours en réserve quelques choristes dévoués qui, à l'instant critique de la réponse au contradicteur, entonnent l'*Internationale*. L'éclatement d'une conduite d'eau, dans le fond même de la salle où se groupaient les communistes, inondant le dallage, avait eu ce curieux effet d'incendier les frénésies moscoutaires[1] au lieu de les éteindre.

Sans juger bon de se casser la voix pour quelques excités, Marc Sangnier leur décocha seulement quelques vérités premières par où se conclut la réunion.

La réunion publique de Vienne fut, en sens inverse, toute pareille à celle de Lyon ; n'eût été la foule considérable, on l'eût prise, par le calme étonnant dans lequel elle se déroula, pour une réunion privée. Elle eut même ceci de particulier qu'après l'exposé de Marc Sangnier, aucun contradicteur ne se présenta.

C'était dans la salle du théâtre municipal, par un froid glacial, que notre ami, aux lumières des lampes à gaz, exposait à ce public, attentif comme une grande classe, notre volonté raisonnable et énergique de bâtir la paix qu'il nous faut. Et l'on pouvait voir, bien souvent, les ouvriers, qui étaient là nombreux, et les prêtres applaudir ensemble les paroles de notre ami.

1. *Sic*.

Il n'y eut, à Vienne, pas une seule interruption ; chose remarquable et étrangement saisissante si l'on songe à toutes les passions que peuvent soulever les sujets brûlants que touchait Marc Sangnier.

À la sortie, nous nous retrouvâmes, entre camarades, une bonne trentaine. Et des amis nouveaux venaient à nous.

À Vienne comme à Dijon et à Lyon, Marc Sangnier insista auprès de nos amis sur l'extraordinaire importance du grand Congrès de Pâques 1925[1] où, dans une manifestation imposante, toutes nos forces de France doivent venir se concentrer à Paris pour y affirmer notre puissance et nos volontés. Et, partout, les camarades comprirent et s'inscrivirent pour le Congrès. – H. G.

1. Ce Congrès, le cinquième de la Jeune-République, va avoir lieu à Luxembourg (et non à Paris comme la tournure de la phrase peut le faire croire à première lecture).

Chapitre II
Regards sur la France et l'Europe
(1924-1925)[1]

Les tendances nouvelles de la jeunesse intellectuelle[2]

Le terme est bien vague de jeunesse intellectuelle. Les étudiants, dans leur ensemble, sont loin de témoigner de tendances morales, philosophiques ou religieuses définies.

Éliminons tout de suite ceux qui ne sont "étudiants" que parce qu'ils sont inscrits aux registres des Facultés – pour qui l'assistance aux cours est une obsédante corvée, et dont la grande préoccupation est l'élégance et le "chic". On ne saurait s'arrêter davantage à ceux qui ne sont qu'étudiants, ponctuels et appliqués, uniquement soucieux de leurs examens, tendus vers la préparation de leur avenir et dont les réflexions et les lectures ne s'éloigneraient pas d'un iota, pour rien au monde, de la ligne des programmes officiels. Il reste une élite, qui n'est ni "noceuse", ni utilitariste, qui s'intéresse aux idées pour leur valeur, qui est capable même de se passionner pour des causes objectives. C'est cette jeunesse-là, nombreuse d'ailleurs au quartier Latin, que nous voudrions étudier, afin de rechercher comment elle s'intéresse aux idées, et à quelles idées.

Mais, d'abord, avez-vous remarqué que le légendaire étudiant, portant grand feutre et lavallière, pipe aux lèvres et grisette au bras, a tout à fait disparu ? L'étudiant d'Alphonse Daudet n'est plus qu'un souvenir littéraire. Il est habillé aujourd'hui comme tout le monde ; il ne considère plus comme un honneur particulier et un stigmate de sa caste d'avoir mauvaise réputa-

1. Je regroupe ici des articles différents des reportages électoraux lus jusqu'ici ; ils ont pour point commun la curiosité nationale et internationale du jeune-républicain Henri Guillemin.

2. *La Démocratie*, 25 février 1924, p. 467-476. – Fondé en août 1910 par Marc Sangnier, ce périodique, quotidien jusqu'à la guerre, paraît le 10 et le 25 de chaque mois à l'époque de ce premier article de Guillemin. Les textes qu'il y publie sont plus ambitieux et moins tributaires de l'actualité immédiate que ce qu'il écrit pour *La Jeune-République*.

tion auprès des mères de famille et d'entendre les vieux messieurs lui dire, dans un clin d'œil complice : « Ah ! vous êtes jeune ! Profitez-en… Quand j'avais votre âge !… »

Plus sérieux dans ses mœurs, l'étudiant l'est aussi dans ses idées.

Agathon[1] signalait déjà, avant la guerre, la diminution du dilettantisme chez les jeunes intellectuels. L'« égotisme » princier de Barrès perdait du terrain aussi bien que la subtilité délicate, mais seulement apparente, d'Anatole France.

L'étudiant d'aujourd'hui ne sait plus se charmer aux musiques confidentielles d'un cœur indéfiniment torturé, ni sertir d'une étrange logique l'idée aux facettes étincelantes. Il ne veut plus s'absorber dans l'inaction intemporelle des mystiques du moi. Les idées sont avant tout, pour lui, des puissances d'action ; et il n'est pas loin de trouver monstrueux et contre nature le jeu de tant de ses aînés que suffisait à ravir la danse entrelacée des notions et des sentiments.

Que d'intellectuels raffinés s'amusèrent avec les idées, comme avec des femmes frivoles oublieuses de leur vrai devoir ! L'étudiant, aujourd'hui, respecte l'idée dans son éminente dignité. Il croit en elle, en sa valeur objective et supérieure ; et, une fois qu'il possède une idée vraie, ou qu'une idée vraie le possède, il croirait se renier lui-même s'il ne s'attachait à elle jusqu'au bout, s'il n'en faisait sa chose, en sorte qu'elle finisse par devenir comme une partie de son être, ou son être tout entier.

Et c'est pourquoi l'étudiant d'aujourd'hui poussera ses convictions jusqu'à leurs conséquences pratiques ; presque toujours son système philosophique aboutira à des opinions politiques qui n'en seront que l'extériorisation et la projection sur le plan des faits.

Est-il intellectualiste fervent, défiant du sentiment ; enveloppe-t-il dans une même réprobation, et sans les distinguer, l'affectivité sensible et l'aspiration ; préfère-t-il Aristote à Platon, Maritain[2] à Bergson, l'étudiant sera facilement monarchiste, et si tant est qu'il ajoute à ces orientations quelque sympathie inavouée ou consciente pour Nietzsche, il pourra être d'Action française.

1. Pseudonyme commun sous lequel Henri Massis (1886-1970) et Alfred de Tarde (1880-1925) ont publié *L'Esprit de la Nouvelle Sorbonne* (1911) et *Les Jeunes Gens d'aujourd'hui* (1913). Ces deux enquêtes sont d'un esprit ouvertement maurrassien, ce qui rend surprenant que Guillemin s'y réfère sans désapprobation apparente.

2. Le philosophe Jacques Maritain (1882-1973) est alors proche, par certains côtés, de l'Action française, dont il ne s'éloigne qu'après sa condamnation par le Vatican en 1926.

Est-il pragmatiste, pratique-t-il une philosophie de la Vie plus ou moins bergsonienne ? Il n'y aurait rien d'étrange, alors, à ce qu'avec l'aide de Georges Sorel il devienne communiste[1].

Se rattache-t-il enfin à Platon, à la grande tradition chrétienne de l'Amour et de l'Action qui dépasse la pure logique rationnelle ; Pascal le séduit-il, et Blondel[2] ? Il est bien près d'être Jeune-Républicain.

Des opinions politiques qui ont une telle assise doivent présenter, même extérieurement, certains traits caractéristiques. Et, d'abord, elles ne sauraient être opportunistes. D'une origine diamétralement opposée à l'empirisme, elles sont tout à fait étrangères à des préoccupations de tactique. La politique des étudiants est une politique à principes, ce qui ne veut pas dire toujours une politique rigide et sans lien avec les faits, mais une politique obstinément attachée à un ensemble d'axiomes.

Il suit de là que seront éliminés *ipso facto* les partis politiques sans doctrine profonde et cohérente ; c'est ainsi que le radicalisme, si désespérément vide d'idées, et qui, à tort ou à raison, apparaît à presque tous les jeunes comme le type du parti des combinaisons politiciennes et alimentaires, ne rencontre nulle faveur au quartier Latin. Une tentative de constitution d'un groupe radical à Normale, il y a deux ou trois ans, sombra, en quelques semaines, dans le plus complet ridicule.

Point dilettantes, croyant en leurs idées, les étudiants n'hésitent plus à oublier même, quand il le faut, qu'ils sont des intellectuels, et à travailler pour leur foi autrement qu'en écrivant dans les journaux ou en prononçant des harangues. L'étudiant pauvre est, du reste, retenu par moins de préjugés que les autres, et si l'on voit des jeunes gens à chapeau melon et gourdin jaune vendre *L'Action française* à la porte des églises, il est des étudiants communistes qui distribuent des tracts dans la rue et des étudiants jeunes-républicains qui collent des affiches sur les murs.

Agathon avait donc vu juste. Un courant nouveau, orienté vers l'action positive, s'affirmait en 1914 ; aujourd'hui, une circonstance favorable lui permet de grandir : plus pauvre, en général, qu'avant la guerre, c'est bien souvent qu'il descend de sa Montagne-Sainte-Geneviève pour occuper à des

1. Le livre le plus connu du philosophe et sociologue Georges Sorel (1847-1922), théoricien marxiste du syndicalisme révolutionnaire, est *Réflexions sur la violence* (1906-1908). Guillemin reparle de lui dans son deuxième article de *La Démocratie* (10 mai 1924, voir p. 77).

2. Le philosophe chrétien Maurice Blondel (1861-1949) a exercé une certaine influence sur la pensée du jeune Guillemin qui a lu sa thèse *L'Action* (1893) ; voir ce qu'il m'a dit de lui lors de nos entretiens de 1977 (*Henri Guillemin tel quel*, p. 86).

besognes sans gloire, mais rémunératrices, des loisirs qu'il eut autrefois employés à fumer des pipes, en "bouquinant". Il se mêle ainsi à ceux qui ne sont pas des intellectuels, et bien des préjugés tombent. Il comprend que la vie est rude à qui doit ployer de longues heures, tous les jours, son corps et son esprit à d'indifférents labeurs qui, sans délivrer l'intelligence, ne peuvent lui offrir d'aliment. Il connaît quel privilège c'est de pouvoir sans cesse vivre par l'esprit, et, comme tout privilège implique un devoir, il se sent des obligations insoupçonnées.

… Et surtout, il y a eu la guerre, grande mûrisseuse des âmes, même de celles qui ne l'ont pas connue.

C'est à elle, je crois, que la nouvelle jeunesse doit d'être infiniment moins impulsive que celles d'autrefois. La guerre a tué la foi aux idées généreuses chez beaucoup de cœurs trop débiles et toujours prêts à se replier dans la défiance et l'égoïsme ; mais elle a aussi nuancé l'idéalisme des âmes entêtées d'amour, d'un réalisme qui décuple leur puissance d'action.

La duperie de la paix a été si monstrueuse : tant d'hommes avaient cru à ceux qui prétendaient que cette guerre était une vraie révolution ; on avait tant espéré de ces mots de Démocratie, de Libération, de Justice et de Fraternité dont on nous abreuvait durant les mois de lutte, qu'une fois les armes posées et l'attente frémissante déçue, les enthousiasmes s'affaissèrent et une immense vague grise de rancœur et de découragement fit plier tous les fronts.

On se défie, maintenant, des grands mots ; on redoute l'infernale hypocrisie qui dresse devant elle le bouclier des idées exaltantes, pour travailler à d'obscures et louches besognes, dans l'ombre même de leur rayonnement.

Mais ce qu'il y a de réconfortant, c'est de voir combien mince est le nombre de ceux qui, après tant de désillusions, ne se sont pas remis, simplement et courageusement à la tâche. L'idéalisme, au sens large du mot, c'est-à-dire la capacité de se dévouer pour des idées qui vous dépassent, l'élan désintéressé vers un but d'intérêt général, n'est mort presque nulle part ; on peut travailler, très généreusement, pour des idées qui ne le sont pas. Quant à l'idéalisme au second degré : travail ardent pour des idées sublimes, il subsiste lui aussi, plus puissant peut-être même que le premier.

C'est précisément sur ces idéalistes "intégraux" que la guerre a eu une influence heureuse. Elle leur a révélé la complexité des questions et, sans amoindrir leur foi passionnée, elle a ouvert leurs yeux aux aspects multiples de la réalité. Bien peu aujourd'hui, sauf peut-être par un étrange et paradoxal retour des choses, à l'Action française, s'imaginent que l'avènement d'un homme, la direction d'un parti ou l'institution d'un régime pourrait, du jour

au lendemain, transformer l'état de la France et du monde. Le quartier Latin d'aujourd'hui ne plébisciterait plus le général Boulanger[1].

Dans presque toutes les intelligences, une sorte d'élargissement s'est opéré. Le simplisme diminue, tandis qu'augmente la volonté de fonder en raison ses tendances et de ne pas s'abandonner aux seules impulsions sentimentales ; si bien que beaucoup exagèrent même et confondent l'élan profond de l'être vers un idéal supérieur, avec l'émotion superficielle d'une sensibilité sans équilibre.

Et cependant, n'est-ce-pas le sommet de l'idéalisme que la foi religieuse ? Or la foi, et spécialement le catholicisme, se répand au quartier Latin, et, en général, dans toute la jeunesse française qui pense. Il est même intéressant de remarquer que cette foi n'est, en aucune façon, quelque fiévreux bouillonnement sentimental, comme celui qui suivit les grandes crises de 1789-1815, mais, au contraire, un catholicisme viril et puissant, solidement enraciné sur toutes les bases rationnelles qu'admet la foi, règle d'action et discipline de vie : il n'est pas douteux, d'ailleurs, qu'il y a manifestement deux tendances, au sein du catholicisme des jeunes intellectuels, dont les uns, opprimés par le "bon sens", se défient de l'élan mystique et des renoncements évangéliques, tandis que les autres vivent intensément et de tout leur être, cette « vérité libératrice » et « perdent leur vie », sachant bien qu'ainsi « ils la trouvent ». A l'École Normale, sur cent soixante élèves, une cinquantaine sont catholiques.

Jeter le ridicule sur les croyants, hausser les épaules devant les « calotins » est passé de mode sur la Montagne-Sainte-Geneviève. Il n'y a plus guère d'« esprits forts », et, même parmi les incroyants et les anticléricaux, on ne rencontre plus de railleries et de sarcasmes à l'égard des chrétiens. Le respect des croyances est un fait.

Du reste, la foi de ces catholiques et de ces protestants n'est pas toute individuelle et inactive. Un grand désir de prosélytisme anime beaucoup d'entre eux, et il en est bien peu à qui suffit l'intimité brûlante d'une foi secrète. Est-ce dépasser la réalité que de signaler comme une ébauche de rapprochement, sur beaucoup de points, entre catholiques et protestants, qui, si elle n'est pas encore dans les faits, est déjà en aspiration dans bien des cœurs ?

1. Le général Georges Boulanger (1837-1891), ministre de la Guerre très populaire mais jugé trop belliqueux, est mis à la retraite en mars 1888 ; élu député du Nord, puis de Paris, il refuse de marcher sur la capitale en janvier 1889 et perd rapidement tout crédit ; il fuit en Belgique et se suicide. Au plus fort de sa brève gloire, il eut des étudiants parmi ses soutiens, mais se heurta à la campagne hostile d'un « Comité antiboulangiste des étudiants de Paris » créé en avril 1888.

Une étude de M. Rémy Roure, parue dans les numéros du 22 décembre 1923 et [des[1]] 5 et 19 janvier 1924 de *La Renaissance*[2], nous donne d'intéressants aperçus sur les groupes politiques en présence, au quartier Latin. Nous nous bornerons à les rapporter en en contrôlant quelques-uns et en les complétant : M. Rémy Roure apporte, en effet, dans ses articles, un souci trop évident, non seulement – ce qui est louable – de ne faire peine à personne, mais – ce qui l'est moins – de tresser des couronnes à tout le monde.

Les effectifs des étudiants d'Action française ont beaucoup grandi depuis 1914. Un fait à noter, qui peut avoir son importance : c'est particulièrement près des étudiants en médecine que les théories d'Action française ont du succès. Inconnue, ou presque, à l'École Normale, l'Action française a des adhérents à la Faculté de Droit de l'Institut catholique.

Un trait de caractère très répandu parmi eux : la conscience assurée de leur extraordinaire valeur. « Quelle magnifique pléiade d'intelligences chez nous ! » me disait l'autre jour, en toute candeur, un camelot du roi.

Et M. Rémy Roure raconte qu'ayant demandé au secrétaire des étudiants d'Action française à quoi il attribuait la diffusion de ses idées, celui-ci répondit : « Au prestige de nos doctrines, à la valeur intellectuelle de l'Action française… ». Et il ajoutait :

« L'éviction de Maurras de l'Académie française[3] a montré à beaucoup d'aveugles l'abaissement de l'Intelligence par la Démocratie.

— À quel signe reconnaît-on l'influence de l'Action française au quartier Latin ? demandait M. Rémy Roure.

— Nous lui avons insufflé la défiance du *métèque* ; voilà la marque de notre emprise. »

Les socialistes et les communistes, au quartier Latin, s'étaient déjà séparés avant la grande scission du congrès de Tours. La conférence des jeunes communistes de Berlin décida la suppression des groupes d'étudiants communistes. Pourquoi ?

Il est facile de s'en rendre compte. La III[e] Internationale veut débarrasser les partis et, en l'espèce, le parti français, des politiciens, des snobs de la révolution, du

1. J'ajoute cet article pour la cohérence grammaticale de la phrase.

2. Hebdomadaire politique et culturel créé en novembre 1913 et dirigé par le critique d'art Henry Lapauze (1867-1925). – Rémy Roure (1885-1966) est un journaliste actif aux idées socialisantes ; son étude s'intitule « À quoi rêvent les étudiants ».

3. Allusion à la tentative manquée de Maurras de se faire élire (19 avril 1923). Il ne fut élu que le 9 juin 1938.

vieux romantisme démodé qui cache trop souvent des sentiments “bourgeois”. Le communisme doit avoir ses racines dans le prolétariat ; il a l’ambition d’être le prolétariat organisé, et non une école d’orateurs et de dilettantes. Pas de “braillards”, des hommes d’action. Un groupe particulier d’étudiants est une école d’officiers d’état-major ; il contribuerait à former une caste dans le communisme, à séparer les intellectuels du peuple, des travailleurs ; il constituerait un danger […][1].

C’est ainsi que *Clarté universitaire*[2], « simple reflet de la réaction sentimentale qui suivit la guerre », disparut en peu de temps.

Où trouve-t-on des communistes ? A la Sorbonne, mais… surtout à Normale. À vrai dire, il n’y a guère là que sept ou huit adhésions formelles au parti de Moscou contre une dizaine à l’S.F.I.O[3]. Les limites du parti socialiste, qui est loin de présenter la même netteté et la même cohérence que l’orthodoxie étroite des communistes, sont très fuyantes : il est donc assez difficile de déterminer, au quartier Latin, sa véritable importance. On peut dire avec assurance que les républicains d’extrême-gauche sont une cinquantaine au moins à Normale. – Quatre-vingt-dix étudiants environ, tant de la Sorbonne que de Normale, signèrent récemment un télégramme de condoléances aux Commissaires du peuple russe, après la mort de Lénine[4].

Enfin, à la Jeune-République, M. Rémy Roure consacre plusieurs colonnes[5].

Si le type du “vieux républicain” anticlérical a disparu à peu près entièrement du quartier Latin, si des fils de radicaux de province affichent des opinions royalistes, le “Jeune Républicain” n’est pas rare. On peut dire même dire qu’il est le seul gardien de la Démocratie sur la Montagne-Sainte-Geneviève.

Mais qu’est-ce que ce “Jeune Républicain” ? C’est le disciple de M. Marc Sangnier. Le Sillon d’autrefois a fait germer une véritable moisson d’idéalisme. On se souvient encore des sacrifices consentis par ces jeunesses ardentes avant la guerre quand il s’agit de mettre sur pied un journal quotidien, *La Démocratie*[6]. Combien ne faisaient qu’un repas par jour, se privaient du superflu et même du nécessaire pour ap-

1. Après avoir résumé l’essentiel du premier article de Rémy Roure, consacré à l’Action française, Guillemin cite un passage du deuxième, celui du 5 janvier 1924.

2. *Clarté*, « bulletin français de l’internationale de la pensée » animé majoritairement par de jeunes communistes, a paru d’octobre 1919 à janvier 1928. *Clarté universitaire*, « journal des sections universitaires de *Clarté* », est un bimensuel qui a commencé à paraître en novembre 1922, mais dont la BnF n’a que quatre numéros : destin éphémère, en effet.

3. Guillemin devrait écrire « la S.F.I.O. », puisque « S. » est l’initiale de « Section ».

4. Lénine est mort le 21 janvier 1924.

5. Guillemin cite à partir d’ici de larges extraits du troisième article, du 19 janvier 1924.

6. On a dit plus haut que *La Démocratie* était un quotidien jusqu’en 1914 (voir p. 65, n. 2).

porter leur obole à l'œuvre entreprise ! Une telle ardeur, une telle pureté ne pouvaient pas ne pas laisser des traces. Aussi la Jeune-République, fille du Sillon, a grandi dans les Écoles au point de devenir l'une des forces spirituelles de la jeunesse !

À Normale, le groupe jeune-républicain compte une dizaine d'adhérents entourés d'une zone assez large de sympathies actives. « Ils sont venus nombreux cette année, me disait un des élèves ; plus nombreux que l'année dernière. »

À la Faculté de Droit, ils luttent à peu près seuls contre l'emprise de l'Action française ; aux Lettres, ils ne sont pas négligeables. A l'École de Médecine, également, leur influence est importante.

J'ai voulu obtenir quelques précisions sur les idées de ces jeunes gens et ai fait pour cela visite à M. Georges Hoog[1], secrétaire général de La Ligue de la Jeune-République, ligue qui est, en quelque sorte, le pendant de la ligue d'Action française. M. Georges Hoog est un jeune homme, mais qui appartient cependant à cette génération de la guerre mûrie sur les champs de bataille et qui doit paraître si sérieuse, si grave aux suivantes. C'est qu'elle est une grande blessée. Songez qu'elle vivait dans un rêve de fraternité humaine et que, brusquement, s'est levée une aube sanglante.

Ce rêve de fraternité, M. Georges Hoog ne l'a pas abandonné ; on le voit bien, à son bon sourire fervent, quand il parle de ces choses. Toutefois, le ton des paroles est plus âpre que jadis ; il y a moins de mysticisme, me semble-t-il, dans la Jeune-République que dans le Sillon. Mais l'idéalisme n'est pas amoindri[2].

"Nos camarades, dit M. Georges Hoog, agissent individuellement dans les facultés, les écoles ; leurs réunions se tiennent ici à la Jeune-République. Des conférences privées, des réunions publiques contradictoires, dont plusieurs eurent un grand succès, furent organisées par notre groupe de jeunes […]".

Ayant terminé sa revue des partis politiques, M. Rémy Roure conclut :

Cette trop rapide enquête permet cependant de fixer les lieux spirituels de la Jeunesse des écoles. On les trouve l'un rue Saint-André-des-Arts[3], d'où partent les idées d'ordre, de hiérarchie, de tradition nationale qui séduisent une bonne partie des étudiants. Un autre, un peu plus lointain, est au boulevard Raspail ; là rayonne l'étoile de la Démocratie et les républicains de toutes les écoles n'ont pas d'autre point de ralliement. Enfin au sommet de la Montagne-Sainte-Geneviève, derrière le Panthéon, dans l'école créée par la Convention, la tradition révolutionnaire, socialiste et communiste n'est pas éteinte. Il y a encore pas mal de rouge au drapeau universitaire.

1. Voir ci-dessus p. 27 et n. 3.

2. Guillemin coupe ici, sans le dire, une longue partie de l'interview de G. Hoog dont il ne garde ensuite qu'un court passage. Puis il reproduit le premier paragraphe de la conclusion.

3. Le ton de la phrase suggère que se trouvait dans cette rue ancienne qui part de la place Saint-Michel un lieu de réunion d'organisations de droite ou d'extrême-droite. Suivent deux allusions plus explicites au domicile de Marc Sangnier (voir ci-dessus p. 37, n. 1) et à l'E.N.S., fondée en 1795 par la Convention thermidorienne.

C'est bien la vérité, en effet ; il n'y a que trois attitudes possibles, et je dirai même qu'il n'y en a que deux, en réalité. Mettons à part les socialistes, dont l'imprécise doctrine hésite entre un idéalisme décidé et de lourdes erreurs matérialistes ; le socialisme est tiraillé entre deux tendances, dont la plus forte, d'ailleurs, apparaît bien, à l'heure actuelle, comme étroitement apparentée au grand courant jeune-républicain. Mais, en face de cette volonté de subordination aux principes moraux, en face de cet esprit de justice et d'amour, seule se dresse l'esprit d'égoïsme et de haine, négateur des principes intemporels, et de qui relèvent à la fois ceux qui veulent, par tous les moyens, la suprématie de la nation et ceux qui ne reculent devant rien pour établir ce qu'ils appellent la dictature du prolétariat.

Telle nous apparaît la jeunesse intellectuelle d'aujourd'hui dans ses aspirations et ses volontés. Débarrassée du dilettantisme infécond, passionnée de vérité et d'action, idéaliste et réaliste à la fois, religieuse au sens large du mot, elle a horreur des mots vides et de ceux qui souillent les idées en se servant d'elles ; elle repousse les reptations savantes des politiciens à l'échine souple. Nettement divisée en trois attitudes et deux tendances, elle incline à gauche dans sa majorité.

Surtout, elle est virile et porte sur la vie qui s'ouvre à elle un regard clair, droit et courageux.

Henri GUILLEMIN,
Élève de l'École Normale Supérieure.

Correspondance[1]

À propos de notre étude sur « Les tendances nouvelles de la jeunesse intellectuelle », M. Rémy Roure proteste courtoisement auprès de nous contre une phrase de notre article :

> Je lis cependant cette phrase : « M. Rémy Roure apporte dans ses articles un souci trop évident, non seulement – ce qui est louable – de ne faire de peine à personne, mais – ce qui l'est moins – de tresser des couronnes à tout le monde… »
>
> Soyez persuadé, Monsieur, que si j'avais cru devoir faire de la peine à quelqu'un, je n'eusse pas hésité un instant à le faire. J'ai préféré, dites-vous, tresser des couronnes à tout le monde à tout le monde ? – Non.

1. *La Démocratie*, 10 mars 1924, p. 499-500. – Je place ici cet échange ultérieur avec Rémy Roure et les réponses de Guillemin, signées également dans le sommaire en tête du numéro.

J'ai tressé des couronnes à la jeunesse qui s'efforce de penser, et de vivre en conformité avec sa pensée. J'ai tressé des couronnes aux étudiants d'Action française aussi bien qu'aux étudiants communistes et à ceux de la Jeune-République, parce que j'ai trouvé extrêmement émouvantes leur sincérité, leur ardeur, leur passion. Elles vont en des sens opposés ? – Soit, qu'importe ! Ce qui est beau, c'est la foi de ces jeunes hommes. La vie se chargera assez tôt, hélas ! de ternir chez quelques-uns cette pureté d'âme.

Mais je n'ai pas tressé de couronnes aux étudiants amorphes dont vous parlez au début de votre chronique. Je ne me suis point occupé d'eux. Ils feront sans doute plus tard de bons citoyens, ils conserveront leur vertu médiocre, mais ils porteront toute leur vie le stigmate de cette médiocrité. À vingt ans, Monsieur, il faut avoir un idéal ; j'ai constaté que cet idéal est moins romantique, moins entaché de snobisme qu'autrefois, et j'ai tressé des couronnes à tous ceux qui en ont un. Vous êtes de ceux-là et je vous en félicite. Mais peut-être était-il convenable de comprendre que c'est à *toute* la jeunesse vivante que j'ai voulu tresser des couronnes. Vous ne l'avez point fait. Cela est dû sans doute au fait que vous avez vingt ans de moins que moi. C'est un immense avantage. Mais je suis persuadé que, dans vingt ans, vous contemplerez avec une bienveillance égale à la mienne cette jeunesse vivante du quartier Latin. Je le souhaite du moins pour la génération qui suivra la vôtre.

Veuillez agréer, Monsieur, avec ma sympathie profonde, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Rémy Roure.

Bien entendu nous n'avons jamais voulu dire que M. Rémy Roure encensait indifféremment *tous* les étudiants, les « amorphes » aussi bien que les « vivants ». Mais c'est précisément la très haute estime où nous tenons ses éloges d'observateur consciencieux et impartial, qui nous a fait éprouver quelque surprise affligée lorsque nous avons vu tout un cortège de louanges s'égarer, sous sa plume, du côté des matraqueurs royalistes.

Et M. Rémy Roure a beau nous dire, en une seconde lettre chaudement sympathique : « Je persiste à trouver belle toute bataille ardente et désintéressée. Ça ne veut pas dire que je recommande certains procédés. Non. Mais la passion, même quand elle entraîne trop loin, garde une beauté intrinsèque, voilà tout ». Il n'arrive pas à nous convaincre que des adversaires, qui se sont mis volontairement en dehors du droit commun et qui pratiquent orgueilleusement la calomnie et l'assommade[1], sont respectables.

Le geste, même passionné, ne saurait être beau, s'il est immoral.

Henri GUILLEMIN.

1. Forme rare et vieillie, qu'on trouve, entre autres, chez Baudelaire ou chez les Goncourt.

Primo de Rivera sera-t-il le sauveur de l'Espagne ?
Une opinion catholique[1]

La dictature de Primo de Rivera s'imposait-elle, étant donné l'anarchie politique espagnole ?

Les avis sont très partagés. On a vu, dans notre avant-dernier numéro, l'opinion assez indulgente, en somme, pour le régime nouveau, d'un Français revenant d'Espagne[2]. Voici, en sens inverse, le témoignage d'un catholique profondément versé dans les affaires de la péninsule.

Il a publié dans les *Dossiers de l'Action Populaire*, qu'éditent les Jésuites, une étude sérieuse, précise et documentée sur la question[3].

Il en ressort qu'en septembre 1923, en effet, la situation était des plus critiques, en Espagne. Un malaise général pesait sur la population, découragée de plus en plus de cette vie politique si putréfiée où les élections sont des farces, où les délibérations du Parlement ne sont que querelles d'individus, conflits d'intérêts privés. Un immense besoin de rénovation s'affirmait, d'assainissement des mœurs politiques, surtout de l'état d'esprit de ceux qui s'occupent de la chose publique.

Au milieu de l'universelle décomposition, de l'effondrement commercial, des convulsions anarchistes (en cinq ans, 833 assassinats politiques à Barcelone), de l'épouvantable désastre marocain[4], de l'agitation séparatiste,

1. *La Jeune-République*, 29 février 1924, p. 3, col. 3. – Miguel Primo de Rivera (1870-1930), nommé en 1922 par le roi Alphonse XIII « capitaine général » de Catalogne afin d'y rétablir l'ordre, y a pris le pouvoir par le *pronunciamiento* [coup d'État] du 13 septembre 1923, à la suite duquel il a obtenu du souverain les pleins pouvoirs ; il exerce pendant une demi-douzaine d'années une dictature partiellement imitée de celle de Mussolini, jusqu'à ce que, abandonné de ses propres partisans et gravement malade, il donne sa démission, deux mois avant sa mort.

2. En fait c'est dès le numéro du 4 janvier qu'a paru cet article intitulé « Les deux Dictateurs [Primo de Rivera et Mussolini] rêvent-ils de nous encercler ? ». Son auteur est Pierre Flottes (1895-1994), normalien, agrégé, qui s'apprête – ce que Guillemin sait sans doute – à soutenir sa thèse sur *La Pensée politique et sociale d'Alfred de Vigny* (éditée aux Belles-Lettres en 1926).

3. Cette revue bimensuelle « d'action religieuse et sociale » a paru de 1920 à 1940 sous la forme d'articles détachables, d'où son titre de « Dossiers ».

4. Allusion à la défaite d'Anoual infligée aux Espagnols en juillet-août 1921, lors de la guerre du Rif, par les milices armées d'Abdelkrim (le Maroc est alors placé de façon précaire sous le co-protectorat de la France et de l'Espagne).

de l'arrogance croissante des *juntes*[1], un effort sincère et profond de « rénovation des esprits », prélude de la restauration du pays, s'accomplissait. Le Parti social populaire, nouvellement organisé, solidement enraciné dans le terrain national, s'abstenant, pour l'instant du moins, de la lutte électorale, tentait de grouper sur des bases nouvelles tous ceux qui voulaient rendre à la nation son âme et sa virilité.

Survient le coup d'État. La masse, trop amorphe, regarde d'abord avec indifférence. Mais les actes suivent, à la seconde, les proclamations : répression des crimes anarchistes, série de décrets qui s'abattent sur les commerçants, taxes, contrôles, amendes…, entraînant de force un abaissement du prix de la vie, ordre aux fonctionnaires d'occuper effectivement leur poste, dissolution de toutes les municipalités pourries. Travail brutal, véhément, plein de bonne volonté, mais qui veut aller trop vite, commander au temps, et qui modifie l'apparence sans changer la réalité.

Le Parti Social Populaire l'a bien compris. Comme les *Popolare* d'Italie, ils se scindent[2]. Les uns, fascinés par des gestes qui ne sont pourtant que cela, applaudissent d'enthousiasme. Les autres, plus sages, trop sûrs que les cœurs ne deviennent pas meilleurs à coups d'ukases, attendent.

Sans doute l'origine du pouvoir de Primo de Rivera est illégale, mais on passerait encore là-dessus, car ce ne fut qu'une illégalité parmi la foule des autres. Le coup de force ne fut pas liberticide, car la liberté n'existait pas. Mais il risque bien de ne point la créer jamais. Le vice foncier du système, c'est qu'il est précisément une dictature, un pouvoir extérieur, brutal, charnel, qui relève de la vieille erreur, toujours vivace après tant de siècles d'aveuglants démentis, qu'on peut changer quelque chose sans changer d'abord les âmes, et faire d'une cité mauvaise une cité bonne, d'un coup de main, avec les mêmes éléments.

H. G.

1. Le mot n'a pas ici son sens militaire, mais simplement celui d'« assemblées politiques » (en l'occurrence celles des différentes provinces).

2. *Sic*, alors qu'en bonne grammaire il faudrait une formulation au singulier (c'est le Parti qui se scinde). Guillemin parle plus loin des *Popolare* dans ses articles sur Mussolini.

Progrès et réaction[1]

Une réaction est un mouvement en sens inverse d'un autre mouvement, qui se développe ou s'est accompli. En politique, c'est l'effort tenté par certains, pour ramener une collectivité à des formes d'organisation dépassées. C'est un essai pour remonter le temps.

Constater qu'un homme est un réactionnaire, est-ce porter sur lui un jugement de valeur ? On ne peut nier que l'épithète de réactionnaire comporte en elle-même, dans le langage courant, une appréciation. Et il suffit de lire les journaux politiques, et d'entendre les orateurs parlementaires, pour connaître que si les uns redoutent comme une injure le nom de réacteur, d'autres, à l'inverse, prétendent s'en enorgueillir.

Et cependant, il semble qu'il soit, du point de vue de la valeur, indifférent de marcher dans tel sens ou dans tel autre. Pour pouvoir juger un mouvement, il faut avoir préalablement défini et estimé le but vers lequel il tend. Ce n'est donc que postérieurement à un jugement de qualification sur la fin voulue de l'effort, qu'on introduira une notion d'appréciation dans le terme de réactionnaire.

L'antérieur est-il toujours l'inférieur ? Y-a-t-il un lien nécessaire qui plaque la série chronologique sur l'échelle des valeurs, et les deux lignes coïncident-elles sur toute leur étendue ? Telles sont les questions que nous allons examiner.

Pour certains, meilleur et nouveau s'identifient. Avancer seul importe. Georges Sorel[2], l'un des principaux théoriciens de cette doctrine, élimine en réalité la préoccupation de la valeur. Loin de proposer à l'action un terme reconnu bon et dont elle ne peut s'écarter qu'en devenant mauvaise, Sorel abolit la conception d'un but *a priori*, posé dans l'absolu, distinct de l'effort tenté pour l'atteindre et dont la valeur propre sert à qualifier cet effort.

1. *La Démocratie*, 10 mai 1924, p. 107-118. Deuxième article de fond de Guillemin dans ce bimensuel, entre politique et philosophie.

2. Guillemin, qui a déjà nommé ce théoricien marxiste au passage dans son premier article pour *La Démocratie* (voir plus haut p. 67 et n. 1), revient ici sur sa pensée et sa personnalité complexes et d'ailleurs controversées.

Le réactionnaire, dans une telle thèse, n'est plus spécifiquement l'homme qui veut revenir à une forme dépassée de l'organisation de la cité, mais bien plutôt celui qui cherche à s'opposer au courant le plus fort qui entraîne la collectivité. Si les royalistes, par exemple, ont assez d'énergie et d'audace pour prendre et garder le pouvoir, ce sont eux qui ont raison. Je ne dis pas : qui *avaient* raison ; personne n'avait raison avant le triomphe de l'un des partis. Mais le succès légitime l'action du vainqueur. Le réactionnaire, c'est donc seulement le moins fort ; et il gardera son nom même si son dessein était de nous entraîner à un régime politique et économique dont on n'a point encore fait l'expérience.

C'est pourquoi Georges Sorel ne demandait aux capitalistes et aux prolétaires que de prendre une conscience de plus en plus intense de leurs vouloirs antagonistes, et d'accroître la véhémence de leurs actions contradictoires, afin que l'avantage se dessine nettement. « La prétention est illégitime, pensait-il, de demander au socialisme de savoir où il va et ce qu'il veut exactement. C'est dans l'action violente que les hommes ont découvert ce qu'ils voulaient et pourquoi ils luttaient[1]. » — Ce n'est pas ici le lieu de montrer comment ces doctrines de Georges Sorel se rattachent à la philosophie bergsonienne et, au fond, empiriste, d'un inconscient peu distinct de l'« élan vital » ; qu'il suffise de savoir que, fidèle à sa thèse, Georges Sorel écrivait aussi bien dans *L'Action française* que dans les feuilles d'extrême-gauche.

Mais supprimer le problème n'est pas le résoudre ; et dépouiller avec désinvolture les termes de leur contenu moral n'est qu'un artifice de jongleur qui ne modifie pas la nature des choses. Affirmer que « progrès » et « réaction » n'ont pas de sens du point de vue la « valeur » ne suffit pas pour épargner aux collectivités les douloureuses et vivantes expériences du contraire. L'attitude des soréliens est d'une stabilité aussi illusoire que celle des philosophes qui prétendent s'établir « par-delà le bien et le mal[2] » et échapper à la nécessaire option. « Nous sommes tous embarqués, disait Pascal ; il faut parier[3]. » – Ceux qui refusent de parier ont parié tout de même, par le seul fait qu'ils n'ont pas parié « pour » ; car, ne pas être pour le Bien, c'est être contre le Bien.

1. Malgré les guillemets, ces mots ne sont pas forcément une citation textuelle ; le texte ne vient en tout cas pas des *Réflexions sur la violence*, et l'œuvre de Sorel est vaste.

2. Faut-il rappeler que cette formule sert de titre à l'un des livres de Nietzsche (1886) ?

3. Texte exact : « […] il faut parier ; cela n'est pas volontaire, vous êtes embarqué. […] Pesons le gain et la perte, en prenant croix que Dieu est. Estimons ces deux cas : si vous gagnez, vous gagnez tout ; si vous perdez, vous ne perdez rien. […] » (*Pensées*, n° 418 class. Lafuma).

Abandonnant donc le faux sentier que certains avaient cru découvrir entre les deux voies du dilemme, nous sommes contraints de revenir au point de départ. Et puisque, du moins, nous savons maintenant qu'avant de pouvoir impliquer une idée de valeur dans le mot de réaction, il faut avoir d'abord qualifié le but poursuivi, nous prendrons le problème sous son aspect positif, nous demandant ce qu'est le progrès moral et dans quel sens il va.

Il semble que, pour l'individu, le progrès consiste avant tout à se rapprocher de la perfection, perfection qui n'est point conçue comme un idéal abstrait dont la force effective d'attraction resterait incompréhensible, mais comme une réalité vivante, non possédée puisqu'on y tend, mais éprouvée cependant, puisqu'on la cherche, et qu'on n'aurait même pas l'idée de la chercher, si, de quelque manière, on ne la connaissait déjà. Cette perfection, qui est Dieu, nous est donc à la fois transcendante et immanente, et, comme dit Maurice Blondel[1] : « Il y a en moi un moi qui n'est pas moi, il y a Dieu lui-même. »

Le progrès individuel consiste donc à réaliser pleinement en nous ce « nous-même, plus nous-même que nous-même », ce moi véritable que l'intrusion dans notre personnalité d'éléments empiriques et hétérogènes entrave dans son développement et sa vie. – Notre âme, étrangère, dans son essence, au sensible, se trouve cependant, par son union paradoxale avec le corps, alourdie, souillée, garrottée. Elle est, disait Platon, comme le corps de Glaukos le marin qui, roulé par les vagues, est maintenant tout recouvert de coquillages, d'algues et de goémons[2] ; ce que Bossuet, dans sa langue puissamment abstraite, traduisait, vingt siècles plus tard, par cette saisissante formule appliquée à l'homme après la chute originelle : « L'homme, spirituel jusque dans sa chair, devint charnel jusque dans son esprit[3]. »

Spiritualiser la chair, « désincarner » l'esprit, tel est donc le travail de tout homme qui veut aller au Bien ; c'est aussi retrouver, par une ascension rude et sans terme, l'état d'avant le péché. C'est enfin atteindre à la vraie liberté, non pas cette pauvre liberté humaine qui n'est que pouvoir d'erreur,

1. Philosophe déjà nommé plus haut p. 67. Guillemin connaissait bien son œuvre, mais ne va pas jusqu'à donner une référence…

2. Platon raconte que Glaucos, ancien pêcheur devenu une divinité sous-marine malmenée par les mouvements de la mer et partiellement détruite, symbolise l'âme humaine souffrant d'être mêlée au corps et dégradée par lui (voir *La République*, livre X, 611c).

3. Citation approximative, non de Bossuet lui-même, mais de Bossuet citant saint Augustin dans son *Traité de la concupiscence*, chap. VII, *Œuvres complètes*, 1862-1866, t. VII, p. 425.

mais à cette liberté divine par qui l'homme se sent vraiment lui-même. – Et Dieu, qui est la fin, est aussi « la voie et le moyen » ; et s'il faut, pour cette tâche immense, un immense courage, Dieu, qui a déjà donné sa Vérité Libératrice, donne encore sa Toute-Puissance.

Qu'est-ce donc alors que le progrès social ? Quel lien y a-t-il entre le progrès, tel que nous l'avons défini pour l'individu, et le progrès pour la collectivité ? Il est bien évident qu'il ne saurait y avoir de perfectionnement unilatéral : si l'individu s'améliore, la collectivité s'améliorera ; et inversement la société, encore qu'elle ne soit pas simplement la somme des individus qui la composent, ne peut gagner en valeur sans qu'un progrès corresponde chez l'individu. Ce qu'il importe de remarquer, c'est que l'amélioration de la société ne doit pas attendre, pour se produire, une amélioration des individus ; mais l'organisation et le jeu même des institutions se répercutent dans la vie personnelle des citoyens.

La société n'a d'autre but que le bonheur de l'individu. Elle doit donc tenir compte de la réalité de ce bonheur et des moyens dont l'homme dispose pour l'atteindre. Le rôle de la société est par conséquent double : négatif et positif. Elle doit, d'une part, tout disposer pour que rien n'entrave l'individu dans son effort de progrès moral, et d'autre part faciliter ce même effort, le guider et le soutenir.

Avant tout, c'est à l'âme humaine qu'il faut songer. Et d'abord pour la préserver. Quand l'oppression de la matière est trop forte, quand le souci de manger tenaille l'homme sans répit, faire subsister le corps passe avant améliorer l'âme. « *Primo vivere, deinde philosophari*[1] », dit la cruelle mais véridique formule. Et, dans sa langue magnifique, Charles Péguy reprenait cette même idée : « Quand on manque trop du pain quotidien, on n'a plus aucun goût au pain éternel, au pain de Jésus-Christ[2] ».

Aussi faut-il que la société protège l'âme indirectement en protégeant le corps et en donnant à l'homme le moyen de vivre. C'est l'action propre de toutes les mesures qui vont depuis le repos du dimanche, l'interdiction du travail des enfants, la journée de huit heures, la semaine anglaise, l'établissement du salaire minimum, jusqu'à la participation des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise. — C'est encore protéger indirectement, ou même directement, l'âme de l'homme que de lutter contre l'assassinat collectif, ou guerre, dont la préparation, matérielle et psychologique, aussi bien que le

1. Plus exactement « *Primum vivere…* », formule souvent attribuée au philosophe Hobbes.
2. *Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc* (1912 ; *Œuvres de poésie*, éd. NRF, 1918, p. 42).

déchaînement, aboutissent à des conséquences anti-naturelles, oppressives ou tueuses des consciences.

Une oppression plus directe, que le progrès social doit abolir, est celle que font peser sur les corps et sur les âmes les tyrannies ouvertes ou dissimulées. La tyrannie d'un « homme au fouet » quelconque, négatrice, dans son principe même, de la valeur absolue de la personne humaine, inadmissible, d'ailleurs, par le seul fait qu'elle prétend réaliser un asservissement total d'êtres humains à d'autres êtres humains, est, au surplus, monstrueuse parce qu'elle ne peut manquer de vouloir violenter les consciences.

La condition indispensable de tout progrès moral de l'individu, c'est la faculté laissée à cet individu de se décider librement et de suivre sa conscience. Tout effort pour imposer aux consciences un conformisme philosophique ou religieux qu'elles se refusent à admettre est, du point de vue moral, abominable. C'est à ce titre que l'on peut dire que tous les cléricalismes, aussi bien catholiques qu'anti-catholiques, vont en sens inverse du progrès social.

Il faut donc donner à l'homme la liberté de se déterminer. Lui *donner* la liberté, le conduire à la liberté, disons-nous, et non pas lui *laisser* la liberté. Les formules ne sont pas équivalentes. L'homme, naturellement, n'est libre qu'en apparence. La conquête de la liberté suppose un âpre et long travail. La société, au contraire, doit aider l'homme à se libérer, même si elle semble parfois, aux yeux de la chair, peser sur lui et le contraindre.

On peut vouloir la liberté sans tomber dans le libéralisme, qui en est, même, spécifiquement, la négation. La société, si elle veut progresser, doit donc défendre la liberté de l'homme à la fois contre lui-même et contre les autres. Contre lui-même, en l'empêchant de détruire son corps par le suicide ou les poisons, son âme et toutes ses énergies de bien, par la débauche et la pornographie. – Contre les autres, en empêchant d'agir ceux qui voudraient, par un coup de force, et non par la propagande des idées et la persuasion des esprits, imposer à la collectivité un régime qui ne sortirait pas de la volonté, librement affirmée, des citoyens.

Sous peine de se nier elle-même, la liberté ne peut se définir : la faculté laissée à tous de tout faire. Les doctrines libertaires sont le contre-pied de la liberté.

Il ne faut pas nous dissimuler d'ailleurs que nous touchons ici à la plus épineuse, la plus complexe et même la plus inextricable des questions qui se posent en politique. La société ne peut pas exister sans une doctrine, un

ensemble de principes qu'elle emprunte à la conception du bonheur et de la vertu individuels. Nous avons défini cette philosophie de la vraie liberté qui doit être la sienne. Elle se doit de tenter de la réaliser. Mais à l'égard de ceux de ses membres qui ne pensent pas comme elle et qui estiment, avec autant d'énergie qu'elle-même, qu'ils ont la vérité, quelle doit être son attitude et que va devenir notre axiome du respect de la conscience ?

Si, par exemple, un homme affirme que la mort vaut mieux que la vie, et s'il prêche le suicide, ou si, simplement, il juge que la vie ne mérite d'être vécue qu'en feu de paille, au milieu des paradis artificiels de la morphine, la société ne se défendra-t-elle pas, et, au nom même de ce qu'elle croit être l'intérêt de cet homme, ne l'empêchera-t-elle pas de se tuer, d'un coup ou à petit feu ? Personne, pas même parmi ceux qui dénient à la société le droit d'avoir une philosophie, ne s'élèvera contre cette attitude ; et cet acquiescement même sera la preuve que tous reconnaissent à la société le droit légitime d'avoir une doctrine, à savoir que la vie est meilleure que la mort.

Serait-il donc moins admissible de concevoir des répressions contre ceux qui répandent des doctrines aussi funestes pour l'âme que la morphine est pernicieuse pour le corps ? L'âme ne vaut-elle pas plus que le corps ? Et si la nocivité des théories qui semblent toutes spéculatives apparaît avec une rapidité moins grande que celle des poisons corporels, n'est-elle pas aussi terrible et irrémédiable ? – Pourtant, c'est là que l'on s'arrête ; et l'opinion courante se révolte contre l'idée de rigueurs appliquées à ceux qui répandent une philosophie contraire à celle du Pouvoir.

Et il est de fait que c'est là le nœud, impossible à dénouer, de tout le problème, car, d'une part, le Pouvoir, croyant avoir la vérité, ne saurait reconnaître aucun droit à l'erreur, tandis que, d'autre part, ceux qui professent la doctrine que ce Pouvoir attaque, estiment également posséder l'unique vérité. Quelle autorité, reconnue de part et d'autre, déterminera de quel côté se trouve l'erreur, de quel côté la vérité ? Où donc est « l'instrument judicatoire[1] » ?

Remarquons bien que le problème est absolument le même lorsqu'il s'agit d'hommes, réputés sains d'esprit, qui luttent avec l'assentiment de tous contre les morphinomanes et les trafiquants de cocaïne. La seule différence est que, dans ce cas, le plus grand nombre, la quasi-totalité des esprits a pris parti dans le même sens. Mais le jour où la propagande des morphinomanes sera devenue telle qu'une grande partie de la collectivité les suivra, le problème de la répression se posera avec la même acuité que lorsqu'il s'agissait

1. Montaigne, Apologie de Raimond Sebond, *Essais*, Livre II, chap. 12.

de guerres de religion, et l'opinion elle-même pourra s'élever avec indignation contre l'action brutale de l'État à l'égard de ceux qui pratiquent une certaine philosophie de la vie, à savoir qu'elle n'a de valeur que dans les délices des voluptés frelatées.

Il y a tout de même *une* vérité et une (ou des) erreur. Et le nombre des esprits qui s'attachent à l'une ou à l'autre ne modifie pas leur essence. Si un seul homme, contre un million, reste fidèle à la vérité, cette vérité demeure vérité et l'erreur, erreur. Et seule, la vérité a des droits.

Si donc la société se met à dire qu'elle n'a pas de doctrine, que sa seule fin est le bonheur matériel des citoyens (ce qu'elle ne saurait affirmer sans s'abuser elle-même, car le bonheur matériel n'est pas indépendant du bien moral), si elle s'engage dans la voie du libéralisme, il faut avoir le courage de reconnaître qu'une fois ce principe admis, c'est par pure convention et temporairement qu'on s'arrête sur la pente ; et l'on voit déjà, au nom même de la liberté, des hommes se dresser contre la censure anti-pornographique. – Mais si, par ailleurs, la société prétend opter entre les systèmes et définir la vérité, outre qu'elle peut errer dans son choix, elle s'engage inévitablement dans le cycle des violences et des coups de force.

Tel est l'effrayant dilemme, dont nulle issue n'apparaît. — Il n'y a donc qu'à constater la division des esprits sur les problèmes de philosophie et de religion. L'état ne veut pas opter. Qu'il conserve scrupuleusement cette attitude de neutralité vraie, qui ne saurait être, en aucune façon, un idéal, mais une triste nécessité de fait. L'État ne doit, à aucun prix, user de sa force pour imposer une affirmation ou une négation à la conscience des citoyens.

Mais, fort, au moins, de cette piètre unanimité contre l'immoralité, il ne doit gêner la propagande d'aucune de ces doctrines philosophiques qui, toutes, désireraient l'avoir à leur service, mais ne peuvent y parvenir qu'après avoir réalisé autour d'elles l'assentiment unanime des citoyens.

Le progrès social, sur ce point, ne peut se concevoir, très imparfaitement, que dans le sens d'une respect absolu, pratiqué par l'État, de cette neutralité qu'il a affirmé vouloir être la sienne au milieu du conflit des doctrines ; neutralité qui, sans doute, vaut mieux qu'une option pour l'erreur, mais qui est inférieure, bien évidemment, à l'option pour la vérité. Le progrès social ne peut ici que suivre et enregistrer les progrès individuels et notre effort doit être de faire connaître, aimer et pratiquer par un nombre chaque jour plus grand de nos concitoyens, ce que nous croyons être la vérité. Cette vérité, nous l'espérons, saura triompher, par sa seule valeur et la puissance de son rayonnement.

L'âme de l'homme, qui doit être défendue contre l'oppression de la matière ou de la tyrannie, doit trouver, dans l'organisation de la cité, de quoi satisfaire son aspiration à la justice. Le progrès de la collectivité ne peut se faire que dans l'ordre : ordre politique par une distinction des pouvoirs et une représentation exacte et complète du pays, ordre économique, par une régularisation de la protection et la mise en œuvre la plus rationnelle de toutes les forces de travail de la nation, ordre international enfin, substituant à l'incohérence anarchique des souverainetés nationales absolues la subordination unanime à un super-État d'origine démocratique.

L'action positive de la société en faveur de l'âme humaine doit tendre à développer l'éducation et l'instruction sous toutes leurs formes ; l'État ne peut considérer que comme un collaborateur tout enseignement qui s'efforce de le doubler dans sa tâche de formation des citoyens. Il doit s'appliquer à orienter l'activité de l'homme vers les choses spirituelles, dont l'homme jouira d'autant plus qu'il en jouira moins seul. – Et il nous apparaît que la démocratie présente sur tout autre agencement de la collectivité cet immense avantage qu'elle suppose les forces morales et les énergies désintéressées, non pas comme un ornement superflu, mais comme un élément nécessaire à sa vie. Le sujet d'une monarchie s'en remet au roi des soucis qui le dépassent. Le citoyen d'une république sait qu'en lui seul et en sa bonne volonté reposent le bon fonctionnement et la prospérité des organismes nationaux. C'est pourquoi, cette démocratie, qui tend à porter à son maximum la conscience et la responsabilité civique de chacun, nous l'aimons, comme « un grand acte de confiance » qui force, par son principe même, l'homme à lever la tête, et à secouer la torpeur de son égoïsme.

Tel nous apparaît, dans ses orientations générales, le progrès de la société. C'est alors qu'ainsi munis de cette norme d'appréciation, nous pouvons envisager la réaction et porter enfin sur elle un jugement de valeur.

Pour qu'il soit possible d'assimiler absolument l'inférieur à l'antérieur, il faudrait prouver que le progrès de la collectivité a coïncidé avec le déroulement de l'histoire et que, depuis l'origine des temps jusqu'à ce jour, l'humanité n'a cessé de s'élever.

On confond trop souvent le progrès tout court et le progrès industriel. Victor Hugo a nourri de cette confusion plus d'un de ses développements. – Il n'est pas douteux, d'ailleurs, que depuis l'âge de pierre, l'emprise de l'homme sur la matière n'a cessé de grandir et que le génie humain a appris à utiliser les forces de la nature. Et, sans contredit, une telle évasion de

l'homme hors des entraves de la terre peut être l'occasion d'un progrès moral, par le loisir qu'elle lui accorde, mais, en aucune façon, elle ne saurait être identifiée à ce progrès même. On a bien vu au contraire que l'épanouissement de la civilisation industrielle, qui concentre d'immenses ressources et d'effrayantes énergies entre les mains de quelques-uns, a engendré d'infinies misères en même temps que des raffinements dans la barbarie. Et ce n'est pas une des moindres originalités de Lamartine que d'avoir placé, à l'origine des temps, en plein règne d'animalité, sa cité industrielle des géants, dans *La Chute d'un Ange*[1].

Et pourtant l'humanité s'est élevée au cours des siècles. Depuis la dispersion primitive des hommes, perdus dans les forêts de la préhistoire, et dont l'âme toute charnelle ne savait que la quête sanglante des proies, jusqu'à la cité moderne où la brutalité s'atténue et se discipline par l'ordre, un pas en avant a été réalisé. Lentement, l'esprit de l'homme échappe à l'étouffante oppression des forces matérielles, et s'habitue à conférer l'existence aux réalités intemporelles.

Surtout, il y a eu le christianisme, ce point de tangence entre les choses de la terre et celles du divin, entre la nature et la surnature, par qui fut donnée au monde l'intuition totale et progressivement interprétée du Vrai. – Depuis le christianisme, fait historique, qui a sa place dans l'histoire humaine, la hiérarchie réelle des valeurs s'est manifestée. Et tout le progrès de l'humanité a été de traduire dans sa vie, ses actes et ses institutions l'esprit du christianisme, de cheminer dans la voie où elle s'était sentie poussée et qui s'éclaire devant elle au fur et à mesure qu'elle avance.

L'humanité matérialisée et déchue, tâtonnant dans la nuit de sa longue épreuve, édifiant, dans l'injustice et le sang, cet ordre brutal, extérieur, et factice de la paix romaine, n'aurait jamais trouvé son salut si Dieu, comme un père qui joue avec son fils une partie d'échecs, et désire perdre, n'avait soufflé à l'homme, son partenaire, la manière à suivre pour le battre.

Et même s'ils croient renier l'enseignement divin, les hommes, trébuchant, titubant, marchant à reculons parfois, l'ont suivi tout de même – « *Adveniat regnum tuum*[2] », règne de justice et de charité ! Les chrétiens de tous les siècles ont redit ces paroles et des rationalistes même et jusqu'à des athées. Tous ceux qui ont cru à la valeur absolue des principes moraux, qui

1. Ce grand poème de 1838 devait faire partie de la même épopée que *Jocelyn* publié deux ans plus tôt.

2. Mots du *Pater noster* traduits depuis le concile Vatican II par « Que ton règne vienne ».

ont voulu y plier la matière et y sacrifier leur vie, tous ceux qui ont travaillé à affranchir les âmes et à élargir les cœurs, ceux qui, comme saint Louis, crurent à la vérité, organisèrent le travail, rendirent des provinces mal gagnées, – ceux qui, comme les encyclopédistes, crurent à la justice et préparèrent l'abolition des vieilles servitudes et l'éclosion d'un ordre nouveau, plus spirituel et plus durable, ceux qui, comme Wilson[1], crurent à la charité et voulurent, par l'avènement d'une Société des Peuples vraiment fraternelle, que la « sécurité des États ne reposât plus sur des forêts de baïonnettes, mais sur la confiance et l'amitié mutuelles[2] », tous, consciemment ou non, furent des ouvriers du règne de Dieu.

Il est donc juste de dire que d'une manière générale la marche de l'humanité a été un progrès pour l'humanité. Mais il faut se garder d'une identification poussée jusque dans le détail. Et il n'est pas douteux qu'à de certaines époques l'humanité, ou une partie de l'humanité a pu être, dans son organisation collective, et même dans l'intimité des consciences individuelles, supérieure, en valeur morale, à ce qu'elle fut ensuite ou à ce qu'elle est encore actuellement.

C'est ainsi que la pureté fougueuse d'un idéalisme comme celui des réformateurs de 1848 valait mieux que les appétits brutaux de trop de révolutionnaires d'aujourd'hui ; et surtout, n'y eut-il pas, au Moyen Âge, à l'époque merveilleuse de la « Chrétienté » cette conscience internationale dont les hommes de bonne volonté recousent aujourd'hui les lambeaux ? – Le solidarisme de M. Léon Bourgeois n'est que la fraternité chrétienne démarquée et ce sens de l'unité, en Dieu, des âmes, que la Renaissance païenne, avec ses tristes fruits de l'absolutisme, du capitalisme et du nationalisme, réussit à abolir[3].

Nous sommes donc en mesure, maintenant, au terme de cette longue analyse, de poser la distinction nécessaire entre « retour en arrière » et « régression morale », trop souvent confondus sous le nom de réaction. C'est parfois progresser moralement que de rétrograder dans le temps ; et le nouveau n'est pas toujours le meilleur.

1. Woodrow Wilson (1856-1924), président des États-Unis de 1913 à 1921 (voir p. 213).

2. Rappel du mot du pape Pie XI déjà cité plus brièvement ci-dessus p. 17. La « Société des Peuples » est bien sûr la S.D.N.

3. Le radical Léon Bourgeois (1851-1925), prix Nobel de la Paix en 1920, est en effet l'inventeur de ce terme de « solidarisme », défini et défendu par lui dans son livre *Solidarité* (1896) comme l'idéal d'une « République de la main tendue contre le poing fermé ».

Il faut, de toute nécessité, et sous peine de verser dans un illusoire verbalisme sinon dans des redoutables erreurs, éliminer l'idée temporelle et chronologique des notions de réaction et de progrès en un sens uniquement moral.

À cette condition, les partis et les doctrines nous apparaîtront en pleine lumière, avec la valeur propre de leurs tendances. Et nous verrons alors combien leur classement est factice.

Il est admis, par convention, que la gauche représente les partis de progrès, et la droite les partis de réaction. Mais l'imprécision de ces termes a conduit aux pires enchevêtrements. Existerait-il[1] des gens qui voudraient nous ramener aux époques disparues de la monarchie, que nous ne saurions les considérer comme absolument réactionnaires. Mais il se trouve que ceux qui prétendent représenter la fidélité à la tradition monarchique, les gens d'Action Française, ont fait un choix dans le passé qu'ils veulent faire revivre, et, préférant Louis XIV à saint Louis, s'enfonçant dans un nationalisme haineux foncièrement opposé à l'esprit de la Chrétienté, rejettent précisément tout ce qui donnait aux années vécues leur supériorité morale sur celles d'aujourd'hui. L'Action Française est donc à sa place dans les partis de réaction.

Mais elle s'y trouve étrangement flanquée. N'a-t-elle pas à ses côtés ces radicaux nationalistes et anticatholiques dont l'effort va directement à tarir les énergies démocratiques ? Et les communistes eux-mêmes, établis, par antiphrase, à l'avant-garde des partis de progrès, ne représentent-ils pas, par leur mépris de la personne humaine dans son infinie valeur morale, par la lourdeur de leur matérialisme, ou l'intempérance, souvent parallèle, d'un intellectualisme à qui suffit l'élaboration de systèmes économiques agencés comme des machines, le même courant de réaction ?

Ouvriers de progrès, au contraire, tous ceux, de droite ou de gauche, qui veulent l'affranchissement de l'âme humaine, qui combattirent comme Albert de Mun, disciple de Léon XIII[2], contre l'oppression des « capitalistes sans âme », qui travaillèrent, avec un idéalisme et un désintéressement passionnés, comme Jaurès, pour la République et qui, comme les camarades jeunes-républicains, luttent pour la paix fraternelle des enfants de Dieu.

Henri GUILLEMIN.

1. Dans *La Démocratie* on lit « Existeraient-ils », inadvertance que je corrige.

2. À cette époque Guillemin admire en Léon XIII le pape "progressiste" du « Ralliement » ; il a par la suite fortement nuancé ses louanges (voir *Henri Guillemin tel quel*, p. 171 et surtout p. 219). Albert de Mun (1841-1914), longtemps monarchiste, est devenu républicain par obéissance à ce pape ; il est un des pionniers du catholicisme social.

Coup d'œil sur les forces nationalistes en Allemagne
Le « racisme » est une religion[1]

Le 5 mai dernier, lendemain des élections législatives allemandes, toute la presse française annonçait, sur des tons divers, que les nationalistes allemands venaient de remporter un grand succès.

C'est un fait que les partis de gauche (non d'extrême-gauche) ont perdu, au Reichstag, des sièges au profit des partis de droite. Nous n'avons jamais nié d'ailleurs l'importance du mouvement anti-français et revanchard d'Allemagne, et nous en comprenons même à tel point le péril que tout notre effort a été, depuis l'armistice, d'éviter qu'une politique extérieure maladroite ne renforçât ce nationalisme allemand et n'accrût la menace qu'il constitue pour la paix du monde et notre propre sécurité.

Il est intéressant de jeter sur lui un regard moins rapide que ne le fait d'ordinaire la grande presse, ou encore *L'Action française*, à qui le sens scientifique de la discrimination fait particulièrement défaut.

Nationalistes "d'occasion"

Il y a bien des sortes de nationalistes allemands, séparés en groupements distincts et qui, s'ils sont unis dans un même esprit d'hostilité contre la France, ne s'en combattent pas moins âprement.

Il y a, d'abord, ceux que l'on pourrait appeler les nationalistes d'occasion : droite du Centre et populistes. Ceux-là ne s'affirment pas revanchards et bellicistes ; mais, si l'occasion était bonne, une brusque agression contre nous ne leur déplairait pas. Ils ont, à l'égard de l'idée de revanche, l'attitude que beaucoup de nos gens du Bloc national avaient à l'égard de l'idée de dictature ; ils déclaraient, assez mollement d'ailleurs, n'en point vouloir, mais auraient subi, sans trop de peine, la douce violence d'un aventurier. Après son triomphe ils l'eussent adulé.

En Allemagne, les nationalistes de cette sorte ont gagné beaucoup d'hommes depuis l'occupation de la Ruhr[2]. Bien des Allemands qui, après

1. *La Jeune-République*, 6 juin 1924, p. 2, col. 3-4-5.

2. L'occupation de la Ruhr décidée par les gouvernements français et belge, et qui a débuté en janvier 1923, a pour but d'obtenir par la force le paiement des indemnités de guerre prévues

l'armistice, avaient une bonne volonté très modérée, faite de sagesse plus que de sentiment, mais enfin une bonne volonté certaine de réparation et d'apaisement, ont été rejetés, par l'attitude peu clairvoyante du gouvernement français, dans l'entêtement hostile et la haine. Contre ces « pacifiques », les nationalistes allemands avaient beau jeu. Et il leur fallait peu d'astuce pour leur faire accroire[1] qu'ils étaient des dupes et que la France ne voulait rien d'autre que la ruine totale de l'Allemagne et son écrasement.

Ces nationalistes "d'occasion" font, en somme, outre-Rhin, le pendant des hommes qui, dans notre dernière chambre, constituaient la majorité.

Nationalistes de conviction

Les nationalistes déclarés sont nettement divisés en deux fractions : le parti nationaliste proprement dit, et le parti raciste.

Le parti nationaliste est le parti de la fidélité à l'empereur[2]. C'est le parti de la vieille armée. Hindenburg, von Seeckt sont des nationalistes[3]. Ceux-là veulent la revanche et le sabotage du traité de Versailles qu'ils rejettent avec fureur. Ils affirment leur volonté délibérée de ne point réparer ; ils organisent des armements clandestins ; ils reprennent le système des Krumpers[4].

Si l'on voulait, à tout prix, chercher des correspondances et des similitudes entre les partis d'Allemagne et les nôtres, on pourrait dire, peut-être, que les idées de M. Tardieu[5] sur la politique extérieure sont, dans leur principe, celles qui se rapprochent le plus de celles de ces nationalistes déclarés d'Allemagne.

---

par le traité de Versailles. Ce fut un échec, la République de Weimar étant ravagée par une inflation galopante, et le retrait des troupes eut lieu en juillet-août 1925.

1. *Sic*, mais l'incorrection est nette, puisque le même pronom « leur » renvoie dans la même phrase à « nationalistes » (il leur fallait), puis à « pacifiques » (leur faire accroire).

2. Guillaume II, qui a abdiqué le 9 novembre 1918 et qui vit en exil aux Pays-Bas.

3. Paul von Hindenburg (1847-1934), officier prestigieux, a été le chef d'état-major de Guillaume II durant la guerre ; il est élu président du Reich (12 mai 1925) et, au début de son second septennat (interrompu par sa mort), il nomme Adolf Hitler chancelier, ce qui ouvre légalement à ce dernier la carrière que l'on sait. – Le général Hans von Seeckt [et non « Seecht » comme l'imprime *La Jeune-République*] (1866-1936), est entre 1920 et 1926 le réorganisateur de l'armée allemande après le traité de Versailles ; il est très nettement nostalgique du passé impérial.

4. En allemand *Krümpersystem*, mode d'enrôlement et de formation militaire rapide adopté par la Prusse en 1810 pour faire face aux levées en masse de Napoléon, sans paraître vouloir constituer une armée trop importante. L'expression dérive du mot *Krümper*, qui désignait dans l'ancienne Prusse des soldats ou des chevaux officiellement réformés mais encore utilisables.

5. André Tardieu (1876-1945), député de Seine-et-Oise de 1914 à 1924, journaliste réputé, a été le bras droit de Clemenceau lors de la préparation du traité de Versailles. Étiqueté « modéré », il fut huit fois ministre et trois fois président du Conseil.

Les « racistes »

Enfin, il y a le parti ultra-nationaliste ou raciste. Les racistes ne forment, en aucune façon, comme les nationalistes, un parti aristocratique.

Il y a, parmi eux, plus d'un prolétaire, et leurs idées sociales s'aventurent jusqu'à la revendication du partage des grands territoires concentrés aux mains des Junkers[1] de l'Est. Chez eux, aucun loyalisme posthume pour la monarchie ; mais l'appétit violent d'une dictature. Le racisme tient du fascisme. Ludendorff, raciste, et qui, au fond, travaille pour son compte, est l'ennemi d'Hindenburg, nationaliste, qui lutte pour l'empereur[2].

Les racistes ne s'hypnotisent pas sur le seul problème des réparations et de la Ruhr, ils veulent une expansion allemande universelle. Ils représentent l'exaspération quasi frénétique de la volonté de puissance teutonique.

Leurs vouloirs positifs reposent sur toute une métaphysique. Le racisme est une religion. C'est elle, au fond, qui, plus ou moins clairement conçue, anime tous les nationalistes. Mais les racistes en prennent clairement conscience ; ils la mûrissent, ils la vivent. Chez eux, elle affleure et se manifeste au grand jour. Leurs paroles et leurs écrits sont la traduction la plus intense et la plus exacte de l'une de ces deux « conceptions du monde » qui déchirent l'âme allemande, de l'un de ces « deux esprits » dont la grande lutte dure depuis toujours.

Wodan ou Jésus

Un très remarquable article du R. P. Doncœur[3], paru dans le numéro des *Études* du 20 avril dernier sous ce titre : « Wodan[4] ou Jésus », nous apporte d'étonnantes révélations sur l'âme obscure et violente de ce nationalisme allemand, dont l'essence est toute païenne. On a bien vu, au procès de Ludendorff[5], quelle haine contre le catholicisme était celle de cet homme ; et des textes

1. Aristocrates prussiens dont la noblesse reposait sur la propriété foncière.

2. Le général Erich Ludendorff (1865-1937) est associé à Hindenburg à la tête de l'armée allemande à partir de 1916. Partisan de la guerre totale mais battu par Foch, il doit s'effacer et fuit en Suède d'où il ne revient qu'en 1920. Il est exact qu'il a soutenu un moment Hitler, mais il se détacha rapidement de lui après l'échec du putsch de Munich en novembre 1923.

3. Le jésuite Paul Doncœur (1880-1961), aumônier militaire pendant la guerre, se prépare à s'opposer à la décision d'Herriot d'expulser de nouveau les congréganistes par la fondation, en août 1924, de la Ligue des droits du religieux ancien combattant.

4. Le nom de ce dieu s'écrit plutôt « Wotan » dans la tradition française ; c'est le P. Doncœur qui a adopté cette graphie (*Études*, 20 avril 1924, p. 156-173).

5. Ludendorff fut cité à comparaître lors du procès intenté à Hitler en mars 1924 après le putsch de Munich, mais fut relâché faute de preuves.

inouïs pullulent, qui, dans une sorte de fièvre mystique, exaltent l'esprit nouveau :

> Hauteur virile, courage de héros, Wallhall[1], voilà qui est Germain !… – Cela convient aux Germains dont l'orgueil s'appuie sur l'écrasement des obstacles […] dont l'ambition exalte leur nature jusqu'à en faire des chefs, des seigneurs, des créateurs !… *Les von Christus !* arrachons-nous au Christ juif du passé[2] !…

Plus loin, d'extraordinaires affirmations panthéistiques, et la glorification des vieux dieux du Wallhall !

L'âme commune des nationalismes

Volonté de puissance, force qui a sa fin en elle-même, et qui ne se reconnaît rien de transcendant, morale des maîtres, haine du christianisme, tout cela, qui est l'âme même du nationalisme allemand, n'a-t-il pas, chez nous, d'atroces et singuliers échos ? Et c'est le R. P. Doncœur lui-même qui, page 165 de ce numéro des *Études*, parle de « ce paganisme germanique à qui M. Maurras est apparenté »…

Racistes allemands et gens d'Action française sont de la même famille spirituelle. Les nationalismes se commandent entre eux et se réjouissent de leurs succès respectifs, car la force de l'un est la raison d'être la meilleure de l'existence même de l'autre.

L'Action française a exulté, au lendemain des élections allemandes. Elle a même – c'est de bonne guerre – exagéré le succès des nationalistes d'outre-Rhin. Elle est dans la logique de son système. Mais pourquoi prête-t-elle à ses confrères d'Allemagne un illogisme tout gratuit, en voulant nous convaincre de leurs trépignements d'aise au lendemain des élections du 11 mai qui consacrent l'échec de nos nationalistes ? C'est le contraire qui est le vrai.

Les nationalistes allemands sont dépités et furieux : ils ont perdu leur meilleur argument pour décourager les bonnes volontés pacifiques d'Allemagne. À tel point que, dans un Reichstag où ils ont, en fait, la majorité, ils ne parviennent pas à s'emparer du pouvoir tant est considérable la victoire morale que nos élections françaises ont donnée à leurs adversaires.

N'en déplaise à M. Maurras, les élections du 11 mai sont un mauvais coup pour le nationalisme allemand.

Henri GUILLEMIN.

1. Ou plutôt « Walhalla », forme popularisée, comme « Wotan », par la tétralogie de Wagner.
2. Cette citation ne vient pas de l'article d'*Études*, mais j'en ignore l'origine. – Ludendorff s'apprête en effet alors à fonder avec sa compagne un mouvement païen, le *Tannenbergbund*.

Pour bien comprendre la crise italienne il faut remonter aux origines du Fascisme[1]

À l'heure où le fascisme italien traverse une crise redoutable, il nous a paru intéressant de considérer avec quelque attention ses origines, ses chefs, son esprit, et toute son œuvre. Sans espérer trouver dans ce passé de vaines prophéties, nous y reconnaîtrons, du moins, que la crise actuelle n'est point un simple accident, un obstacle de hasard sur lequel le fascisme trébuche à l'improviste, mais qu'elle a des raisons profondes, des racines anciennes et qu'elle n'est peut-être que la conséquence naturelle et prévisible d'antécédents dont elle-même précise le sens et la portée.

Ils étaient soixante-dix en 1919

Comment les soixante-dix anciens combattants italiens réunis à Milan, dans une maison de la place San Sepulcro, un soir de mars 1919, autour de M. Mussolini, directeur du journal nationaliste le *Popolo d'Italia*, pour créer le premier *Fascio di combattimento*[2], devinrent-ils, en trois ans, les maîtres de l'Italie, au point de réaliser autour d'eux, un instant du moins, en septembre 1923, une quasi-unanimité que la péninsule n'avait pas connue depuis cinquante ans ? C'est cette extraordinaire aventure que nous allons essayer de reconstituer.

Il faut d'abord comprendre ce que c'est que l'atmosphère politique de l'Italie. Jusqu'en 1918, jamais le peuple italien ne s'est réellement occupé de politique : les classes politiciennes étaient d'un côté ; les masses populaires de l'autre. Entre elles, nul rapport.

---

1. *La Jeune-République*, 27 juin 1924, p. 1, col. 5-6 et p. 2, col. 1-2. En surtitre : « Après l'assassinat de M. Matteotti ». – Giacomo Matteotti, député socialiste italien né en 1885, a été roué de coups et poignardé à Rome le 10 juin 1924 par des miliciens fascistes après avoir protesté publiquement contre la victoire des partisans de Mussolini aux élections d'avril. Cette mort et le retentissement qu'elle eut dans la vie politique marquent un tournant dans l'évolution dictatoriale du régime. – On constate ici (entre autres) qu'Henri Guillemin se voit confier (ou propose avec succès) des enquêtes importantes, et qui ont droit à la "une".

2. Littéralement : « Faisceau de combat » ; c'est en effet le nom, inspiré du "fagot" lié autour d'une hache qui symbolisait le pouvoir des hauts magistrats romains, du premier des groupes qui constituent à partir de 1921 le Parti fasciste italien.

Il n'y avait aucunement, dans ce pays, de traditions démocratiques et parlementaires. En 1913 seulement, l'Italie avait reçu le suffrage universel. C'est en dehors de la volonté du parlement, et même contre lui, que la guerre à l'Autriche avait été déclarée en 1915 ; c'est contre la volonté du parlement que d'Annunzio est allé à Fiume[1]. Le parlement italien, c'était le domaine de professionnels qui gagnaient leur vie à faire des discours, comme d'autres la gagnaient à d'autres métiers.

Coup de force, coup d'État, ces mots ne suscitent pas grande émotion dans la péninsule. On ne sait pas ce que c'est que la démocratie ; et l'on ne pourra pas dire que le fascisme fut liberticide, car, avant lui, la liberté n'existait pas. En un sens même, il fut démocratique. Les masses qui le suivirent voulaient balayer la vieille équipe de politiciens qui, perdus dans leur clan hermétique, n'avaient plus la sensation des vouloirs et des aspirations populaires.

Socialistes et Populaires

Les Italiens, entrés en guerre pour des motifs de conquête territoriale, n'ont pas gardé longtemps leur enthousiasme de 1915. Au printemps de 1918, la propagande bolchéviste connaissait un prodigieux succès. La C.G.T. italienne passait de trois cent mille à un million d'adhérents. Le traité de Versailles apporta aux appétits d'expansion de l'Italie une déconvenue douloureuse. Ceux qui, en 1915, avaient lutté contre l'intervention triomphaient.

Les vieux partis libéraux perdaient toute leur clientèle. Les socialistes arrivaient, aux élections de novembre 1919, à faire passer 156 députés. Mais le grand fait de l'heure était le succès considérable d'un parti nouveau, le Parti populaire, qui réunissait cent députés. Parti de foule, puissamment démocratique, le Parti populaire était pacifiste, chrétien, hardiment orienté vers les transformations sociales ; plus réalistes et plus pratiques que les socialistes, les Populaires avaient conquis dans les masses d'immenses sympathies. L'avenir semblait leur[2] appartenir.

1. Gabriele d'Annunzio (1863-1938), connu en Italie dès sa jeunesse comme écrivain "décadent", a été élu député pour la première fois en 1897. Son nationalisme exalté le pousse à encourager l'entrée en guerre de l'Italie en 1915, puis à investir la ville croate de Rijeka (Fiume en italien) et à y fonder un État éphémère en 1920. Il soutint Mussolini au moment de sa prise du pouvoir mais s'éloigna de lui tout en essayant, en vain, de le détourner d'une alliance avec Hitler et le nazisme. Cet esprit fantasque qu'était d'Annunzio demeure énigmatique mais son influence sur le destin de l'Italie a été réelle.

2. *La Jeune-République* imprime « lui », renvoyant à « Parti populaire », mais il convient de corriger pour que le renvoi soit correctement fait à « les Populaires ».

De la victoire socialiste à la débâcle communiste

Mais la frénésie des socialistes perdit tout. Uniquement occupés à entraver les projets de loi présentés par les Populaires, les députés socialistes travaillèrent à saboter tout le travail parlementaire. La Chambre connut des mêlées sauvages. Le Parti populaire eut ses martyrs. D'avril 1919 à novembre 1920 c'est, dans toute l'Italie, un crescendo de pillages, d'assassinats et d'émeutes. On attaque les officiers en uniforme, on lacère partout les drapeaux. Les grèves se multiplient. La fureur prolétarienne gronde contre les industriels qui réalisèrent de monstrueux bénéfices pendant la guerre et qui, prétextant la stagnation – très réelle, d'ailleurs – des affaires, refusent d'augmenter les salaires, alors que monte chaque jour le prix de toutes les denrées.

Les syndicats chrétiens unissant leurs revendications immédiates à celles des syndicats rouges, sont cependant en désaccord avec eux sur le but dernier à atteindre : les révolutionnaires visent à la socialisation des usines, les *popolari*, conscients des étapes nécessaires, désirent d'abord réaliser la participation ouvrière à la gestion de l'entreprise.

Le parti socialiste, de plus en plus manœuvré par les extrémistes, décide de tout brusquer et lance l'ordre de grève générale. Le 21 août, 280 établissements métallurgiques sont occupés dans la région de Milan. Le gouvernement s'affaisse dans l'inertie et l'effroi. Giolitti[1], loin de Rome, semble ne plus exister. Malgré la bonne volonté des travailleurs, leur énergie, leur discipline, les avances d'argent consenties par certaines banques, l'expérience d'occupation des usines et d'exploitation directe échoue lamentablement.

C'est la débâcle du communisme. Les ouvriers passent en masse au réformisme. En novembre 1920, les élections municipales marquent un réveil impressionnant des forces monarchistes.

Nul ne parlait, en Italie, de fascisme. Le mot même était inconnu ; seuls les électeurs milanais avaient lu la vaine proclamation des amis de M. Mussolini, dont on savait qu'il avait été socialiste révolutionnaire et qui, maintenant, ne parlait que de Fiume et ne jurait que par d'Annunzio.

Le fascisme fut le vengeur

L'Italie semblait pouvoir revivre, se rétablir dans le calme, sans fièvre, par un labeur patient et la collaboration de tous.

1. Giovanni Giolitti (1842-1928) fut une cinquième et dernière fois président du Conseil de juin 1920 à juillet 1921. – Incapable de mettre fin à l'agitation sociale, il encouragea dans un premier temps Mussolini à prendre le pouvoir avant de s'éloigner de lui tout à la fin de sa vie.

Mais alors, écrit M. Domenico Russo[1], « à côté des masses, détournées soudainement des voies du bolchévisme et de la révolution, il y avait des groupes puissants d'intérêts lésés, et un flot de passions exaspérées qui attendaient le moment de prendre matériellement leur revanche, qui attendaient, disons le mot : un vengeur. Le fascisme fut ce vengeur[2] ».

Le fascisme aurait-il existé sans Mussolini ? Il lui aurait manqué, en tout cas, bien des traits originaux qui sont en lui comme la marque du maître est dans l'œuvre, comme le caractère de l'écrivain transparaît dans son livre et jusque dans sa graphie.

Mussolini

Un volontaire, un passionné, cela Mussolini l'est par-dessus tout. Mais il est complexe, et sa personnalité déborde toutes les formules où l'on voudrait l'enchâsser pour le définir. Violent jusqu'à se faire renvoyer du collège pour un coup de couteau lancé à un camarade, il sait pourtant savourer les impressions délicates de son enfance, alors que sa mère le menait par la main à la messe de Noël et que « les arbres et les haies d'épines de la route de San Cassiano étaient raides et argentés de gelée […][3] » ; et dans son journal de soldat passe toute la mélancolie des silences mortuaires, au fond des tranchées, dans l'immensité de la brume.

C'est le même qui s'écrie : « J'aime les conférences contradictoires où les chaises volent et où les coups de revolver crépitent…[4] », et qui, six mois durant, à la fin de 1921, rappellera ses troupes au « sens de la limite[5] », en homme politique et positif dont les véhémences verbales n'obscurcissent pas la prudence ; et c'est lui qui écrit : « Vous avez été des opprimés ; prenez garde de devenir des tyrans[6] ! »

Il lui faut la mise en scène. Plus mûr maintenant, il s'y laisse moins prendre lui-même qu'il n'en use, comme un bon politique qui connaît ses hommes

1. « C'est à l'ouvrage de M. Russo sur le fascisme que nous empruntons une bonne partie de la documentation de cet article » (note d'Henri Guillemin). – Domenico Russo (1876-1947), qui a longtemps vécu en France, fut un journaliste démocrate-chrétien d'importance. Son petit livre sur *Mussolini et le fascisme* a été publié en français chez Plon en 1923.

2. *Mussolini et le fascisme*, p. 47.

3. *Ibid.*, p. 48. Je rétablis la citation exacte, légèrement modifiée par Guillemin.

4. *Ibid.*, p. 57.

5. *Ibid.*, p. 89.

6. *Ibid.*, même page, mais le texte est modifié ; les mots de Mussolini cités par Russo sont exactement : « Lorsqu'on a vaincu, il est dangereux de chercher encore à vaincre. On était des opprimés et on devient des tyrans ».

et le moyen de les séduire. Le tonnerre des canons sur Corfou, même s'il ne dure qu'un quart d'heure, lui maintient son prestige[1]. Mais, en 1914, il écrivait ses articles du *Popolo d'Italia* avec un drapeau noir à tête de mort déployé derrière lui, deux revolvers à portée de sa main, des balles plein son bureau. Parlant un jour à une foule qui le conspue, il rugit, frappe sur la table, casse la carafe, se blesse au doigt et agite, contre la meute qu'il maîtrise, son index d'où jaillit le sang.

Il sait la souffrance. Il a dormi sous les ponts, sans un sou en poche. Instituteur d'abord, il a gâché du plâtre, ensuite, porté des moellons sur un chantier, puis les valises des voyageurs dans une gare, découpé le jambon dans une charcuterie.

Quand il le faut, il paye de sa personne. En 1913, il se rue contre les policiers en chantant *L'Internationale*, et passe au travers des balles. En 1915, il s'engage. De simple soldat, il devient caporal d'un groupe de grenadiers et se bat courageusement jusqu'à ce qu'un paquet de mitraille, trop bien dirigé, l'expédie à l'arrière, béquillard et décoré.

L'ancien socialiste

Socialiste révolutionnaire par tradition, il n'a jamais connu dans son intimité la religion catholique. C'est un individualiste, un mystique de l'action violente, un "sorélien"[2] qui admire les surhommes et se reconnaît comme tel.

Au début de son action publique, il se rue dans le socialisme parce qu'il s'y trouvait placé d'avance. Tout de suite, sa personnalité s'affirme : Bissolati est directeur de l'*Avanti* et y conduit mollement la campagne contre l'expédition tripolitaine. Mussolini, au premier Congrès qui a lieu, saute à la tribune, enlève un vote d'expulsion contre Bissolati et le remplace à la direction du quotidien socialiste[3].

Puis il frémit lors de l'immense conflit de 1914. Une action passionnante se déroule sans qu'il y soit. Cela ne se peut. Il ne pense plus au so-

1. Allusion au bombardement de l'île grecque de Corfou ordonné par Mussolini en réponse punitive à l'assassinat de quatre militaires italiens sur ce territoire étranger (31 août 1923).

2. C'est-à-dire un admirateur du théoricien Georges Sorel (voir plus haut p. 67 et 77) ; si Mussolini s'est en effet réclamé de lui, Sorel semble avoir oscillé de la sympathie à la méfiance envers le fascisme.

3. Leonida Bissolati (1857-1920) dirigeait depuis 1896 l'*Avanti*, le journal du parti socialiste italien. Favorable, en 1911-1912, à la conquête d'une partie de la Lybie (dont la Tripolitaine) alors sous domination turque, il est en effet chassé par Mussolini qui était hostile à cette guerre coloniale.

cialisme. Il éclate en violences belliqueuses, achète des armes, prépare une émeute… Le voici de retour du front.

Le Fasciste

On crée le premier *fascio*. C'est là qu'apparaît, avec le plus de netteté, le sorélien peu soucieux de but : la connaissance de la fin vient en agissant. M. Domenico Russo raconte que, lors de la première réunion du fascio de Milan, « l'un des membres, dans un discours plein d'esprit, démontra la nécessité de rédiger un programme […] Mussolini déclara que le nouveau parti devait être un parti de combat ; le programme, un programme de combat ; le nom, un nom de combat[1] ».

L'imagination de Mussolini est pleine d'imaginations héroïques, de grands souvenirs de la Rome antique. L'armée qu'il créera aura des manipules, des centuries, des légions. Les hommes seront des *principes*, des *triarii*, comme sous Marius[2]. Dans la loi des milices, on lit : « Est impur […] celui qui, cédant à un faux sentiment d'humanité, ne sait pas mettre vie pour vie contre les ennemis […] œil pour œil, dent pour dent […] incendie pour incendie […][3] ».

C'est la vieille loi païenne, l'âme même du fascisme, l'esprit de Ludendorff[4] et de Maurras ; et comment s'étonner alors de l'image parue quelques semaines avant la marche sur Rome dans le *Popolo d'Italia*, où le dessinateur, pour symboliser l'inspiration des fascistes, avait représenté la coupole de Saint-Pierre découronnée de sa croix, à laquelle il avait substitué le faisceau des licteurs romains ?…

Henri GUILLEMIN.

1. *Mussolini et le fascisme*, p. 65.

2. Le célèbre général romain (157-86 av. J.-C.). – Dans une légion, *principes* et *triarii* étaient tous des fantassins lourdement armés, les uns placés au premier rang de la ligne de combat, les autres au troisième, d'où leurs noms.

3. *Ibid.*, p. 99. – Le texte, dans lequel Guillemin coupe largement, dit exactement « une dent pour une dent » et « un incendie pour un incendie ».

4. Voir p. 90 et n. 2.

L'Allemagne armée ou désarmée ?
Témoignages contradictoires[1]

Le congrès général des associations pour la Société des Nations, qui vient de se dérouler à Lyon, a eu une importance considérable. Non seulement on y a pris des résolutions pour la propagation de l'idée de paix dans le monde et la diffusion du « sens international », mais on a su aussi y étudier les problèmes immédiats et précis les plus actuels et les plus angoissants.

C'est ainsi qu'on a abordé de front la redoutable question de l'immigration japonaise qui soulève de si graves conflits entre le Japon et les États-Unis, – et celle, non moins difficile, du désarmement de l'Allemagne, point noir, toujours lourd d'orage, dans le ciel de l'Europe.

Deux Allemands, célèbres à des titres bien différents, ont prononcé, à ce sujet, de retentissantes paroles.

Qu'un homme comme le comte Bernstorff affirme : « Nous avons pleine confiance dans les hommes qui dirigent actuellement la politique alliée, et nous n'épargnerons rien pour qu'ils aient en nous la même confiance », cela est d'importance[2]. Et le professeur Quidde traduit ses propres idées en déclarant : « Le Bloc national français fut le meilleur auxiliaire des pangermanistes et des racistes. De part et d'autre de la frontière, les nationalistes exploitent leurs outrances réciproques[3] ».

Mais, sur le point précis du désarmement matériel de l'Allemagne, les paroles du professeur Quidde et du comte Bernstorff ont provoqué, chez plus d'un, quelque surprise. Sans doute sommes-nous en France victimes d'un "bourrage de crâne" immodéré de la part de notre grande presse chauvine, prête à souligner et accentuer les manifestations de l'esprit de guerre en Alle-

1. *La Jeune-République*, 4 juillet 1924, p. 3, col. 6 et p. 4, col. 1-2.

2. Johann Heinrich, comte von Bernstorff (1862-1939), issu d'une grande famille noble du Mecklembourg, diplomate, est député démocrate au Reichstag de 1921 à 1928 ; il devint en 1929 président de la l'Union mondiale des ligues pour la S.D.N. ; il s'exila en Suisse à l'arrivée des nazis au pouvoir.

3. L'historien Ludwig Quidde (1858-1941) est entré en politique comme pacifiste après la guerre ; il obtient en 1927 le Nobel de la paix, de pair avec le Français Ferdinand Buisson que l'on rencontrera plus loin dans ce volume au moment du Congrès de Bierville (voir p. 154).

magne, sans parler jamais des courants pacifistes qui la traversent ; et sans doute aussi le professeur Quidde, qui a été emprisonné et poursuivi pour avoir dénoncé les formations militaires clandestines des nationalistes allemands, est-il mieux placé que quiconque pour apprécier le danger réel qu'elles présentent.

Mais, sur ce point, des pacifistes comme Quidde et Bernstorff paraissent en désaccord avec d'autres pacifistes allemands comme le général von Deimling[1]. Si les premiers, en effet, affirment que « les bruits sur les velléités guerrières de l'Allemagne sont dérisoires », et que « les prétendus préparatifs du Reich sont des jeux d'enfants » (que Quidde considère comme périlleux seulement pour la république allemande), la *Menschheit*[2] publie, au contraire, une lettre du pacifiste Von Deimling, qui écrit textuellement :

> La folie [en Allemagne] est encore loin d'avoir perdu ses droits […] Von Seeckt[3] sait bien pourquoi il a muselé la presse […] Il a terminé ses préparatifs pour la guerre de revanche. J'en suis sûr. Voilà longtemps déjà qu'en Russie et dans les pays baltes on travaille fiévreusement à fabriquer du matériel de guerre pour l'Allemagne.

Que pense donc Von Deimling des affirmations de Quidde et Bernstorff ? Que pensent Quidde et Bernstorff des affirmations de Von Deimling ?

La France veut être généreuse sans faiblesse, et confiante sans niaiserie. Le contrôle sur les armements allemands, si inefficace soit-il, est tout de même une garantie. Et avec un gouvernement aussi loyalement pacifique que celui de M. Herriot, ce contrôle ne saurait avoir, aux yeux de la population allemande, si elle aime vraiment la paix, aucun caractère vexatoire, mais bien au contraire protecteur.

La meilleure solution serait qu'il fût exercé par la Société des Nations, dans laquelle, selon le vœu si opportun des congressistes de Lyon, l'Allemagne doit entrer[4].

Henri GUILLEMIN.

---

1. Berthold Deimling (1853-1944) [anobli en 1905 d'où le « von » que lui donne Guillemin] fut un militaire de carrière longtemps sanguinaire et agressif, et qui fut notamment, plus tard, appelé « le boucher d'Ypres » pour avoir ordonné l'emploi du gaz chloré en 1915 ; il évolua vers le pacifisme et le républicanisme après sa mise à la retraite.

2. Exactement *Die Menschheit* (*L'Humanité*). Je n'ai pas trouvé de renseignements sur ce périodique dont on peut seulement supposer qu'il est de gauche, étant donné son titre.

3. *La Jeune-République* imprime cette fois « Von Seckt », je rétablis à nouveau la bonne graphie de ce nom (voir p. 89, n. 3).

4. Cette entrée eut lieu en 1926, mais Hitler en retira son pays dès son accession au pouvoir.

Une enquête sur la question des libertés alsaciennes
Pour la paix civile et religieuse[1]

Il y a une question d'Alsace-Lorraine.

La bataille se livre autour des institutions et traditions religieuses de l'Alsace dont le nouveau gouvernement français voudrait modifier le statut.

La crise est assez grave pour qu'il nous[2] ait paru indispensable de continuer scrupuleusement notre enquête dans un esprit de sincère impartialité.

On l'a vu, d'après les déclarations de nos amis alsaciens, la grande majorité de la population est attachée à l'ensemble de la législation particulière des provinces recouvrées. Et il faut bien remarquer que, si la législation religieuse de l'Alsace est distincte de celle du reste de la France, sa législation sociale, qui lui vient directement d'Allemagne et dont il convient de reconnaître la supériorité sur la nôtre, lui est absolument propre.

C'est pourquoi les Alsaciens-Lorrains considèrent, pour la plupart, comme un bloc ces dispositions législatives particulières, et le vote d'un grand nombre d'entre eux pour les candidats de gauche, au 11 mai, candidats de la collaboration internationale et de la réforme financière, n'avait aucune signification hostile au statut spécial de l'Alsace.

Il n'en reste pas moins qu'une minorité se dresse pour affirmer, comme nous l'écrit un correspondant de Guebwiller, « son désir ardent de l'assimilation la plus rapide possible ». Et la lutte est vive entre les partisans des deux politiques.

La grande affaire est cependant de regarder sans fièvre le problème, de délibérer dans la loyauté, avec un désir sincère de s'entendre, – et de se décider sans hâte.

Il importe, d'abord, de ne pas embrouiller la question à plaisir, et de ne point greffer, sur cette lutte circonscrite à une affaire de législation, un pro-

1. *La Jeune-République*, 11 juillet 1924, p. 1, col. 5-6 et p. 2, col. 1.

2. Ce pronom désigne ici la rédaction de *La Jeune-République* dans son ensemble, car Henri Guillemin n'a encore été signataire d'aucun article sur l'Alsace et la Moselle, où un certain nombre de lois votées pendant qu'elles étaient annexées à l'Allemagne ne s'appliquent pas, notamment dans le domaine religieux.

blème de constitution. La République n'est point engagée. C'est pourtant tout l'artifice de l'Action française, qui se cherche un commode tremplin, de faire dévier le problème et de mettre en cause le régime lui-même.

Et s'il est vrai que certains catholiques réactionnaires prennent occasion des déclarations de M. Herriot[1] pour vilipender la République, il est intéressant par ailleurs de lire les paroles prononcées par un prêtre, devant sept mille Colmariens partisans de la résistance à l'assimilation brutale : « Nous sommes bons républicains, s'écriait-il, et nous l'étions même *cinq cents ans* avant les autres Français. Les villes de la Décapole [c'est-à-dire les dix villes libres d'empire en Alsace, au Moyen Âge[2]] avaient un régime républicain alors qu'en France, on ne songeait guère à la République ».

Et un aumônier alsacien atteste : « Vos articles dans le dernier numéro de *La Jeune-République* ont été exacts […]. Les catholiques d'Alsace sont républicains ».

Si donc l'on commençait par déblayer le terrain des obstacles factices que d'aucuns se plaisent à y mettre, l'accord serait bien plus facile, et l'on s'apercevrait qu'une œuvre de conciliation et d'apaisement est toujours possible, lorsque les partenaires sont de bonne foi et ne cherchent point, avant tout, à se réjouir de leur mésentente.

C'est ainsi que nous relevons, dans une lettre d'un de nos correspondants, chaud partisan de l'assimilation, les phrases suivantes :

> Ce qu'il faut demander, c'est que les lois républicaines soient introduites avec les ménagements que réclame l'équité, et de la façon la plus libérale possible, c'est tout.
>
> Par là, j'entends une liberté absolue des cultes, liberté dont jouit chaque autre association reconnue et n'ayant d'autre restriction que l'égard dû à l'ordre public et au prochain, et le respect des droits acquis individuels par le service d'une pension de retraite convenable aux ministres des cultes, qui ne seront plus rétribués par l'État. Il va de soi qu'il ne saurait être tenté une spoliation des biens des églises et des communautés religieuses, et le gouvernement républicain devra, au plus tôt, donner là-dessus les assurances les plus formelles […]. Quant aux écoles, on aurait tort d'entraver en quoi que ce soit les écoles des religieuses ou autres semblables comme écoles libres.

Tandis que d'autre part, un tenant de la thèse adverse s'exprime ainsi, résumant son point de vue :

---

1. À propos des congréganistes, notamment (voir plus haut p. 48 et n. 3).
2. Cette explication de Guillemin est placée par lui entre de simples parenthèses, je la mets entre crochets pour mieux la distinguer du corps de la citation.

Nous ne voulons rien savoir d'une séparation quelque atténuée qu'elle soit. Elle ne se ferait jamais sans enlever tôt ou tard au clergé ses indemnités que l'État lui doit pour les confiscations des biens d'Église pendant la Révolution.

Ensuite nous voulons une liberté absolue pour les congrégations religieuses. C'est une honte pour la France qu'il y ait plus de liberté, à ce point de vue, dans la République allemande, surtout à l'heure où l'on donne aux fonctionnaires, en France, le droit de former des syndicats.

Enfin, nous voulons garder nos écoles catholiques, protestantes, israélites. S'il y a des gens qui veulent l'école prétendue neutre, qu'ils en érigent pour eux, et que l'État les entretienne, même absolument comme des écoles publiques, – à condition toujours qu'il entretienne absolument de la même manière nos écoles confessionnelles. Qu'on arrive donc à un certain système de répartition proportionnelle scolaire – mais absolue ! – ou à un système comme il en existe en Hollande par exemple, et nous serons tout aussi contents.

La République pourra être une et indivisible, malgré nos libertés et droits régionaux. Cette théorie ou ces phrases nous laissent froids ; ce qui importe ce sont nos droits de conscience et nos libertés. Vive la vie contre la théorie ! Nous n'avions absolument pas conscience jusqu'ici d'être de moins bons Français parce que nous avions encore nos lois locales !

Quelle solution interviendra ?

Bien entendu, les parents qui veulent faire donner à leurs enfants une instruction purement laïque doivent le pouvoir sans difficulté. Mais nous ne sommes pas de ceux qui déclarent que l'État doit ignorer systématiquement les religions. Nous savons trop à quel point la démocratie a besoin de toutes les forces morales et religieuses pour ne pas nous réjouir de voir l'État s'intéresser à leur vie et à leur développement.

Il importe absolument que la paix religieuse soit sauvegardée en Alsace – comme, d'ailleurs, dans tout le pays. Des droits et des traditions doivent être sauvegardés : ils peuvent l'être dans le respect de la conscience religieuse ou philosophique de chacun.

Henri GUILLEMIN.

La situation de la Russie dans le monde[1]

Le gouvernement de M. Herriot semble décidé à reconnaître la Russie soviétique.

C'est bien tard. Mieux vaut, pourtant, tard que jamais.

La situation internationale de l'Union des Républiques Soviétiques est aujourd'hui solidement assise. Dix-huit États l'ont reconnue *de jure*[2], parmi lesquels l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, l'Autriche, la Pologne, la Norvège, la Suède, la Turquie, etc. Deux États l'ont reconnue *de facto* : le Danemark et la Tchécoslovaquie.

La France arrive après tous les autres. Reconnaître que la Russie soviétique est une réalité n'est, en aucune façon, se prononcer sur la valeur du régime soviétique. Mais les raisons de principe ou sentimentales n'ont rien à voir dans cette volonté obstinée d'isolement.

Qu'avons-nous gagné à cette attitude ? Depuis l'inauguration, par Lénine, de la N.E.P. (nouvelle politique économique), les industriels et commerçants des diverses nations ont trouvé, en Russie, un terrain et un marché excellents. Les concessions accordées par la Russie soviétique aux capitalistes étrangers s'étendent à cinquante-neuf entreprises, et les plus nombreuses ont été signées avec l'Allemagne (seize), les États-Unis (neuf), l'Angleterre (sept) et la Norvège (quatre).

Il est même intéressant de souligner l'aveu d'un journal bolchéviste, *La Russie nouvelle*[3], qui reconnaît que, sur ces cinquante-neuf contrats, neuf

1. *La Jeune-République*, même numéro du 11 juillet 1924, p. 2, col. 6 et p. 3, col. 1. – Cet article d'Henri Guillemin se présente à côté d'un autre, « Comment s'écroula la Russie impériale », de son camarade de l'E.N.S. Gabriel Germain (p. 2, col. 5), leurs deux textes ayant pour surtitre commun : « À propos de la reprise des relations diplomatiques entre la France et la Russie ».

2. En droit, c'est-à-dire officiellement, par opposition à *de facto*, dans les faits, et sans que soient forcément établies de véritables relations officielles. On ne peut que remarquer le faible nombre des pays mentionnés.

3. Ce mensuel sous-titré « revue ouvrière internationale illustrée » paraît à Paris de mai 1924 à octobre 1925.

ont été signés avec d'anciens propriétaires d'entreprises. Ce qui témoigne d'un état d'esprit conciliant et d'une intransigeance doctrinale étrangement assouplie de la part des communistes russes.

La France, qui s'entêtait jusqu'ici à vouloir ignorer la Russie au nom des intérêts de ses nationaux lésés par la révolution de 1917[1], n'aurait-elle pas trouvé, en réponse à une attitude moins hargneuse, une bonne volonté du gouvernement russe d'où elle aurait pu tirer des avantages effectifs ?

Refuser de causer n'a jamais été un bon moyen de s'entendre.

Et Rakovski[2], le chef de la délégation russe à Londres, le disait avec franchise, à propos des négociations anglo-soviétiques et de leur avenir :

> Je crois en leur succès […] parce que la reconnaissance sans conditions de l'Union soviétique par l'Angleterre en est le gage. L'Angleterre a compris la signification politique de cette reconnaissance, indépendamment des circonstances matérielles. Une attitude semblable envers nous crée une atmosphère favorable à la solution des questions politiques et économiques litigieuses. Actuellement, l'Angleterre occupe dans notre commerce, exportations et importations, la seconde place après l'Allemagne.

Et il terminait sa déclaration par cette phrase que nous avons-nous-même[3] prononcée à un autre sujet, mais qui n'est pas moins vraie ici : « Cela prouve que la meilleure politique n'est pas celle qui met au premier plan les "notes à payer", mais celle qui crée une atmosphère pour leur règlement favorable ».

L'inintelligence de l'attitude du gouvernement français n'est, d'ailleurs, pas pour déplaire à ceux qui profitent de son inertie.

Le correspondant spécial, à Rome, d'un journal soviétique signalait combien peu favorablement et dans quel esprit « de jalousie » la nouvelle de la prochaine reprise des relations diplomatiques et commerciales entre la France et la Russie avait été accueillie en Italie.

Mussolini, disait-il, jouait supérieurement, dans ses rapports avec la petite Entente, de sa carte « d'amitié avec la Russie, ennemie de la France ».

---

1. Nouvelle allusion à la débâcle de l'« emprunt russe », dont il a déjà été question plus haut (voir p. 21 et n. 3).

2. *La Jeune-République* imprime « Rakovshy » ; je rectifie la graphie du nom de Christian Gueorguievitch Rakovski (1873-1941), né en Bulgarie, socialiste révolutionnaire avant 1914, ami de Trotski, chef du gouvernement d'Ukraine (1919-1923), ambassadeur soviétique à Londres (1924) et à Paris (1925-1926). Il fut exécuté sur ordre de Staline, à l'autoritarisme duquel il avait tenté de s'opposer.

3. *Sic* dans *La Jeune-République*, mais Guillemin a dû écrire « nous-mêmes », au pluriel (nous les jeunes-républicains) ; on le voit mal employer un pluriel de majesté pour se désigner lui-même (voir encore p. 274).

On déplore, à Montecitorio[1], l'abandon par la France de la politique abstentionniste à l'égard de la Russie soviétique.

Devant une Russie dont la renaissance économique s'accroît de jour en jour, l'intérêt de la France est d'entrer vite et sans réticences dans la voie de la reconnaissance et de la collaboration.

Henri GUILLEMIN.

1. « Montecitorio » est le nom du palais romain qui accueillit, après l'unité italienne de 1861 et le choix de Rome comme capitale, les sessions de la Chambre des députés (qui s'y déroulent toujours de nos jours). – On a donné usuellement le nom de « petite Entente » à l'alliance tripartite, diplomatique et militaire, conclue en août 1920, sous l'égide de la France, entre la république tchécoslovaque et les royaumes de Yougoslavie et de Roumanie.

Histoire instructive et lamentable du socialisme italien depuis trente-cinq ans[1]

Le sang des martyrs est une semence d'apôtres. Au socialisme italien encore débile, Matteotti assassiné redonne soudain une énergie et un prestige depuis longtemps évanouis. On parle à nouveau de ses anciens chefs, de vieux noms reparaissent, et c'est comme un retour d'ombres. Depuis son épouvantable catastrophe de 1920, un silence de cimetières pesait sur lui. Lazare ressuscite. C'est le moment de revivre son passé.

Un socialisme bourgeois

Tard, – vers 1890 seulement, – le marxisme fit son apparition dans la péninsule. Il fut d'abord uniquement spéculatif, connu seulement d'intellectuels prêts à s'engouer de tout système neuf. Le mouvement socialiste ne partait donc pas, comme un élan spontané, de la foule souffrante et qui cherche confusément sa voie de libération ; l'impulsion "descendait" de jeunes bourgeois, férus d'idéologie et qui, en quête d'une base concrète où appuyer leur doctrine, cherchaient à soulever les masses. L'origine du socialisme italien est toute bourgeoise.

Jusqu'en 1912, il n'est guère que l'aile gauche des partis libéraux, avec lesquels il fait bloc. On ne trouve à aucun degré, chez lui, cette indépendance farouche et ce mépris des partis bourgeois qu'affiche aujourd'hui le communisme. Le parti socialiste accepte la collaboration de la bourgeoisie démocratique, non point, d'ailleurs, par souci d'habile tactique, mais parce qu'en fait, par son origine, par ses chefs, par son tempérament, il n'est qu'à peine distinct d'elle-même. Le mouvement ouvrier et paysan qui le sous-tend n'est que bien modeste. Malgré ses virulences verbales, il apparaît comme une création quelque peu artificielle.

Crispi vint à point pour lui rendre un inestimable service, en le persécutant. Il apparaît alors comme le rempart de la liberté en péril. Mais,

1. *La Jeune-République*, 29 août 1924, p. 1, col. 5-6, et p. 2, col. 1-3. Cet article voisine avec un autre de Gabriel Germain, « Aux violences fascistes succéderaient sans doute d'âpres représailles révolutionnaires », sous deux surtitres communs : « Si le fascisme s'effondrait… », et « À propos du meurtre de Matteotti » qui renvoie au numéro du 27 juin (voir p. 92 et n. 1).

prenons-y garde, il y a là surtout une bataille de rhéteurs, que nul courant populaire ne vient vivifier[1]. En fait d'insurrection prolétarienne, le socialisme d'Italie se satisfait avec une obstruction parlementaire ; c'est qu'au fond il est « irrémédiablement bourgeois », peureux devant l'action, comme il le montrera si misérablement vingt-deux ans plus tard ; c'est bien le même, en effet, qui, à l'heure où la marée formidable des masses italiennes monte à l'assaut de tout le régime, inventera, comme suprême manifestation républicaine, l'innocente exhibition de l'œillet rouge au Discours du Trône.

Le parti se coupe en deux…

En 1912, année même où l'Italie reçoit, pour la première fois, le suffrage universel, l'affaire de l'expédition de Tripolitaine[2] va avoir, sur le socialisme italien, un retentissement profond. À juger impartialement et hors de l'atmosphère fiévreuse de ces jours déjà lointains, il semble qu'il [n'[3]]y avait, pour tout socialiste, qu'une seule attitude logique : la lutte contre un projet d'agression qui, en dépit de l'enthousiasme sentimental habilement soulevé dans une partie de la population, n'était tout de même que la manifestation d'un impérialisme résolu à des massacres pour atteindre ses buts de rapine.

Mais les partis bourgeois avaient si bien su s'attacher aux socialistes, s'insinuer en eux, émasculer leurs énergies dangereuses, que plus d'un ne sut pas se dégager d'une collaboration qui tournait à la complicité. Combattre, sur ce point, des hommes que l'on avait soutenus sur d'autres, ce n'était point trahir un pacte d'alliance qui n'existait pas, ni se retirer dans l'arrogance d'une solitude définitive ; c'était seulement prouver que le socialisme italien était une réalité vivante et libre, consciente de son but.

Le socialisme italien se coupa en deux. Bissolati soutint l'expédition. Turati[4] lutta contre elle. Au congrès de Reggio Emilia, en juillet 1912, l'aile droite se détachait du parti socialiste. Mussolini était un des plus ardents adversaires de l'opposition à la guerre. Somme toute, l'affaire de Tripolitaine a rendu service au socialisme italien. Elle a resserré sa doctrine et lui a conféré une réalité véritable.

1. Francesco Crispi (1818-1901) fut quatre fois président du Conseil entre 1887 et 1896, et trois fois ministre de l'Intérieur. Lié à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie par la « Triple Alliance » de 1882, il lutta, à l'intérieur, contre les tentatives des anarchistes et des socialistes.

2. Voir p. 96 et n. 3.

3. J'ajoute ce « n' » qui manque dans le texte de *La Jeune-République*.

4. Filippo Turati (1857-1932), journaliste d'inspiration d'abord marxiste, a évolué ensuite vers des positions plus modérées qui ont contribué à le mettre en minorité dans le Parti socialiste italien dès 1904, puis définitivement en 1912. – Sur Bissolati, voir p. 96 et n. 3.

Mais déjà, dans le sein même du parti, deux tendances se dessinaient, l'une calme et modérée, instruite de l'inutilité des coups de force brusqués et des émeutes vainement sanglantes, – l'autre, d'inspiration sorélienne[1], passionnée d'action brutale et fascinée par la violence : Turati contre Mussolini. – De 1912 à 1914, la seconde tendance parut l'emporter et la semaine rouge de juin 1914, où Mussolini put saluer l'union des anarchistes, des syndicalistes et des républicains, marque un essai de mobilisation générale de tous les éléments révolutionnaires d'Italie, unis pour la conquête armée du pouvoir.

L'évolution de Mussolini

Vint la guerre européenne qui, pour la seconde fois, posa devant le socialisme italien un problème qui le divisa. Deux attitudes s'offraient à lui, également logiques : ou la neutralité dans une guerre déchaînée par des impérialismes économiques en conflit, – ou l'entrée individuelle dans une lutte contre la puissance qui symbolisait le mieux, à l'époque, le militarisme. Il fallait, en tout cas, avoir tout dépouillé du socialisme pour suivre – comme Bissolati – le gouvernement dans une intervention sans grandeur, et uniquement commandée par des appétits matériels.

La grande majorité des socialistes italiens adopta la première attitude, parfaitement légitime, moins généreuse que la seconde. Ils travaillèrent contre l'idée d'intervention, en plein accord avec les catholiques, unis dans la haine de l'« inutile massacre ». Mais voici qu'à l'extrême-gauche, le clan de Mussolini, en une brusque pirouette, passe à l'interventisme[2]. Il est très certain que, dans la pensée du chef, la séduction immédiate de la vie guerrière l'emportait sur la vision nette d'un plan d'action socialiste, dans lequel l'intervention s'insérait comme un moyen.

Toujours est-il cependant que, revenu du front, Mussolini reprendra, en 1919, une campagne franchement républicaine, qu'il voudra même poursuivre jusqu'à ce qu'il sente ses troupes le lâcher. Mussolini, malgré tout, était bien perdu pour le socialisme italien ; et c'était, sans doute, pour ce dernier, un bien que l'élimination spontanée de ses éléments les plus turbulents et les moins raisonnables ; – mais c'était aussi, assurément, la perte pour lui des seuls hommes qui pouvaient, le moment venu, lui donner l'audace d'agir.

Le parti socialiste avait perdu ses hommes d'action. D'intelligentes bonnes volontés lui restaient, mais noyées dans une grande masse grise, sans

1. Voir p. 67 et p. 77.

2. Aujourd'hui le seul terme usité dans un tel contexte serait « interventionnisme », mais la forme « interventisme » est majoritaire dans le discours du fascisme et sur le fascisme.

énergie ni décision. Le socialisme italien eût-il gardé Mussolini jusqu'en 1920, que l'Italie entière – à n'en pas douter – était à lui.

La guerre impopulaire

Les masses paysannes se virent avec irritation imposer une guerre qu'elles ne comprenaient pas. Le socialisme gagnait des troupes. Il affirmait, très probablement à juste titre, qu'il avait derrière lui la majorité de la nation. S'il eût été courageusement marxiste, il se fût souvenu de la parole du maître, pour qui la guerre européenne devait être le signal de la révolution prolétarienne dans tous les pays. La violence, « la grande accoucheuse de l'histoire[1] », était déchaînée ; elle eût appris l'héroïsme et le sacrifice aux classes luttant pour leur libération. Quand éclata la formidable révolution russe, c'était pour le marxisme italien, demeuré inerte le jour où le gouvernement avait jeté, malgré elle, la nation dans une guerre offensive, l'heure décisive de se lever.

Il ne bougea pas, préférant se borner aux aboiements inoffensifs d'une critique rageuse de la guerre, pleine de prédictions catastrophiques. Aussi quand la victoire de 1918 lui apporta un violent démenti, le socialisme italien faisait la mine piteuse d'un prophète de malheur convaincu d'imposture, et qui, par sa lamentable apathie durant les grands massacres, semblait avoir hurlé contre la guerre seulement parce qu'il avait peur de se battre.

Et pourtant ce fut lui, plus qu'aucun autre parti, qui bénéficia de l'état d'esprit des anciens combattants, – et de ceux qui étaient partis à la guerre à contre-cœur et l'âme en deuil, – et de ceux qui, trompés un instant par l'immense duperie de la « guerre fructueuse », comprenaient maintenant combien on s'était moqué d'eux.

L'ère de la violence

La paix, quand même, était revenue. Et il fallait travailler avec énergie et patience à l'élaboration de tout un ordre nouveau qu'on n'atteindrait point dans le soubresaut instinctif d'une insurrection, mais par l'obstination courageuse et l'entêtement de l'effort. Et voici que, précisément, le socialisme italien, inerte et lâche, quand c'eût été, pour lui, l'instant d'agir par la force, se laissait emporter dans la voie des violences et des émeutes, maintenant qu'elles n'avaient plus de sens et qu'elles ne pouvaient qu'échouer.

Mais on voulait se venger de la guerre, aller plus loin, arracher de vive force pour la nation ce qu'on lui refusait – et c'est l'attitude des d'Annun-

1. Renvoi imprécis à une affirmation de Marx selon laquelle « la violence est l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs » (*Le Capital*, I, chap. XXIII).

ziens – ou, au contraire, mettre en pièces cette société mauvaise, ce gouvernement d'oppression qui avait jeté les masses à la tuerie[1].

Une sorte d'invasion impétueuse, avide de destructions, se ruait dans les vieux cadres du socialisme italien, toujours bourgeois par ses chefs, qui ne voulaient pas cela et qui se sentaient débordés. Ces puissantes troupes de choc les effrayaient eux-mêmes. Les hommes qu'il eût fallu à cette armée n'étaient plus là. À l'heure suprême, le socialisme italien fut sans chef ; – d'où sa perte.

Et déjà, chez l'ennemi, on s'étonnait de voir tant d'occasions admirables d'émeutes et de soulèvements passer sans que jamais parte le signal du grand assaut. Au lieu de concentrer, en un bélier irrésistible, leurs formidables troupes (300 000 inscrits au parti – deux millions de syndiqués), les dirigeants du parti socialiste, apeurés, hésitants, menés bien plus que meneurs, laissaient s'émietter les énergies en de ridicules brimades aux officiers, insurrections manquées qui tournaient en rixes, grèves partielles indéfiniment répétées, tumultes au Parlement.

La peur de vaincre

Cependant, devant eux, il n'y avait rien. Le gouvernement sentait l'armée lui échapper. Atterré[2], il ne bougeait plus. La porte de la maison était grande ouverte.

Le socialisme n'entra pas. Il occupa bien les usines ; mais ne prit même pas le pouvoir, qui était à portée de sa main. On n'organisa rien. Les techniciens manquèrent ; les matières premières firent défaut. Le grand coup de force, lancé sans confiance et comme avec effroi par les chefs du socialisme, finissait comme il ne pouvait manquer de finir, dans un désastre.

Ce fut la débâcle. La scission, depuis longtemps latente entre partisans de l'action violente et réformistes, éclata. Elle se fût faite plus tôt que le socialisme, débarrassé des indécisions et des atermoiements qui le perdirent, eût, sans doute, connu une autre fortune : il n'est pas douteux, en effet, que les troupes socialistes seraient allées en masse aux doctrinaires de la révolution immédiate. En janvier 1921, au congrès de Livourne, pendant du congrès socialiste français de Tours, la scission entre socialistes et communistes était chose faite. Mais l'armée de la révolution fondait à vue d'œil.

1. Sur d'Annunzio voir p. 93 et n. 1.

2. Dans *La Jeune-République* (et plus loin dans ce volume) on lit « attéré », forme ancienne qu'« atterré » a définitivement remplacée aujourd'hui. – J'ai corrigé partout.

Un mythe nouveau flambait, qui incendiait les âmes : après le mythe russe, le mythe-nation.

Le Fascisme triomphe

En rangs serrés, les syndicalistes passaient au nationalisme. Ils allaient déployer, dans les colonnes fascistes, et sous un chef digne de ce nom, l'énergie dont le socialisme n'avait pas su faire usage.

Une dernière fois le socialisme tente un grand effort : il lance une grève générale. L'opinion publique, déjà toute retournée, s'exaspère. Le fascisme, « avant-garde armée de la revanche sur le bolchévisme », entre en scène. Rien ne résiste à la fureur de la réaction. Les socialistes sont délogés de partout, des organisations ouvrières, des municipalités. On brûle les Bourses du Travail. On massacre les syndicalistes…

Alors les restes du socialisme se divisent encore une fois : les réformistes ou unitaires se séparent des maximalistes. Ce n'est plus une scission, c'est une dissolution. Et c'est le règne du Fascisme.

Si le Fascisme disparaissait…

Telle est la douloureuse histoire du socialisme italien.

Elle est grosse d'enseignements, lourdement achetés.

Si Mussolini disparaît, si la vie démocratique reprend en Italie, les socialistes sauront-ils agir ? Le péril est moins, pour eux, de redevenir, comme autrefois, un parti de politiciens, dont les habiles manœuvriers du parlementarisme auront vite fait d'anéantir l'originalité, que de se laisser emporter par la fureur d'une tardive vengeance. L'exaltation des communistes, sûrement, les y poussera. Sauront-ils être assez forts pour échapper au cycle, jamais fermé, des perpétuelles revanches, et s'atteler courageusement à l'élaboration patiente de la Justice ?

Si le socialisme italien, au lieu de viser à la dictature de classe, s'oriente vers un réformisme hardi et résolu, alors pourra se faire peut-être – en dépit des communistes, plus attachés, semble-t-il, à leur « splendide isolement[1] » qu'à l'efficacité même de leur action – cette alliance générale des partis démocratiques qui est la grande idée des « populaires » catholiques.

Henri GUILLEMIN.

1. Application aux communistes d'une formule britannique qui a servi, en Angleterre même, à la fin du XIX^e^ siècle, à caractériser la politique extérieure du Royaume-Uni. Cette attitude prit fin en 1904 avec l'Entente cordiale, mais l'expression ne disparut pas pour autant.

Où va l'Allemagne ?
L'opinion d'un savant allemand, pacifiste[1]

J'ai eu la bonne fortune de rencontrer, en Haute-Savoie[2], un pacifiste allemand, bien connu dans le monde de la science. C'est un philologue de première valeur, spécialiste des langues romanes et qui connaît mieux le vieux français que bien des étudiants de France. Il sut que j'appartenais à la Jeune-République et, à plusieurs reprises, nous eûmes de longues conversations. Afin de pouvoir me parler sans réserve, et, par mon intermédiaire, à tous les camarades de la Jeune-République – car nos entretiens semblaient plutôt des interviews –, il me demanda de garder, sur son nom, le silence. Telles de ses paroles, lues par les nationalistes de son pays, pourraient bien équivaloir à la signature même de son arrêt de mort.

L'homme que j'ai eu en face de moi est un républicain d'Allemagne militant. Il a toujours fait de la politique, et nul n'est moins politicien. La vie publique de l'a pas enrichi et la détresse économique des classes moyennes d'Allemagne, beaucoup plus dure encore que celle de nos « nouveaux pauvres », a achevé de faire de lui un prolétaire. Mais sa foi – je dirais presque sa mystique – démocratique et fraternelle a traversé les rudes épreuves de la souffrance et de la persécution, sans faiblir.

C'est lui qui, en pleine guerre, alors que la haute police allemande le surveillait comme suspect de pacifisme et d'idées anti-monarchistes et allait jusqu'à forcer son domicile et ses meubles, un jour qu'il était absent, parvint, grâce à un subterfuge, à faire imprimer en Allemagne sa traduction d'un livre écrit par un célèbre professeur pacifiste de l'Université de Paris, dont la censure française avait interdit chez nous la publication.

---

1. *La Jeune-République*, 5 septembre 1924, p. 1, col. 5-6 et p. 2, col. 1-2.

2. Lors de nos conversations de l'été 1977, Henri Guillemin m'a dit avoir séjourné en préventorium à Samoëns, après avoir obtenu son agrégation, mais c'était durant l'automne 1927 (voir *Henri Guillemin tel quel*, p. 88, et dans ce volume plus loin p. 284). Y a-t-il eu en 1924 une première alerte pulmonaire ? ce n'est pas exclu ; ou bien, en cet été 1924, le normalien est-il tout simplement en "grandes vacances" ? L'allusion à des conversations régulièrement renouvelées donne pourtant l'impression que les deux interlocuteurs séjournent au même endroit, mais il peut s'agir d'un hôtel. Petit mystère.

Il est l'ami et le compagnon de lutte de tous les grands pacifistes d'Allemagne et prit part à la manifestation organisée à Berlin, il y a deux ans, lors du passage de Marc Sangnier[1].

Quand il parle de l'Allemagne, son visage devient plus sombre, et sa voix plus basse, assourdie comme un tambour voilé de crêpe, qui bat un rythme saccadé et dur.

Pour nous autres républicains, la vie n'a jamais été plus rude que sous la République. Fausse République, d'ailleurs ; régime de mensonge et de corruption ! Ah ! si nous avions su agir en 1918 ! Nous aurions pu avoir une révolution plus magnifique, plus complète que la vôtre de 1789 ! Mais nous n'en avons pas été dignes. Nous sommes restés inertes. Les masses n'étaient pas prêtes à vivre la démocratie. Alors les réactionnaires, les militaristes ont vite regagné le terrain perdu, procédant moins par des chocs brutaux que par l'insidieuse reconquête des anciennes positions. Ils ont su amener à eux des gens qui ne s'en rendent même pas compte. Ebert, par exemple, un ouvrier, un ancien maître-sellier[2], que nous aurions été fiers d'avoir à la tête de la nation, s'il fût resté lui-même, ils l'ont façonné, pétri, transformé ! – Quelle responsabilité écrasante pèse sur certains chefs de la *Sozial-demokratie*… Noske surtout. Ah ! celui-là[3]…

La voix s'emporte, puis se contient.

Gerlach, que les meneurs du parti ont fait chasser de ses rangs[4], dit de ceux-là qu'ils sont moins démocrates qu'un Hitler. Et il a raison. Songez qu'ils en sont maintenant à soutenir, avec les nationalistes, le retour du service militaire obligatoire.

C'est à la fin de 1923, à la suite de l'alerte bavaroise[5], que le gouvernement a accentué encore sa manœuvre réactrice. Il se fait d'abord attribuer les pleins pouvoirs

1. Sauf erreur, Madeleine Barthélemy-Madaule ne dit rien de cet épisode dans sa biographie de référence (*Marc Sangnier 1873-1950*, Seuil, 1973).

2. Friedrich Ebert (1871-1925), membre, dès 1889, du S.P.D. (Parti social-démocrate), premier chancelier du Reich le 10 novembre 1918 dès l'abdication de Guillaume II, fut ensuite élu, le 11 février 1919, premier président de la République de Weimar et le resta jusqu'à sa mort. Il dut faire face à la fois aux difficultés d'application du traité de Versailles et à l'agitation révolutionnaire dans son pays, et fut largement critiqué à droite comme à gauche.

3. Gustav Noske (1868-1946), ministre de la Guerre en 1919-1920, a écrasé sans états d'âme la révolution spartakiste ; c'est sur son ordre qu'ont été assassinés Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, anciens chefs de l'aile gauche du S.P.D. devenus communistes. Il quitta la vie politique lors de l'arrivée des nazis au pouvoir. Guillemin fait de nouveau allusion à lui dans ses « Réflexions sur la Commune » de 1925 (voir p. 139).

4. Hellmut Georg von Gerlach (1866-1935), journaliste politique très actif avant la guerre, devient dès 1914 un pacifiste convaincu ; il accède en 1926 à la présidence de la Ligue allemande des droits de l'homme et milite pour la paix franco-allemande.

5. La tentative de putsch de Hitler à Munich (9 novembre 1923).

(*Vollmacht*) ; puis, sous le couvert d'économies à réaliser, il obtient du Reichstag une loi qui réduit le nombre des fonctionnaires. C'est la loi dite de "destruction" (*Abbau Gesetz*), destinée en réalité à chasser les fonctionnaires républicains ; loi très coûteuse, à cause de la création de commissaires spéciaux et du maintien partiel des traitements. Et dire que les socialistes eux-mêmes l'ont votée !… Mais ils ont compris aujourd'hui leur erreur, et s'en repentent cruellement.

« Sans doute, la loi a eu garde de vous épargner ? demandai-je.
— Je viens d'être frappé », me dit-il sans fièvre.
Un silence. Je repris :

Et vous croyez que les réactionnaires militaristes l'emporteront ?
— Je crains très fortement le retour du régime autocratique. D'une revanche immédiate, la France n'a rien à craindre. Matériellement, la guerre est impossible. Les nationalistes n'ont ni assez d'argent, ni assez d'armes. Mais ils s'organisent contre nous, républicains.

Et tout simplement, au milieu de la phrase :

Je crois bien que j'irai au mur, moi et mes amis. Oh ! je ne dis pas du tout que nous retrouverons Guillaume II. Il est tout à fait déconsidéré, même parmi les gens de la droite, à cause de la lâcheté qu'il a montrée à la fin de la guerre et de son remariage qui a manifesté à nu son égoïsme et son incroyable avarice[1]. Mais le Kronprinz, qui vit déjà à Potsdam[2], tout près de Berlin, est plus dangereux, et Rupprecht, qui vit encore à Munich[3], l'est aussi. Que voulez-vous ? il n'y a plus rien pour les arrêter ! Sans doute, les communistes gagnent du terrain, à cause justement du discrédit où sombre, auprès des masses ouvrières, la *Sozial-demokratie*. Son fanatisme bourgeois et anti-communiste la précipite dans les bras des partis de réaction, où le parti démocratique allemand se trouve déjà depuis longtemps… Danger pour vous aussi, ajouta-t-il en hochant la tête. N'allons-nous pas voir vos hommes du Bloc des gauches, par effroi du bolchévisme, faire barre à droite ?

1. Veuf en avril 1921, l'ex-empereur s'est remarié dix-huit mois plus tard avec la princesse Hermine Reuss zu Greiz (1887-1947) malgré l'opposition de sa famille ; dès son abdication, il avait multiplié avec succès les efforts pour recouvrer toute sa fortune, puis toucher une grosse pension de la république de Weimar, ce qui avait choqué beaucoup de ses anciens sujets.

2. Dans *La Jeune-République* on lit « Postdam », je corrige. Le « Palais de Sanssouci », dans la banlieue sud-ouest de Berlin, était la résidence traditionnelle des rois de Prusse. Le Kronprinz Guillaume (1882-1951), fils aîné de l'empereur, a renoncé à ses droits au trône lors de l'abdication de son père ; exilé en Hollande, il fut très tôt proche des nazis.

3. Les mots « qui vit encore à Munich » s'expliquent parce que Rupprecht de Bavière [et non « Ruprecht » comme l'imprime *La Jeune-République*] (1869-1955), l'arrière-petit-fils de Louis I^er^ de Bavière, est l'héritier de la maison royale de son pays (devenu une république en avril 1919). Il fut, quant à lui, un farouche opposant à la montée du nazisme.

— Alors, dis-je, selon vous, où va l'Allemagne ?

— À la monarchie, ou, du moins, à la dictature militaire. Mais nous aurons la République[1]. Nous ne pouvons pas ne pas l'avoir. Seulement, par notre faute, il faudra attendre qu'elle surgisse, dans la violence, comme contre-coup d'une réaction trop oppressive. Elle se dressera, dans une grande secousse, tout d'un coup, puisque nous n'avons pas su la façonner et lui donner une âme, la première fois… Ah ! voyez-vous, il y a des cas où la Révolution brutale est la seule voie. S'il le faut, tous les vrais républicains seront là !

Lit-il clair dans l'avenir, ce pacifiste sans illusions ? La douleur de voir, après six années d'espoir, une République allemande si informe, si malade encore du vieux virus bismarckien n'assombrit-elle point à l'excès son jugement ? Maximilien Harden, récemment à Paris, dur soldat lui aussi de la paix en Allemagne[2], a dans le cœur plus d'espérances. Que deux hommes, aussi ardemment sincères que Harden et que celui-là, puissent conclure si différemment sur l'avenir de l'Allemagne, n'est-ce pas une preuve de l'âpreté tragique d'une lutte où, sur le vieux sol germain, s'affrontent « deux conceptions du monde » ?

… J'avais devant moi, maintenant, le philologue au masque apaisé, qui me révélait la parenté profonde de la langue française avec les vieux dialectes germaniques…

– Encore une raison de plus de s'entendre !

Le fils du professeur, jeune homme de dix-neuf ans, était à côté de nous.

« Adieu, mon camarade », me dit-il quand nous nous séparâmes.

Et deux jeunes gens, qu'un jour les forces païennes de la terre voudront peut-être, en vain, opposer face à face sur les champs de tuerie, se sont serré la main fortement, en un simple geste fraternel, plus fort que la haine.

Henri GUILLEMIN.

1. L'Allemagne est déjà devenue une république le 9 novembre 1918, mais le mot *Reich*, équivalent approximatif d'« empire », sert toujours à la désigner. Sans doute l'interlocuteur d'Henri Guillemin entend-il le mot « république » au sens d'un régime vraiment démocratique ? C'est ce que le commentaire qui suit aussitôt permet de supposer.

2. Felix Ernst Witkowski, qui a pris le nom de Maximilian Harden (1861-1927), est un très brillant journaliste juif qui se partage entre la critique littéraire et théâtrale et la polémique politique. Victime d'une agression antisémite en 1922, il vit en exil en Suisse au moment où écrit Guillemin.

Une candidature à la succession du fascisme[1]

Après la forte étude de M. Domenico Russo sur *Mussolini et le Fascisme*[2], un deuxième ouvrage vient de paraître, qui cherche également, « au milieu des controverses passionnées et simplistes que le fascisme a soulevées en France, à situer son origine, et à faire saisir les raisons profondes de son succès ». C'est le livre de M. Bonomi, ancien président du Conseil italien, et qui a pour titre : *Du socialisme au Fascisme*[3] *!*

La préface, qui est du traducteur, M. Emmanuel Audisio[4], est déjà instructive. Elle renseigne le lecteur sur la personnalité de M. Bonomi et le met à même de saisir l'exacte valeur de certaines de ses opinions. C'est ainsi qu'elle ne nous laisse pas ignorer que « la préparation d'importantes réformes réalisées à l'intérieur par le gouvernement fasciste, remonte aux gouvernements dont il (M. Bonomi) a fait partie ». À la lumière de ce détail, il est des pages du livre qui s'éclairent. On sent aussi dès cette introduction que l'« objectivité » de cette étude n'est pas aussi complète que le traducteur veut bien le dire, et que les sympathies de l'auteur sont loin de se porter aux socialistes d'extrême-gauche…

Mais allons au livre lui-même, directement.

---

1. *La Démocratie*, 25 septembre 1924, p. 417-424. – Ce compte rendu d'ouvrage par Henri Guillemin constitue la première contribution d'un ensemble de deux textes réunis sous le titre « Autour du fascisme », avec cette épigraphe : « *Il faut aller au vrai avec toute son âme* », mot de Socrate dans *Le Banquet* de Platon. – Le second article, intitulé « Fascisme et catholicisme » (p. 424-428), est dû à Joseph Folliet (1903-1972), jeune-républicain, futur prêtre et futur fondateur, à la Libération, de *La Vie catholique illustrée* avec Georges Hourdin.

2. Que Guillemin a largement cité dans son article de *La Jeune-République* du 27 juin 1924 (voir p. 95 et n. 2).

3. « Éd. Spes, Paris » [note de Guillemin]. – Ivanoe Bonomi (1873-1951) est une des figures du Parti socialiste italien, dont il a fondé une branche dissidente en 1912. Plusieurs fois ministre entre 1916 et 1921, il a été président du Conseil en 1921-1922. Il a d'abord soutenu Mussolini avant de s'écarter de lui lorsque son pouvoir devint dictatorial. Son ouvrage *Dal socialismo al fascismo*, publié à Rome en 1924, a été aussitôt traduit en français – à noter que le titre de cette traduction ne comporte pas de point d'exclamation.

4. Né à Genève en 1894, naturalisé Français en 1915, Emmanuel Audisio a vécu en Italie comme journaliste jusqu'en 1938 ; il est mort lors de la libération de Toulon en août 1944. On lui doit un certain nombre de traductions de l'italien.

Et d'abord il confirme les vues de M. Russo sur les causes profondes du succès des fascistes : à tous les intérêts contre lesquels s'était déchaînée la fureur socialiste, il fallait un vengeur, écrit Domenico Russo ; ce vengeur sera le fascisme. Et M. Bonomi écrit :

> Les industriels qui ont connu un danger mortel, les agraires, brimés par les ligues rouges puis par les administrations communistes, la petite bourgeoisie lasse de menaces, de provocations et de violences, préparent leur revanche […] alors les Faisceaux apparaissent […] comme avant-garde armée de la revanche sur le bolchévisme[1].

– Le caractère de Mussolini, dressé dans un relief si vigoureux par D. Russo, apparaît bien identique dans le livre de M. Bonomi :

> La figure même de Mussolini a une large part dans le succès du mouvement. Un de ses critiques l'a défini : un grand artiste de l'action. Il sait assimiler rapidement ce qui peut le servir. Il n'a aucun jugement préconçu, d'aucune sorte, et il n'a aucune préoccupation d'apparaître logique avec lui-même (p. 141).

À plusieurs reprises, il marque combien cet homme a l'instinct, le "flair" de ce qu'il faut dire aux masses pour les entraîner. On le voit, en 1919, frappé, lui aussi, de la révolution russe et convaincu que « l'histoire voit s'ouvrir une période […][2] d'hypertrophie démocratique » (p. 97), tenir un langage âprement républicain. Et lorsque, deux ans après, malgré ses préférences personnelles qui le poussent à épargner le socialisme abattu et sans défense, il cède pourtant à la pression de son parti, c'est qu'« averti, par son instinct subtil de tribun, de l'invincible volonté des masses » (p. 111), il ne se refuse plus à les suivre. C'est l'attitude du sorélien[3] conséquent. Mais elle côtoie celle de l'arriviste.

M. Bonomi signale aussi avec pénétration combien cet « artiste de l'action » (p. 141) sait offrir, en même temps qu'un mythe à l'esprit des foules (le mythe nation), toute une mise en scène propre à susciter des émotions utilisables. À l'idée-force de nation se joignait naturellement l'idée-corollaire de passé national.

« En vérité, écrit M. Bonomi, le passé de l'Italie a une si grande variété de souvenirs qu'il permet à toutes les attitudes politiques de se rattacher à quelques traditions glorieuses[4]. » (p. 118-119)

---

1. *Du socialisme au fascisme*, p. 103 et p. 104. Guillemin n'indique pas la seconde coupure.
2. Je marque par les crochets une coupure de dix mots non signalée.
3. Voir p. 67, n. 1.
4. Bonomi écrit ces trois mots au singulier, ce qui est plus logique.

Mussolini n'hésite pas. Il ressuscite les gestes théâtraux et toute la figuration grandiose de la vieille Rome.

Les pages les plus intéressantes, peut-être, du livre – et qui n'ont pas leur équivalent dans l'ouvrage de M. Russo – sont celles où M. Bonomi, avec une sagacité aiguë, s'attache à montrer comment le fascisme, à peine né, modifiait radicalement ses buts d'action, à mesure que ses rangs grossissaient.

En janvier 1919, les anciens combattants, groupés autour de Mussolini, représentaient une tendance « fortement teintée de démocratie révolutionnaire » (p. 93), dressée en réaction contre l'incapacité de la bourgeoisie italienne à conclure la paix dans la victoire et à réorganiser, sur des bases de justice, le travail et la production. « Il faut affronter la ploutocratie internationale » (p. 94) clame le manifeste des premiers fascistes, presque tous anciens révolutionnaires et syndicalistes. Et la formule semble bien avoir une couleur de socialisme orthodoxe : le socialisme lutte contre le système capitaliste oppresseur de la classe prolétarienne. – Mais lisons la suite : « […] ploutocratie qui veut contester à l'Italie les fruits de la victoire » (*ibid.*). Ce n'est donc plus pour une classe, mais pour la nation que Mussolini bataille. Au reste, il stigmatise aussi la « ploutocratie italienne » qui écrase les travailleurs. La position, on le voit, est indécise. Du socialisme de bon aloi s'amalgame à un nationalisme croissant. Mussolini réclame l'abolition du Sénat, une représentation d'intérêts, le suffrage des femmes, la proportionnelle intégrale, la confiscation des bénéfices de guerre, une taxation onéreuse des héritages, la confiscation des biens ecclésiastiques au profit des associations laïques d'assistance, la transformation de l'armée en nation armée ; enfin : la république.

Ne semble-t-il pas alors que les partisans d'un tel programme doivent s'allier avec ceux des socialistes qui, en 1915, optèrent pour l'intervention[1] ? Cela semble naturel. Mussolini, au contraire, attaque avec fureur le chef des socialistes interventistes, Bissolati[2].

Le paradoxe d'une telle attitude désoriente les masses. Elles avaient haï ceux qui avaient voulu la guerre, et les amis de Mussolini avaient été des interventistes véhéments. Elles voyaient maintenant ces mêmes hommes lui parle le même langage que lui adressaient, en 1915 et durant toute la guerre, les ennemis les plus éclairés de l'intervention. D'autre part, la bourgeoise libérale s'effrayait de ces turbulents fascistes qui prenaient des attitudes ré-

1. C'est-à-dire l'entrée dans la guerre.
2. Voir p. 108, n. 2 (sur le mot « interventisme ») et p. 96, n. 3 (sur Bissolati).

volutionnaires. Ainsi, jusqu'en l'automne 1920, le fascisme, hésitant, sans action sur la foule, piétine.

C'est jusqu'ici uniquement une force émanée d'un homme, un remous créé autour d'elle par une personnalité exceptionnelle et dominatrice. Mussolini est prêt à prendre la tête de tout mouvement profond, quel qu'il soit, pour maximiser ses énergies et décupler sa puissance de pénétration. En 1920, le fascisme est une force disponible ; un levier au repos. Et c'est pourquoi le projet fasciste « d'entraîner les masses sur un audacieux programme de rénovation politique et économique avec les plus amples concessions à la démagogie courante » (p. 100) aboutira en fait, et par une étrange mais profonde logique (celle de G. Sorel), à une farouche réaction antidémocratique.

La tempête révolutionnaire se lève. Mussolini, soldat fougueux, n'entend pas soutenir les ouvriers socialistes qui insultent les officiers dans les rues. Mais il ne veut, à aucun prix, intervenir contre les ouvriers au profit des industriels. Il attend. Il sent qu'après la tourmente, son heure sonnera. Et voici le socialisme qui s'effondre de lui-même, dans son incapacité et aussi dans son manque d'audace. La bourgeoisie reprend courage. Il y a tout un monde d'intérêts saccagés qui s'agitent et réclament leur vengeance. La voie est trouvée. Mussolini va mitrailler ceux qu'avant la guerre il lançait à l'assaut du capitalisme.

Et alors s'effacent, tout d'un coup, les traits qui donnaient au fascisme sa figure originale : son esprit anti-bourgeois, sa tendance prolétarienne, son désir de rénovation économique et politique. Mais Mussolini est sur ses gardes. Il veille à ne point se laisser absorber par les vieux partis conservateurs pour lesquels il semble travailler maintenant. Il ne veut pas qu'on lui confisque son œuvre, mal définie encore sans doute, mais dont les formes se précisent dans son esprit, à mesure qu'il agit. Il comprend

qu'insister dans la violence, prendre d'assaut les bourses du travail, détruire le mouvement ouvrier sous le prétexte qu'il est un mouvement rouge, c'est donner au fascisme le caractère d'une réaction conservatrice […]

À l'ouverture de la nouvelle Chambre, il [Mussolini] tente de rappeler violemment le fascisme à ses origines essentiellement républicaines, et s'abstient, avec ses fidèles, d'assister à la séance royale. La nouvelle masse fasciste ne comprend pas la portée du geste ; elle le juge dénué de sens et elle cherche, au contraire, à nouer des contacts avec la droite de Salandra[1] […] (p. 106 et p. 107).

1. Je signale au tiers de la citation une coupure de quelques lignes. Antonio Salandra (1853-1931), politicien de la droite libérale, a été président du Conseil de mars 1914 à juin 1916.

C'est ce que Mussolini repousse avec le plus de violence. Au contraire, il impose le pacte de pacification entre socialistes et fascistes. Mussolini sent l'importance suprême de cet acte pour le destin de son parti… car il menace de se retirer de la direction du mouvement, si le pacte n'est pas accepté. Le Fascisme de l'Émilie, de la Romagne, de la Toscane refuse[1] de ratifier le pacte de pacification : il y a désaccord manifeste entre les troupes et le chef ; ce que veulent les troupes – cette armée d'intérêts irrités – c'est briser, anéantir toute l'organisation politique et économique du prolétariat, maintenant qu'il est à terre, afin de n'avoir plus rien à craindre de lui dans l'avenir, quand on lui aura cassé les reins. Socialiste de race, Mussolini ne veut pas cela. Chef de parti clairvoyant, il ne veut pas faire le jeu d'habiles politiciens. Cependant il cédera, car la poussée de ses troupes est trop forte. Au Congrès de Rome, en novembre 1921, il ne résiste plus à la férocité vengeresse de ses hommes. Mais il a, dès lors, résolu de s'emparer de l'État.

Or, c'est bien cela que M. Bonomi ne lui pardonne pas. Tel Louis XVIII s'imaginant trouver en Bonaparte un généreux lieutenant pour écraser l'« hydre révolutionnaire » et prêt ensuite à s'effacer devant le souverain légitime[2], M. Bonomi, reflétant l'opinion de tous les politiciens d'avant le fascisme, s'irrite intérieurement de voir Mussolini conserver pour lui les avantages d'une victoire qu'il aurait dû, semble-t-il, gagner pour d'autres.

À confisquer l'État, en effet, il n'avait aucun titre, pas même celui de l'avoir sauvé. Le dernier chapitre du livre de M. Bonomi, suggestivement intitulé : « Légende et réalité », commence par cette phrase : « La légende suivant laquelle l'après-guerre, en Italie, a été dominé par une lutte à mort entre le fascisme et le socialisme, et la victoire retentissante du premier a sauvé la société italienne d'une révolution bolchéviste, n'a pas de fondement dans la réalité » (p. 147).

Le fascisme, arrivant au secours de l'État alors que celui-ci est déjà sauvé, ne fait que rouvrir la crise de l'État.

Mais qui donc alors avait sauvé l'État en face du bolchévisme ? Et M. Bonomi de répondre : les vieux partis bourgeois « à qui l'État avait dû sa grandeur et sa prospérité ».

1. Dans *La Démocratie* on lit « refusent », je corrige.

2. Allusion à la négociation tentée par le prétendant au trône auprès de Bonaparte après le coup d'État du 18 Brumaire. L'attentat royaliste de la rue Saint-Nicaise contre le premier Consul (24 décembre 1800) poussa ce dernier à rompre le dialogue et à écrire au futur Louis XVIII que s'il s'obstinait à vouloir rentrer en France il devrait « marcher sur cent mille cadavres ».

Et il écrit textuellement, page 152 :

> Le salut ne vint pas alors des forces entrées en scène plus tard pour donner le coup de grâce ; il vint des partis qui occupèrent le gouvernement pendant tout le temps nécessaire pour que les forces saines de la société reprissent le dessus sur les courants dissolvants.

Une telle assertion confine à la plaisanterie. Car enfin, nul n'ignore – et toute la première partie du livre même de M. Bonomi est là pour le confirmer – que *personne ne sauva l'État*, mais que l'assaillant lui-même s'arrêta. Le socialisme, aussi timoré qu'était impuissant son adversaire – qui croyait bien sa fin venue – s'immobilisa dans l'occupation des usines, n'osant prendre d'assaut l'État qu'aucune barrière ne défendait plus. Ce drame de l'automne 1920 touche, par certains côtés, à la tragi-comédie. Et n'en est-ce-pas une que celle où deux ennemis tremblent de peur l'un devant l'autre jusqu'à ce que l'agresseur reculant sans avoir réellement attaqué, la fausse victime se redresse et chante victoire comme après un laborieux triomphe ?

N'oublions pas que dans l'été 1921, alors que le socialisme était mort de lui-même, et le fascisme encore sans danger, M. Bonomi avait déjà été président du Conseil. Écoutez ce tableau quasi idyllique de l'Italie renaissante sous la main de ses anciens guides : « La situation générale du pays était en voie d'amélioration […] désormais, la société italienne avait surmonté la grande secousse spirituelle de la guerre, elle se recomposait autour de ses éléments traditionnels » (p. 86-87).

Et rappelons-nous aussi ce que la préface du livre nous a révélé…

Mais alors, si tout allait si bien dans la société italienne regroupée autour de ses vieux chefs, comment donc se fait-il que la tentative violente du fascisme ait réussi au milieu d'un si grand enthousiasme ? Cela, M. Bonomi est impuissant à l'expliquer. Et voici la vraie raison, qu'il ne pouvait donner.

L'Italie ignorait tout de la vie démocratique, et par la faute même de ses politiciens, coterie de rhéteurs et d'équilibristes, peu soucieux d'intéresser la foule à la réalité des problèmes politiques, hommes de métier qui traitaient les choses de la nation sans garder nul contact avec la vie des masses et les aspirations populaires. Au sortir d'une guerre faite par elle, la nation, pour la première fois, voulait avoir son mot à dire dans la gestion de ses grands intérêts. Elle en avait assez de voir leur maniement confisqué par un mandarinat vieilli.

Cette participation réelle des citoyens à la vie publique, trois partis seulement pouvaient l'offrir à la masse : le parti socialiste, le parti populaire, le

parti fasciste. Hors de cela, nulle vie : des façades, des états-majors de prêcheurs sans fidèles, gesticulant dans l'indifférence et le mépris et payant maintenant leur faute d'avoir voulu faire de la politique leur domaine réservé et d'avoir parlé de la démocratie sans se soucier de la réaliser effectivement.

De ces trois partis dont chacun attendait de l'intimité même de la terre italienne l'irrésistible puissance qui devait lui donner la victoire, le parti populaire, qui prenait au sérieux la démocratie et l'animait d'un grand souffle chrétien, méritait de façonner l'avenir. Mais il avait, moins que le fascisme, cette originalité ardente et cet élan passionné vers le but, dédaigneux des prudences trop habiles et des combinaisons de couloirs. Élus par 1 200 000 voix, ses cent députés s'enlisèrent dans les marécages de la politique purement parlementaire. À leur tour, ils perdirent le contact vivifiant avec la foule. Et le fascisme fut seul.

M. Bonomi a donc raison d'écrire que la véritable

> orientation de la politique consiste à élargir la base du pouvoir et non à la restreindre, à étayer l'autorité sur le consentement et non sur la force, à éduquer au régime démocratique les foules qui ne l'apprécient pas encore, et non à les exclure pour confier à un parti, à une caste, ou à une dictature, le gouvernement de l'État (p. 164).

Mais si M. Bonomi, qui lance son livre à l'heure propice, espère qu'au fascisme débilité, et digéré, en quelque sorte, par l'organisme parlementaire italien, les vieux partis d'avant-guerre vont pouvoir succéder pour reprendre, après la "parenthèse" de Mussolini, leurs jeux anciens, ne s'égare-t-il pas ?…

De l'action de Mussolini, malgré tout, une leçon se dégage.

C'est, comme l'écrivait Marc Sangnier dans un admirable article de novembre 1921, qu'il consacrait au fascisme, « que les vainqueurs sont toujours ceux qui s'élèvent au-dessus des petites et mesquines compromissions, qui parlent avec autorité, qui mettent leurs actes en conformité avec leur doctrine, qui ne se soucient pas des programmes bien sages et bien pondérés où toute idée s'édulcore, mais jettent devant les foules, un cri et une lumière[1] ».

Henri GUILLEMIN.

1. Je n'ai pu retrouver cette citation, si l'article est bien de novembre 1921, ni dans *La Jeune-République* ni dans *La Démocratie*, les deux périodiques que Sangnier dirige à ce moment-là. Mais il a bien entendu pu publier ce texte dans un autre journal ou dans une revue.

Autour de la politique religieuse
Spirituel et temporel[1]

À propos des incidents de politique religieuse qui viennent de renaître[2], on a beaucoup parlé de l'antique distinction du temporel et du spirituel. Il est curieux de constater à quel point divergent les interprétations qu'on en donne, et les conclusions qu'on en tire. – Tout le monde la brandit. Et c'est un spectacle assez étrange que ces formations de combat marchant l'une contre l'autre groupées derrière le même drapeau.

À la mieux considérer, la chose apparaît moins bizarre, car c'est, en somme, une formule toute négative que cette distinction, et qui ne préjuge rien, en elle-même, de l'importance respective accordée à ses termes. En son nom, en effet, les catholiques affirment que l'État, de qui ne relève point le domaine des âmes, ne saurait, sans confondre temporel et spirituel au bénéfice du premier, inquiéter ceux qui, par exemple, ont prononcé des vœux purement religieux, et se sont unis pour les accomplir ; – et d'autre part l'État soutient qu'il a le devoir de se défendre contre une organisation hiérarchisée qui, prétendant recevoir des ordres d'une autre puissance que lui-même, confond temporel et spirituel au bénéfice du second.

Remarquons que, pour appuyer leur affirmation, les catholiques mettent l'accent sur le caractère spirituel des vœux prononcés par les congréganistes, vœux qui échappent absolument à la compétence du pouvoir civil, tandis que, pour étayer la sienne, l'État met l'accent sur le caractère temporel de l'organisation catholique et, dit-il, de certains de ses buts d'action : sans doute, dit l'État, moi qui, neutre et laïque, ne veux pas savoir ce qu'est une congrégation, je n'irais pas commettre cet illogisme et cette absurdité de dresser à l'égard des congréganistes toute une législation, s'ils ne m'y avaient eux-mêmes contraint en s'immisçant dans les affaires de mon ressort ; ils ont fait de la politique et combattu la République ; leur action est d'autant plus dangereuse pour moi que leur pouvoir est décuplé par l'emprise qu'exercent

1. *La Démocratie*, 1er décembre 1924, p. 121-133.
2. À cause des décisions d'Édouard Herriot au sujet des congrégations, dont il a été question plus haut p. 48, et de leurs répercussions.

ceux d'entre eux qui enseignent sur une partie de la jeunesse. Ils lui inculquent, en effet, « le mépris de notre société, la haine de nos institutions ».

L'argument est-il recevable ? Pour congréganistes que sont ces Français, n'en sont-ils pas moins citoyens ? Leur premier titre, même, est inexistant et sans valeur aux yeux de l'État. Si donc en tant que citoyens, ils usent de leurs droits civiques et de la liberté laissée à tous, voire aux révolutionnaires d'extrême-droite et d'extrême-gauche, de soutenir leurs opinions politiques, l'État républicain ne saurait, pour autant, créer à leur intention une « catégorie de suspects ».

Surtout, il n'a nul prétexte valable à prendre acte des manifestations antirépublicaines de *quelques* congréganistes pour prononcer des arrêts d'ordre général contre *tous* les congéganistes présents et futurs**,** par une sorte d'interdit préventif, comme s'il lui fallait prononcer la déchéance civique des membres, présents et à venir, de toutes les familles où quelqu'un s'est trouvé un jour soutenir une politique hostile à celle du gouvernement.

C'est là qu'il apparaît donc avec évidence que la légitimation préventive par l'État de son attitude antilibérale n'est, en somme, qu'un biais et un faux-fuyant propre à dissimuler un antagonisme plus radical. – Bien des fois, d'ailleurs, au cours de la guerre religieuse des années 1900, des leaders de la politique "anticléricale" ont eu des sincérités révélatrices. Nous en connaîtrons, à coup sûr, de nouvelles. Qu'il suffise de rappeler que M. Combes, définissant son but, déclarait : « Ce que nous voulons, c'est assurer la suprématie de la société laïque sur l'obédience monacale[1] ».

Les termes sont clairs à souhait. Il ne s'agit plus de politique au couvent ; c'est la lutte entre deux pouvoirs. C'est le dogme de la domination du temporel sur le spirituel. C'est une thèse dressée contre une autre thèse.

Examinons-les donc sérieusement l'une et l'autre.

Comment l'Église catholique définit-elle les rapports entre le temporel et le spirituel ?

Pour elle, l'homme est composé d'une âme et d'un corps ; le corps appartient au monde sensible, à la matière ; l'âme au monde suprasensible. L'homme, n'étant pas esprit pur, est donc engagé dans le monde temporal : il est obligé d'en suivre les lois. L'exercice même de ses facultés spirituelles est lié au bon fonctionnement de son corps. Force lui est de protéger ce corps et de l'entretenir. Toute une part de l'activité humaine, plus ou moins grande

1. Mots d'un discours de Combes à la Chambre, en juin 1902.

selon les circonstances, se trouve donc employée à ce travail de protection, de sécurité et, en quelque sorte, de libération. La condition humaine est telle qu'avant de pouvoir songer à l'essentiel qui est la vie de l'âme et le progrès vers Dieu, il faut commencer par se libérer de l'obsédant souci de la subsistance. À cet effet, les hommes se sont groupés et se sont constitués en une "société", régie par un pouvoir dont le but est essentiellement cette protection et cette libération telles que nous les avons définies. Ce pouvoir, dit temporel, est exercé par l'État. – Le monde spirituel a ses lois propres, centralisées autour de la réalité immatérielle de Dieu, dont la révélation confuse est donnée à toute âme par l'intuition du Devoir qui, en son essence, est Amour. Toute la morale est fondée sur cette idée de Devoir, qui n'a de sens, et dans son origine et dans son but, que par l'idée de Dieu. L'Église catholique, fondée par Jésus-Christ, se croit en possession de la réalité divine. C'est elle la dépositaire des lois du monde moral. Son chef légitime, successeur de saint Pierre, exerce le pouvoir spirituel.

Entre ces deux domaines, temporel et spirituel, l'Église n'a jamais nié la distinction. Elle considère la société civile comme ayant une autre fin que la sienne propre, comme possédant une souveraineté particulière. – Et c'est même au christianisme que le monde moderne doit cette distinction. Quand le Christ a dit : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu », « c'était la première fois, déclare Fustel de Coulanges[1], que l'on distinguait si nettement Dieu et l'État ». – Les premiers chrétiens, qui vivaient sous l'organisation païenne, ne faisaient aucune difficulté pour accomplir tous les devoirs prescrits par le pouvoir civil, quand il ne prétendait pas violenter leur conscience. Beaucoup se signalèrent même par leur zèle de bons citoyens. – Dans une société édifiée non plus sur des assises païennes, comme la cité antique, mais chrétiennes, et où l'unanimité des citoyens serait catholique, l'Église condamne le système dit « théocratique », où les pouvoirs temporels et spirituels sont confondus dans les mains des chefs religieux. L'enseignement de l'Église est, sur ce point, d'une netteté décisive ; c'est sortir de l'orthodoxie que soutenir que, même en "thèse", l'Église doit régir la société civile et confisquer le pouvoir temporel. – C'est pourquoi l'Église ne marque aucune préférence pour l'une ou l'autre des formes d'organisation politique de la cité. Que le gouvernement soit monarchique, aristocratique, ou républicain, voire soviétique, l'Église s'en accommode parfaitement. Une

1. L'historien Numa-Denis Fustel de Coulanges (1830-1889) reste connu pour son livre *La Cité antique* (1864), dans le dernier chapitre duquel se trouvent les mots cités par Guillemin.

telle question relève du pouvoir civil, seul juge des opportunités et des besoins matériels des gouvernés. C'est encore sortir de l'orthodoxie que vouloir, par exemple, prononcer au nom de l'Église la condamnation du régime républicain. – Enfin l'Église dénie à quiconque, et en particulier au pouvoir civil, le droit de violenter les consciences. À l'égard de ceux qui rejettent le dogme catholique et qui, par conséquent, lui apparaissent dans l'erreur, l'Église affirme son respect non d'une croyance qu'elle estime fausse, mais de la sincérité avec laquelle ceux qui sont dans l'erreur s'attachent à cette erreur qu'ils estiment vérité. Et c'est encore une formule des théologiens que celle-ci : « On doit, dans tous les cas, suivre ce que dicte la conscience, même si cette conscience est invinciblement erronée[1] ».

Mais si l'Église ne fait aucune difficulté pour admettre la distinction des deux ordres, elle ne reconnaît pas leur séparation radicale. Et d'abord parce qu'à l'intérieur d'un État déterminé, pouvoir temporel et pouvoir spirituel ont les mêmes sujets ; ensuite parce qu'une pareille conception, traduite en termes philosophiques, supposerait l'évolution absolument autonome des choses de la nature sensible, sans nul lien avec les lois du monde moral. – S'il est bien des choses, dans l'ordre économique, qui sont indifférentes et neutres du point de vue moral, il n'en reste pas moins que tous les problèmes que soulève, par exemple, la répartition des richesses ne sauraient se développer en dehors des questions du Bien et du Mal. – Au reste, une sorte d'harmonie préétablie se manifeste entre les impératifs de la loi morale et le jeu profond des lois de la nature visible, si bien que l'obéissance aux uns n'entraîne pas, par le jeu des autres, la destruction de la créature, mais engendre au contraire sa prospérité. Si l'on prend l'exemple, plus actuel que jamais, des rapports internationaux, on s'apercevra que c'est aujourd'hui la pression même des intérêts et la cruelle leçon des faits qui acheminent les nations vers le régime de la paix par la coopération que la morale chrétienne de la fraternité n'avait jamais cessé d'enseigner.

C'est pourquoi l'Église affirme qu'il est de l'intérêt même du pouvoir civil de garder, avec le pouvoir spirituel, un contact de collaboration confiante.

Nous avons dû, pour exposer la thèse catholique, remonter jusqu'à ses fondements philosophiques, c'est de la philosophie encore qu'il faut partir pour saisir, dans son intimité, la thèse inverse qui, du reste, est multiforme.

1. Guillemin a rappelé cette formule dans son article sur l'histoire de l'Église, « Par notre faute » (*La Vie intellectuelle* du 10 septembre 1937 ; voir le volume intitulé *Par notre faute*, Utovie, 2021, p. 38).

Elle repose, en tous cas, d'une manière plus ou moins consciente ou explicite, sur l'idée essentielle de l'autonomie absolue de l'ordre naturel. La nature – ou encore : la Vie – se suffit à elle-même. Elle constitue un Tout fermé, un *cosmos* complet. Sur la valeur de ce monde, deux avis contradictoires s'opposent. Pour les uns, cet ordre naturel est radicalement mauvais. Pour les autres, il est parfaitement bon. Les premiers reconnaissent d'ordinaire l'existence d'un ordre spirituel supérieur et pouvant conduire à la perfection et au bonheur, mais, ou bien totalement inaccessible à l'homme, ou seulement adaptable à la vie secrète du moi. Les seconds, satisfaits de ce monde dans lequel il s'agit simplement de se reconnaître, ou bien sont indifférents à l'existence d'un autre ordre de réalités et à ses relations possibles avec celui où ils vivent, – ou lui sont décidément hostiles, comme à un gêneur.

La première tendance se révélait déjà au sein du christianisme naissant, dans les conceptions encratites[1] et gnostiques. Contre l'orthodoxie de saint Irénée affirmant que « la matière est susceptible du salut[2] », les hérétiques du second siècle soutenaient la perversion irrémédiable de la nature humaine et du monde visible dont les lois facilitent le triomphe du mal. L'aboutissement positif de leurs spéculations prenait, selon les tempéraments, deux formes opposées : les uns flagellaient leur corps et renonçaient à perpétuer leur race, hésitant à vivre aussi bien qu'à mourir, – les autres, estimant que le corps n'était rien et que la vie sensible n'avait nulle relation avec la vie de l'âme, s'abandonnaient à toutes leurs impulsions, et satisfaisaient la nature de toutes les façons. Si bien qu'ils rejoignaient, par la conduite pratique de leur vie, ceux qui estimaient bonne la nature et se fiaient à elle sans amertume ni arrière-pensée.

C'est, du reste, ce qui apparut avec une étonnante netteté au temps de la Réforme : pour Calvin, la nature humaine est corrompue sans rémission ; l'homme ne peut rien de bon par lui-même, tout ce qu'il fait est péché. Il semblait donc y avoir opposition inconciliable entre de tels théoriciens et les

1. Adjectif rare dérivé d'un substantif à peine moins rare, « encratisme », qui désigne dans le christianisme primitif les tenants d'une vie excessivement ascétique. On les a rapprochés des gnostiques, qui sont, eux, convaincus de la nécessité et de la possibilité d'une connaissance métaphysique. L'idée commune couverte ici par les deux termes est celle d'excès, ou du moins de radicalité du jugement porté sur la nature humaine.

2. Saint Irénée (v. 122-v. 200), évêque de Lyon, a bâti toute sa théologie sur cette certitude que Dieu veut le salut de la chair et le lui accordera ; c'est un des thèmes principaux de son grand ouvrage, *Contre les hérésies*.

humanistes de la Renaissance, soulevés par ce grand courant “naturaliste” d’alors, fait d’un désir de vie épanouie, libre, et affranchie d’inhumaines contraintes. Mais qu’arriva-t-il ? Engagés dans les nécessités de l’action, bien des réformés les acceptèrent, reconnaissant, sans doute, une fois pour toutes, leur caractère funeste, mais bien résolus, puisqu’en somme « le royaume de Dieu n’est pas de ce monde[1] », à régler leur vie matérielle d’après elles. Le luthéranisme prussien officiel, en particulier, représentait, au siècle dernier, cette curieuse attitude de dédoublement : les lois de la vie politique, économique, internationale sont celles simplement de la Force. La morale, ossature de l’ordre spirituel, n’a pas à intervenir dans ces domaines de l’action ; elle subsiste seulement pour la conduite des dispositions intérieures de l’âme et son perfectionnement. Mais en politique la « terminologie morale ne saurait pas plus être employée qu’en physique[2] ». Et ainsi, sur le plan de l’action pratique, admirateurs de la nature réhabilitée et contempteurs de cette même nature pouvaient s’unir, rapprochés du moins par cette idée commune de l’indépendance complète de l’ordre naturel. En France, c’est la conception de l’humanisme qui l’emporta, peut-être à cause du tempérament national, épris de logique et de clarté, et inhabile à réaliser en soi la bonne entente des contradictoires.

Si bien qu’à partir de la Renaissance s’élabora, grâce à un concours d’éléments très hétérogènes, mais associés dans un dessein d’affranchissement ou de représailles, une philosophie délibérément opposée à celle de l’Église catholique.

Dans l’ordre de la connaissance, la volonté de ne point sortir de la nature conduisait à dilater le pouvoir et l’ampleur de la raison raisonnante jusqu’à absorber en elle toute la vie de l’esprit. La “raison”, étroitement entendue au sens intellectualiste de pouvoir d’analyse, était un tout parfait. Tout ce qui semblait en dehors d’elle était étiqueté contraire à elle et, de ce fait, sans valeur. C’était poser la négation de tout surnaturel, démonétiser le transconscient et, par définition, rejeter toute foi. Sans qu’on puisse établir de relation logique entre le rationalisme et l’interprétation matérialiste et physiologique de la pensée, on peut cependant les rapprocher par l’inspiration “naturaliste” dont l’une et l’autre témoignent.

1. Allusion à un passage célèbre de l’évangile de Jean, chap. 18, verset 36.

2. « La phrase est d’un homme d’Action française » (note d’Henri Guillemin). – Quelques années plus tard il a nommé l’auteur, le romancier Pierre Benoit, grand admirateur de Maurras, et cité plus longuement la phrase, attribuée au personnage du narrateur dans *La Chaussée des géants* (voir plus loin p. 228 et n. 2).

Dans l'ordre de la morale on repousse avec horreur tout ce qui paraît "mutiler" ou comprimer la nature. Et il semble que l'aboutissement logique, dans ce domaine, de l'idée de l'autonomie complète de l'ordre naturel soit représenté par la conception qui fait de la morale une science d'observation, dégagée de tout *a priori*, simple collection de recettes pratiques et variables, dont l'expérience a enseigné l'efficacité temporaire.

Dans l'ordre politique enfin, la même idée fondamentale conduit au renforcement à l'extrême du pouvoir civil, qui ne saurait admettre de limitation. On a souvent montré la corrélation profonde qui joint nécessairement l'individualisme à l'étatisme. Il y a, sur la doctrine de l'État, des analogies qui, au premier abord, peuvent surprendre, entre les légistes et Jean-Jacques Rousseau. Que l'État soit incarné dans un souverain unique, ou dans un directoire émané de la majorité des volontés individuelles, dès lors que l'ordre naturel est un monde clos, la puissance de l'État doit en couvrir, à elle seule, toute l'étendue. Ainsi le *Contrat social* ne reconnaissait-il aux citoyens aucun droit de syndicat ou de congrégation. L'État roussien[1] peut bannir « comme insociable » tout homme qui refuse d'admettre la philosophie de l'État, maître universel des consciences. L'État du *Contrat social* peut tuer les dissidents relaps.

Ainsi le temporel, qu'on l'abomine, en principe, ou qu'on le révère, a crû jusqu'à vouloir absorber le spirituel. Si la doctrine de l'Église, maintenant obstinément la nécessaire distinction des ordres, repousse la "théocratie", la philosophie naturaliste de l'État pose, au contraire, comme idéal la concentration dans les mêmes mains des contraintes matérielles et spirituelles, et reconnaît, à la limite, au pouvoir civil le droit d'asservir les consciences.

Ce n'est donc pas seulement par suite de l'aversion spontanée du Pouvoir civil, tel qu'il est conçu dans la thèse naturaliste, à l'égard de toute association pouvant constituer un obstacle à son omnipotence, que l'État prétend distinguer entre les congrégations qu'il autorisera et celles qu'il ne veut tolérer, – de même que, si longtemps, il a refusé aux ouvriers le droit de se syndiquer ; mais c'est que, dans le cas des congrégations, outre qu'il se trouve en présence d'une organisation disciplinée et docile aux ordres d'un chef

1. Cet adjectif inattendu dérivé du nom de Rousseau ne semble pas attesté, mais c'est bien le texte ; on trouve aussi à cette époque la forme « roussiste »… sous la plume de Léon Daudet ! Aujourd'hui on n'emploie plus que « rousseauiste ». – Les mots « bannir […] comme insociable » sont tirés de l'« Appendice I » de l'essai de Rousseau.

que, tout en prétendant par ailleurs ignorer[1], il semble alors traiter comme un souverain étranger, l'État, qui s'intitule laïque et non point seulement neutre, est en fait le champion d'une philosophie naturaliste, pour qui la vie monacale représente, ou bien une lâche évasion des devoirs de la vie, ou une mutilation intolérable de la saine nature.

La simple manifestation collective des sentiments catholiques irrite les partisans du "laïcisme", véritable religion. Si l'on ne peut plus s'abriter derrière le prétexte d'une arrière-pensée politique dissimulée par les catholiques, c'est au nom de la "raison" offensée par la "superstition" qu'on protestera contre les pèlerinages de Lourdes ou de Lisieux et que, tolérant à juste titre les démonstrations ouvrières, on interdira en même temps les processions religieuses.

Ainsi c'est avec certitude que l'on peut affirmer que la lutte dite "anticléricale", telle qu'elle a été pratiquée en France, dépasse, de beaucoup, le simple épisode que certains en voudraient faire, d'une réaction défensive nécessaire contre un parti antirépublicain. C'est le temporel, non plus en collaboration mais en opposition avec le spirituel et prétendant, sinon abolir ce spirituel pour le remplacer dans les âmes par une philosophie différente, du moins le refouler dans l'intimité secrète des cœurs, lui interdisant le geste et la parole, comme autant d'intrusions dans un domaine qui n'est pas le sien.

On conçoit donc maintenant quel attachement les adversaires mêmes du catholicisme peuvent avoir pour la formule de la distinction des deux ordres et des deux pouvoirs, puisque, tout spirituel qui se manifeste devenant forcément temporel, comme l'âme, en ce monde, n'a d'expression que par le corps, – au nom même des droits du temporal envahi, l'État peut invoquer la légitime défense pour attaquer le spirituel à chacune de ses extériorisations.

À la lumière de ces analyses, nous pouvons nous convaincre de toute la profondeur du désaccord qui oppose les deux thèses en présence.

S'il faut, d'ailleurs, considérer les choses sans illusions, on doit bien reconnaître qu'en soi, le problème des rapports entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel est extrêmement difficile à résoudre pratiquement, même si l'on ne suppose pas, de la part du temporel, une volonté de résistance et un désir, avant tout, de lutte. Spirituel et temporel sont si étroitement mêlés qu'on a même connu, des siècles durant, cette sorte de paradoxe apparent : le pouvoir temporel du Pape, puissance spirituelle par excellence. – Ils sont

1. Il serait plus clair d'écrire « tout en prétendant *l*'ignorer ».

si confusément enchevêtrés, comme l'âme est si douloureusement mêlée à la matière, que leurs limites sont presque indiscernables et leurs heurts presque nécessaires.

De plus, la comparaison même des rapports du spirituel au temporel à ceux de l'âme au corps peut inciter les représentants du pouvoir spirituel à se considérer comme en tout point supérieurs à ceux du pouvoir temporel. Mais il est bien vrai pourtant que le temporel ne doit point aller contre les principes éternels de la morale dont le spirituel affirme qu'il a la garde. En cas de conflits entre les deux pouvoirs, que doit faire le citoyen qui est à la fois soumis à l'un et à l'autre ? Le catéchisme le lui enseigne : « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes ». Qu'est-ce à dire pratiquement ? Que le pouvoir religieux délie les fidèles de l'obéissance aux lois s'il les juge mauvaises. Ce peut être le signal de la guerre civile. Si donc le pouvoir temporel se trouve aux mains d'hommes dont la grande pensée est précisément la lutte contre le catholicisme, nous sommes acculés, semble-t-il, à conclure qu'en vérité, tout n'est plus qu'une "question de force", et que la victoire appartiendra au parti le plus nombreux ou le plus résolu, qui aura su s'approprier et conserver l'État.

La situation est-elle réellement sans issue, et faut-il désespérer de toute conciliation possible ? Le croire serait, pour un bâtisseur de Paix, manquer singulièrement de courage, et, pour un catholique, témoigner d'une bien maigre confiance en la valeur rayonnante de sa foi.

La première besogne, et la plus urgente, paraît être de déblayer la route des obstacles et des traquenards qu'on y a dressés à plaisir ; la meilleure manière de la faire serait, pour une grande partie des catholiques français, d'abandonner, selon le conseil même de Léon XIII[1], leur inintelligente attitude d'opposition à la République, qui ne leur est d'aucun bénéfice, et fournit seulement à leurs adversaires un prétexte commode pour attaquer, à travers la réaction politique, le catholicisme lui-même. Sans doute, une acceptation sincère du régime républicain et une collaboration courageuse des catholiques à l'élaboration de la Démocratie ne désarmerait pas tous les "anticléricaux", mais, cependant, outre qu'elle ferait tomber bien des masques, et qu'on lutterait au moins en pleine clarté, elle apaiserait plus d'un républicain loyal, convaincu, sans arrière-pensée, qu'en combattant le catholicisme, il défend la République.

1. Celui de se « rallier » (dans son encyclique *Au milieu des sollicitudes* du 16 février 1892).

En second lieu, n'apparaît-il pas, à maints signes évidents, que la distinction radicale entre l'ordre temporel et l'ordre spirituel, qu'on avait voulu établir, ne résiste pas à l'épreuve de l'expérience ? Nous avons vu plus haut qu'à l'intérieur même de la nature, le déroulement des lois économiques finissait par ratifier les principes posés dans l'*a priori* par la morale catholique. Et il est extrêmement frappant de remarquer combien de penseurs rationalistes, oubliant la logique profonde de leur système, essayent de fonder une morale indépendante de l'ordre naturel, et contraignante à son égard, à tel point qu'on en voit reprocher, et non sans quelque raison, à trop de catholiques, le scandaleux exemple qu'ils donnent, en n'ayant que sarcasmes pour ceux qui s'efforcent d'imposer à l'organisation humaine le respect d'une éthique internationale. Étrange et douloureux chassé-croisé, en effet, qui place dans le camp même des renieurs et des athées les apôtres de l'apaisement des haines, abandonnant à leur pessimisme ou à leur entêtement mauvais ceux-là mêmes qui se disent les disciples de Jésus-Christ. – Précieux signe, en tout cas, que l'étonnante similitude de termes et l'union intime de pensée que révèle la comparaison de textes empruntés à des libres penseurs éminents, et aux papes Benoît XV et Pie XI dans leurs encycliques sur la Paix. – Des adversaires qui parlent le même langage et pensent identiquement sur d'aussi grands problèmes doivent-ils toujours se méconnaître ?

Et, du reste, l'Église enseigne qu'en dehors de la morale attachée aux dogmes révélés, il existe une "morale naturelle", à laquelle l'âme de tout être humain, même ignorant absolument des vérités catholiques, peut s'élever. La morale laïque elle-même, en tant qu'elle est une morale dépendante de l'idée du Devoir, ne peut pas ne point coïncider exactement avec cette "morale naturelle".

– Sans doute un honnête homme libre penseur et un honnête homme catholique ne sont-ils pas d'accord sur les fondements métaphysiques de cette morale pratique, qui cependant leur est commune. Mais est-ce une raison suffisante pour ne point unir loyalement leurs efforts dans la recherche du Juste et du Bien ?

La formule de conciliation ne serait-elle pas, en définitive, celle de la neutralité de l'État, nettement entendue et sincèrement pratiquée ? Qu'est-ce, en soi, que cette neutralité ? C'est l'attitude du pouvoir civil qui, ayant à régler les communs intérêts de citoyens profondément divisés sur les questions religieuses et philosophiques, s'abstient, quant à lui, de choisir entre ces métaphysiques. Il veille seulement au maintien de l'ordre, laissant les philosophies et les dogmes s'affronter dans la liberté. – L'Église con-

damne-t-elle cette conception du rôle de l'État ? Sans doute, elle déplore – et qui saurait, loyalement, lui en faire grief ? – que l'État préfère une abstention à l'option pour ce qu'elle-même considère comme l'unique vérité. Mais elle admet parfaitement qu'étant donné l'émiettement des croyances au sein de la nation, l'État, en vue du bien commun et de la paix publique, se borne à protéger les croyances sans prendre parti pour aucune d'elles. Cela n'est pas, évidemment, un idéal ; c'est une disposition de fait que l'on peut tolérer. – Il ne saurait être question, en tous cas, pour l'État, sous le couvert d'une fausse neutralité, de patronner une certaine philosophie dont le trait principal serait d'être en opposition radicale avec l'une des croyances pratiquées par une partie des citoyens, à savoir le laïcisme contre le catholicisme.

Sur de telles bases, il n'est pas impossible de s'entendre. Si, de part et d'autre, on s'accorde sur la formule essentielle du respect absolu des consciences, même tenues pour errantes, – si le pouvoir civil, abdiquant toute prétention à imposer une croyance quelconque, s'établit dans une neutralité sincère, – et si, par ailleurs, la forme politique de l'État est la République démocratique, qui réclame de chacun sa collaboration à la gestion des grands intérêts du pays, une solution d'apaisement peut et doit intervenir. S'il est loyalement neutre, le pouvoir temporel n'a rien à redouter du pouvoir spirituel. S'il veut remplir avec conscience le rôle qui est le sien, il doit considérer d'une manière réaliste et, pour ainsi dire, utilitaire, ce pouvoir spirituel qu'il ne suffit pas de nier pour abolir, et qui, par l'action qu'il exerce sur l'âme d'une partie importante de la nation, est une force dont il est pratiquement impossible de ne pas tenir compte. – La somme d'énergie et de dévouement que pourraient, en outre, mettre au service de la Démocratie les catholiques sincères si l'on n'affectait pas de les tenir pour réprouvés est, du reste, si peu négligeable que la République qui est, selon Montesquieu, le régime qui exige des citoyens le plus de « vertu », c'est-à-dire le plus de désintéressement et de courage civique[1], se prive elle-même des sèves les plus nécessaires à sa vie en rejetant, dans une opposition stérilisante, trop d'hommes dont elle blesse la conscience au mépris de ses propres principes et qui n'ont ni le sang-froid ni, hélas ! souvent le désir, de distinguer entre les gouvernants et le régime, entre la République et le laïcisme.

Ce qu'il faut, avant tout, rechercher et créer, c'est un état d'esprit de conciliation, une atmosphère de bonne volonté, un désir partagé de s'en-

1. Gautier a déjà évoqué ce principe de Montesquieu le 18 avril (voir plus loin p. 234).

tendre. Parce qu'il y a des querelles et des conflits de principes autour de questions aussi complexes et qui émeuvent d'aussi formidables problèmes, fait-il s'étonner, et crier au scandale ? Le Christ n'a-t-il pas prévenu les siens qu'il n'était pas venu apporter « la paix, mais la guerre[1] », et que son nom même serait un signe de contradiction ?

Que chacun s'attache à élargir son champ de vision, à modifier ses perspectives ; qu'il cherche à comprendre l'adversaire, à pénétrer par un effort de sympathie la raison de son hostilité et les mobiles de sa véhémence. – Que chacun fasse son examen de conscience ; lutter pour une cause qu'on croit seule bonne et vraie ne suffit pas pour nous rendre sans défauts ; il y a des manières de défendre une idée qui lui sont plus funestes que tous les assauts.

J'entends bien que ces réflexions apaisées paraîtront à plus d'un hors de mise et qu'on appréciera sans indulgence ces spéculations au sein du combat.

Mais nous[2] n'avons pas cru préférable de dramatiser par un langage belliqueux des querelles assez passionnées et assez douloureuses par elles-mêmes, ni non plus de donner, à corps perdu, dans le piège que nous tend la malice d'adversaires prêts à traiter d'agresseurs les naïfs à qui la moindre agacerie suffit à faire perdre la raison.

Plutôt que de pousser des cris et de parler, à la légère, de verser le sang, nous pensons qu'il vaut mieux regarder sans fièvre la difficulté et chercher obstinément les voies de conciliation, encore que cela, sans doute, ne fasse point l'affaire de ces esprits chagrins dont parle Rabelais, « lesquels, en leurs disputations, ne cherchent vérité, mais contradiction et débat[3] », – et encore moins de ceux qui trouvent leur compte dans la guerre.

Henri GUILLEMIN.

1. Renvoi à un passage très âpre de l'évangile de Matthieu, chap. 10, versets 34-39.
2. Ici et au début du dernier paragraphe, ce « nous » est collectif et représente l'ensemble des jeunes-républicains.
3. *Pantagruel*, chap. XVIII.

DEUXIÈME PARTIE
Le militant pacifiste
II
1925-1935

À nouveau dans cette partie, des articles de nature différente, mais pour les découvrir il suffit cette fois de suivre l'ordre chronologique. Viennent en premier lieu deux textes atypiques de 1925, des « Réflexions » de Guillemin sur la Commune et, à nouveau, sur la jeunesse de son temps ; puis tout ce qui est de lui dans les abondants récits qui célèbrent la rencontre internationale de Bierville en août 1926 ; et les "traces" de cet esprit de Bierville dans les derniers articles publiés dans La Jeune-République *jusqu'à 1927. Suivent enfin des articles parfois plus brefs, presque tous publiés dans deux autres des périodiques de Sangnier,* Le Volontaire *et* L'Éveil des peuples*, dans lesquels, jusqu'à 1935, Guillemin se voit souvent ouvrir la première page et s'y exprime avec une maturité croissante et une énergie inchangée.*

Chapitre III
Avant Bierville (1925)

En regardant défiler les cortèges devant le mur des Fédérés… Réflexions sur la Commune[1]

J'ai vu, dimanche, défiler, au Père-Lachaise, les groupes d'extrême-gauche, devant le mur des Fédérés[2].

Il y avait là une foule prodigieuse. Les journaux de droite et de gauche ont donné des chiffres contradictoires. Tous ceux qui ont vu de leurs yeux l'interminable colonne emporteront le souvenir d'une multitude démesurée. Les socialistes S.F.I.O. passèrent les premiers. Devant les communistes, armée formidable, ils semblaient si menus, si grêles, qu'on aurait dit une petite escouade, quatre hommes et un caporal, détachés en éclaireurs.

Résolus, ramassés, en bon ordre, marchaient les communistes. Ils savent ce que c'est qu'obéir à une discipline librement acceptée. À chaque appel, les voilà. Mobilisation parfaite totale.

Dans le grand cimetière blanc et vert, des petits enfants défilaient, en rang. Ils chantaient, dans les tons très haut[3], des sortes de petites complaintes qu'on aurait prises pour des cantiques. Mais les bérets étaient rouges et portaient faucille et marteau. Et j'ai vu des papas à grosse moustache, tenant le gosse par la main, et qui chantaient, très fort, des airs de révolution, avec

1. *La Jeune-République*, 29 mai 1925, p. 3, col. 2-3. Ce texte, un des plus remarquables du jeune Henri Guillemin, peut se lire comme une ébauche d'autres *Réflexions sur la Commune*, publiées près d'un demi-siècle plus tard dans le volume dont le premier volet est *L'Avènement de M. Thiers* (Gallimard, 1971, et Utovie, 2001 ; voir aussi le coffret *Guillemin et la Commune* des Mutins de Pangée, 2018, où figure une réédition des *Réflexions* seules).

2. Nom donné à l'angle sud-est de l'enceinte du cimetière, au pied de laquelle, à la fin de la « Semaine sanglante », le 27 mai 1871, les cent quarante-sept derniers combattants de la Commune ont été fusillés par les "Versaillais" de Thiers, puis jetés dans une fosse commune ouverte sur place. Le premier défilé commémoratif au pied du mur a eu lieu le 23 mai 1880 à l'appel de Jules Guesde, et ce geste du souvenir s'est renouvelé ensuite tous les ans.

3. C'est bien le texte de *La Jeune-République*, un peu surprenant mais très expressif.

de bons yeux confiants et doux et, la ride dans les sourcils, d'une conviction plus forte que tout.

Savaient-ils tous très bien pourquoi ils étaient là, criant : « À bas la guerre » ? Les souvenirs historiques ne venaient point, importuns, troubler la sécurité de leur foi. Mais moi qui, moins heureux, ai lu sur tout ce drame, d'avant-hier, beaucoup de choses et peut-être trop, je revois ces communards, qu'il me semble avoir vraiment connus.

Ils y croyaient, eux, à la patrie. Ils traitaient les Versaillais de « capitulards ». Ils avaient au cœur la souffrance de la défaite endurée, et la rage de la revanche interdite. Ils étaient patriotes, belliqueux, chauvins. Ils criaient : « Vive la guerre ! ».

Socialistes, l'étaient-ils ? Si divers étaient leurs chefs qu'il semble bien que la Commune n'eut pas de doctrine. Mais la Commune était républicaine. Les gens "bien pensants" s'indignent et parlent d'insurrection contre l'autorité établie, de rébellion contre le pouvoir légal. Mais, entendons-nous, où donc était ce pouvoir légal, ce gouvernement régulier ? L'Assemblée nationale, réunie d'abord à Bordeaux[1], avait été élue par le pays sur l'unique question de la paix ou de la guerre. Elle n'avait point mandat pour donner à la France sa nouvelle organisation politique. Or, sa mission remplie, depuis le 1er mars, et les préliminaires de paix signés, loin de se séparer pour laisser place à une Constituante, elle affirma son devoir de s'accrocher au pouvoir. Et les quatre cents monarchistes qui formaient sa majorité, dupant l'électeur qui les avait désignés pour conclure la paix, décidaient, maintenant qu'ils avaient la force, d'imposer au pays la constitution de leur choix.

Comme avant les journées d'octobre 1789, ils établissaient l'Assemblée à Versailles, afin d'avoir sur Paris tout pouvoir, sans redouter sa colère. Ils prenaient, à l'égard du peuple, des mesures d'hostilité, et nul ne pouvait douter de leurs intentions en considérant l'homme qu'ils avaient désigné comme chef de l'exécutif.

Meurtris dans leur fierté nationale, torturés par la faim, malades, affolés par les misères du siège, exaspérés par les mesures arbitraires et vexatoires d'une Assemblée malveillante, les prolétaires de Paris résolurent de se sauver eux-mêmes. En face d'eux, il y avait la volonté impitoyable de Thiers, l'homme qui, en 1848, avait déjà proposé au roi l'abominable plan de l'éva-

1. L'armistice a été signé le 28 janvier 1871. Élue le 8 février, l'assemblée siège à Bordeaux pendant un mois puis, le 10 mars, décide de se fixer à Versailles à partir du 20 ; le soulèvement de la Commune éclate le 18.

cuation de Paris et de sa reprise par la force[1] ; Thiers, qui, le 3 avril, ordonnait l'exécution sans jugement des communards capturés. De sang-froid, la bataille gagnée, l'ancien démagogue arriviste ordonnait 35 000 arrestations et faisait fusiller 16 000 hommes. La bourgeoisie réactionnaire, un instant inquiète devant l'effort du « quatrième État » pour empêcher l'Empire sans empereur de refermer sur lui, sous un autre nom, la vieille cage d'une organisation sociale oppressive, se vengeait par la Terreur, l'abominable Terreur consciente et calculée. Et Thiers, le « grand Français », qui insultait aux[2] communards en les disant « vendus à la Prusse », s'abouchait sous main, contre eux, avec Bismarck, pour obtenir de lui le renforcement de l'armée versaillaise. Plus tard, les rôles étant renversés, on verra Clemenceau armer Noske contre les mineurs de la Ruhr[3]. L'Internationale de la défense capitaliste est plus forte encore que les haines et les égoïsmes des gouvernements.

Mais pour les républicains de la Commune, Thiers était surtout l'homme sinistre par qui l'immense et candide effort de 1848 avait dévié et s'était perdu dans les rancœurs et dans le sang. Et l'histoire nous dit qu'ils avaient raison. Chateaubriand, dans un curieux « portrait » qu'il écrivit en 1837[4], jugeait déjà Thiers à sa valeur, dénonçant ses « mœurs inférieures », son « orgueil excessif », son « ambition vulgaire », qui le fera chanter « toutes les palinodies que le moment ou son intérêt sembleront lui demander » ; car « M. Thiers comprend tout, hormis la grandeur qui vient de l'ordre moral ».

Thiers, bourgeois voltairien, voulut, comme tant d'autres, utiliser pour des fins politiciennes et réactionnaires le catholicisme lui-même. Il réussit à vider les énergies révolutionnaires de 1848 de tout leur contenu idéaliste et chrétien, rejetant les catholiques dans la réaction ; si bien qu'aux jours de la Commune, ces ouvriers qui, vingt-deux ans plus tôt, en pleine émeute de fé-

1. Sur cette "trouvaille" d'Adolphe Thiers, voir le bref commentaire de Guillemin dans *La Tragédie de Quarante-Huit* (Genève, Le Milieu du Monde, 1948, p. 14, n. 4).

2. Construction ancienne, aujourd'hui vieillie et littéraire, mais qui à l'époque de cet article appartient au "bon style".

3. Noske a déjà été nommé (voir p. 113 et n. 3). Henri Guillemin pense au soulèvement de la Ruhr contre l'extrême-droite, en mars 1920, et à la grève massive des mineurs qui suivit immédiatement. Le gouvernement écrasa cette tentative menée par une partie de la gauche allemande ; Clemenceau ne contribua pas directement à cette répression mais envoya des troupes afin de garantir le retour au calme.

4. Dans *La Jeune-République* on lit « 1847 », date impossible car à ce moment-là Chateaubriand est tout à la fin de sa vie, et a mis fin à la rédaction de ses *Mémoires d'outre-tombe* en 1841 ; et c'est bien « 1837 » qu'on lit en tête du livre XLIII, au chapitre II duquel figure le féroce portrait dont Guillemin cite des extraits (voir *op. cit.*, « Pléiade », t. II, p. 871-872).

vrier, se découvraient devant le Saint Sacrement, n'ayant plus connu, vingt années durant, dans le catholicisme, qu'une force officielle de l'Empire, se détournaient de ce qu'ils croyaient mort et fusillaient des prêtres.

C'est à tout cela que je songeais, l'autre soir, en voyant passer devant moi ces travailleurs révolutionnaires, où se rencontrent et se mêlent, comme dans la vieille Commune, et tant d'instincts féroces et tant d'idéalisme passionné. Et une immense pitié affectueuse montait en moi pour ces Fédérés, souvent inconscients et fous, parfois criminels et parfois magnifiques ; mais qui, au moins, étaient morts pour leur idéal.

Henri GUILLEMIN.

Réflexions d'un Jeune-Républicain
La vie des jeunes en 1925[1]

Le signe de vigueur et la preuve d'avenir, pour une organisation politique, c'est l'existence d'un groupe actif et résolu de jeunes gens qui consacrent à la cause du parti leur force et leur enthousiasme.

Si un groupement politique ne parvient pas à intéresser les jeunes et à susciter parmi eux un élan, il est "déjà jugé" et il ne saurait vivre. Association d'intérêts et syndicat de gens en place, il n'a plus de racines dans la masse vivante de la nation.

Si la politique se ferme sur elle-même, s'isole du pays, se constitue en domaine clos, enceinte réservée à des spécialistes des jeux et exercices parlementaires – et c'est bien là le vœu de plus d'un politicien de la vieille école, tant de droite que de gauche, et surtout, peut-être, du centre –, il n'est pas besoin, à coup sûr, pour assurer l'existence d'un groupe, d'un courant de jeunesse qui le sous-tend, pour ainsi dire, et l'anime.

Mais le peuple français entend de moins en moins laisser confisquer le maniement et la gestion de ses grands intérêts par une équipe de gens de métier – "techniciens", comme on dit, en leur genre – et qui n'ont guère besoin, pour s'improviser tels, que de beaucoup d'ambition et de très peu de conscience.

« Partis » et « mouvements »

On ne veut plus, aujourd'hui, des partis qui ne sont rien que des *partis*, et non pas aussi, et d'abord, des *mouvements*.

Il y a la foule de tous ceux qui vivent de la même foi, qu'exalte la même mystique, qui croient aux mêmes vérités et marchent vers la même étoile. Et c'est le mouvement.

Et puis il y a, parmi les manifestations de la vie de ce grand corps et les aspects multiples de cette réalité, l'organisation en parti pour l'action politique, qui n'est qu'un simple moyen, parmi d'autres, de s'affirmer et de

1. *Almanach de la Jeune-République* pour 1926, p. 10-14. Ce texte a été rédigé en novembre ou décembre 1925, car les almanachs sont imprimés assez tôt pour pouvoir être diffusés avant la nouvelle année.

s'imposer. Si bien que le parti n'est que l'expression, dans le domaine de la politique, d'une réalité qui le dépasse, qui l'englobe.

Il y a là tout un renouvellement de la conception même de la politique, pour la vivifier, l'élargir, l'arracher aux mains de ceux qui veulent en faire leur chose, et la réduire au jeu stérile des intrigues de couloir et des manœuvres de commissions. C'est une véritable transformation démocratique des partis, et de ceux mêmes qui affirment le plus d'aversion pour la démocratie et la république.

Le parti n'est plus l'association des politiciens et de leurs créatures utilisant les masses et s'isolant d'elles, dirigeant la foule docile des électeurs comme d'en haut et du dehors ; aujourd'hui, c'est, partout, l'effort conscient et unanime d'une multitude en travail, qui sait où elle va, ce qu'elle veut, où chacun collabore à la tâche commune, où les chefs sont seulement les meilleurs et ceux qui incarnent le mieux l'idéal qui est au cœur de tous.

Et, dans cette multitude, l'enthousiasme et l'énergie sont à leur maximum chez les jeunes, qui n'ont pas encore l'âme affaissée sous les désillusions et les fautes, ni engourdie par les succès, et qui, surtout, ont devant eux plus d'années que les autres et plus d'espoir de toucher au but.

Voilà pourquoi il est si vrai de dire, maintenant, qu'une idée politique qui n'a point pour elle la jeunesse est condamnée d'avance et déjà morte.

Les arbres sans sève

On comprend, dès lors, que les vieilles organisations politiques, toujours bâties sur le type ancien, sentent les sèves se retirer d'elles et se débilitent sans retour.

Les vieux partis républicains modérés, tout comme le parti radical, si nombreux que soient encore leurs députés, ne sont plus guère que des corps sans âme.

Le député de ces partis, ce n'est pas l'homme qu'un grand élan collectif a projeté jusqu'au Parlement et qui sent derrière lui le frémissement démesuré d'une foule impatiente, c'est l'homme à qui l'automatisme d'une longue habitude redonne, tous les quatre ans, un bail de quatre années nouvelles. Il ignore les grands courants, longtemps souterrains, qui secoueront les masses et changeront le monde. Nulle âme commune n'habite en lui, et il n'y a rien d'autre, dans le battement de son cœur, que l'appétit de ses ambitions et l'inquiétude de ses désirs.

Son parti, c'est le groupe des "camarades" associés en comités et qui servira à assurer sa réélection. L'idée ne lui vient pas d'un contact affectueux

et permanent avec la foule de France que, pourtant, dit-on, il « représente ». Le « compte rendu de mandat » lui paraît, dans son nom même, une invention démagogique, absurde et risible à la fois.

Où sont les jeunes ?

Mais où sont-elles, aussi bien, les ardentes jeunesses qui militent pour le Bloc national ou pour le parti radical ? Où sont les forces jeunes de ce « Parti populaire démocrate », vieilli et flétri déjà, à sa naissance même, comique exemple d'un parti créé après coup, en fonction d'un groupe de députés à qui il fallait bien, tout de même, quelque chose à représenter[1] ?

Je sais bien, sans doute, qu'il y a une vague « Section universitaire de la Ligue républicaine nationale » dite « Ligue Millerand[2] », de même qu'on parle, dans des arrière-salles de brasseries du boulevard Saint-Michel, de « Jeunesses laïques républicaines[3] ».

Mais de ces gentils palabres[4] autour des "demis" et des "bocks" à un élan généreux et fort, riche de foi et de dévouement, il y a tout un abîme. On a l'impression que ces quelques jeunes gens, si peu nombreux, du reste, sont en marge de l'évolution politique actuelle et comme à l'ancre dans une eau calme où pas un des grands souffles du large ne parvient.

« Conservateurs », sans le savoir, on dirait qu'ils rejouent une pièce déjà désuète et s'amusent à pasticher toute une mentalité d'avant-guerre.

Les drapeaux décolorés

C'est un fait saisissant, en tous cas, pour tous ceux qui observent la jeunesse politique d'après-guerre et ses passions, que l'absence d'un mouvement républicain, ou socialiste, à la façon de ceux du siècle dernier ou même du temps de l'affaire Dreyfus[5]. La jeunesse se détourne aujourd'hui des mots

1. De son nom exact « Parti démocrate populaire », ce parti de quatorze députés nouvellement élus a tenu son congrès fondateur les 15 et 16 novembre 1924 ; dirigé par Georges Thibout (1878-1951), le maire d'Épinay-sur-Seine, il a pour principal animateur son secrétaire général, Jean Raymond-Laurent (1890-1969), militant du Sillon dans sa jeunesse ; il s'inscrit dans la mouvance de la démocratie chrétienne mais son influence resta faible.

2. Parce que le fondateur de cette Ligue nettement orientée à droite est, en novembre 1924, Alexandre Millerand (1859-1943), président de la République de 1920 à juin 1924, date à laquelle il a démissionné face à l'hostilité du Cartel des gauches vainqueur aux législatives.

3. La « Fédération des jeunesses laïques et républicaines » vient, elle aussi, d'être fondée ; sa principale période de vie politique s'étend de 1924 à 1939.

4. Le mot est plutôt féminin, mais le genre masculin est également attesté.

5. Qui s'étend au moins jusqu'à 1906, date de sa fin judiciaire officielle, et dont l'influence sur la vie politique française reste vive jusqu'à la guerre.

de Liberté et de Démocratie qui firent battre si fort le cœur de ses devanciers et suscitèrent tant de sacrifices et tant d'élans héroïques. Toute la phraséologie "quatre-vingt-neuviste"[1] de la démagogie bourgeoise ne lui inspire qu'indifférence ou répulsion. Elle n'y trouve plus de vie, elle sent ces mots vidés de tout contenu solide et les rejette comme guirlandes fanées ou fleurs séchées, vaines parures qui dissimulent les seules réalités substantielles.

Le parti socialiste S.F.I.O. lui-même, dépouillé de l'originalité conquérante de l'ancien parti unifié, embarrassé maintenant, et quoi qu'il fasse, de toutes sortes de compromissions avec les vieux partis bourgeois, maçonniques et libéraux, perd, de jour en jour, la sympathie des jeunesses à mesure qu'il se distingue plus malaisément du radicalisme et de ses formules périmées. Et l'on entend M. Blum[2] envier tout haut, pour les siens, le nombre, l'élan et la foi des « jeunesses communistes ».

Trois forces

Il est donc bien vrai – et c'est l'avis de tous les enquêteurs – qu'il ne reste en présence, dans l'ensemble de la jeunesse française qui pense à l'avenir et sert des idées, que trois forces seulement : l'Action française et son alliée les Jeunesses patriotes ; les Jeunesses communistes ; la Jeune-République.

Entre tous la Jeune-République est seule à affirmer qu'il y a, par-dessus les intérêts mêmes des classes et des nations, des principes moraux intangibles. La Jeune-République, en un certain sens, est seule individualiste, en tant qu'elle s'attache invinciblement à cette conviction essentielle qu'on ne doit jamais perdre de vue, dans tout effort de transformation politique, la seule réalité qui vaille un prix infini, savoir l'âme humaine, dont la fin est Dieu. Tel est ce « parti-pris moral » qui fait son originalité et sa force.

Le grand événement de l'année, et qui modifie la carte politique de la jeunesse française, fut le développement considérable des Jeunesses patriotes. En novembre 1924, les membres des J. P. étaient exactement soixante[3]. Ils

1. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce mot n'est pas du tout nouveau en 1925 : on le trouve répertorié plus d'un siècle auparavant dans un ouvrage de Louis-Sébastien Mercier, *Néologie ou Vocabulaire de mots nouveaux* (Moussard, 1801, t. II, p. 202).

2. Première mention, sauf erreur, du nom du socialiste Léon Blum (1872-1950) sous la plume de Guillemin ; il a été élu député en 1919 et réélu en 1924. Battu en 1928, il revint à la Chambre dès l'année suivante à la faveur d'une élection partielle.

3. La « Ligue des jeunesses patriotes », de son nom complet, a été fondée en mars 1924 par Pierre Taittinger (1887-1965), nommé page suivante, député de la droite nationaliste de 1919 à 1940, puis soutien du régime de Vichy.

sont aujourd'hui plusieurs milliers, comptant, parmi eux, un grand nombre d'anciens combattants.

C'est une organisation de combat, d'action directe et violente, décidée à répondre par la force, les matraques et les revolvers à tout mouvement insurrectionnel des communistes. La raison d'être des Jeunesses patriotes, c'est « le barrage nécessaire contre le communisme », au nom de l'idée nationale.

On n'impose point, là-bas, une orthodoxie politique, ni un programme social. On peut y être républicain, voire "socialisant", paraît-il, pourvu qu'on ait le culte de l'idée nationale et une certaine mystique de l'autorité et de la discipline. « Nous vivons de la pensée de Barrès, me disait un de leurs chefs, dans un[1] très gracieux interview ; nous avons le culte de la tradition. »

C'est sans doute, pensai-je, par ce biais que les catholiques qui sont aux Jeunesses patriotes arrivent à ne se point sentir la conscience trop écartelée quand ils s'en vont répétant : « Vous, vous mettez des principes au-dessus de l'intérêt national. Nous, nous ne reconnaissons *rien* qui lui soit supérieur ».

L'Action française a un programme plus complet que les Jeunesses patriotes, concentrées sur l'idée nationale. « Notre programme, me disait un membre des J. P., entre dans le sien. »

Il n'en reste pas moins que l'Action française fut, somme toute, "étale", cette année, chez les jeunes, et qu'elle ne doit point voir avec une satisfaction sans mélange tant de jeunes bourgeois nationalistes préférer M. Taittinger à M. Léon Daudet.

Les Jeunesses communistes, organisées en « cellules », comme l'ensemble du Parti, représentent une force considérable, recrutée en particulier dans le prolétariat manuel, mais où les étudiants sont nombreux. Il faut toujours songer du reste, quand on parle du Parti communiste, aux générations de travailleurs révolutionnaires, hommes et femmes, que prépare toute cette organisation d'écoles, de patronages, de scouts, où la conviction bolchéviste prend des allures quasi religieuses.

Un tempérament

Seuls subsistent donc, pour dresser les énergies et incendier les enthousiasmes, les efforts de ceux qui s'appuient sur autre chose que sur des programmes bien sages, des statuts de parti harmonieusement composés. On n'a pas, aujourd'hui, chez les jeunes, de temps à perdre à se pencher sur les

1. *Sic*. Le mot est maintenant féminin, mais on le trouve parfois au masculin dans des textes de la fin du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècle. L'emploi de l'adjectif « gracieux » est inattendu, et laisse en tout cas sourdre l'ironie.

textes des commissions et les ordres du jour parlementaires, et l'on a mieux à faire qu'à s'asseoir pour combiner d'astucieuses et prudentes motions.

On veut de l'air, de la lumière. On veut manier soi-même des réalités. On vomit les tièdes[1], les assembleurs de mots, ceux qui ne travaillent pas et ne savent que parler. On veut de l'ordre, de l'honnêteté, de la justice. On marche avec ceux qui sont forts ; on préfère les violents aux trembleurs.

Nous aussi, et surtout, nous avons ces haines et ces amours.

À cet âpre désir de réalités, enfin concrètes et solides, se mêle, partout, une confuse mystique : mystique de la Nation-Force, mystique de l'Insurrection mondiale et de la Révolution constructrice.

Nous autres, qui croyons aux réalités spirituelles, meilleures et plus fortes que les contradictions d'un monde charnel et païen, et qui tendons l'élan de nos âmes et l'énergie de nos vouloirs vers un ordre plus juste et plus fraternel, n'avons-nous pas aussi une mystique jeune-républicaine[2], toute imprégnée de christianisme, et qui nous unit par-dessus les âges à la candide audace d'un saint François d'Assise ?

Parmi les hommes du siècle, pleins de convoitises et de haines, et les faux réalistes courbés vers la terre, nous avançons, pas à pas, dans l'obstination de l'effort et la sérénité de la certitude, ayant, aux yeux, la lumière qui vient des réalités supérieures, au cœur l'infinité de la force que Dieu dispense à ceux qui luttent pour l'avènement de son règne.

Henri GUILLEMIN,
élève de l'École
normale supérieure.

1. Renvoi à un passage de l'Apocalypse de Jean (chap. 3, versets 14-16).

2. Dans l'*Almanach* on lit « une mystique jeune-républicain », qui me paraît être une coquille et que je corrige.

Chapitre IV
Autour de Bierville
(1926-1931)[1]

Le Camp de la Paix[2]

Un immense terrain de gazon, au sommet du plateau, juste au bord de la pente qui descend sur le château. Sur deux côtés, des bois de sapins ; ailleurs, la plaine de blé. Là où il n'y avait que de l'herbe, de la mousse et des arbres, a poussé soudain toute une cité, comme ces villes-champignons d'Amérique qui sortent de terre tout d'un coup. Le Camp de la Paix a surgi dans cette solitude.

Une route, établie spécialement, conduit les autos jusqu'au camp, en prenant le coteau par le flanc. Dès le premier tournant du chemin, on aperçoit le drapeau gigantesque, grand comme deux hommes, au bout d'un mât de dix-huit mètres, qui se dresse à gauche de la cité des tentes. Dimanche, après la messe, au grand soleil, les *Quickhorn* grimpés sur le socle chantaient en chœur les airs de la jeune république allemande, sous les plis flottants du grand drapeau français[3].

1. Le sixième des Congrès pacifistes organisés depuis 1921 (voir p. 16 et n. 1) a lieu en août 1926 à Bierville, hameau de Boissy-la-Rivière, à 50 km au sud-ouest de Paris près d'Étampes. Le château et le domaine ont été acquis en 1921 par Sangnier qui, devenu maire de la commune en 1925, y anima jusqu'en 1932 des rencontres en faveur de « la Paix par la jeunesse » (slogan du Congrès de 1926). Guillemin, ici "reporter" plein d'enthousiasme, resta pendant plusieurs années très attaché à Bierville.

2. *La Jeune-République*, 13 août 1926, p. 1, col. 4-5-6. – L'article qu'on va lire est le seul signé nommément par Henri Guillemin ; il sert d'introduction à toute une suite de textes sur les divers aspects de l'événement et sur son retentissement, regroupés sous le titre général : « Les "Pèlerins de la Paix" sont arrivés au camp de la Paix », et qui occupent plus d'une page entière du numéro – textes tous non signés et dont le style totalement plat exclut qu'ils soient de Guillemin. – Deux photos figurent en première page, un groupe autour de Marc Sangnier (« L'arrivée des premiers Congressistes à Bierville ») et des alignements de tentes blanches (« Un coin du Camp de la Paix »).

3. Ainsi imprimé dans *La Jeune-République*. Le nom de cet ensemble est curieux. « *Quick horn* », en deux mots, désigne en anglais une trompe d'automobile ou de moto, et le mot « *horn* »,

Cette ville étonnante donne, à quiconque y pénètre, une saisissante impression d'ordre et de force. Tout y net, rigoureux, à sa place. Les quarante tentes s'alignent droit, tentes sanitaires, à parois doubles, tentes claires au-dedans contenant leurs trente-deux lits bien rangés. À droite, séparées, les tentes des Dames. Plus loin, sous les sapins, les petites tentes basses des Éclaireurs. Au fond, la colossale tente-salle à manger, longue comme un tunnel, large de vingt-cinq mètres, véritable hangar de dirigeable, qu'éclairent le soir une multitude de lampes électriques. Et derrière, les cuisines ; trois tentes parallèles, d'abord : l'office, le magasin, la tente du personnel ; puis la cuisine proprement dite, abritée par un mur de brique, sous un toit de tôle ondulée. Le "chef", cuisinier de Stanislas[1], est un "as".

La netteté, l'ordre et l'hygiène de cette installation improvisée sont réellement admirables.

Et tout est d'une égale perfection : depuis les cuves de glace où se garde la viande, les lavabos alimentés par les motopompes, les réservoirs d'eau juchés sur des traverses de chemin de fer, jusqu'à l'installation électrique, avec ses sept groupes électrogènes, le Camp de la Paix est vraiment un modèle d'intelligente organisation. Nos camarades Ruffy et Lanfry ont réalisé là une merveilleuse entreprise. Et c'est avec bonheur qu'on songe que si tout a pu si bien réussir, c'est aussi grâce au concours précieux du génie militaire, agissant sur les ordres d'un ministère de la Guerre qui sait son vrai rôle, qui est de tuer la guerre et de préparer la Paix.

Et c'est bien la Paix qui vit et règne déjà dans cet étrange camp. Anglais, Français, Allemands y vivent tous confondus sous le grand ciel libre et la bénédiction du soleil. À toute heure du jour, sous les arbres, le long des pentes, des groupes étendus sur l'herbe s'entretiennent et chantent. C'est la vie dans la lumière, le vent et la liberté, image et symbole de la vie claire et fraternelle de l'âme tendue vers la vérité ; le soir, autour des feux, les guitares sonnent et les jeunes gens dansent.

Au bout de la longue allée droite qui mène du Camp au Calvaire, le blanc Saint Jean de Jacques Martin penche sa tête au sourire mystique en voyant

---

en anglais ou en allemand, sert à désigner de nombreux instruments de la famille des cors ou des tubas ; il peut donc s'agir ici d'un groupe vocal accompagné par une fanfare de cuivres ; je n'ai rien trouvé qui permette d'en être sûr.

1. Célèbre établissement scolaire privé catholique de prestige fondé à Paris en 1804 dans le quartier Notre-Dame-des-Champs ; Marc Sangnier en est un ancien élève, ce qui explique qu'il soit allé y recruter son cuisinier, mais c'est aussi un choix très connoté et quelque peu élitiste, même si en 1926 « Stan' » n'est pas en butte à la contestation dont il a été récemment l'objet.

passer près de lui tous ceux, innombrables déjà, qui ont si bien compris les mots que montre son doigt sur la page du Livre :

Haec mando vobis ut diligatis invicem

« Afin que vous vous aimiez les uns les autres[1] ».

Henri GUILLEMIN.

1. Évangile de Jean, chap. 15, verset 17. Une traduction complète et exacte de la phrase latine de la Vulgate serait : ce que je vous commande, c'est de vous aimer les uns les autres ; *ut* n'est pas ici la conjonction de but [pour que, afin que] mais une simple conjonction liant le verbe *mando* et la subordonnée [je vous mande que vous vous aimiez] : on voit bien ici qu'en effet l'agrégé Henri Guillemin est déjà en train d'oublier son latin. – Jacques Martin est un sculpteur français (1885-1976), second prix de Rome en 1914, spécialisé dans les œuvres religieuses durant l'entre-deux-guerres.

Le meeting d'ouverture[1]

Mardi 17 août

Dès 7 heures, une foule colossale s'écrasait à l'entrée de la grande tente-réfectoire du camp de la Paix. – Mais il fallait de l'ordre, et tandis qu'on mettait la dernière main à préparer la table d'honneur, personne ne devait encore entrer. – Les boy-scouts faisaient un mince barrage qui pliait. Enfin la musique militaire éclata. C'était le signal.

En un clin d'œil, la tente était pleine. Mille cinq cents couverts. Immédiatement des acclamations formidables : « Bravo, heil, hurrah ! » C'était Marc Sangnier, avec Mgr Julien et Ferdinand Buisson[2]. À la table d'honneur aux côtés de Marc Sangnier, Mgr Julien, évêque d'Arras, M. le Préfet de Seine-et-Oise, Ferdinand Buisson, président de la Ligue des Droits de l'Homme, Jean Guiraud, directeur de *La Croix*[3], Arthur Fontaine, président du Conseil d'administration du B.I.T. de Genève[4], M. Bergsträsser, député démocrate au Reichstag, Sir W. Dickinson, secrétaire général de l'Alliance universelle pour l'amitié internationale par les Églises, M. Carnoy, sénateur de Belgique, le docteur Platz, M. Charles-Henry, chef de cabinet de M. Painlevé, ministre de la Guerre, etc.

Le train spécial n'était pas encore arrivé. Personne, en tout cas, n'aurait pu trouver une place libre dans l'immense réfectoire. Une foule de cama-

1. *La Jeune-République*, 20 août 1926, p. 1, col. 4-5-6 et p. 2, col. 1-2-3. Le texte du long article de Guillemin est précédé d'un titre général (« Le Meeting d'ouverture du Congrès de Bierville ») et illustré par une grande photo de groupe prise à Paris avant la venue collective à Bierville (« Après le déjeuner au Ministère des Affaires étrangères »).

2. Les notes sur les intervenants du banquet figurent plus loin au fur et à mesure de leur prise de parole.

3. Jean Guiraud (1866-1953), historien, est plus exactement le rédacteur en chef de ce quotidien catholique, de 1917 à 1939. Normalien, agrégé, militant chrétien actif, il s'est spécialisé dans l'histoire de l'Église.

4. Le polytechnicien et ingénieur des mines Arthur Fontaine (1860-1931) a accompli toute sa carrière, en France puis à l'international, dans l'univers de l'organisation du travail et de la protection des travailleurs ; c'est aussi un mécène du monde littéraire et un pacifiste déclaré, d'où sa présence à Bierville. – Juste après, dans *La Jeune-République*, on lit « Bergstraesser », graphie erronée qu'il est nécessaire de rectifier, car c'est là le nom d'un politologue, Arnold Bergstraesser (1896-1964), qui ne fut jamais député ; l'erreur se répète plus loin.

rades, français, allemands, girl-scout [*sic*] doublaient le service. La musique militaire, entrée dans la tente, la remplissait d'éclats de cuivre et de fanfares.

Cependant on préparait déjà, au dehors, le cortège qui devait conduire tous les congressistes du camp de la Paix au théâtre de verdure, où avait lieu le grand meeting d'ouverture. Le grand drapeau « Pax » rouge et bleu, de six mètres de long, descendu de son mât de dix-huit mètres, était porté au bout d'une hampe réduite, mais énorme encore, par nos plus robustes camarades. Les drapeaux de toutes les nations représentées au Congrès étaient groupés derrière. Ouvraient la marche Marc Sangnier escorté de Mgr Julien et de M. le Préfet. Et c'était, sous les mille torches de résine que portaient les camarades sur les flancs de la colonne, un défilé gigantesque de près de deux kilomètres qui passait en chantant. De la gare au château, dans le champ de blé coupé, une ligne ininterrompue d'autos de toutes sortes, autos de luxe, autos de travail. Les curieux étaient venus de partout, à pied des villages voisins, par le train d'Étampes et de Paris, de plus loin encore en auto.

La musique militaire, qui avait pris les devants, était installée au théâtre de verdure et saluait l'arrivée du cortège de refrains entraînants. Mais toujours et toujours débouchait du fond du parc la colonne de torches. Courageuse, la musique reprenait sans cesse.

Enfin tous les porteurs de torches se rangèrent sur les plates-formes du théâtre, les drapeaux, au milieu de la seconde plate-forme. Deux longues tables, dans un angle, pour les journalistes. Au pied de la première tribune, d'où parlaient les orateurs, une installation radiophonique transmettait à l'Europe les discours prononcés.

Évaluer une foule comme celle qui se pressait, mardi soir, dans ce cirque de verdure, est bien difficile. Les pentes de gazon, de chaque côté du théâtre, étaient couvertes d'auditeurs. Jusque sous les sapins, des groupes serrés étaient assis. Parler de six mille auditeurs n'est pas, je crois, exagérer.

Le premier, Marc Sangnier se leva et prononça une brève et vibrante allocution. Il remercia le gouvernement de la République de l'accueil et de la sympathie qu'il a donnés à ce Congrès de Bierville. Il remercia également les hommes éminents, de convictions philosophiques et religieuses si différentes, mais qui se sont unis pour le travail de la Paix.

Mais ce qui me réjouit jusqu'au fond du cœur, dit-il, c'est le superbe enthousiasme qui, remuant jusqu'au fond d'elles-mêmes les masses profondes de toutes les jeunesses pacifiques du monde, les a entraînées en bataillons serrés jusqu'à ce Camp de la Paix qui, dominant la vallée de la Juisne, a surgi, tout d'un coup, sur le Plateau

de Bierville[1] : véritable Cité fraternelle où tout le monde s'aime et où des milliers de jeunes hommes se sont promis de donner toutes les forces de leur corps et de leur esprit à l'œuvre de fraternité et d'amour et de rendre à jamais impossible la guerre entre les hommes.

Ce ne sont pas de naïfs rêveurs, des idéalistes illuminés. Ils savent quels combats ils auront à livrer et de quel poids pèse encore sur eux le vieux monde d'égoïsme et de haine qu'ils veulent renverser. Mais ils croient qu'il serait criminel de leur part d'accepter comme une inéluctable fatalité ce qu'ils ont justement pour mission de transformer par un opiniâtre labeur. Ils savent qu'ils ne triompheront qu'en créant dans le monde un état d'esprit nouveau et que ce sont les peuples qui doivent inspirer et entraîner les gouvernements dans les voies nouvelles de la paix.

Ce Congrès est déjà un acte. Il ne peut pas ne pas frapper les plus sceptiques eux-mêmes. Des représentants de toutes les jeunesses du monde qui veulent vraiment la paix intégrale et qui ont foi en l'amour se sont dressés dans ce beau coin de la terre française ; ils ont senti combien il leur était facile de se comprendre et de s'aimer et qu'ils étaient vraiment de la même famille spirituelle. Rien ne brisera leur élan vers l'avenir. Les leçons terribles de la grande tuerie leur ont ouvert les yeux. Ils n'acceptent pas que le monde demeure toujours soumis à l'imbécile et criminelle loi de la force brutale. Tôt ou tard, ils seront vainqueurs, car l'amour est plus fort que la haine.

Ensuite ce fut le préfet de Seine-et-Oise[2] qui apporta aux congressistes la bienvenue la plus sincère et rappela les fortes paroles prononcées par M. Barthou[3] à la réception du samedi 14, aux Affaires étrangères :

Pèlerins pacifiques de nations si diverses, mandataires déterminés de tant de sociétés, de tant de dogmes et de tous âges, indissolublement, la puissante et belle religion de la Paix vous unit. Elle n'a cure du temps, des distances, des différences sociales et des contingences vulgaires : en les égalisant, elle hausse les pensées et les cœurs au suprême degré des conceptions humaines. Par elle, ici, vous progresserez de nouveau dans la voie de l'amour vainqueur et de la générosité triomphante.

Puis M. Charles-Henry, chef de cabinet de M. Paul Painlevé, lut une lettre du ministre de la Guerre adressée à Marc Sangnier[4] :

1. La Juine [et non « Juisne »] est un affluent de l'Essonne.

2. Il s'agit d'Adrien Bonnefoy-Sibour (1881-1966), qui occupe cette fonction d'octobre 1922 à janvier 1934. Juste après, il fut le préfet de police de Paris lors des troubles du 6 février.

3. Le républicain modéré Louis Barthou (1862-1934) est un vieux routier de la politique : député de 1889 à 1922, il a été ministre pour la première fois en 1894 ; il vient d'être nommé, le 23 juillet 1926, au poste de garde des Sceaux, ministre de la Justice.

4. Paul Painlevé (1863-1933), normalien, mathématicien, président de l'Académie des sciences, député socialiste indépendant de 1910 à 1933, six fois ministre et trois fois président du Conseil, est au moment de Bierville ministre de la Guerre pour la troisième fois.

Mon cher ami,

Je regrette vivement de ne point prendre place ce soir, comme je l'aurais voulu, dans les rangs pressés des pèlerins de la Paix. Mais les circonstances politiques ont imposé au gouvernement actuel la décision de ne participer, en dehors de sa charge, à aucune manifestation publique, si digne d'intérêt fût-elle.

Je suis heureux d'avoir pu prêter à cette éclatante manifestation des moyens d'action qui en principe semblaient destinés à d'autres fins. Mais le rapprochement entre les peuples ne doit-il pas être pour chacun d'eux une des faces de la Défense Nationale, puisque la Défense Nationale, sainement comprise, ne saurait avoir d'autre but que de mettre à l'abri des tentatives de violence l'existence et le génie de toutes les nations, grandes ou petites. Or quel rapprochement peut être plus fécond que celui des Jeunesses, et avant tout de leurs élites studieuses ?

Ce sont les générations nouvelles, celles qui feront *demain*, auxquelles incombe[1] la grandiose mission de libérer l'Europe – l'Europe civilisatrice de la planète – des rancunes séculaires, des lourdes haines, des défiances pires encore que les rancunes et les haines, et vraies génératrices de ce fléau barbare : la Guerre.

Jeunes hommes venus de tous les pays du monde, mêlez-vous dans ce cadre paisible et harmonieux où l'Île-de-France vous offre l'hospitalité. Confrontez librement vos arts, vos sciences, vos philosophies ; confrontez les aspirations de vos patries, travaillez ainsi, autant qu'il dépend de vos forces, à donner une âme à l'humanité. C'est le vœu que vous adresse, de toute sa sympathie, un ancien qui, au milieu des tristesses et des soucis d'hier et d'aujourd'hui, garde une foi inébranlable en l'avenir,

Paul Painlevé.

Monseigneur Julien, longuement acclamé, prononça un admirable et courageux discours[2] ; il affirma nettement :

À quoi bon organiser une technique savante de la paix, si la paix n'est pas le besoin des âmes et l'aspiration des consciences, au sein même des peuples qui ont donné leur adhésion au pacte de Genève ? La paix du monde comme la paix des cités est un esprit, et l'esprit de la paix se propage, non point par des formules de Droit pur, mais par la lumière des intelligences et par le contact des cœurs.

Voilà ce qui se fait à Bierville, sous l'ardente impulsion d'un apôtre qui a voué sa fortune et son éloquence à promouvoir parmi les hommes la réalisation toujours reculée de la consigne chrétienne toujours oubliée : « Paix sur la terre aux hommes

1. Dans *La Jeune-République* on lit « incombent », je corrige.

2. Eugène Julien (1856-1930), agrégé de lettres, tardivement ordonné prêtre en 1881, devient évêque d'Arras en 1917 et le reste jusqu'à sa mort. Il œuvra dans son diocèse à la reconstruction des églises et s'occupa du cimetière et du mémorial de Notre-Dame-de-Lorette, dans la chapelle duquel il est inhumé. Il a publié de nombreux ouvrages inspirés de ses convictions, parmi lesquels *L'Évangile nécessaire à l'ordre social* (1924) et *L'Évangile nécessaire à l'ordre international* (1927).

de bonne volonté[1] ! ». Catholique éprouvé, Marc Sangnier a souhaité qu'un évêque pût dire son mot en ces grandes assises qui réunissent des hommes venus de tous les horizons de la pensée française et internationale.

D'ailleurs, s'il est encore des patriotes animés de l'esprit de guerre, que leur faut-il pour les convaincre que la guerre n'a même plus l'excuse de l'utilité ? Telles sont les ruines que le machinisme moderne accumule sur les champs de bataille que le vainqueur lui-même ne trouve plus son compte à la victoire. La guerre ne paye plus. La guerre ainsi faite n'est plus le droit, c'est-à-dire la réparation d'une injustice : c'est du gaspillage d'or et de sang. C'est de la folie. Ne dirait-on pas que l'Europe ressemble à une[2] espèce de surhomme, à un demi-dieu, si l'on veut, qui se ferait un jeu de bâtir, avec les ressources du génie et les prodiges de la science et de l'art dont il dispose une cité incomparable, prometteuse de toutes les jouissances, et qui, tout à coup, par un coup de tête absurde, prendrait encore plus de plaisir à braquer sur son chef-d'œuvre des engins formidables créés pour la destruction ?

En vérité l'auteur de *La Grande Illusion* avait raison[3]. Et puis, s'il est vrai qu'il y a des guerres justes, il faut admettre, avec les théologiens catholiques, qu'une guerre cesse d'être juste quand le dommage causé dépasse le tort qu'il s'agissait de réparer, quand l'étendue du fléau atteint les autres nations, la chrétienté comme ils disaient, jusqu'à entraîner une immense catastrophe. N'est-ce pas désormais ce qu'il adviendrait d'une guerre éclatant en Europe ? L'Europe civilisée ne forme-t-elle pas un tout, dont les parties sont étroitement liées, autant par la solidarité d'une commune justice que par la communauté des intérêts, mieux encore, ne tend-elle pas à devenir un organisme d'humanité dont pas un membre ne souffre sans que les autres souffrent en même temps, si bien que toute guerre européenne de l'avenir ne puisse être qu'une guerre civile ?

M. Ferdinand Buisson, fidèle ami de tous nos Congrès internationaux, et toujours plein de foi et de jeunesse[4], déclara ensuite :

Je vous demande, au nom de la libre pensée, comme on le demandait tout à l'heure avec tant d'éloquence au nom de la religion, de vous prononcer tous, unanimement,

1. Traduction exacte de la Vulgate (évangile de Luc, chap. 2, verset 14), sottement modifiée après Vatican II dans la liturgie en français (« aux hommes qu'il aime »).

2. *La Jeune-République* imprime « un espèce », je corrige.

3. Nous ne connaissons plus sous ce titre que le film de Jean Renoir, sorti en 1937. Mgr Julien renvoie à *The Great Illusion*, essai publié en 1910 par le politicien Norman Angell (1872-1967) qui y soutenait que, pour des raisons économiques, la guerre n'éclaterait pas ou serait courte. Son erreur ne l'empêcha pas, après avoir revu son livre, d'obtenir le Nobel de la Paix en 1933.

4. Au moment de Bierville, l'octogénaire Ferdinand Buisson (1841-1932) préside depuis douze ans la Ligue des droits de l'homme dont il fut un des fondateurs en 1898. Sa carrière a été celle d'un partisan convaincu de l'enseignement laïque et d'un pionnier de la pédagogie ; ses efforts constants en faveur de la paix lui ont valu en 1927 l'obtention du prix Nobel conjointement avec l'Allemand Ludwig Quidde (voir plus haut p. 98 et n. 3).

pour ce qui est le bien suprême de l'humanité, la Paix. Après avoir entendu un prélat qui représente avec tant d'autorité l'Église catholique, je suis heureux de dire que toutes les paroles qu'il a prononcées, toutes ces nobles paroles que vous avez applaudies, je suis prêt à les signer. Nous sommes tous unanimes en ce vœu que l'Église nous permette, nous autorise à mettre sous sa bénédiction la Paix universelle, la Paix définitive !

Au milieu des ovations, on vit Mgr Julien se lever et venir serrer affectueusement les mains du président de la Ligue des Droits de l'Homme.

Puis M. de docteur Platz, qui l'an dernier fut chargé par le gouvernement du Reich de prononcer le discours…[1], vint nous dire sa joie d'assister à un aussi magnifique rassemblement des jeunesses pacifistes du monde :

C'est en vue de la préparation intellectuelle et morale de la paix que nous nous sommes assemblés ici : cette paix qui est le bien ardemment recherché de tous temps et presque autant de fois douloureusement perdu. Nous qui l'avons perdu sous des auspices si particulièrement tragiques, nous nous sommes promis de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher le retour de ces cataclysmes internationaux. D'autant plus que nous sommes convaincus qu'une conflagration analogue à celle qui a sévi précipitera notre vieille Europe dans l'impuissance définitive et irréparable.

Quelle œuvre féconde va donc s'accomplir dans ces assises paisibles de Bierville, où des nationaux du monde entier cherchent à collaborer à la pacification progressive des esprits !

Les hommes politiques ne peuvent pas ne pas nous tenir en suspicion. Car nous sommes l'avant-garde ; nos voies et nos gestes sont parfois inquiétants pour ceux qui ne connaissent que la routine. Mais nous savons que c'est une œuvre nécessaire et urgente qui se fait par nous, une œuvre sans laquelle les efforts de reconstruction n'aboutissent guère.

Sir Dickinson prit ensuite la parole et exprima « la satisfaction qu'il éprouvait à travailler avec Marc Sangnier pour la paix[2]. Il nous faut, dit-il, un terrain d'entente, sur lequel nous puissions poser le levier de notre foi. Et il n'y a jamais eu, ajouta-t-il, plus besoin de principes chétiens que maintenant ».

M. Bergsträsser, député démocrate au Reichstag, nous apporta l'appui de son éloquente bonne volonté :

1. Il y a bien ces points de suspension dans *La Jeune-République*, comme si Guillemin avait laissé en blanc une information qui lui manquait, et ne l'avait pas (re)trouvée. – Herman Platz (1870-1948) est un historien pacifiste allemand, mort en exil aux États-Unis.

2. L'Alliance universelle pour l'amitié internationale par les Églises, institution protestante dont ce Dickinson est le secrétaire, a été créée en 1914. Le pasteur Jézéquel, mentionné plus haut comme fidèle compagnon de route de la Jeune-République (voir p. 37 et n. 3), en est un membre actif.

En France, comme en Allemagne, il y a des millions de morts, des millions de mutilés, et hier, voyant sous l'Arc de Triomphe le tombeau du soldat inconnu, je suis resté longtemps debout, muet, songeant à toutes les misères de la guerre. La France a des régions immenses dévastées par la guerre, et l'Allemagne qui les voit comprend de tout son cœur les sentiments des Français. Et nous, nous avons eu ensuite la grande famine. L'après-guerre, ainsi, nous réunissait dans la souffrance et dans le deuil.

[…] Il faut maintenant que la France et l'Allemagne, comme deux peuples qui ont souffert, se réunissent et se tendent la main pour établir inébranlablement la Paix[1].

Enfin, M. Carnoy, sénateur de la Belgique[2], de sa voix énergique et nette, termina la série des discours :

Il ne suffit pas, dit-il, de perfectionner les instruments de paix, il faut, en augmentant le rendement, en multipliant le nombre des occasions où ils pourront fonctionner, et ici intervient la préparation "intellectuelle" de la paix, celle qui nous montrera les procédés pacifiques et "juridiques" par lesquels les nations pourront sortir des "impasses" qui, jusqu'ici, ont toujours provoqué la guerre. Il apparaîtra que la cause profonde du mal réside dans la conception exagérée et "païenne" de la souveraineté des États. Le principe chrétien qui présente la propriété, en quelque sorte, comme un mandat, doit s'étendre dans le domaine international. Tout peuple doit compte de son territoire à l'humanité et celle-ci sera amenée à intervenir, comme le Pouvoir s'est graduellement substitué à la Vendetta meurtrière des clans.

C'était fini. Marc Sangnier se leva une dernière fois pour remercier les orateurs. Sur sa demande, les camarades allemands chantèrent leurs airs pacifiques. Et l'immense foule s'en alla à travers le parc et dans la nuit que les centaines d'autos, les services spéciaux d'autocars peuplaient de ronflements de moteurs et d'appels de trompes[3].

H. G.

1. Ludwig Bergsträsser [et non « Bergstraesser », voir plus haut] (1883-1960), né en Alsace annexée, docteur en histoire de l'université de Heidelberg, est depuis 1919 l'animateur de l'aile ouvrière du Parti démocratique allemand ; il a été élu député en 1924.

2. Albert Carnoy (1878-1961) représente au Sénat belge le Parti catholique. C'est en outre un philologue renommé. – La transcription de ses propos est syntaxiquement incohérente, peut-être par un oubli d'une ligne ou d'un groupe de mots lors de la composition typographique.

3. Parmi les articles non signés qui suivent, on en remarque un, intitulé « Les grands mouvements de la jeunesse dans chaque pays », dont voici le début : « Mardi après-midi, à 15 heures, se réunit la 3e Commission, chargée d'étudier les organisations et mouvements de jeunesse dans les principales nations représentées au Congrès, afin d'examiner les moyens d'action commune. Henri Guillemin, rapporteur pour la jeunesse pacifiste française, fit un exposé loyal et complet sur la répartition politique de la jeunesse française » [l'exposé lui-même n'est pas reproduit].

Les dernières manifestations du Congrès de Bierville furent l'Apothéose de la Paix[1]

La Fête de la Paix conçue par F. Gémier et réalisée par P. Aldebert

Samedi, à 17 heures, la Fête de la Paix avait lieu au Théâtre de Verdure. Les noms de M. Firmin Gémier, qui avait conçu le plan de cette fête, et de M. Aldebert, du Théâtre de l'Odéon, qui en fut l'organisateur justement acclamé, et, pour ainsi dire, le metteur en scène[2], avaient attiré, et des villages voisins et de Paris même, une foule gigantesque.

Le soleil, un peu voilé dans la journée, brillait clair, maintenant. Les sapins étaient immobiles, comme attentifs à cet effort des hommes qui semblaient avoir enfin compris la grande leçon d'amour que la nature cherche depuis toujours à donner à l'humanité. Et l'on songeait à l'invocation de Hugo : arbres pacifiques ! arbres religieux[3] !

Et la fête se déroula. Les cortèges, précédés de leur drapeau national, entraient par la droite du théâtre et traversaient les plates-formes en chantant. Un orateur s'en détachait et disait, d'un mot, le sens de cette manifestation. Sans arrêt venaient les foules, disant adieu de la main à celles qui s'en allaient. Puis se serrèrent des multitudes de petits enfants, criant et dansant, heureux de la paix revenue.

Mais soudain, sous l'écrasement d'une musique lugubre, vinrent les mères, en deuil, sous de grandes capes noires ; elles portaient les couleurs

1. *La Jeune-République*, 27 août 1926, p. 1, col. 4-5-6 et p. 2, col. 1-2-3. Sous le titre, une photo montre un « Groupe de jeunes Français et de jeunes Allemands autour de la Croix de la Réconciliation ». – La contribution de Guillemin à ce numéro se compose de quatre articles.

2. Je ne sais rien de l'acteur P. Aldebert. En revanche, Firmin Gémier (1869-1933) demeure connu comme un grand acteur et metteur en scène. Il a débuté au Théâtre Libre d'Antoine en 1892 et il a centré sa carrière sur la promotion d'un théâtre pour tous. Au moment de Bierville, il dirige à la fois l'Odéon et le Théâtre national populaire (T.N.P.), qu'il a fondé en 1920.

3. Guillemin se souvient de façon imprécise d'un poème des *Contemplations* intitulé « Aux arbres » (livre III, pièce XXIV) ; on n'y trouve aucune allusion à la paix, mais ce vers, qui ouvre en effet une « invocation » à la nature : « Arbres religieux, chênes, mousses, forêt » [etc.].

de toutes les nations meurtries par la guerre. Les petits enfants, silencieux et graves, allaient au devant des mères douloureuses, et soutenaient leurs pas. La mère allemande et la mère française demandèrent, l'une après l'autre, agenouillées autour du poteau-frontière devenu une croix, une minute de silence pour *tous* les morts de la tuerie.

À ce moment-là, passa sur la foule un frisson. Et j'ai vu, autour de moi, glisser des larmes. C'était là vraiment que, dans le silence et le souvenir, se scellait le grand pacte d'union entre tous ceux qui ne veulent pas que les carnages recommencent.

Puis, tout à fait en haut, la Paix apparut, au milieu d'un grand vol de colombes. Et toutes les délégations, massées au-dessous d'elle, sur les deux premières plates-formes, inclinèrent à ses pieds leurs drapeaux confondus.

Art, art seulement, diront les esprits chagrins. Mais l'art vrai n'est pas l'artifice. Oui, ce fut de l'art, vécu et senti par ceux qui le créaient.

Vers et proses pacifiques

À l'issue de la Fête de la Paix, un banquet réunit, sous la tente, artistes et assistants. La musique, qui avait prêté son cours à la Fête, l'agrémenta encore de ses rythmes.

Puis, de nouveau, au Théâtre de Verdure.

Dans la douceur de la nuit, des chants ou des strophes s'élèvent, calmes, et pareils[1] au vol des colombes de l'après-midi.

On entendit tous les artistes qui, si amicalement, avaient bien voulu prêter leur concours à nos fêtes : Mmes Aline Vallandri, la grande cantatrice de l'Opéra-Comique – qui, dans la grande fête de l'après-midi, avait symbolisé la Paix[2] – ; Juliette Verneuil et Mireille Perrey, de l'Odéon[3] ; Delvair, de la Comédie-Française, qui sut donner à *La Marseillaise de la Paix* toute sa majestueuse ampleur[4] ; M. Georges Le Roy, qui lut, avec l'émotion grave

1. *La Jeune-République* imprime « pareilles », je corrige.

2. Aline Vallandri (1878-1952), soprano, a débuté à l'Opéra-Comique en 1904.

3. Juliette Verneuil (1893-1984) partage sa carrière, durant l'entre-deux-guerres, entre cinéma et théâtre. Mireille Perrey (1904-1991) vient de débuter à l'Odéon ; elle a aussi beaucoup joué au cinéma (une cinquantaine de films jusqu'en 1971).

4. Ce long poème a été écrit par Lamartine en mai 1841 en réponse à l'agressif *Rhin allemand* de Nikolaus Becker. – Jeanne Delvair (1877-1949), actrice de tragédie et de drame entrée en 1898 comme pensionnaire à la Comédie-Française, fut sociétaire de 1910 à 1937.

dont il a le secret, quelques pages du *Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc*, de Péguy[1], et M. Rognoni, tous deux de la Comédie-Française[2]. La grande paix de la nuit enveloppait les paroles et les gestes, et mettait autour d'eux une sorte de mystère sacré.

Trois séances artistiques au Théâtre de Verdure

Nous avions eu déjà, au Théâtre de Verdure, une soirée théâtrale, avec les artistes anglais de Miss Scott, et une soirée cinématographique avec film allemand des *Wandervogel*[3].

Vendredi 13, samedi 14 et dimanche 15 août, dans le même cadre admirable, sous la même clémence d'un ciel plein d'étoiles et la fraîcheur bienheureuse, au soir des journées torrides, artistes allemands et français mirent leur art au service de la Paix.

Vendredi soir, c'étaient les camarades du « Spielschar » d'Essen[4], créé en 1919, et déjà très vigoureux, qui interprétèrent, avec un talent digne des plus grands artistes, l'*Apostelspiel* : *Les Apôtres*[5].

Samedi soir ce fut la chanson française, nos vieilles chansons aimées, d'Henri Colas, que l'auteur et Mme Colas interprétaient[6]. La paix en soi-même et au foyer, la paix dans la cité, la paix entre les hommes. Les congressistes français, et bien vite aussi les autres, reprenaient en chœur les refrains. Et tout le parc, la colline, le camp étaient pleins, vers minuit, de voix chantantes.

1. Pas question, à cette époque, pour Guillemin, de dire du mal de Péguy, mort au combat ; Georges Le Roy (1885-1965), au Théâtre-Français depuis 1908, fut sociétaire de 1917 à 1941.

2. Raymond Rognoni (1892-1965), pensionnaire de 1922 à 1929, passionné de pédagogie, a créé, dès 1924, une école portant son nom, destinée aux acteurs enfants ; elle existe toujours.

3. Ce mot, qui signifie « oiseau migrateur », désigne un mouvement de jeunesse néo-romantique créé en Prusse en 1896 dans un esprit de vie libre et de retour à la nature ; il a repris vigueur après avoir été très secoué par la guerre. – Je ne sais rien, en revanche, de miss Scott.

4. *La Jeune-République* imprime « Spielschaar », je corrige. Ce nom qui signifie « compagnie de théâtre » désigne de nombreuses troupes créées dans diverses villes allemandes à cette époque (plus tard le mot fut confisqué par le nazisme et servit à désigner les troupes de théâtre et de musique des Jeunesses hitlériennes).

5. *Das Apostelspiel* (1924) est une pièce du poète catholique allemand Max Mell (1882-1971), qui fut par la suite accusé de s'être rapproché du nazisme et des théories hitlériennes.

6. Henri Colas (1879-1968) est un compositeur chrétien, disciple de Sangnier et interprète, ici avec son épouse, de chansons exaltant les traditions françaises. Il a fait ainsi paraître six recueils dont la publication a bénéficié du soutien des évêques de France. Il co-dirige la revue mensuelle *Nos chansons françaises*.

Enfin, dimanche, en présence d'une foule énorme que tous les trains de la journée avaient déversée, les « Philippins », de Rouen, jouèrent l'œuvre d'Edward Montier *La Paix de saint François d'Assise*[1]. Ainsi, pour la seconde fois en cette semaine d'avant le Congrès, sur les pentes de sa colline, saint François entendait des âmes simples et pleines d'amour – anglaises, françaises, qu'importe la nation et la langue ! – qui, de toute leur foi, ranimaient, par-delà les siècles, de drame mystique et toujours vivant de sa rencontre avec Dieu.

H. G.

Une fête scoute[2] au Camp de la Paix

Jeudi soir, 19 août, sur le grand plateau qui s'étend derrière la Croix du Calvaire, à 21 heures, une fête scoute se déroula autour d'un grand feu de camp. Des milliers de congressistes formaient un cercle gigantesque, que les flammes bousculant le clair de lune illuminaient fantastiquement.

On chanta. Henri Colas, qui était là[3], fut réclamé par tous, et entraîna toute la foule dans des chœurs enthousiastes. Les camarades allemands organisèrent des danses et des rondes, et l'un d'eux récita un poème. Puis un jeune "louveteau" a prêté, devant le feu de camp, le serment solennel des scouts, qui contient la formule : « Je jure d'aimer toujours tous les scouts du monde, et de les considérer comme mes frères ».

Quelques mots de Marc Sangnier, quelques mots de notre ami Bertier, président des Éclaireurs de France[4], un dernier rameau de sapin dans le feu, qui jette une immense gerbe d'étincelles, et le cercle se dispersa dans la nuit que la lune avait reconquise.

H. G.

1. « Les Philippins » sont un patronage créé en 1893 par Edmond Auvray (1864-1924). Son nom lui vient de Philippe Néri, fondateur de l'ordre de l'Oratoire auquel appartenait l'abbé Auvray. Les Oratoriens ayant été expulsés en 1894, la direction fut assurée jusqu'en 1927 par Edward Montier (1870-1954), avocat et poète, proche de Sangnier dès le temps du Sillon, auteur de très nombreuses œuvres, théâtrales ou non, d'esprit chrétien.

2. *La Jeune-République* imprime ici « scout », je corrige.

3. Colas est très proche du scoutisme, dans le cadre duquel il a écrit nombre de ses chansons.

4. Mouvement scout laïque fondé en 1911, ouvert aux filles en 1964. – Georges Bertier (1877-1962) est un pédagogue de métier, directeur de la célèbre école privée des Roches ; il préside les Éclaireurs de 1921 à 1936.

Après Bierville[1]

Une enquête dans les milieux de jeunes signalait, l'an passé, les « Jeunes-Républicains » groupés derrière Marc Sangnier comme les plus authentiques représentants, dans la jeunesse contemporaine, de l'esprit "quaranthuitard"[2]. – Situés en effet à l'avant-garde des organisations républicaines, ils unissent à leur volonté de défendre et de promouvoir la démocratie un « parti-pris moral » fort imprégné de christianisme.

Si tous, ou presque tous, ils sont catholiques, ce n'est point parmi eux qu'il faut chercher ces républicains ralliés, timides et honteux, sans cesse tremblants devant les réformes sociales, et qui suivent le progrès démocratique comme à reculons et les yeux tournés vers les régimes abolis.

On n'a point, à la Jeune-République, de ces réticences apeurées. On croit au contraire que plus on est profondément chrétien, mieux on doit travailler à faire descendre dans le monde plus de justice et plus de fraternité.

Quand au quartier Latin il a fallu plus d'une fois résister à l'insolence des royalistes, les camarades de la Jeune-République étaient l'âme des contre-manifestations républicaines.

Le grand acte qu'en ces derniers temps réalisa cette ardente jeunesse fut l'extraordinaire rencontre internationale de Bierville, qui suscita dans l'opinion pacifiste tant d'enthousiasme, tant d'indignation et de fureur dans les partis nationalistes. C'était, au Camp de la Paix, une grande œuvre qu'on en-

1. *L'Œuvre*, 18 février 1927, p. 4, col. 1-2. – Créé en 1904 comme mensuel in-8°, ce périodique est devenu un journal quotidien en 1915. De tendance socialisante lors de sa fondation, *L'Œuvre*, qui s'était fait d'entrée remarquer par son antisémitisme, a opté en 1940 pour la collaboration et, de ce fait, a dû disparaître en août 1944. Au moment de Bierville, elle est encore dirigée par son fondateur, Gustave Téry (1870-1928), et son rédacteur en chef depuis 1924 est le radical Jean Piot (1889-1948) ; tous deux sont normaliens, ce qui peut expliquer qu'Henri Guillemin ait écrit pour eux cet article qui fait de la publicité pour son parti ; mais il faut dire aussi que Téry avait été pendant la guerre un pacifiste déterminé, publiant par exemple en feuilleton *Le Feu* de Barbusse (août-septembre 1916), roman qui décrivait l'horreur de la guerre et qui obtint le Goncourt. Pour ces raisons et bien que *L'Œuvre* ne soit pas un journal de Sangnier, j'ai retenu cet article "latéral" pour sa valeur documentaire.

2. Cette graphie curieuse est celle de *L'Œuvre*. Elle n'est pas attestée par la documentation mais c'est à cette date, apparemment en tout cas, celle de Guillemin, et je la garde.

treprenait, un immense et confiant effort pour l'apaisement des haines et la construction de la paix. Visant à la paix internationale, on travaillait du même coup à la réconciliation nationale, unissant dans le même élan généreux des hommes que divisaient d'ordinaire tant de problèmes philosophiques ou religieux. Mais peu importait que les uns fussent pacifistes à cause de la loi même du Christ et de l'Église, ou que les autres, rationalistes et libres penseurs, le fussent par amour de l'humanité, si tous voulaient cette Paix de toute la force de leur cœur, et s'entendaient sur les moyens à mettre en œuvre pour la créer et la maintenir[1].

Cette unanimité profonde et magnifique ne fut point seulement l'entraînement d'un instant, aussi tôt disparu des cœurs que chacun s'en fut retourné à ses travaux ; mais on la vit se refaire, aussi vivante, aussi résolue, lors de la manifestation qui eut lieu en décembre, lorsqu'on présenta, pour la première fois, le film tourné pendant le Congrès[2]. Si les amis d'Allemagne, et de toutes les nations, n'étaient plus là, on retrouvait autour de Marc Sangnier et des camarades de la Jeune-République tous ceux qui, protestants, libres penseurs, catholiques, avaient, une fois déjà, apporté l'adhésion de leur intelligence et de leur cœur à l'œuvre entreprise à Bierville, à ce vaste et indispensable travail de préparation psychologique de la paix.

Depuis le Congrès de Bierville l'activité des Jeunes-Républicains s'est développée avec intensité, rencontrant de toutes parts d'ardentes collaborations. Pendant le Congrès de la Paix qui eut lieu à Valence en septembre dernier, le discours d'un jeune camarade de Marc Sangnier fut accueilli, au meeting de clôture, par un enthousiasme qui révélait à quel point les actes de Bierville avaient été suivis par l'attention passionnée de la France.

À travers tout le pays, les groupes des grandes villes, les fédérations de province accentuent leur propagande, organisent des conférences d'études ou de grandes manifestations publiques.

À Bordeaux, à Lyon, à Marseille, à Nancy, à Metz, des réunions multipliées, organisées par des camarades de Paris ou du lieu, posent devant l'opinion le problème de la route à suivre pour l'édification de la paix, les garanties de sécurité de la France. Partout grandissent des groupes de jeunes, où étudiants, employés, ouvriers travaillent ensemble, luttent ensemble.

1. On note ici que Guillemin, peut-être parce qu'il n'écrit pas dans *La Jeune-République* où il se sent "chez lui", fait effort pour nuancer son prosélytisme chrétien. On peut faire la même remarque à propos de quelques articles plus tardifs.

2. Ce film aujourd'hui restauré est visionnable en salle P [salle de l'audiovisuel] de la BnF.

Allez un jour à une de leurs réunions, écoutez-les, regardez-les vivre : vous verrez quelle étrange flamme est en eux, souvent mystique, toujours lucide et claire. Pour eux, la Jeune-République est beaucoup plus qu'une formule politique, c'est presque comme une manière de comprendre la vie. Il y a d'abord, partout, ce prodigieux élan d'affection qui les attache à leur chef, Marc Sangnier. Les adversaires s'en étonnent, et disent parfois leur admiration pour tant de dévouement passionné, pour une discipline si ardemment, si joyeusement consentie. Et il y a aussi chez beaucoup cette idée que ce qu'ils font dans la cité, pour la justice et pour la paix, n'est que le prolongement tout simple et comme naturel de la vie intérieure qui les anime, de la foi profonde qui brûle en eux. On les voit coller des affiches, vendre des journaux dans la rue, distribuer des tracts, faire le service d'ordre dans les réunions, parler eux-mêmes, quelquefois, tout cela avec simplicité, comme un chose qui va de soi quand on a une fois, comme ils disent, « donné sa vie à la cause ».

Ils sont une force ; car ce n'est jamais en vain qu'on jette, dans le monde, tant de volonté tenace, tant de passion d'idéal.

Henri GUILLEMIN,
de la Jeune-République.

Marc Sangnier parle au Groupe d'études socialistes des quatre Écoles normales supérieures sur "La papauté et la paix"[1]

Jeudi 17 février, Marc Sangnier avait été invité, par le Groupe d'études socialistes des quatre écoles normales supérieures (E.N.S. de la rue d'Ulm, Sèvres, Saint-Cloud et Fontenay), à faire une conférence sur « La Papauté et la Paix ».

Son exposé, uniquement didactique, et tout nourri de textes et de documents, fut écouté avec la plus grande attention. Marc Sangnier s'attacha principalement, dans ce milieu où les libres penseurs sont les plus nombreux, à démontrer de quelles incompréhensions avaient été victimes les efforts obstinés des Papes, depuis 1914, soit pour ramener la paix, soit pour promouvoir dans le monde les idées de collaboration fraternelle entre les peuples. Il montra combien les violences parallèles des nationalistes allemands et français dirigées contre l'attitude du Vatican constituaient un témoignage éclatant de son impartialité.

Plusieurs contradicteurs vinrent poser des questions à notre ami. Il fut ainsi amené à préciser que, si la « préparation psychologique » de la paix et le travail sur les esprits étaient indispensables et essentiels, il fallait évidemment poursuivre, en même temps, une politique – toute humaine celle-là et qui n'est pas du domaine de l'Église « dont le rôle n'est point de départager des héritages » – tendant à substituer au système économique et capitaliste du monde une organisation sociale démocratique qui diminuât les causes de conflits, que l'anarchie actuelle ne peut qu'engendrer sans cesse.

La loyauté, l'exactitude scientifique de l'exposé de Marc Sangnier firent une profonde impression sur les jeunes camarades réunis pour l'entendre.

H. C. [*sic*]

1. *La Jeune-République*, 25 février 1927, p. 1, col. 6. – Bien que signé « H. C. », ce billet est sûrement de Guillemin, aucun des collaborateurs habituels de Marc Sangnier n'ayant H. C. pour initiales ; de plus Guillemin est encore, à la date de cet article, élève à l'E.N.S. de la rue d'Ulm, où il accomplit sa quatrième année (voir *Henri Guillemin tel quel*, p. 87), et il est donc naturel de l'imaginer présent lors de cette intervention de son ami et maître ; enfin, pour qui lit depuis 1923 ses billets sur les activités militantes de Sangnier, il est facile de reconnaître son style à la fois précis et enflammé, même dans un texte court. C'est bien "du Guillemin".

Bierville
et la Révolution de la Paix[1]

Dans l'ordre des grandes transformations humaines, tout commence par une vaste germination morale. La Révolution de 1789, on sait à présent de quel confluent elle naquit, et tout ce qui la précéda, la prépara de très loin dans les âmes : cet insensible retournement des esprits, cette pénétration frémissante de tout un monde par une lumière intérieure. En 1848, le tremblement qui secoue la France, et l'Europe même, nul n'en est plus à penser qu'il survint à l'improviste, inexplicable. Et il est aussi fou de croire la République de Lamartine issue d'une campagne de banquets que d'imaginer la première Révolution née tout entière des difficultés financières de l'Ancien Régime.

La paix – non pas cette intermittence des combats, ce repos harassé entre deux hécatombes mais la paix construite, ordonnée, voulue, cette paix active et laborieuse, – non pas la paix chétive des diplomates, mais la forte paix des hommes de bonne volonté vers quoi s'achemine depuis deux mille ans le monde, la paix aussi est une immense Révolution, une création démesurée que seul peut accomplir un mouvement profond des esprits et des cœurs.

Elle a déjà ses richesses spirituelles. Tous ces groupements divers, catholiques, protestants, libres penseurs, toutes ces organisations de scoutisme, ces ligues de bonté, ces unions de jeunes, ces vastes associations ouvrières : J.O.C., C.G.T., C.F.T.C., tout cela, dispersé encore, mais où vit la même flamme fraternelle, c'est l'armée des hommes de bonne volonté. Je ne dis pas que chacun encore y poursuive consciemment et de ferme propos l'élaboration du nouvel univers. Je sais même que tous ces mouvements divergent parfois et que les hommes qui les composent fixent leurs yeux sur d'autres

1. *La Jeune-République*, 12 juin 1931, p. 1, col. 2-3. Henri Guillemin, qui a quitté l'E.N.S. en 1927 et s'est marié en 1928, a commencé sa carrière d'enseignant du secondaire, puis la préparation de sa thèse sur *Jocelyn*. Il n'a pas cessé pour autant de collaborer à l'hebdomadaire de Marc Sangnier (voir le chapitre suivant). Je place ici le dernier article qu'il y publie parce que son contenu est consacré à la persistance de l'esprit de Bierville – esprit dont il sera aussi question dans ses articles du *Volontaire* et de *L'Éveil des peuples*, deux autres des périodiques dirigés par Sangnier (voir les chapitres VI et VII).

buts, plus proches, que la construction d'un monde pacifié. Pourtant, cette vaste pensée, cet élan secret, tous en sont habités. La paix véritable leur est nécessaire, et quand bien même ils semblent ne point songer d'abord à elle, ils la supposent d'abord dans leur cœur, comme la condition première du succès même de leur effort.

Or, notre grand dessein est de faire qu'eux tous prennent conscience de cette volonté pareille, qu'ils se reconnaissent, qu'ils se découvrent, sur ce point, unis, semblables, unanimes ; qu'ils se sentent eux-mêmes ouvriers du même travail, compagnons d'une même tâche immense.

Il ne s'agit point d'unité indécise, de cartel trop vaste où s'atténueraient, dans le relâchement, les fécondes diversités. Il ne s'agit point d'un embrigadement impossible, mais de ceci seulement, magnifiquement neuf et utile : qu'un endroit leur soit offert, un *terrain* – au propre et au figuré –, un lieu à la fois matériel et moral, un milieu où tous se puissent rencontrer, se joindre, se connaître, où, quand ils y viendraient, ils s'affirmeraient identiques dans la joie d'un effort commun.

Le Foyer de la Paix, à Bierville, c'est cela[1].

Terre accueillante, terre fraternelle, terre d'ardente communion, tout à la fois symbole et positive réalité, lieu de rencontre, vastes espaces où la vie commune est possible, et, tout en même temps, milieu moral, chargé d'un enseignement qui sort des choses mêmes et du sol, foyer véritable où chacun, restant soi-même, se retrouve solidaire de quiconque travaille aussi, quand même il n'y songerait pas, à la paix du monde.

Songez à l'importance presque tragique de cela. Il y a, entre les nationalismes, une fraternité inavouée et terrible. L'esprit de violence et de haine réunit étroitement les siens. Ils s'entendent, sans même se voir, se font écho les uns les autres, étendent sur les nations la même affreuse opacité, la même nuée lourde de sang.

Il faut que, pareillement, se rassemblent ceux qui résistent à cette folie. Bierville est là qui vous dit de quel esprit vous êtes ; simplement cela, – qui est presque tout.

Dans le drame qui se joue sous nos yeux, où chacun de nous est acteur, qu'il le veuille ou non (et s'il croit refuser de prendre parti, le jeu se joue

1. Cette nouvelle initiative de Marc Sangnier fait partie de son activité de maire de Boissy-la-Rivière. Le Foyer, actif de 1932 à 1939, comporte entre autres une hôtellerie (l'Épi d'or, qui est la première Auberge de jeunesse de France), une école internationale et une école d'agriculture.

quand même, malgré lui, et contre lui), dans cette tragédie de la paix ou de la guerre, l'initiative qu'a prise Marc Sangnier à Bierville peut avoir une efficacité providentielle : faire que la paix reconnaisse les siens, que ce qui est dispersé s'assemble, que la paix ait[1], pour ainsi dire, sa Maison.

Les diplomates, les gouvernants, que peuvent-ils, sinon enregistrer ce qui est, lui donner forme, le traduire à leur manière, en traités, en textes ? Ils ne sont que des interprètes. Mais au fond, tout repose sur nous. « Si le sel s'affadit, qui lui rendra sa saveur[2] ? » Nous portons sur nos épaules la responsabilité de l'avenir du monde.

La Révolution de la Paix, il n'est que nous autres pour la faire. Le Foyer de Bierville, c'est la première "Bourse du Travail" ouverte à ceux qui préparent cette Révolution-là.

Henri GUILLEMIN.

1. *La Jeune-République* imprime « aie », je corrige.
2. Évangile de Matthieu, chap. 5, verset 13.

Chapitre V
Les élections de 1928[1]

Prise de vues à Malakoff[2]

Marc Sangnier a parlé à Malakoff.

Ça n'a l'air de rien, n'est-ce pas ? C'est tout naturel, puisqu'il est candidat.

Et voilà pourtant qu'à travers la circonscription tout entière le meeting de vendredi dernier fait figure d'événement et qu'on en parle comme d'un tour de force.

Depuis longtemps, du jour où les communistes ont emporté la mairie du pays[3], il était entendu que personne, hormis les orthodoxes du « parti », ne pouvait prendre la parole, en public, à Malakoff. Les communistes s'étaient même montrés tout à fait méchants pour M. Farinet[4] qui, malgré de méritoires efforts, n'avait pu obtenir autre chose du public de sa réunion qu'un vacarme déconcertant.

Infiniment plus circonspect, M. Frédéric Pic fait sa campagne électorale par circulaires confidentielles. Il lui répugne d'exposer sa personne et sa dignité municipale aux remous d'une assemblée populaire. Son adjoint,

1. Sangnier, battu de peu en 1924, repart en campagne à l'approche des législatives des 22 et 29 avril 1928, organisées cette fois selon un scrutin majoritaire uninominal à deux tours qui nous est plus familier. Guillemin, bien qu'il ne soit plus son secrétaire, reste alors très proche de lui et rend compte de plusieurs réunions.

2. *La Jeune-République*, 23 mars 1928, p. 3, col. 4. On note cette expression alors moderne de « prise de vues », devenue le titre d'une série d'articles de la *Gazette de Lausanne* en 1964-1965 (voir P. B., *Guillemin, une vie pour la vérité*, p. 69-71).

3. Malakoff, ancien quartier de Vanves, est devenu une commune indépendante en 1883. Après plusieurs septennats de maires socialistes ou apparentés, le premier maire communiste est, depuis mai 1925, Léon Piginnier (1884-1944), qui resta en place jusqu'à la guerre et dont il est question dans les pages qui suivent.

4. *La Jeune-République* imprime « Ferinet », je rétablis le nom d'Émile Farinet (1887-1937), conseiller municipal socialiste de Malakoff de 1925 à 1929. Plus loin son nom est imprimé correctement.

consulté, répond aux indiscrets : « Je ne dis pas qu'un jour ou l'autre, s'il est moins absorbé, M. Pic ne fera pas, à son tour, une réunion publique ». Craignons que M. Pic ne sache jamais trouver le jour où il sera « moins absorbé »[1].

Marc Sangnier vint tranquillement à Malakoff, comme il était venu à Issy et à Clamart. Et, tout comme il avait parlé à Issy et à Clamart, il parla à Malakoff.

Un concours de population démesuré ; une salle de six cents places assises ou près de quinze cents personnes voulaient entrer, et parvenaient à s'entasser. Des casquettes, rien que des casquettes. Chandails gris et foulards. Un nuage de fumée de plus en plus dense. Vers minuit, du fond de la salle, Marc Sangnier était invisible à travers ce brouillard bleu.

La grande mobilisation communiste : on vient voir, ou revoir, Marc Sangnier, et l'"engueuler", tant qu'on pourra. C'est ce que M. Frédéric Pic appelle ingénieusement la « collusion de Marc Sangnier avec les révolutionnaires ».

Ce fut un assez rude spectacle.

Deux heures durant, Marc Sangnier parla, sans finasseries politiciennes, sans prudences d'habile candidat, mais à sa manière de toujours, lumineuse, carrée. Comme des houles, parfois, de brusques clameurs montaient. Chaque fois Marc Sangnier les dominait, non par artifice d'orateur, mais bien par la maîtrise de l'intelligence et de la loyauté.

Un beau corps à corps.

Un homme, devant mille autres, quinze cents autres, venus là pour étouffer sa voix, et qui se taisaient, à cause de cette sincérité qu'ils sentaient vivante devant eux et qui les poignait. De mes yeux, j'ai vu, à côté de moi, des visages changer, des acquiescements qui s'arrachaient, comme sous la force d'un magnétisme. De grands silences se faisaient dans cette foule énorme saisie par la vigueur d'une logique qui l'emportait. – La victoire de l'esprit.

« Et qu'est-ce que tu as donc, toi ? a crié quelqu'un à l'orateur.

— Ce n'est pas à moi de répondre. Demandez-le à vos propres chefs, à mes adversaires politiques. Eux-mêmes vous diront ce qu'est Marc Sangnier. »

1. Le radical de gauche Frédéric Pic (1879-1961) a été député de 1928 à 1936 ; à l'époque de cet article il est maire de Vanves depuis 1919 et le reste jusqu'en 1940 ; après la guerre il y fut adjoint au maire et c'est aussi dans cette ville qu'il est mort.

D'un seul coup, toute la salle s'enlève, d'un élan : les communistes comme les autres.

Quelquefois on a ri de bon cœur.

Un électeur de M. Pic, égaré dans cette fournaise, s'étrangla tout soudain d'une indignation inintelligible. – Un citoyen méticuleux, muni d'un discours tout écrit et qui n'avait l'air outrageant pour personne, eut le privilège de susciter d'épouvantables vociférations et dut abandonner la place avant d'avoir déchiffré trois phrases de son manuscrit. M. Farinet, ulcéré de ses réunions désertes, ne voulut point laisser passer cette occasion providentielle d'offrir enfin à une grande foule d'électeurs le sympathique aspect du candidat socialiste. On perçut, lorsqu'il eut terminé, des bruits épars et discrets, qui ressemblaient à des applaudissements. Quant à M. Piginnier[1], qui avait gentiment écouté Marc Sangnier, il s'en remit, selon sa coutume, à un adolescent zélé pour apporter à la tribune les aphorismes un peu fanés de Moscou.

L'Internationale, prévue pour la fin, eut bien du mal à éclater. Elle s'éleva cependant mais avec si peu d'assurance qu'elle s'arrêta d'elle-même au fond des gosiers : les ovations la submergeaient, montant vers Marc Sangnier qui dressait, au bord de l'estrade, sa rude silhouette de lutteur.

Henri GUILLEMIN.

1. *La Jeune-République* imprime ici « Piginici », joli cafouillage typographique. Les occurrences suivantes de son nom sont toutes imprimées fautivement « Piginier », j'ai partout rétabli les deux *n* nécessaires.

À travers nos campagnes électorales
Marc Sangnier dans le canton de Vanves[1]

Vu à Châtillon, le 20 mars 1928

Un meeting contradictoire, qui avait bien plutôt l'allure d'une réunion d'études.

Châtillon n'a pas quinze cents électeurs ; cinq cents étaient venus écouter Marc Sangnier. Il leur a parlé non comme à des enfants ou à des barbares qu'on essaie d'exciter par de hurlantes démences, mais tout simplement, dans un entretien familier.

Marc Sangnier est vraiment un candidat peu ordinaire, un homme d'une espèce particulière, qui prend au sérieux la République. Il pense qu'il faut faire aux électeurs assez de confiance pour les juger dignes de suivre une pensée logique, de parcourir les étapes successives d'un raisonnement. Il va aux élections avec une espèce simplicité naïve, et qui est sa force même ; il offre loyalement au suffrage universel un programme clair et une méthode.

Penché sur la foule, on le voit entretenir avec elle une conversation directe et pressante. Beaucoup d'adversaires, à coup sûr, sont devant lui ; ils l'écoutent, le front soucieux, avec la barre, dans les sourcils, d'une attention crispée.

De-ci, de-là, quelques bourrasques. Il y a des mots, des noms propres, que certains ne peuvent entendre sans pousser tout aussitôt, et comme par réflexe, des cris sauvages. Mais le silence retombe vite sur cette grande salle qu'emplit sans effort la voix calme de Marc Sangnier.

Les communistes sont très fidèles et viennent chaque fois en gros bataillons. Ils constituaient dans l'auditoire trois îlots épars mais massifs. Nos communistes de France n'ont pas encore l'armée rouge, mais ils en ont déjà

1. *La Jeune-République*, 30 mars 1928, p. 2, col. 5-6 et p. 3, col. 1. Ce surtitre est commun à *deux* articles de Guillemin, tous les deux signés, présentés côte à côte sur la page (le second, un peu plus long, déborde sur la page suivante). Pour la facilité de la lecture je les place l'un après l'autre, chacun sous son titre.

la discipline. Ils applaudissent leurs orateurs avec ensemble et précision. Cet enthousiasme arrive même à revêtir une grandeur d'abnégation lorsqu'il se dépense pour M. Piginnier[1], leur candidat. Prestige miraculeux de l'estampille ! Le pavillon ne se contente plus de couvrir la marchandise, il la transfigure !

Pour finir, un tout jeune socialiste en pull-over, qui, par amitié pour M. Farinet, a bien voulu le "doubler" pour ce soir, et "encaisser", en place de lui, les gentillesses des communistes. Il pousse sa harangue avec exaltation et, derrière lui, son ombre gesticule sur l'écran.

Les spectacles de cinéma s'achèvent souvent par un comique.

Henri GUILLEMIN.

Au royaume de M. Frédéric Pic[2]

La tournée des cinq meetings "pré-électoraux" finissait à Vanves.

Dès 8 h 30, les murs de la salle craquent de toutes parts. D'étonnants échafaudages humains s'organisent. Par la porte ouverte au grand large, une masse oscillante cherche à pénétrer. L'escalier, jusqu'au rez-de-chaussée, s'emplit d'une cohue bruyante.

Correct et gêné, M. Pic en personne – le candidat invisible, enfin matérialisé pour ce soir – siège dans les premiers rangs.

Une Marianne en plâtre, juchée dans une niche, cambre le buste derrière Marc Sangnier. C'est déjà quelque peu l'atmosphère grisante des préaux d'écoles.

L'ordinaire équipe communiste est présente, avec ses visages qu'on commence à connaître. Aucune haine en eux, du reste. Il y a des idées qu'ils saluent, au passage, de violentes clameurs. Un tumulte plus fort que les autres s'est élevé soudain ; Marc Sangnier, très simplement, leur rappelle, au milieu des cris, que trente années d'ardents combats au service de la République méritent au moins leur respect. Alors c'est, d'un coup, le silence et des voix soudain graves répondent : « Vous savez bien, Marc Sangnier, que nous n'avons jamais dit le contraire ».

Comme chaque fois, Marc Sangnier maintient obstinément au meeting sa valeur éducative et sa dignité. Nulle attaque personnelle n'est sur ses lè-

1. Ici et plus loin, je rétablis le *n* manquant.
2. Voir p. 170 et n. 1.

vres. Il débute sans préambule, comme on fonce, tête baissée. Il a dit une seule phrase et déjà l'on se trouve au cœur du débat ; on se sent emporté par le mouvement interne d'une dialectique qui enserre le problème, le pénètre et le résout. Marc Sangnier avance pas à pas dans son raisonnement ; ses yeux cherchent les yeux de ceux qui sont devant lui. Il y a dans son corps même une sorte d'élan qui tend les muscles tandis que s'élabore la pensée et qu'elle s'arrache de l'âme en phrases organiques et vivantes. On dirait qu'une espèce de fièvre grandit en lui quand il parle, aiguisant encore plus sa pénétrante lucidité. Sa voix enveloppe la foule comme d'un mystérieux réseau palpitant, l'unifie, l'incorpore à son être même et fait battre ce cœur unanime au même rythme que le sien.

La contradiction est une détente heureuse et souvent pittoresque.

On avait grande hâte d'écouter M. Pic. Mais deux communistes passèrent avant lui, dont une petite citoyenne explosive qui tapait sur la table de grands coups de poing. Mais l'auditoire criait à voix pointue le nom de M. Pic. Le maire de Vanves joua des coudes et des épaules et parvint à la tribune. De mauvais cœurs qui, tout à l'heure, l'appelaient éperdument, l'accueillirent, dès qu'il parut, par des hurlements. La sonnette du président en perdait haleine. M. Pic occupa peu d'instants la tribune et en descendit presque aphone.

Le traditionnel M. Farinet vint enfin redire avec persévérance et dans l'inattention générale les propos sans gravité qui constituent son habituelle allocution.

Henri GUILLEMIN.

Une dure victoire, une vraie victoire[1]

Mardi 3 avril, Marc Sangnier faisait à Vanves sa première réunion publique sous un préau d'école.

Les gens rangés, les citoyens prudents, s'ils ont parfois la témérité extrême de s'aventurer dans les meetings pré-électoraux, ne se hasardent plus dans la tourmente des préaux d'école. La nouvelle, qui s'était répandue, des événements de Châtillon, survenus la veille même, achevait d'épouvanter les hommes d'ordre : M. Pic n'avait pu dire trois paroles et s'était enfui, à neuf heures et quart, sous un ouragan de clameurs.

C'était un grand préau qui ressemblait à un hall de gare, avec sa charpente de fer et son toit vitré. Un maigre éclairage verse une lumière brouillée. La fumée bleue des cigarettes épaissit ses nappes denses sur l'entassement d'une foule debout. Il y a des grappes humaines pendues aux fenêtres ; au dehors même, des gens s'écrasent, sous la pluie, cherchant à voir pardessus les têtes, et tendant l'oreille.

M. Piginnier, candidat communiste, est là ; à défaut de cotte bleue, il a mis, du moins, une casquette.

M. Farinet, plus sombre que jamais, avoisine la tribune. Il a, malgré son pardessus clair, le même air noir que sur son affiche, et semble un Cupidon triste qui aurait oublié ses fléchettes[2].

Jusqu'à minuit sonné durera la lutte. Sans faiblir – avec un patient courage, qu'admireront tout haut des adversaires mêmes, – Marc Sangnier tient bon contre les remous ; on veut l'arracher à ce calme qui est sa force ; on l'attaque avec bassesse ou frénésie. On défigurera exprès sa pensée et ses actes. M. Piginnier avance des propos qu'il sait mensongers. Un clan, dans un coin, s'acharne à rejouer de vieilles scènes anti-religieuses d'avant-guerre et ressuscite des cris périmés. Un jeune bourgeois en complet violine

1. *La Jeune-République*, 6 avril 1928, p. 2, col. 5. – À nouveau, comme dans le numéro précédent, deux articles imprimés côte à côte sont réunis par un même surtitre, « À travers nos campagnes électorales » ; mais cette fois seul le premier, signé par lui, est d'Henri Guillemin ; l'autre est d'E. Lesourd, dont je ne sais rien (« Une belle campagne de réunions à Roanne », p. 2, col. 6 et p. 3, col. 1).

2. Sur Farinet, voir p. 169, n. 4.

s'exerce à de pénibles diatribes, ressucées du Nectoux modèle 1914[1]. C'est un réconfort que de voir à quoi en sont réduits nos adversaires.

Inlassable, Marc Sangnier répond posément. La force tranquille de la vérité est en lui. Il parle le dernier, s'imposant sans efforts, ayant fourni, une fois de plus, la preuve qu'en pleine bataille électorale il est toujours possible, lorsqu'on sait le vouloir, de dire toute sa pensée et de garder à une réunion, malgré tout et jusqu'à sa fin, la dignité qu'elle doit avoir.

Henri GUILLEMIN.

1. Claude Nectoux (1860-1929), ancien ouvrier mécanicien, a été pour la première fois élu député S.F.I.O. en 1909. Je ne peux préciser à quel comportement exact fait allusion l'expression « Nectoux modèle 1914 », car même la notice la plus complète, celle du précieux *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* de Maitron, est plutôt succincte. Il est sûr que, militant socialiste jusqu'à la guerre, Nectoux fut ensuite un anti-pacifiste déterminé et quitta pour cette raison, lors de la campagne pour les législatives de 1919, la gauche pour le Bloc national.

Une réunion publique à Malakoff
La haine communiste se déchaîne[1]

Samedi 14 avril, Marc Sangnier a parlé au préau d'école de la rue Paul-Bert, à Malakoff. Le scrutin approche et la fièvre monte…

Les communistes avaient fait savoir prudemment, d'avance, leurs intentions brutales d'empêcher la réunion et de couvrir la voix de Marc Sangnier. C'est un jeu qui peut être possible avec M. Pic[2], mais qui ne l'est pas avec Marc Sangnier. Jusqu'à deux heures du matin, debout devant une foule tumultueuse et traversée de remous, Marc Sangnier opposa aux frénésies déchaînées son courage tranquille et souriant.

On sentait bien que les communistes comprenaient qu'ils avaient devant eux celui avec qui se disputerait la bataille finale. Et déjà leurs orateurs improvisaient des discours de ballottage[3].

Sept contradicteurs se succédèrent, avec des visages qu'on avait déjà vus, depuis l'ardent et sympathique gaillard des Jeunesses communistes, en passant par l'aigre et prétentieux Paris[4], pour aboutir à M. Piginnier.

Il était près d'une heure du matin ; Marc Sangnier tenait toujours.

« Il a un rude cran, le copain. Il ne se dégonflera pas », disaient autour de moi des adversaires qu'émouvait une pareille ténacité.

C'est alors que M. Piginnier résolut de soulever la salle par des paroles de violence et de haine ; et lorsqu'il se fut abaissé à injurier Marc Sangnier, des bagarres éclatèrent. Notre camarade André Béranger[5], en qui M. Piginnier

1. *La Jeune-République*, 20 avril 1928 [et non le 13 comme je l'ai dit par erreur dans *Guillemin, une vie pour la vérité*, p. 13], p. 3, col. 5. Cette fois le surtitre, qui reste « À travers nos campagnes électorales », sert toujours de chapeau à deux textes, celui de Guillemin qu'on lit ici, et un appel de la rédaction du journal intitulé « Pour le succès de nos amis. Souscrivez ! ».

2. Voir p. 170 et n. 1.

3. Autrement dit des discours de second tour, faute de majorité absolue au premier comme ils l'espéraient.

4. Je n'ai pas identifié qui était ce contradicteur.

5. Ouvrier métallurgiste aux usines Renault, André Béranger (1907-2006) milite à la C.F.T.C. [Confédération française des travailleurs chrétiens], ce qui le fait mal voir des communistes associés, eux, à la C.G.T. Il fut bien plus tard, toujours proche de Sangnier, député du M.R.P. (1946-1951).

s'obstinait à dénoncer un « agent provocateur », fut assailli par dix forcenés. Mal à l'aise, M. Piginnier sentait peser sur sa conscience cette mauvaise parole.

Comme chaque fois, Marc Sangnier parla le dernier et dit tout ce qu'il avait à dire. Ainsi, le coup de force avait échoué. Marc Sangnier avait fait son discours calmement, tout au long ; il avait répondu aux contradicteurs et prouvé, une fois de plus, qu'avec de la patience et du courage, on vient à bout de la stupidité et de la haine.

Henri GUILLEMIN.

En écoutant Marc Sangnier…[1]

Deux admirables réunions. Ce n'est pas l'heure où la fièvre des campagnes électorales fausse le jeu normal des esprits ; par temps calme, on voit mieux devant soi. Deux réunions attentives, passionnées.

À Tours, samedi 16, dans la grande salle du Manège, cinq cents personnes assemblées. De tout. À gauche, près de la tribune, un groupe assez dense d'adversaires. Marc Sangnier prend la parole et, sans préambule, il est au cœur du problème.

… Le silence. Un millier d'yeux sur lui. Sa stature de lutteur en pleine force, ramassé, tendu dans la création verbale. Cette parole, dont les nuances ne sont pas les savantes inflexions d'un rhéteur, mais les teintes mêmes de la pensée, et ses reliefs ; la force contraignante de ce verbe, qui emplit une salle, la tient, la contient entière dans son volume, l'unifie…

Le discours dura plus d'une heure. Le résumer ? Pourquoi faire ? Sa charpente, ses éléments, sont ceux de son discours du 1er mars, à Paris. *La Jeune-République* l'a publié intégralement[2]. Mais, comme toujours, l'expression était neuve, la disposition[3], même, renouvelée. Aucun défaut dans cette cuirasse : celle même de la Vérité dont parle l'Écriture. Une structure logique où ne bâille aucune fente, qu'aucun biais ne permet de détruire. « Les exigences de la logique républicaine », comme elles rayonnaient, évi-

1. *La Jeune-République*, 22 mars 1929, p. 1, col. 2-3. Comme l'indique Henri Guillemin en commençant, nous sommes ici sortis du contexte de campagne. Aux élections de 1928, Marc Sangnier a de nouveau été battu et il ne redevint député que dans sa vieillesse, après la guerre, sous l'étiquette M.R.P. où ne subsiste que l'ombre de ses idéaux. Pour le moment il n'a pas encore soixante ans et il continue de militer pour ses convictions les plus chères, et pour la défense d'un pacifisme spiritualiste toujours plus étendu au sein de la jeunesse européenne, à Bierville mais aussi dans ses réunions en province.

2. Dans son numéro du 8 mars, allongé de quatre à six pages pour pouvoir loger ce très long texte en petits caractères.

3. Au sens du mot latin *dispositio*, qui désignait dans l'enseignement que recevaient les futurs orateurs ce que nous appelons le plan (d'un discours, d'une plaidoirie…). Une bonne "disposition" est celle qui permet d'argumenter de la façon la plus efficace : exactement le type de rhétorique persuasive que pratique avec souplesse Marc Sangnier et dont Henri Guillemin conférencier a largement hérité.

dentes ! Comme avaient fui tous les brouillards ! Rien que la clarté, les démarches mêmes du bon sens.

Ils ne *pouvaient* pas contredire, ceux qui étaient venus pour cela. Sur d'autres sujets, où l'appréciation personnelle, les préférences interviennent, on attend, on prévoit, on sent venir la contradiction. Là, elle cesse d'être possible, d'être concevable. L'esprit de finesse[1] admet, sollicite le débat. L'esprit de géométrie, non. On ne conteste pas la logique ; on la constate.

Trois contradicteurs sont venus. Tous se sont dérobés. S'agit-il de savoir si, dans un État neutre et laïque, de forme républicaine – qui ne reconnaît pas les vœux –, l'illogisme n'est pas patent d'une exclusive contre les religieux[2] ? – Ils répondent en disant que le *Syllabus*[3] leur déplaît, que le Pape « embrasse Mussolini », que les curés ont voulu la guerre.

Avec une mansuétude inlassable, Marc Sangnier s'efforce à les ramener au sujet. Ils fuient. Le dernier d'entre eux, fou de rage, s'abandonne aux insultes. La salle entière s'est levée, dans l'indignation. Le précédent contradicteur, patron spirituel du dernier, remonte à la tribune pour désavouer son mauvais disciple, et, quoiqu'incroyant et vieil adversaire, tend à Marc Sangnier, qui la prend, « sa main fraternelle ».

L'ordre du jour est acclamé. Vingt-cinq voix contre, environ, sur cinq cents votants.

À deux heures du matin, le dimanche, réunions des amis, autour de Marc Sangnier. Des visages nouveaux, surtout de jeunes gens que le meeting d'hier a secoués. Dans tous les cœurs, la joie du travail fécond, le bonheur que soit enfin parmi nous le chef tant aimé.

Marc Sangnier parle des *Volontaires*, et de la *Croisade de la Jeunesse*[4]. L'idée, présentée dans toute sa force, avec cette contagion d'enthousiasme

1. Au sens où Pascal, dans les *Pensées* (classement Lafuma, n° 511), l'oppose à l'esprit de géométrie mentionné ici juste après.

2. La polémique sur ce point dure toujours (voir plus haut p. 48).

3. Recueil condamnant une liste d'erreurs doctrinales, publié par Pie IX en 1864 et marqué par son esprit d'intransigeance.

4. Le nom de « Volontaires de la Démocratie » désignait, depuis avant Bierville, ceux qui assuraient le service d'ordre des manifestations de la Jeune-République. À partir de janvier 1928, Marc Sangnier désigne par ce mot une autre de ses initiatives, les « Volontaires de la Paix », groupe de jeunes proches du scoutisme, et chargés de diffuser les idées internationalistes et pacifistes du "patron". – La « Croisade de la jeunesse pour la Paix », menée par ces Volontaires, doit devenir à terme le centre du neuvième congrès, prévu à nouveau à Bierville (16 août-1er septembre 1929) ; à l'époque où Guillemin écrit ces lignes, elle a commencé à

qu'apporte toujours Marc Sangnier, entraîne les esprits, les cœurs. Le passage à Tours de la colonne « Pyrénées-Paris » sera marqué par une puissante manifestation.

Le banquet, pareil à ceux de toujours : vieux militants, tout jeunes "gosses", déjà pleins de flamme. À la table de Marc Sangnier, les aspirants *Volontaires* ; – d'autres, pour la première fois parmi nous, émus, bouleversés par cette découverte merveilleuse d'une fraternité, non plus écrite, mais vivante.

Le temps presse. L'après-midi même, Marc Sangnier doit parler à Saumur. Trains, autos. Saumur.

Une grande salle à plafond voûté où la voix porte sans effort. L'après-midi est belle. La campagne est bien attirante pour qui travaille toute la semaine. Sur les bords de la Loire, Marc Sangnier se promène, pour réfléchir, comme toujours. C'est l'heure. La salle est pleine. Des prêtres, des ouvriers, le noyau toujours compact des anticléricaux.

Plus qu'à Tours encore, la profondeur du silence.

Le thème est le même : le titre identique, les idées semblables. Et pourtant, une fois de plus, tout est changé. Même, la distance est plus grande entre ce discours-là et celui de la veille, qu'entre celui de Tours et le premier, de Paris. Richesse prodigieuse d'une pensée qui ne s'épuise pas, qui se reprend, se pénètre elle-même davantage, se traduit, intacte, précise, et, chaque fois, plus convaincante.

Un jeune homme, du parti socialiste, aborda la tribune. Il se plut à reconnaître tout ce qui, sur le plan international, social même, le rapprochait de nous. Sur le problème même que traitait Marc Sangnier, sa pensée connut l'inévitable déviation. Lui aussi parla du *Syllabus*, opposa [in]croyance à croyance[1], irréligion à catholicisme, alors qu'il s'agissait seulement de savoir si, oui ou non, l'État neutre et laïque n'est pas contradictoire avec lui-même lorsqu'il proscrit les religieux.

Ce fut alors, pour Marc Sangnier, l'occasion d'une étrange réponse, infiniment plus proche de la conversation que de la controverse. Tendue, immobile, ou parfois frémissante, explosant en bravos, la foule écoutait ces

converger, le plus souvent à pied en façon de pèlerinage, en huit colonnes internationales, dont l'une est évoquée à la fin de ce paragraphe.

1. Dans *La Jeune-République*, on lit « croyance à croyance » mais il me semble que Guillemin a dû écrire « incroyance à croyance », comme le suggère l'opposition symétrique qui suit. Dans le doute, j'indique seulement entre crochets la correction qui me paraît souhaitable.

paroles toutes simples qui venaient vers elle comme une lumière. Le vrai travail démocratique, quiconque en chercherait l'exemple l'aurait trouvé là, magnifique : la bonne volonté, le désir de comprendre, l'appétit même, semblait-il, de s'entendre, l'exposé calme et sincère des doctrines et des idées.

Par ces socialistes, Marc Sangnier fit applaudir des thèses que le théologien le plus soucieux d'"intégrisme"[1] n'eût pas réprouvées :

> Des hommes, trop souvent, viennent vous dire : "Moi, je respecte toutes les idées, toutes les opinions" Et c'est stupide ! Je vous dis, moi, que l'erreur, je ne peux pas la respecter, mais qu'au contraire je m'acharne à la détruire. Seulement, ce que je respecte, ce que je dois respecter, c'est la sincérité avec laquelle l'homme qui ne pense pas comme moi s'attache à ce qu'il appelle vérité.

Il leur citait Paul-Boncour, et son article de la *Revue des vivants* avec l'hommage qu'il y rendait à tous ceux qui, « comme Marc Sangnier », cherchent à réunir les forces vives du christianisme et l'élan d'ascension sociale[2]. Il leur montrait la vraie défense républicaine, qui serait plutôt justement de rejeter d'entre nos lois cette législation d'exception, illogique et déshonorante, afin de ne pas laisser, un jour, les adversaires mêmes de la République l'arracher aux hommes de gauche dans une victoire réactionnaire.

Ce discours – en était-ce un ? –, ce jaillissement spontané, incessant, d'aperçus nouveaux, d'idées vigoureuses, d'arguments ayant force d'évidence, comme il eût mérité de survivre, devenant, pour chacun de nous, un texte de fond, répertoire vivant d'une doctrine !

La salle, moins une voix, vota l'ordre du jour. Les socialistes se refusèrent à voter contre et demeurèrent dans l'abstention.

Inlassable, après le dîner, Marc Sangnier adressait encore aux camarades, sur leur prière, des mots d'affection et d'espoir. « Nos fils seront nos juges, disait-il, rappelant l'Écriture. Eux seuls diront, s'approchant de notre œuvre, si elle n'est déjà que poussière ou si nous y avons mis assez d'éternel. »

---

1. Les guillemets semblent suggérer que Guillemin prend le mot dans le sens strict qu'il a à l'origine ; les « intégristes » étaient les adversaires du « modernisme », les partisans d'une rigueur doctrinale du message chrétien officiel ; cette rigueur, une fois tournée en attachement rigide à la tradition, a donné l'intégrisme tel que nous le connaissons aujourd'hui.

2. Joseph Paul-Boncour (1873-1972), docteur en droit et avocat, a débuté en politique comme secrétaire de Waldeck-Rousseau. Député socialiste de 1924 à 1931 et sénateur jusqu'à la guerre, c'est un orateur réputé. Il a présidé de 1948 à sa mort la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme. – *La Revue des vivants, organe de la génération de la guerre*, est un mensuel publié de 1927 à 1935. Paul-Boncour semble n'y avoir écrit qu'une fois et je n'ai pas trouvé de page où il aurait mentionné Sangnier.

Quelques pas, dans les rues sombres. Le groupe des fidèles ; Marc Sangnier, une main posée sur une épaule amie : le travail mystérieux des âmes.

Demain soir, c'est à Bordeaux qu'il sera ; ce sera leur tour, à ceux de là-bas, de se sentir soudainement, par ce seul fait qu'il est là, meilleurs, plus forts, plus près de Dieu.

Henri GUILLEMIN
Professeur agrégé de l'Université.

Péril pour la République[1]

J'ai lu dans les journaux les comptes rendus du 27e Congrès national de la Ligue des droits de l'homme, qui vient de se tenir à Biarritz.

Je les ai lus avec intérêt, avec sympathie : la Ligue des droits de l'homme mène une belle campagne en faveur de la paix et du désarmement. Je me suis réjoui également de la voir défendre avec énergie la liberté de la pensée, si violemment et injustement attaquée en la personne du professeur Challaye, coupable d'avoir, dans une conférence publique, soutenu, à propos du colonialisme et de l'Indo-Chine[2] en particulier, quelques thèses qui n'ont pas l'avantage de plaire à M. Tardieu[3].

Mais j'ai buté avec stupeur sur le compte rendu des débats relatifs à l'enseignement. Normalien, agrégé, professeur moi-même, j'ai peut-être quelque titre à donner sur ce point mon sentiment, qui n'est pas différent, j'en suis sûr, de celui de tous nos camarades jeunes-républicains.

J'emprunte la citation suivante au journal cartelliste *La France de Bordeaux* (11 juin 1930) :

> Le Congrès, reprenant et confirmant les résolutions votées par le Congrès de Toulouse, considérant que le principe de laïcité réside, en matière d'enseignement, dans l'affirmation de la précellence de la raison sur la foi, de l'expérience sur le dogme, d'un corps de vérités mouvantes et toujours réadaptées aux découvertes de la science, sur une vérité miraculeusement manifestée un jour à un petit nombre d'élus et, depuis ce jour, cristallisée en un corps de doctrine immuable, affirme que le principe de laïcité […] est l'assise même de toute démocratie[4].

1. *La Jeune-République*, 20 juin 1930, p. 1, col. 2-3. Cet article est un gros plan sur la question épineuse de la laïcité.

2. Cette graphie avec tiret est alors courante.

3. André Tardieu (voir p. 89 et n. 5) est alors président du Conseil. Félicien Challaye (1875-1967), normalien, agrégé de philosophie, dreyfusard, a publié dès 1906, dans les *Cahiers de la quinzaine* de Péguy, un retentissant dossier sur « Le Congo français » où se faisait jour un anticolonialisme militant auquel il n'a jamais renoncé. Il parle de l'Indochine dans ses *Souvenirs sur la colonisation* (1935) qui ont toute l'allure d'un livre noir.

4. *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest* est un quotidien créé en 1887, un des trois journaux importants de la Gironde. Guillemin, qui le lit chez ses beaux-parents bordelais, le dit « cartelliste », autrement dit favorable au Cartel des gauches, qui lui-même symbolise une laïcité

Peut-on concevoir définition plus nette d'une laïcité de combat, d'une laïcité qui se dément elle-même, qui n'est plus une laïcité mais une attitude philosophique, un choix moral, un parti-pris antireligieux !

Ou la laïcité n'est rien, qu'un mot vide, ou elle est ce *modus vivendi* d'un État qui, devant la multiplicité des croyances philosophiques et religieuses des citoyens, se déclare, quant à lui, incapable de les départager, et, dans un absolu respect des opinions contradictoires, se borne à protéger leur libre et loyale concurrence.

Nous n'en sommes plus là, paraît-il. Pour les congressistes de Biarritz, la laïcité change de sens, mais se garde de changer de nom. Elle demeure laïcité, parce que le mot rassure ; elle devient anti-religion, dans le dessein avoué des chefs du Congrès.

Il ne s'agit plus de neutralité. Vous avez bien lu : « le principe de laïcité réside, en matière d'enseignement, dans *l'affirmation de la précellence*[1] de la raison sur la foi, de l'expérience sur le dogme ». Il s'agit de vérité, de vérité d'État.

Cléricalisme à rebours.

Mais le Congrès ne s'arrête pas à l'exposé abstrait des principes ; il développe leur logique interne ; il est beau de voir jusqu'où il se laisse joyeusement entraîner.

Je cite à nouveau *La France* (11 juin 1930[2]) :

> Nous attirons l'attention des républicains et des laïques sur l'intervention de M. Perdriel[3], concernant l'enseignement secondaire : en effet, l'enseignement secondaire est en coquetterie avec l'esprit clérical et se complaît à admettre dans son sein des professeurs cléricaux.

Plus loin, le même monsieur Perdriel insiste : « L'Église conquiert des chaires de professeurs de lycées ». Voulez-vous davantage ? – À propos des instituteurs catholiques : « Ce péril apparaît comme le plus sérieux de ceux qui menacent la laïcité ».

Le remède ? M. Lebaillif, de la Fédération du Calvados, le voit dans « une réforme des Écoles normales, qui doivent être en même temps que des écoles

---

hostile qu'il désapprouve. – La citation faite ici est exacte mais vient du numéro daté du 10 juin, et non du 11.

1. C'est Guillemin qui souligne.
2. Même erreur d'un jour pour toutes les citations qui suivent.
3. Il semble s'agir de Fernand Perdriel (1901-1959), enseignant et essayiste.

de formation professionnelle, des foyers de formation laïque[1] ». Et les congressistes, descendant davantage encore vers la réalité, n'hésitent pas à préciser, à signaler expressément les lycées qui leur paraissent suspects d'accueillir dans leurs classes ce scandale : des professeurs catholiques. Lycée de Lorient, lycée de Bayonne, d'autres encore.

Vous le voyez, rien ne manque, pas même (et déjà !) la résurrection du régime des fiches, du système de la délation.

Il faut parler net.

Que d'obscurs sectaires tiennent de tels propos dans la salle du fond d'un café de village, c'est du combisme[2] inoffensif. Mais que le Congrès national de la Ligue des droits de l'homme autorise et applaudisse des paroles semblables, c'est un vaste et triste danger.

Nous sommes, à la Jeune-République, les seuls à pouvoir tenir un certain langage, parce que nous avons assez donné de preuves, et méritoires, de notre attachement passionné à la République et à la Paix pour qu'aucun homme sincère ne doute plus de nos sentiments. L'indignation des réactionnaires est sans efficace : nos amis de gauche savent trop bien ce qui se dissimule derrière les véhémences que les gens de l'extrême-droite apportent parfois à défendre, non le Pape, mais la religion.

Nous autres, nous ne parlerons pas ici comme catholiques : les camarades de la Jeune-République ne sont pas tous unis dans la communauté d'une même foi religieuse. Nous parlerons en républicains.

C'est la République elle-même que vous trahissez. Si ses soldats mêmes l'abandonnent, s'ils la défigurent, s'ils lui mettent un masque odieux, s'ils la veulent transformer en une tyrannie des consciences, en une irréligion d'État, s'ils fournissent à ses adversaires les meilleures armes pour la tuer, comment ferons-nous, à nous tout seuls, pour la défendre ?

Ligue des droits de l'homme ! quelle dérision maintenant dans ce nom s'il ne fallait plus voir en elle qu'une armée d'oppression au service des plus vieilles, des plus inhumaines doctrines du césarisme !

La Ligue maudit Mussolini ; et voici qu'elle veut l'imiter. Ce rêve brutal d'un asservissement des consciences, d'une mainmise sur l'enseignement

1. Jean Lebaillif (1906-1983), né à Caen, est alors instituteur ; syndicaliste à la C.G.T. dès 1925, il entre au P.C.F. en 1934. Il fit toute sa carrière de "laïciste" dans l'administration académique.

2. Mot, ici plus neutre qu'hostile, formé sur le nom d'Émile Combes (1835-1921), le président du Conseil et ministre de l'Intérieur, instigateur des lois de séparation des Églises et de l'État de 1905.

au profit d'une certaine pensée philosophique, d'une éviction de la cité de tous ceux qui se rendent coupables de ne pas penser comme l'État-Dieu, n'est-ce pas là exactement la volonté et la méthode des dictatures ?

Est-il besoin maintenant de dire qu'une certaine « défense laïque » s'avère parfaitement légitime, et que proposer, par exemple, de « déférer aux tribunaux les calomnies et les outrages contre les maîtres de l'enseignement public » est une idée juste et salutaire ?

Mais de là à conclure qu'il faut traquer et proscrire les professeurs catholiques, qu'il faut faire des Écoles normales ces « pépinières laïques » dont parlait déjà M. Lapie[1], – et que nul n'a le droit d'enseigner s'il n'a donné de bonnes preuves de son irréligion militante, il y a à franchir tout l'abîme qui sépare la République de la tyrannie.

Alerte aux républicains !

Henri GUILLEMIN.

1. Paul Lapie (1869-1927) a été durant les trois dernières années de sa vie directeur national de l'enseignement primaire et c'était un partisan militant de la laïcité.

La Paix bâillonnée[1]

Quand certains se disent, aujourd'hui, pacifistes, loin d'être rassuré, je suis plus inquiet au contraire. Polignac, lui aussi, disait qu'il aimait la Charte ; d'une passion si vive, sans doute, qu'il alla jusqu'à la violer[2].

Que pour soutenir le gouvernement, aujourd'hui renversé[3], de M. Tardieu, la moitié droite de la Chambre ait passé du nationalisme à l'esprit d'entente et de paix, j'avoue que je ne voyais là qu'un très inquiétant miracle.

Tardieu par terre, on jeta les masques. Et *Le Figaro* ne craignit pas d'écrire que, cet homme-là manquant au pouvoir, s'en allait du même coup le « frein puissant » qu'il apportait à la politique de Locarno[4].

J'ai respiré. Ce cynisme avait au moins le mérite de nous apporter l'arme formidable d'un aveu. Nous nous doutions bien de cela. Mais quel amer bonheur de l'entendre si brutalement dire !

C'est aussi la censure de M. Tardieu qui a réussi, dans le silence, une opération utile à connaître. Le film allemand *Quatre de l'infanterie*, tiré du livre d'Ernst Johannsen, a été, il y a quelques mois, présenté aux gens du métier et aux journalistes. C'est une grande œuvre, sombre et terrible, une image affreuse de la guerre telle qu'elle fut[5]. À la fin, un soldat allemand

1. *La Jeune-République*, 26 décembre 1930, p. 1, col. 2-3.

2. Au moment où il rédige cet article Guillemin commence ses recherches pour sa thèse sur le *Jocelyn* de Lamartine, et il se trouve naturellement amené à s'intéresser aux origines et aux suites de la révolution de juillet 1830, dont la trace est bien présente sous le texte du poète ; c'est ici, sauf erreur, sa première mention du nom de Jules de Polignac (1780-1847), le dernier président du Conseil de la Restauration, dont l'aveuglement réactionnaire fut une cause déterminante des « Trois Glorieuses ».

3. Le vote hostile a eu lieu le 4 décembre. Sur Tardieu, voir p. 89 et n. 5.

4. Locarno est la ville suisse, au bord du lac Majeur, où ont été signés les accords qui portent son nom (16 octobre 1925) ; les principaux signataires sont Stresemann pour l'Allemagne, Briand pour la France et Chamberlain pour le Royaume-Uni. Ces accords sont principalement censés garantir la frontière occidentale de l'Allemagne et empêcher le recours à la guerre comme mode de résolution des conflits.

5. Ernst Johannsen (1898-1977) enrôlé en 1916, opérateur radio à Verdun en 1917, a raconté sa guerre dans *Quatre de l'infanterie* (Hambourg, 1929), roman aussitôt traduit en français, et

agonise dans une ambulance ; près de lui, un Français achève, lui aussi, de mourir ; l'Allemand a pris la main du Français, qui la serre dans les deux siennes. « Nous ne sommes pas ennemis, pas ennemis, mon camarade… Des victimes, seulement, tous les deux. »

La censure française s'est voilé la face devant une telle impudeur, devant une offense de cette taille à l'esprit « combattant ».

Il fallait tuer ce virus, venu d'Allemagne pour émasculer l'énergie française, corrompre et détruire les vertus guerrières dans l'âme de ce peuple, risquer peut-être – danger suprême ! – d'atténuer la haine "nationale", ce levier sûr, quand il s'agira de nouveau d'appeler l'opinion publique à une seconde Guerre du Droit.

J'ai vu ce film, dans une grande ville de France[1]. Il était présenté « sous le haut patronage des autorités civiles et militaires ». Les loges se peuplaient d'uniformes, éblouissants, pareils, en plus beau, à ceux de 1914. Une ouvreuse – ô naïveté ! – priait à l'entrée, un Colonel, de déposer son sabre au vestiaire. Scandale. « Prenez-vous mon sabre pour un parapluie ? » Le pauvre homme ! À quoi lui servira son jouet sous la nappe de l'hypérite[2] ?

L'ouragan de l'indignation eût emporté ces beaux guerriers, si l'on eût montré devant eux ces deux mourants réconciliés. N'auraient-ils pas quitté la salle ?

Vous direz : c'est peu de chose ; une maladresse de la censure.
De ces maladresses calculées finira par surgir le monstre.
Agir ! agir ! Ne croyez-vous pas qu'il est temps ?

Henri GUILLEMIN.

adapté en 1930 par le grand cinéaste autrichien Georg Wilhelm Pabst (1885-1967). En effet interdit en France, ce film le fut aussi en Allemagne en 1933.

1. Sans doute Bordeaux.

2. *Sic* pour « ypérite », erreur déjà rencontrée p. 41.

Chapitre VI
Les articles du *Volontaire* (1929-1931)[1]

Force[2]

Il y a celle qu'on voit, et qui n'est pas toujours la vraie. Et puis une autre. La force du nombre, des armes, de l'argent ; – et celle de l'esprit. La première se voit et se touche. On peut même la chiffrer, et ceux qui ont la sagesse terrestre ne croient qu'en elle et rient tout bas de l'autre.

Que de fois pourtant se sont écroulées ces puissances charnelles, si démesurées qu'elles semblaient invincibles ! Un esprit qui n'est d'abord rien, qui ne compte pas, qui travaille sans qu'on s'en doute, finit par tout emporter. Le drame du christianisme naissant, obscur, méprisé, en face de cet organisme énorme : la Chose Romaine, c'est le grand exemple. Il ne faut pas oublier que les corps sont périssables, et que l'âme est immortelle.

Encore aujourd'hui nous avons à changer le monde. Que sommes-nous ? Les « hirondelles » dont parlent en souriant les Docteurs[3]. Contre la vieille morale païenne, la sanglante astuce des diplomaties, l'entassement des engins de guerre, et les forces cachées d'un capitalisme lourd d'affreuses menaces, que pouvons-nous, si désarmés, riches seulement de notre foi ?

Heureusement qu'il y a ce mot, cette promesse du livre Saint : *Violenti rapient illud*[4]. Violence de l'esprit, de ceux qui veulent passionnément ce qu'ils veulent et qui, parce que leur but les dépasse, savent tout donner pour l'atteindre.

---

1. Ce bimensuel dirigé par Marc Sangnier a pour sous-titre la devise de Bierville : *La Paix par la jeunesse*. Il a paru le deuxième et le quatrième dimanche de chaque mois du 13 janvier 1929 au 22 octobre 1932.

2. *Le Volontaire*, n° 9, 12 mai 1929, p. 1, col. 1-2.

3. Allusion bien vague, peut-être aux oiseaux de l'évangile qui ne sèment ni ne moissonnent – mais alors pourquoi précisément les « hirondelles » ? Et l'allusion aux « Docteurs » (de la loi ?) est, elle aussi, énigmatique.

4. La forme exacte est « *rapiunt* », au présent de l'indicatif [« *rapient* » est la forme du futur] (« Ce sont les violents qui s'en emparent » [du royaume des Cieux]), évangile de Matthieu, chap. 11, verset 13).

Une république sans républicains n'est qu'une apparence, qui mourra. Une paix sans pacifisme n'est qu'une pause fourbue entre deux massacres.

La République ne peut pas vivre si elle ne trouve dans les citoyens son propre souffle. S'ils agissent comme ils le feraient sous un roi, s'ils ne pensent qu'à leur métier, qu'à leur réussite égoïste, eux-mêmes recueilleront les fruits amers de leur folie. Si nul ne prend garde à la Paix et si chacun s'en remet à l'autre de la garder, de la défendre, elle n'aura point d'existence vraie ; il n'y aura qu'une place vide, comme un trou, un creux entre deux guerres. Notre œuvre, c'est un être à créer, qui n'est encore que dans le possible, et dont la substance et l'essence doivent être faites d'un élan immense d'âmes humaines.

Ces enfants passionnés, ces jeunes gens, les Volontaires de la Paix, une ardeur les possède, qui peut tout. Ils sont la minorité dynamique devant une majorité sommeillante, en proie à des forces contraires.

Qu'ils sachent bien ce qu'ils sont déjà, ce qu'ils représentent. Qu'aucun d'eux ne se sente trop faible. Qu'ils aient la fierté de cette certitude : pour une âme de plus qui se donne toute entière au combat de la Paix, c'est la Paix elle-même qui grandit, qui prend corps insensiblement. « Toute la mer monte, dit Pascal, pour une pierre qu'on y jette[1]. »

Henri GUILLEMIN
Ancien élève de l'École Normale
Supérieure, agrégé de l'Université.

1. « Le moindre mouvement importe à toute la nature ; la mer entière change pour une pierre. Ainsi, dans la grâce, la moindre action importe pour ses suites à tout ; donc tout est important » (*Pensées*, classement Brunschvicg n° 513, Lafuma n° 927).

Espoirs et menaces[1]

La Russie a fait bon accueil au pacte Kellogg, qui met la guerre hors-la-loi[2]. Une difficulté s'élève entre la Russie et la Chine. Parle-t-on du pacte ?… Non ; mais d'ultimatum et de mobilisation. Vous dites : tout cela est si loin ! à l'autre bout du monde. Mais la terre est si petite à présent et la guerre va plus vite que la flamme.

M. Briand vient de lancer une grande idée ; il la mûrissait, dit-il, de longue date : une confédération de l'Europe[3]. Déjà des adhésions formelles et qui engagent les États lui sont données. Avant la fin de cette année, la conférence pour une fédération européenne se réunira. On rit moins de ce dessein-là que du Pacte, un peu trop verbal. C'est que M. Briand parle d'ententes économiques et qu'il semble toujours aux sages de ce monde que l'économique est plus réel que le moral.

Menaces d'un côté, espoirs de l'autre. Menaces, hélas ! plus vraies que l'espoir. Cette confédération de l'Europe n'est-elle pas désirée *contre* quelque chose ou quelqu'un ? Si l'Europe encore divisée par de violentes contradictions s'agrège soudain, se durcit en un bloc, est-ce sûrement une promesse de paix ?… Ainsi se résorbent des antagonismes locaux pour mieux lutter contre un plus grand.

Tout de même on peut utiliser cela. Et même si l'Europe ne cherche qu'à se concentrer contre l'Amérique ou contre l'Orient, c'est quelque chose que cette concentration. Si déjà l'on s'habitue à penser au-delà des vieux concepts, à ne plus s'hypnotiser sur le duel France-Allemagne, à renoncer, sous

1. *Le Volontaire*, n° 14, 28 juillet 1929, p. 3, col. 4.

2. Plus souvent désigné par le nom de ses deux principaux inspirateurs, Aristide Briand et le secrétaire d'État américain Frank Kellogg (1856-1937), ce pacte international a été signé dès le 27 août 1928 mais vient seulement d'entrer en vigueur, le 24 juillet 1929. Les quinze plus importants pays signataires, dont l'Allemagne, condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux. Ce pacte fait suite aux accords de Locarno évoqués précédemment (1925) et à l'entrée de l'Allemagne dans la S.D.N. (1926).

3. Aristide Briand présente en 1929 à la S.D.N. un « Mémorandum sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne » ; mais sa mort, en 1932, et l'arrivée de Hitler au pouvoir (1933) ruinèrent ce projet.

la contrainte, à une habitude de haine et de crainte, nous dirons que c'est un progrès.

Gardons-nous d'être chimériques. Les espoirs trop prompts peuvent être mortels. La paix du monde ce n'est pas nous qui la verrons. D'autres concluent : à quoi bon ! – les hommes sont les hommes ; le destin les tient et ne les lâchera pas. Cela s'appelle lâcheté ou non-résistance. On ne renonce pas devant le mal.

Peut-être y a-t-il un abîme entre notre tâche et ce que nous sommes. Mais le Volontaire[1] qui chante : « Brisons nos chaînes » et qui ne sait ni ce qui se passe en Mandchourie[2] ni ce qu'arrangent les diplomates, porte peut-être en lui, cependant, le salut du monde à venir.

Henri GUILLEMIN.

1. Le « Volontaire de la Paix », déjà évoqué dans l'article précédent et dont il a été question pour la première fois p. 180. C'est évidemment à lui que se réfère le titre même du périodique de Sangnier.

2. Le nom de cette vaste région d'Asie n'est pas choisi au hasard. Théoriquement chinoise depuis 1911 (c'est-à-dire depuis que la Chine impériale est devenue une république), la Mandchourie est en réalité sous la domination des "seigneurs de la guerre" japonais jusqu'en 1925, année où c'est la Russie soviétique qui met la main sur le pays. Enfin, après la date du présent article, le Japon envahit carrément la Mandchourie intérieure et y crée un état-satellite, le Mandchoukouo.

Efficacité[1]

Je sais que, dans les milieux mêmes des pacifistes officiels et des spécialistes de la Paix, l'effort des « Volontaires » est parfois jugé avec une sorte de bienveillance ironique et attendrie.

Il semble, à ceux qui sont aux prises avec les complexités inouïes des agencements internationaux, que notre pauvre tâche est, certes, respectable, mais que, pour ainsi dire, elle est "à côté", et, pour le vrai travail, laborieux, immense, d'organisation de la Paix, inefficace et même un peu dérisoire.

Je me souviens des paroles d'un homme sage (que de fois, avec quelle véhémence, ne s'est-il pas proclamé tel !) qui sans cesse opposait la réalité des procédures officielles et du patient labeur des gouvernements aux naïvetés, parfois même audacieuses, et pleines, à ses yeux, de périls, de notre élan passionné.

Et, l'écoutant, je songeais à la vieille querelle entre les deux "sagesses" de ce monde, celle des prudents, et celle des saints, – au vieux débat entre les réalistes et ceux qu'on accuse de ne l'être point, seulement peut-être parce que, pour eux, le réel n'est pas uniquement ce qui se compte et ce qui se touche.

Mais, plus humblement, même, et sans vouloir s'élever à l'éloge de l'enthousiasme et de la "folie" divinatrice des grands apôtres, je voudrais, sur le terrain même des réalités les plus directement aperçues, montrer, non pas la noblesse et la grandeur de notre effort, mais son immédiate et positive efficacité.

« Comment naissent-elles donc, les guerres ? » demande un soldat allemand, dans le livre de Remarque *À l'Ouest rien de nouveau*[2]. Les réponses qu'il obtient sont obscures. Le drame n'est pourtant pas si compliqué. Il y a mésentente, conflit d'intérêts entre deux gouvernements, plus exactement entre deux groupes industriels et financiers dont les gouvernements sont, en

1. *Le Volontaire*, n° 51, 8 février 1931, p. 3, col. 1-2.

2. L'écrivain allemand Erich Maria Remarque (1898-1970) a fait paraître ce roman en partie autobiographique en 1929. Sa célébrité mondiale fut immédiate. Son adaptation cinématographique par Lewis Milestone sortie aux États-Unis fin avril 1930 a contribué à en populariser le message pacifiste.

l'occurrence, le prête-nom. Je n'avance là rien de révolutionnaire : il en était déjà ainsi du temps de la guerre de Troie, affaire de tarifs douaniers sur les blés[1]. Mais ce débat, qui semble sans issue pacifique, entre les chefs de trusts des deux groupes opposés, vont-ils, puisqu'ils ne peuvent s'entendre, le régler eux-mêmes, à la manière des hommes primitifs ? Pénible perspective, qu'heureusement les bienfaits d'un état de civilisation leur épargne ; et tel est l'avantage de l'actuelle organisation du monde que, s'ils ont à se battre, ils le peuvent maintenant faire par personnes interposées. Il y a, pour cette besogne-là, les soldats et les civils, qui ne sont que des soldats en puissance. Sans doute, ils ne savent pas de quoi il s'agit. On ne peut pas tout de même aller leur parler de ces choses complexes, de ces affaires de dividendes. On leur dira : « L'honneur du pays est en jeu, la nation se trouve offensée, le voisin va entrer, il est déjà entré chez vous ! Debout ! Debout ! Formez vos bataillons ! » Et le paradoxe des guerres d'aujourd'hui est qu'on voit l'un devant l'autre, et grinçant des dents sur commande, deux peuples qui tous deux se déclarent en même temps offensés et tous deux également convaincus que c'est l'autre qui a commencé.

Vous voyez que dans la genèse de cette aventure, il est un moment décisif : l'appel à l'opinion publique des nations. Tout le système repose là-dessus, c'est le point crucial de l'affaire, l'articulation principale de cette machine en somme fort simple. Supposez en effet qu'aux déchaînements tempêtueux de ceux qui crient soudain « aux armes ! », qui se convulsent, qui trépignent, et qui agitent des drapeaux, les peuples, au lieu de se laisser saisir par cette démence qu'on leur propose, se prennent à regarder avec un étonnement placide la gesticulation de ces furieux, qu'ils attendent d'abord un moment pour voir si cet accès ne va pas tout de même se calmer, et que finalement ils les prient doucement, puis un peu plus fort, de se taire ; ne croyez-vous pas qu'il y aurait quelque chose de changé dans le monde ?

Vous me dites : les choses ne sont pas si simples ; les peuples aussi ont des intérêts, très réels, qui peut-être ne sont pas si différents de ceux de ces capitaines d'industrie dont vous représentez l'image schématique. – Mais si j'ai simplifié l'histoire, mon schéma n'en reste pas moins véridique. Le catéchisme, lui aussi, simplifie la grande bâtisse qu'est le Dogme ; c'est l'abrégé de la vérité ; mais c'est tout de même la vérité.

1. Cette affirmation est pour le moins inattendue, et j'ignore d'où Guillemin la tire, peut-être du propos d'un professeur ? en tout cas elle est difficile à considérer comme fiable puisque la guerre de Troie est un "événement" largement mythifié.

Les peuples ont fait l'expérience qu'ils n'ont rien à gagner dans la guerre, qu'ils en sont seulement les victimes ; tous ne l'ont pas encore compris au même degré. Il en est encore d'aveuglés qui croient seulement, les malheureux, que c'est d'avoir été vaincus qu'ils souffrent ; sans doute n'ont-ils pas de bons yeux pour apercevoir le visage des tristes vainqueurs pantelants.

Notre effort à nous, vous voyez maintenant où il porte, le point où vise notre regard.

Nous ne travaillons point sur des textes ; nous ne sommes pas des hommes de tapis verts et de conférences. Dieu nous garde, d'ailleurs, de mépriser ces travailleurs-là !

Notre lutte est de l'esprit : crier aux gens des vérités, leur montrer en mille manières l'imbécillité de la guerre ; – casser l'engrenage de la monstrueuse machine, cette pièce par quoi la folie calculée des uns se transmet aux autres ; – immuniser l'opinion ; la vacciner contre cette rage.

Est-ce besogne de réalistes ou d'assembleurs de nuées ? Qui travaille sur la vie même, et dans l'âpre atmosphère des passions publiques, a bien le droit de sourire quand le raillent ceux qui ne connaissent que le papier.

Henri GUILLEMIN,
Agrégé de l'Université.

Les aveuglés[1]

À qui réfléchit sur les conditions psychologiques de la Paix, c'est un objet d'étonnement et de scandale que l'aveuglement d'une partie de la jeunesse française. Ces amis, ces camarades que nous côtoyons journellement, qui ont notre âge, qui lisent les journaux, qui recevront, ou déjà ont reçu, leur ordre d'appel « sous les drapeaux », nous les voyons les uns oublieux, indifférents, invinciblement éloignés des soucis essentiels du monde, – les autres prisonniers des doctrines néfastes et mille fois condamnées du nationalisme et de la violence.

On ne peut se défendre, en présence de ces êtres, d'une angoisse, d'un élan fiévreux pour essayer de les sauver. Aveugles, ils vont en riant du côté des abîmes, ou, prenant cette route jonchée de morts pour le bon chemin, ils ont laissé leurs yeux s'emplir de tant de ténèbres qu'ils ne savent plus voir ni à leurs pieds ces cadavres, ni devant eux l'affreux horizon.

Les premiers, souvent il suffit de les réveiller en sursaut. Ils dormaient seulement. Il faut faire sur eux ce travail que Pascal propose[2] et réalise pour ceux qui sommeillent encore, dans l'inconscience du drame de toute destinée. C'est bien, en effet, affaire analogue ; d'un côté, le problème terrible de l'au-delà et l'impossibilité où nous sommes d'échapper au choix nécessaire ; de l'autre, un problème aussi, non de plus tard, mais de maintenant, où n'est pas engagée notre vie future, mais notre vie humaine et terrestre. Pascal ressuscite devant les âmes dormantes la menace de la Souffrance Éternelle ; à nous de ranimer sans cesse devant les cœurs oublieux la menace horrible de la guerre.

Ils passent leurs examens, ils se préoccupent d'un emploi. Je ne parle même pas de ceux pour qui ne comptent que le plaisir et les aventures, je parle de ceux qu'on nous donne pour les « bons jeunes gens », travailleurs, pleins de vertus filiales et que possède la hâte de fonder à leur tour un foyer digne, aisé, honorable. Combien j'en ai connu de ces camarades studieux ! Ils souriaient avec un peu d'indulgence quand ils nous voyaient, quelques-

1. *Le Volontaire*, n° 53, 8 mars 1931, p. 1, col. 3-4.
2. Nouvelle variation sur le pari de Pascal, déjà évoqué plus haut p. 78.

uns, déjà anxieux des grandes questions dont la politique est l'étude. La Politique ! ce mot décrié, à cause de l'indignité même de ceux qui ont voulu en faire leur chose. Un jeune homme sérieux et qui ne veut point contrister sa famille, et qui ne veut penser qu'à ce qui seul importe : son succès, son avenir, ce jeune homme doit se garder de la politique comme des prostituées.

Hélas ! S'il dédaigne de s'occuper de ces choses, ces choses, pour autant, ne dédaigneront pas de s'occuper de lui. Il est homme et citoyen. À sa naissance, il fut inscrit – d'obligation – sur des registres où son nom ne court aucun risque de jamais s'égarer. Des gens, qu'il ignore, mais dont c'est le métier, le suivent pas à pas. Au jour marqué, une feuille lui parvient. Un an de sa vie est voué[1] à la préparation de la guerre. Plus tard, d'autres feuilles, annuellement : les impôts. Et peut-être, à l'improviste, ce papier encore : la « feuille de route », dans le branle-bas d'une mobilisation.

Vous voilà bouleversés, hagards, mes camarades ! Vous meniez votre vie de braves gens, sans importuner personne, sans porter haine à qui que ce soit. On vous arrache à cette vie-là, peut-être même à la vie tout court, c'est la guerre.

De quoi vous plaignez-vous ? Vous saviez pourtant comment va le monde ; vous aviez cette chance – au fond, immense – de vivre dans un pays de république, à système parlementaire, où la démocratie (c'est-à-dire le gouvernement du peuple par soi-même) est à portée de la main, immédiatement possible pour peu que chacun sérieusement le veuille. Vous disiez : la politique, je la méprise trop pour vouloir m'en mêler. Cependant vous accomplissiez ces gestes, ces humiliations, ces sacrifices que vous imposait cette politique même à qui vous refusiez audience. Renoncement étrange, mais dont vous n'aperceviez la folie que le jour où, brusquement, en même temps que la guerre, surgit pour vous cette menace de mort.

Ces aveuglés, ces assoupis, quels mots faut-il donc dire pour que leurs yeux s'ouvrent à temps ? Où trouver la force du cri qu'il faudrait pour les éveiller ?

Au moins, essayons de leur faire entendre ceci : que la guerre n'est pas comme un phénomène physique, échappant aux prises de l'humanité : un cataclysme volcanique, un tremblement de terre. La guerre n'est pas « fatale », en ce sens-là du moins. La guerre, ce sont les hommes qui la font ; quels hommes ? nous-mêmes, toi et moi, camarade. Dans cette monstrueuse aventure, tout repose sur notre consentement. C'est là le paradoxe aveu-

1. *Le Volontaire* imprime « vouée », je corrige.

glant, – invisible encore à tant d'esprits trompés. Car, en toute vérité, c'est nous autres que l'on fait s'entrebattre, sans que nous sachions trop de quoi il s'agit. Et la tentation est grande de se laisser aller à songer que si seulement les civils disaient *non* quand on veut les changer en soldats…

Ainsi notre sort est entre nos mains. Comprenons-le bien, pénétrons-nous de cette pensée, répétons partout cette évidence. À ceux qui disent : « À quoi bon ! que sommes-nous ! c'est la loi du monde ! », crions qu'ils mentent ou qu'ils se trompent, et qu'eux-mêmes sont les responsables des catastrophes qu'ils vont subir. Et si la raison est sur eux impuissante, l'épouvante peut-être sera plus efficace.

Nous-mêmes, qui sommes le peuple, qui sommes les soldats, nous-mêmes tenons dans nos propres mains la paix ou la guerre. Quelle vanité – et au fond, encore, quelle paresse ! – que de rejeter toute la faute sur les tristes gouvernements ! Dans nos pays de république, surtout, les gouvernements ne sont guère que ce que le peuple les a faits. Ils valent ce que nous valons. Timorés, alourdis par les longues habitudes du passé, ce n'est pas à eux qu'il faut demander l'élan nouveau, le rajeunissement du monde. Ils suivent, à petits pas, la marche de l'esprit public, et plus ils sentent dans les nations d'indifférence à leur destin, plus sûrement ils se laissent reprendre aux jeux obscurs et stupides dont s'enchantent les chancelleries. Pour que tout change, il suffit seulement que nous le voulions ; il suffit de prendre au sérieux la République. Est-ce donc tellement difficile ?

Quand, de toutes parts, les gouvernements sentiront cette poussée immense des peuples qui ne veulent plus subir la guerre, qui enfin commencent à voir clair, qui cessent de se résigner à tourner dans le cercle infernal, – eux-mêmes alors iront de l'avant, quand ce ne serait que pour demeurer les gouvernements.

Tout cela, ce simple langage, s'il est en mille manières répété parmi les foules, peut-être finira-t-il par faire tressaillir ceux qui dorment.

Les autres, ceux qui ont choisi, et dont le cœur se crispe dans l'âpre folie de la haine, il n'y a, d'eux à nous, qu'une question de force.

Mais dans notre camp milite, invisible, une Force plus grande que toutes les forces de la terre : la Charité.

Henri GUILLEMIN.

D'abord nous-mêmes[1]

Rien n'est difficile comme de sortir de soi, de se dédoubler, pour un moment, et de se placer, pour ainsi dire, comme à distance de soi-même. Cependant, c'est seulement ainsi qu'il nous est donné de connaître, en même temps que notre visage, la valeur et l'efficacité des propos que nous tenons. Il ne suffit pas d'être sincère. Il faut encore prouver qu'on ne ment pas ; il faut surtout ne pas s'aveugler au point de conserver, tandis qu'on parle, une attitude et un vêtement qui contredisent à mesure et finalement réduisent à rien toutes nos phrases les plus naïvement loyales.

Ce qui déjà devrait nous faire réfléchir, c'est la manière dont sont accueillis les discours, dont est jugée la personnalité de M. Briand dans une grande partie de la presse allemande, par exemple – et je ne dis pas seulement de la presse hitlérienne et ultra-nationaliste. Il est même amusant de constater l'étrange destin de ce ministre, honni et chaque jour voué au "poteau de Vincennes"[2] par ceux qui, en France, l'accusent de trahir la Patrie, et tout en même temps tenu en aversion et dénoncé comme leur pire ennemi par ceux-là mêmes, en Allemagne, au profit de qui on l'accuse ici de travailler. Que de gens, outre-Rhin, raisonnent ainsi : « Avec Poincaré, du moins, le jeu était franc. Il nous haïssait, ne le cachait point. Avec Briand, le jeu, seulement, est moins net, le langage a changé, et l'allure même. On nous sourit, on nous enveloppe ; mais, en fait… ? »

En fait ? La France conserve la plus formidable armée de l'Europe. En fait ? Le budget de la guerre, loin de décroître, s'enfle d'année en année. En fait ? Les constructions d'avions de chasse et d'avions de bombardement s'accélèrent ; sur une cadence rapide les nouveaux croiseurs prennent la mer. En fait ? Briand étant ministre des Affaires étrangères, M. Maginot, ministre de la Guerre, prononce à la Chambre les « stupéfiantes paroles » que l'on sait, le 24 février dernier[3].

1. *Le Volontaire*, n° 54, 22 mars 1931, p. 1, col. 1-2-3-4.

2. L'expression rappelle que des traîtres ou des espions (ou réputés tels) ont jadis été fusillés dans les fossés du château de Vincennes.

3. André Maginot, né en 1877, est ministre de la Guerre pour la troisième fois du 27 janvier 1931 au 7 janvier 1932, date de sa mort (d'une fièvre typhoïde) ; son nom évoque avant tout

Je ne dis en aucune façon que M. Briand n'apporte pas une sincérité entière et une totale bonne volonté dans l'effort que depuis plusieurs années il poursuit. Je dis seulement ceci : qu'il y a, dans la position que nous prétendons vouloir prendre, des obligations concrètes, des actes nécessaires, sans l'accomplissement desquels nous faisons, ou risquons de faire, figure d'hypocrites, et dont l'oubli, en tout cas, condamne à la stérilité les meilleures de nos intentions.

Un moment – (est-ce donc impossible ?) – tâchons d'être de sang-froid ; et, pour regarder notre temps, prenons, en quelque sorte, du recul ou, ce qui vaut encore mieux, de la hauteur. Que voyons-nous ? La guerre s'achève, cette guerre dont on nous a tant répété, tandis qu'elle durait, et pour nous redonner du cœur, qu'elle était la dernière des guerres, celle où s'affrontaient « deux conceptions du monde », et dont le lendemain, si nous savions être vainqueurs, verrait s'organiser cette grande cité humaine d'où seraient à jamais bannis[1] et la guerre et tout ce qui même la rappelle.

Or, il arriva que nous fûmes, justement, victorieux, et qu'en même temps qu'on carillonnait la victoire, sonnait l'heure de tenir parole. Il s'agissait de poser les armes, de les ensevelir, de les oublier. Alors les vainqueurs commencèrent par arracher leurs fusils aux vaincus ; et toutes ces armes qui ne pouvaient plus nuire, dans le grand effondrement de l'Allemagne, on les fracassa, on les fit sauter, on dressa de leurs débris d'énormes trophées orgueilleux.

Le traité qu'on dicta au peuple abattu portait – mais déjà comme un rappel, comme une allusion décente – que le désarmement du vaincu n'avait de sens que comme prélude au désarmement général des vainqueurs. Je songe aux sourires secrets que durent avoir les diplomates en rédigeant un pareil texte. Dès 1919, le langage idéaliste avait cessé entre eux d'avoir cours. On ne fut guère, en haut lieu, pacifiste que pendant la guerre, et pour après-demain. Ce pacifisme d'après la victoire était nécessaire pour galvaniser quelques-uns. (Un livre comme *Le Feu*, de M. Barbusse, repose même tout entier sur cette heureuse confiance-là[2].) Et si l'on voulait, en somme, consti-

---

l'illusoire ligne de fortifications que l'on sait. Les mots entre guillemets renvoient au discours dont Guillemin cite plus bas des fragments et qui a suscité de nombreuses réactions (voir notamment « La question sera posée », éditorial de Léon Blum dans *Le Populaire* du 2 mars).

1. Dans *Le Volontaire* on lit « serait […] banni », accord au masculin singulier qui me semble impossible vu la structure de la phrase, d'où la correction.

2. Voir p. 161, n. 1. Le roman de Barbusse, sous-titré *Journal d'une escouade*, a été écrit durant les premiers mois de 1916 et a pour base les carnets tenus par l'auteur au front ; l'horreur

tuer le plus beau recueil de textes sur l'organisation fraternelle du monde et sur l'avènement de la paix, il conviendrait de recourir à la littérature officielle des années quatorze à dix-huit.

Treize ans après, nos troupes à peine revenues de leur occupation du territoire allemand, nous entendons le chef du gouvernement, M. Tardieu, discuter subtilement cet article insidieux du Traité de Versailles, en contester la portée, en violenter si doucement le sens qu'il finit par n'être plus que ce qu'il avait, au fond, toujours été : une aimable déclaration de principes. Enfin, plus sérieux, plus irrité à mesure que s'approche l'heure où tout de bon il faudra dire si l'on a menti, ou si l'on fut sincère, M. Maginot déclare que les « pays qui ont été les agresseurs » n'ont aucun droit à réclamer la limitation de nos armements ; si bien, ajoute-t-il dans sa logique déconcertante, que les « nations qui n'ont pas commis d'agression et *qui se refusent à en commettre* » sont celles qui justement ont besoin des plus formidables armements.

De telles paroles éclairent sinistrement un aspect de la politique française. Pour des raisons complexes, la France (j'entends : les différents gouvernements français qui se sont succédé depuis 1919) veut rester la grande puissance militaire de l'Europe. Seule avec l'Italie, parmi les principales nations, elle conserve le système du service militaire obligatoire, et si jalousement qu'elle est parvenue à en faire, pour ainsi dire, l'équivalent d'un dogme national. La France n'a pas voulu faire le grand geste de salut, celui qui était possible au lendemain de la guerre, et qu'elle seule pouvait accomplir, – ce geste de désarmement massif qui, sous l'apparence d'une folle confiance en l'humanité, eût été, au fond, l'acte même de la plus grande sagesse pratique. Chaque jour qui passe épaissit l'ombre ; déjà l'Europe est à nouveau dans une brume chargée de menaces.

Du moins savons-nous clairement – oh ! sans qu'aucun doute soit possible – ce qu'il faudrait faire, ce qu'il va falloir faire, ce que nous ferons pour sauver le monde.

Henri GUILLEMIN,
Agrégé des lettres.

---

du récit rend surprenante l'expression d'« heureuse confiance » employée par Guillemin, sauf s'il a voulu dire que l'espoir de paix qui motivait l'auteur était illusoire. C'est bien possible, étant donné le ton alarmé et alarmiste de l'ensemble de l'article, quant aux chances, désormais, d'un maintien de la paix en Europe.

Les sources de la Paix[1]

Si l'on veut la Paix, c'est-à-dire si l'on veut construire, organiser la Paix, il est vain de croire que l'on y pourra parvenir par un simple jeu de pactes ou d'alliances, par je ne sais quel réseau de traités entre les États souverains, tels qu'ils sont aujourd'hui.

Il faut voir clair, et avoir le courage d'être logique. La Paix, en vérité, n'est possible que par une profonde transformation du monde, autrement dit par une révolution. Est-il nécessaire d'ajouter qu'émeute et révolution ne sont point des équivalents, que l'émeute est presque toujours improductive, qu'elle est pareille au spasme d'un malade, alors que cet immense renouvellement qu'il nous faut accomplir ne se peut opérer que dans la fermeté lucide et le sang-froid ?

Tant que subsistera l'ordre ancien du monde, avec sa juxtaposition d'États qui prétendent trouver leur fin en eux-mêmes, – qui rejettent avec épouvante ou dédain l'idée d'un amoindrissement de leur souveraineté, tant que ces États autonomes et, en quelque sorte, absolutistes, ne connaîtront pas – autrement qu'en paroles, mais positivement – la subordination de leur indépendance anarchique aux décisions d'une juridiction unifiée et supérieure, la Paix restera fragile, la Paix n'existera pas.

Ce qui se passe, en ces semaines-ci, sous nos yeux, dans l'Extrême-Orient[2], est même, sur ce point, tristement instructif. Sous le voile décent des formules diplomatiques, quelle âpre volonté de rester seul juge, d'agir à sa guise, dans l'attitude du Japon ! Qui songe à s'en indigner, dans les chancelleries ; qui, même à Genève, s'en scandalise ? La France, la France officielle (je ne dis pas M. Briand), semble même toute prête à comprendre… Mais ne dit-on pas qu'en haut lieu on est très attentif à ne désobliger aucunement le Japon qui, à la Conférence prochaine du Désarmement[3], serait le meilleur auxiliaire de la France dans son refus d'accepter le moindre allègement à sa formidable armature guerrière ?

1. *Le Volontaire*, n° 70, 22 novembre 1931, p. 1, col. 1-2.
2. L'invasion de la Mandchourie par le Japon, qui a commencé le 19 septembre.
3. Cette inutile conférence diplomatique a commencé à siéger à la S.D.N. le 2 février 1932.

Pourtant, le nœud du problème est là tout entier : soumettre au Super-État l'absolutisme irrité des États ; renoncer à l'inhumaine formule du « se faire justice soi-même ». Retournement d'habitudes séculaires, je le sais bien ; prodigieuse besogne. Je vous l'ai dit : Révolution.

Or, pour un tel travail, pour le succès d'une telle entreprise, il faut la conjonction de deux éléments, la rencontre de deux sources. Il n'est sans doute pas, dans l'histoire du monde, de révolution accomplie qui ne le montre clairement. Notre Révolution française en donne, en tout cas, un exemple éclatant. Il faut un appel d'intérêts ; il faut un élan spirituel.

Une révolution n'est jamais accomplie que par ceux qui ont un intérêt puissant, un intérêt matériel à la faire. Il est très certain, par exemple, que la majorité du peuple français en 1789 avait un intérêt direct et positif à une réorganisation profonde de la société politique. Et de même il est hors de doute que les individus d'aujourd'hui, à quelque nation qu'ils appartiennent, ont un intérêt vital (le mot n'est pas hyperbolique, mais exactement propre) à une transformation radicale des rapports internationaux. Eux-mêmes, et leur vie, sont en jeu. Les États, les gouvernements n'ont sans doute, en aucune façon, le même intérêt, puisque justement ce qui est en cause, c'est la toute-puissance de leur souveraineté, à qui il s'agit d'imposer une limite. Mais nous autres, les citoyens, les soldats, les civils – ces soldats en puissance –, nous qui sommes, pour la guerre, le « matériel humain », rien, à coup sûr, qui nous touche, qui nous atteigne plus singulièrement que ce dramatique problème de l'ordre ou de l'anarchie internationale. L'appel d'intérêts, premier facteur de la révolution pour la paix, il existe, il est tout formé.

Mais de même que le grand sursaut de 1789 n'eut tant de force qu'en raison de toutes les puissances idéalistes qui emportaient bien au-delà d'elles-mêmes les revendications du Tiers-État, de même la révolution de la Paix ne pourra s'accomplir que s'il s'ajoute à la pression des intérêts humains un grand élan spirituel et mystique.

S'il n'y a, pour l'action, que la clameur des intérêts, même convergents, même réunis en un bloc compact, l'effort manquera d'âme et avortera. S'il n'y a que l'enthousiasme des affamés de justice, si passionné que soit leur cri, il ne soulèvera point une matière inerte. Ce qu'il faut, c'est la rencontre ardente de ces intérêts menacés et d'une mystique qui soudain leur donne l'énergie, la haute et noble violence qui emporte tout.

Sommes-nous en présence de cela ? Où est-il, ce jaillissement moral et sentimental, cet « esprit nouveau », par qui seul deviendra possible la con-

struction effective de la Paix ? Il y a, au contraire, un tel aveuglement, une telle indolence lassée, dans combien d'âmes ! Notre travail propre, c'est cela : susciter l'élan moral, allumer la flamme, créer parmi les foules cette mystique de la paix. Une mystique, certes, mais clairvoyante, mais étayée sur des constructions intellectuelles, mais armée d'instruments pour l'action positive.

Telle est notre besogne, je ne dis pas utile, mais nécessaire, irremplaçable. Tant que l'esprit de paix – qui n'est point passivité ni abandon, mais ténacité dans l'effort créateur – ne sera pas une réalité vivante, tant que ne sera point formée cette atmosphère d'énergie et de dévouement, la paix n'existera point. Il y aura absence de guerre, halte fourbue entre deux tueries, il n'y aura pas la paix, cette vie nouvelle d'un monde enfin sorti de l'incohérence anarchique où se débattent les nations.

Notre mission, la part que nous avons choisie, c'est de consacrer notre vie, le meilleur de nos forces à cette tâche de salut. Le *Foyer de la Paix* à Bierville[1] n'a d'autre sens que celui-là. Son unique but est de former des hommes équipés matériellement et moralement pour ce grand travail spirituel auquel il semble que nul ne songe, alors que la paix du monde attend, pour naître, cela seulement.

Henri GUILLEMIN.

1. Voir p. 166 et n. 1.

Chapitre VII
Les articles de *L'Éveil des peuples* (1933-1935)[1]

Fausse manœuvre[2]

Nous imaginions que c'était fini, que, dans la France d'à présent, parmi tant d'angoissants problèmes économiques et dans cette âpre lutte qu'il faut mener pour la conquête de la paix, il n'y avait plus place vraiment pour les stériles querelles d'autrefois qui, traînant dogmes et anti-dogmes là où ils n'ont que faire, paralysaient toute action féconde.

Un homme comme Marc Sangnier – et beaucoup parmi les vieux républicains se plaisent à le reconnaître – mérite plus qu'aucun autre d'être compté parmi ceux qui contribuèrent à assainir le climat de la politique intérieure française. Quarante ans d'action inlassable au service de la République[3], d'une république fraternelle où toutes les âmes puissent respirer, cela vous situe un homme ; et quand, en 1923, les assommeurs d'extrême-droite l'attaquèrent en pleine rue, les mots qu'en cette circonstance écrivait Anatole France prenaient la valeur d'un constat : « En la personne de Marc Sangnier, disait-il, c'est la Démocratie elle-même qu'on vise[4] ».

1. *L'Éveil des peuples* est un hebdomadaire du dimanche dont le premier numéro a paru le 6 novembre 1932 ; il prend le relais du *Volontaire*, qui a cessé de paraître, mais Sangnier continue d'y militer au nom des mêmes convictions : la paix, la force de l'esprit et de la foi. La publication s'est poursuivie jusqu'au 10 septembre 1939, soit 358 numéros.

2. *L'Éveil des peuples*, n° 36, 9 juillet 1933, p. 1, col. 1-2. L'article est placé en "une", signe de l'importance que Guillemin et surtout Marc Sangnier lui accordent.

3. La revue *Le Sillon*, fondée par deux anciens de Stanislas, Paul Renaudin et Augustin Léger mais à laquelle Marc Sangnier collabore aussitôt, a publié son premier numéro en janvier 1894. Sangnier, qui n'a pas encore vingt et un ans, y joue aussitôt un rôle de premier plan et apparaît comme le chef du mouvement dont la revue est l'organe, dans l'esprit du "Ralliement" des catholiques à la république prôné par Léon XIII.

4. Madeleine Barthélemy-Madaule n'évoque pas cette phrase d'Anatole France (sûrement dans un article, que je n'ai pu retrouver), mais raconte la violence de cette agression qui a eu lieu le 31 mai 1923 (voir *Marc Sangnier*, *op. cit.*, p. 245-246).

L'Éveil des peuples, dans le rassemblement qu'il opère, pour l'opiniâtre combat de la Paix, de militants à qui on ne demande nulle autre chose que de lutter côte à côte avec la même vigueur et le même désintéressement, offre le plus beau témoignage de cette fraternité républicaine dont Marc Sangnier a donné l'exemple : travailler ensemble à organiser l'entente des nations en s'adressant aux peuples eux-mêmes, s'employer en commun à répandre des évidences, à dessiller des yeux, à faire battre des cœurs, c'est là une œuvre simple et immense à laquelle sont conviés tous les hommes de bonne volonté. Que les uns puisent leur énergie dans une morale kantienne ou sociologique, que les autres aillent chercher la force du labeur ou du sacrifice dans leur religion, cela n'est pas en cause et ne saurait l'être. Et cela est si vrai qu'on a vu en 1926, au Congrès de Bierville, s'unir dans la même volonté de collaboration des évêques et de vieux lutteurs de la libre pensée[1], comme aussi, l'an passé encore, la C.G.T. apportait à nos *Journées d'Espérance*[2] son concours le plus chaleureux.

Mais s'il est un terrain sur lequel il semble que cette unanimité, plus aisément encore, et comme de soi, doive se révéler totale, c'est bien celui des *Auberges de la Jeunesse*[3]. S'agit-il d'éducation, de formation morale ? – L'Auberge n'est ni une classe, ni un temple. C'est un gîte. L'Auberge, c'est la maison d'accueil après l'étape, c'est la petite lumière au bout du chemin quand la nuit est déjà venue et qu'on a marché toute la journée ; un abri, quoi ; bien peu de chose. Mais cet humble toit, seulement parce qu'il existe et qu'on sait qu'il est là, permet l'étape. À cause des Auberges, des jeunes gens peuvent vivre, des mois durant, d'une vie forte et libre.

Marc Sangnier a lancé en France cette idée des *Auberges de la Jeunesse*. L'idée a pris corps ; elle a magnifiquement grandi ; on n'imagine pas la rapidité du succès qu'elle a eu.

Et tout à coup l'incident de la dissidence : il a été exposé, d'une manière strictement objective, dans un des derniers numéros de *L'Éveil des peuples*[4].

1. Allusion aux prises de parole convergentes de Mgr Julien et de Ferdinand Buisson lors du meeting d'ouverture du Congrès (*La Jeune-République* du 20 août 1926, ci-dessus p. 153-154).

2. Ces « Journées de l'espérance » de 1932 ont notamment été marquées par un pèlerinage sur la tombe d'Aristide Briand, mort le 7 mars et aux obsèques duquel les Volontaires avaient déjà monté une garde d'honneur.

3. C'est Sangnier qui a fait construire en 1929 la première de ces auberges, ouverte à Bierville le 28 août 1930. En 1930 également, il a créé la « Ligue française pour les auberges de jeunesse », dont l'inspiration catholique a suscité la scission commentée ici.

4. Celui du 11 juin (« Les Auberges de la Jeunesse. Regrettable tentative contre l'unité du mouvement », long article de François Lespinat, p. 3, col. 1-4). Voir aussi la note suivante.

Ne dites pas qu'en lui-même il est sans importance. Sans doute, en fait, il a eu peu d'écho. De toutes parts, dans le milieu qui est le mien, je l'ai entendu sévèrement jugé ; et les voix dont l'accent me touchaient le plus étaient celles de certains collègues anticléricaux de vieille roche qu'un tel geste confondait.

Est-ce possible ? M. Lapierre le déclare en propres termes : Marc Sangnier ne saurait être à ses yeux suspect de « cléricalisme » ; il a mené pour la paix un utile combat.

M. Lapierre le dit, l'écrit. Mais il écrit aussi que Marc Sangnier a des « tendances catholiques » et que cela suffit pour qu'il refuse de répondre à son appel. C'est ainsi : Marc Sangnier est catholique et alors il devient impossible à M. Lapierre de lui accorder sa confiance pour travailler avec lui au développement des *Auberges de la Jeunesse*[1].

Un tel anachronisme stupéfie. Et ce qui, républicain, me trouble, ce n'est pas l'obstacle – fâcheux, sans doute, mais minime – ainsi apporté à l'effort en faveur des Auberges, mais c'est le mobile qui a suffi pour susciter l'obstacle. Là est l'affaire sérieuse et grave. D'une autre manière, antithétique, mais tout de même parente, c'est encore la Démocratie qui se trouve visée, – sinon visée, du moins atteinte : « cléricalisme »[2], aussi authentique que l'autre.

Il me paraît difficile de croire que M. Lapierre, dont la sincérité n'est pas en question, ne s'apercevra pas lui-même du mal qu'il fait à l'idée républicaine, à l'heure même où la République est en danger[3].

Henri GUILLEMIN,
ancien élève de l'École Normale
Supérieure, agrégé des Lettres.

1. Le socialiste Georges Lapierre (1886-1945), un des responsables du Syndicat national des instituteurs, est affilié à la C.G.T. depuis 1925. Personnellement hostile à toute association présentant à ses yeux un caractère confessionnel, il vient en effet de rompre avec Marc Sangnier en fondant le 8 juin 1933 le « Centre laïque des auberges de jeunesse », qui fit à Sangnier une rude concurrence.

2. Guillemin avait déjà employé cette expression pour dire son désaccord avec l'intolérance laïciste de la Ligue des droits de l'homme lors de son Congrès (voir ci-dessus p. 185).

3. Lapierre maintint sa position et la scission entre les deux organisations devint définitive en mars 1935. Même après la guerre, subsistèrent de profonds désaccords entre les partisans d'un mouvement d'inspiration chrétienne et leurs adversaires.

Objecteurs de conscience[1]

Pour la deuxième fois, l'objecteur de conscience Philippe Vernier a été condamné à la prison. Son année d'incarcération accomplie, on l'affecta de nouveau à un régiment. De nouveau, Philippe Vernier refusa de rejoindre. Cette fois-ci, sa peine est doublée[2]. Vernier rentre en prison pour deux ans.

Est-ce à propos de lui que Drieu La Rochelle, dans un bien beau texte, écrivait un jour : « Il n'est pas de petit exemple qui ne finisse par faire son chemin[3] » ?

L'acte de Philippe Vernier est-il un exemple ? Ceux qui, en leur âme et raison, approuvent l'objection de conscience, la jugent efficace, y voient la seule et vraie bonne guerre contre la guerre, ceux-là diront, en donnant au mot son sens plein, que l'acte de Philippe Vernier est un grand exemple, et qu'il importe d'en dresser l'image, comme un emblème, au-dessus des foules, pour susciter à ce héros des disciples, qui comme lui sauront dire « Non ».

Je ne crois pas à l'excellence de l'objection de conscience. Je ne suis pas objecteur de conscience[4]. Je pense, sur ce gros problème, comme notre ami Marc Sangnier, qui n'est pas non plus « objecteur ».

Mais chez des êtres qui savent, dangereusement, conformer leur vie à ce qu'ils croient être la vérité, je dis qu'on ne peut pas se défendre d'admirer ce courage, ce renoncement, ce sacrifice. Et, en cela, ils sont des êtres exemplaires, en cela ils méritent, au-delà même de l'estime, le respect ; en cela leur grandeur fait honte à la lâcheté de tant de cœurs.

---

1. *L'Éveil des peuples*, n° 95, 26 août 1934, p. 1, col. 3.

2. Philippe Vernier (1909-1985), jeune protestant, n'a pu devenir pasteur, l'objection de conscience se heurtant alors aux principes de l'Église réformée de France. Il a été traduit devant le tribunal militaire en 1933, à Lille, puis en 1934 et encore en 1940, avec à la clé, cette fois, quatre ans de prison qu'il dut effectuer. Avant cela, il avait pu enfin être consacré pasteur, mais en Belgique (22 février 1939) ; c'est bien après qu'il eut le droit d'exercer en France.

3. Pierre Drieu la Rochelle (1893-1945), honni aujourd'hui comme collaborateur, n'est pas encore maudit en 1934 ; c'est un écrivain brillant, longtemps lié aux surréalistes, et un pionnier de droite de l'esprit européen. J'ignore d'où vient la citation faite ici par Guillemin.

4. Objecteur, Henri Guillemin pourrait l'être en principe, si telles étaient ses idées, mais non dans les faits, puisqu'il a été réformé pour raisons de santé à la fin de 1927 (voir *Henri Guillemin tel quel*, p. 88, et ici même p. 284).

Ils recueillent l'incompréhension, ou l'insulte, ou la haine. Que cette haine leur vienne des païens qui font leur dieu de la force et vouent le monde à l'entrechoc éternel des violences, cela s'admet. Mais le scandale, c'est que, devant eux, des chrétiens se voilent la face, et parlent d'eux comme de l'ennemi… Je songe à quelques êtres que j'ai connus, et qui voyaient dans l'objection de conscience un tragique devoir ; adolescents si purs, si près de Dieu ! Le cœur se serre en découvrant que s'acharne contre eux la fureur des pharisiens.

Pour des catholiques que je sais, l'odeur même de l'objection de conscience est affreuse ; il n'est pas, auprès d'eux, de meilleure manière de desservir un homme que de laisser entendre – même si c'est faux – que cet homme-là incline à l'objection de conscience. Ils s'en écartent alors comme d'un lépreux, ou, de loin, lui jettent des pierres. On leur parlerait d'un ami de Maurras[1] qu'ils mettraient sur sa tête des guirlandes.

Où en sommes-nous donc ? C'est un stupre sur l'Église, je pense, que ce saint Maurice de la Légion thébaine[2], lequel refusa de combattre contre des chrétiens ? – Sur le curé d'Ars, ce réfractaire, cet insoumis, ce déserteur[3], jetons aussi le manteau de Noé…

Il est vrai que M. Jean Chiappe a fait savoir qu'il tenait en mépris les objecteurs de conscience. Et c'est un bien grand réconfort de sentir que l'on est d'accord avec ce vivant symbole de la Candeur[4].

Henri GUILLEMIN.

1. La formule est violente quand on sait ce que Guillemin pense et dit de l'Action française – à laquelle, en 1934 encore, appartiennent de nombreux catholiques.

2. L'adjectif « thébaine » renvoie ici non à la Grèce mais à la ville d'Égypte et à sa région, où avaient été recrutés, à la fin du IIIe siècle, les soldats d'une légion romaine. Maurice, un de ses chefs noirs, refusa de participer au massacre des chrétiens locaux ordonné par Dioclétien ; Maximien, général romain proche de l'empereur, aurait alors ordonné la mise à mort, pour insubordination, des 6 600 soldats de la légion. Un événement de cette énormité paraît aujourd'hui peu vraisemblable à la plupart des historiens, mais il exista très tôt un culte des martyrs de la légion thébaine, et Maurice fut canonisé.

3. Jean-Marie Vianney (1786-1859), curé pendant quatre décennies du village d'Ars, dans les Dombes, a été canonisé en 1929. Tout jeune encore, et alors séminariste, il a en effet déserté en 1809 pour ne pas partir faire la guerre d'Espagne, et a vécu caché pendant près de trois ans.

4. Jean Chiappe (1878-1940), proche de l'Action française, était préfet de police de Paris depuis 1927 lorsque, le 3 février 1934, il fut démis de ses fonctions par le nouveau président du Conseil, le radical Édouard Daladier ; les ligues de droite et d'extrême-droite organisèrent aussitôt une manifestation de soutien, qui dégénéra, comme on le sait, en une violente émeute anti-gouvernementale et anti-républicaine. Que Guillemin parle à son sujet de « candeur » (et avec la majuscule) donne la mesure de son ironie.

"*Vox in deserto*"[1]

La tragédie mondiale de l'heure présente laisse indifférents huit Français sur dix. L'État-Major et les industries de guerre ont brusquement porté de un à deux ans la durée du service militaire sans que l'opinion française ait été remuée dans ses profondeurs. Avec l'apathie d'un bétail stupide, elle a accepté. Cependant, le coup avait été mené obliquement, et comme avec crainte. Prudences risibles. La grande presse régnante avait suffisamment soufflé la peur sur le pays (depuis des mois, depuis des années, depuis 1919 exactement) pour qu'on pût être assuré de voir le Français moyen accomplir, avec la plus merveilleuse docilité, ce pas de plus qu'on lui imposait vers la guerre.

Mais voici un témoignage dont l'accent m'a bouleversé. C'est une lettre, écrite de Berlin par un jeune agrégé français ; elle porte la date du 17 mars dernier ; la veille, Hitler avait annoncé à l'Allemagne le rétablissement du service militaire obligatoire. La revue *Esprit* (dans son numéro d'avril) s'honore en publiant de telles et si nobles lignes, des lignes écrites un dimanche, après la messe[2].

> […] La masse allemande acclame le Führer parce qu'il lui a rendu le sentiment de son honneur, parce qu'il a su imposer à l'univers les exigences les plus légitimes de sa sécurité et de son égalité juridique. Relisez la proclamation du gouvernement : celle qu'on s'est arrachée hier au soir. Pas un mot qui menace l'étranger, aucun appel à l'impérialisme, à l'expansion, à la revanche. Comparé aux moindres déclarations de

1. *L'Éveil des peuples*, n° 130, 28 avril 1935, p. 1, col. 1-2. – La citation latine (« la voix [de celui qui crie] dans le désert » renvoie à la manière dont Jean le Baptiste se présente comme l'annonciateur de Jésus que personne n'écoute (voir l'évangile de Marc, chap. 1, versets 1-3, ou celui de Jean, chap. 1, versets 22-23).

2. *Esprit*, mensuel fondé en octobre 1932 par le philosophe Emmanuel Mounier (1905-1950), tente de se tenir à l'écart du fascisme et de travailler au maintien de la paix sans esprit partisan, mais aussi sans naïveté car le danger de guerre s'accroît. La lettre dont Guillemin publie ici d'importants extraits figure dans la rubrique « La communauté internationale » sous le titre « La course à la guerre » dans le numéro d'avril 1935, p. 142-145 ; les passages cités se trouvent aux p. 144-145, et p. 148 pour le commentaire de Mounier. – Guillemin signale les coupures par de simples points de suspension, que je mets entre crochets pour plus de visibilité. Sur l'auteur de la lettre, voir après les citations.

Mussolini dans la triste affaire abyssine[1], ce texte passerait facilement pour pacifiste. […]

[…] Un peuple entier est convaincu que nous l'avons humilié pendant quinze ans, que nous avons trahi la fameuse déclaration de Wilson[2] en lui imposant par la force un désarmement unilatéral, en refusant de remplir à notre tour les promesses qui étaient inscrites en toutes lettres jusque dans la *dictée*[3] de Versailles. Le geste de Hitler comble les vœux évidents de l'Allemagne unanime, y compris les Marxistes et les conservateurs. Il ne s'agit plus ici de préférences politiques, ni d'intérêt personnel, mais, comme pour la Sarre hier, comme demain pour Dantzig et pour l'Autriche, d'une exigence fondée sur le droit naturel[4], en soi incontestable et contre laquelle la lettre même des engagements dictés n'oppose à la conscience la plus scrupuleuse qu'une barrière assez fragile…

[…] en tant qu'individus, peu d'Allemands nous détestent. Même sans mot d'ordre, ils nous reçoivent beaucoup mieux, dans les villes et dans les campagnes, que nous n'accueillons nous-mêmes chez nous leurs compatriotes souvent encore traités de *Boches*[5]. Mais prise dans son ensemble et considérée comme nation, *la France leur apparaît non sans raison comme l'ennemie traditionnelle de leur unité et de leur honneur. Que nous le voulions ou non, nous sommes solidaires à leurs yeux, non seulement des brigandages hypocrites de Louis XIV et des conquêtes de Napoléon, mais plus encore de cette maxime traditionnelle suivant laquelle notre* SÉCURITÉ[6] *consiste*

1. Mussolini s'apprête alors à envahir l'empire d'Éthiopie dirigé par le "négus" Haïlé-Sélassié ; la guerre, qui dura d'octobre 1935 à mai 1936, entraîna le retrait de l'Italie de la S.D.N. et son rapprochement avec le régime nazi.

2. Cette déclaration dite des « quatorze points de Wilson », faite devant le Congrès le 8 janvier 1918 par le président Woodrow Wilson, était un programme ambitieux de reconstruction de l'Europe après la fin de la guerre, et proposait, entre autres, de créer une Société des Nations. Son généreux idéalisme fut démenti par l'évolution réelle du climat international.

3. Italique de l'auteur de la lettre, de même qu'ensuite la majuscule à « Marxistes ».

4. La Sarre, placée par le traité de Versailles sous mandat de la S.D.N., vient de voter de façon massive (90% des voix), lors du référendum du 13 janvier 1935, pour son rattachement à l'Allemagne. Le « couloir [ou corridor] de Dantzig » était le nom donné à une bande de terrain créée également par le traité, et qui donnait à la Pologne redevenue un État (conformément au treizième des quatorze souhaits de Wilson) un accès à la mer Baltique ; Hitler, qui en avait revendiqué le retour à l'Allemagne après les accords de Munich, fit monter la tension de telle sorte que la France et la Grande-Bretagne, qui avaient promis leur soutien à la Pologne fin mars 1939, se trouvèrent acculées à la nécessité de déclarer la guerre ; mais on voit bien, par la mention de Dantzig dans cette lettre de 1935, que la menace est ancienne, comme l'est, à la même date, la question du rattachement de l'Autriche, l'*Anschluss*, qui ne fut chose faite qu'en 1938. Guillemin voit donc juste quand il considère ce texte envoyé à Mounier comme capital.

5. Italique de l'auteur.

6. Dans la lettre ce mot est en italique ; comme Guillemin met en italique tout le passage qu'on est en train de lire, et qui est en romain dans *Esprit*, il emploie ici les petites capitales pour conserver une différence typographique visible.

dans le désordre allemand, dans la division des "Allemagnes", dans les horreurs de la guerre civile… Comment, en face de nos craintes, ne répondraient-ils pas eux-mêmes par des craintes analogues ? Et puisqu'en dépit du Pacte Kellogg qui met la guerre hors-la-loi[1], nous maintenons à grands frais une armée nationale, pourquoi refuserions-nous à nos voisins la même garantie ?

[…] nous n'avons pas confiance dans la sincérité allemande. Soyons bien sûrs que nous n'inspirons pas dans le monde une plus grande confiance ; sans parler de l'Europe, toute la constitution de notre Empire colonial est une série de parjures, d'hypocrisies, de coups de force. Le seul politique français qui ait les mains tout à fait pures est un Saint[2]. Qui donc nous donnera un nouveau saint Louis qui, à la face du monde, confiant avant tout dans la justice de Dieu, osera faire crédit à la paix […] ? […]

Cette lettre est signée Maurice de Gandillac[3]. Emmanuel Mounier, qui la présente et la commente, ajoute en terminant :

[…] au lendemain de la proclamation du service obligatoire par l'Allemagne, toutes les valeurs s'affaissaient sur le marché de Paris ; une seule faisait exception : la Schneider[4] montait de 38 points.

Voilà les maîtres de nos vies, de nos amours, de nos avenirs. Nous aimons notre pays comme tout le monde, un peu mieux que tout le monde […] Mais ceux qui exploitent cette fidélité pour leur politique insensée, nous leur jurons ici : ils auront peut-être notre sang, ils n'auront jamais notre silence […].

Oui, au moins cela, au moins ce refus ! Mais combien sommes-nous à garder les yeux ouverts, tandis que nous nous sentons glisser, avec tous les autres, sur cette pente qu'on a disposée sous nos pieds ?

Qu'importe. Les voix qui s'élèvent pour déchirer la nuit, veillons à n'en laisser perdre même le plus faible écho. Dans le mensonge universel, ah, de quel cœur il les faut accueillir, elles, ces présences divines de la vérité !

Henri GUILLEMIN.

1. Voir p. 193 et n. 2.

2. Majuscule de l'auteur de la lettre.

3. Mort à cent ans en 2006, Maurice de Gandillac était à l'E.N.S. de la même promotion que Sartre ; il fut un des grands professeurs de philosophie de la Sorbonne (1946-1977). Il se trouve en Allemagne depuis novembre 1934 dans le cadre de ses recherches sur le philosophe et théologien mosellan Nicolas Krebs, dit Nicolas de Cues (1401-1464), en vue de sa thèse.

4. La célèbre entreprise sidérurgique, dont la fondation au Creusot remonte à 1836, s'est spécialisée dans l'armement dès la défaite de 1871. Revenue à des productions civiles après la guerre de 1914 (locomotives par exemple), elle a survécu à la crise de 1929 en se réorientant en partie vers les commandes militaires.

Révolution préventive[1]

par Henri Guillemin

Dans la pensée de quelques-uns, une bonne guerre préventive arrangerait bien des choses, à l'extérieur – qu'il s'agisse d'une guerre contre l'Allemagne, à l'aide des Russes, ou, mieux encore, d'une guerre contre l'U.R.S.S., aux côtés d'Hitler.

L'idée ne se montre, du reste, qu'avec toutes sortes de prudences. Il n'en va pas de même pour l'idée, parallèle, d'une révolution préventive, à l'intérieur. Cette idée-là s'affirme aujourd'hui avec éclat.

Le jeu est le suivant : un nombre chaque jour croissant de Français ouvre les yeux sur la vérité, pourtant vieille, mais de plus en plus évidente, de notre régime politique. On commence à s'apercevoir, très généralement, de la mainmise absolue, sur nos biens et nos vies, d'un petit groupe d'hommes, banquiers et chefs d'industrie[2], lesquels règnent, authentiquement, sur la France. Ils ont provoqué le déficit budgétaire en s'enrichissant, par les commandes d'armes ; ils exigent à présent cette politique dite de « déflation », joli mot, bien vêtu, qui se traduit en clair : « pour le déficit, votre argent, non le nôtre ».

Or, on voit d'honnêtes gens très paisibles, jusqu'ici effrayés par la propagande d'extrême-gauche, se demander si ce qu'ils tenaient hier encore pour d'outrageants propos, et presque des blasphèmes, n'est pas en train de s'avérer cruellement véridique.

La poussée républicaine s'affirme. Il ne s'agit pas d'anarchie. Il s'agit au contraire de remettre de l'ordre là où le désordre s'est établi. Il s'agit de refaire la République, – chose commune, non proie d'une bande.

---

1. *L'Éveil des peuples*, n° 142, 21 juillet 1935, p. 1, col. 1-2. Cet article est signé en tête et non à la fin du texte, ce qui montre que le jeune professeur de trente-deux ans bénéficie d'une position flatteuse d'éditorialiste.

2. Allusion aux « deux cents familles », dénoncées en octobre 1934 par Daladier au congrès du Parti radical-socialiste. L'expression fit aussitôt florès et plus encore sous le Front populaire ; elle évoque les origines, en 1800, de la Banque de France, dont l'Assemblée générale se composait de ses deux cents actionnaires les plus riches. Le mot de « régent », qu'on lit plus loin et qui désignait le délégué des actionnaires de la Banque de France, confirme l'allusion.

Les républicains parlent-ils d'un coup de force ? Aucunement. Ce qu'ils veulent, c'est que la France, qui est « à gauche », qui vote « à gauche » – deux fois encore, tout dernièrement, elle vient d'en donner la preuve[1] – ait un gouvernement qui réponde à ses désirs d'ordre et de paix. Ce gouvernement, la règle normale du régime parlementaire peut et doit le lui donner, le plus régulièrement du monde. Au pouvoir, il accomplira ce pourquoi il s'est constitué : délivrer la nation de ceux qui l'asservissent et la rançonnent en attendant de la jeter dans une guerre d'extermination.

C'est contre ce dessein de liberté et d'honnêteté que se prépare la Révolution préventive.

Là, c'est bien le coup de force ; c'est la prise du pouvoir, par la violence, c'est le fait d'une "minorité agissante" qui s'empare, à main armée, des postes de commandement.

Nos maîtres ne désirent point, je le crois, en venir à cette extrémité qui, raccourcissant à l'excès la chaîne dont ils nous ont liés, rendrait cette fois trop visible leur tyrannie. Ils préfèrent infiniment l'actuel état de choses, avec ce vestige de République et ce fantôme de Parlement qui donnent encore à croire aux naïfs que nous sommes en démocratie. Mais de ces naïfs la foule diminue, en dépit des efforts salariés de la grande presse ; et rien n'est redoutable à nos "régents" comme l'éclairement des consciences.

Aussi se résignent-ils à laisser agir ces imprudents qu'ils ont jusqu'alors retenus. Ils les payent et ils les arment ; car voici qu'ils vont devenir nécessaires.

Si la France a l'audace de vouloir être République, ils lâcheront sur elle leurs troupes de choc.

Nous en sommes là. Nous sommes à la veille de cela. Qu'au moins nos yeux soient grands ouverts sur le sens de la partie qui va se jouer.

1. Les mots « tout dernièrement » renvoient aux élections cantonales des 7 et 14 octobre 1934 et surtout aux élections municipales des 5 et 12 mai 1935, qui ont donné la majorité à la gauche.

Le scandale[1]

Il faut bien reconnaître que les nations pourvues de vastes domaines coloniaux, conquis par les armes, sont assez mal venues, aujourd'hui, à vouloir prétendre interdire à quiconque le droit de les imiter dans leurs iniquités profitables.

Je sais aussi que, si la France et l'Angleterre se résignent mal à voir M. Mussolini se jeter dans une entreprise militaire en Afrique[2], ce n'est pas tant qu'elles souffrent de voir se commettre un attentat contre la justice éternelle, mais c'est qu'elles redoutent, pour leurs intérêts mêmes, les plus graves ennuis : l'Italie serait, sur le lac Tsana, un voisin de l'Égypte plus incommode que le Négus[3] ; la frontière du Brenner risque de se trouver dégarnie et la tentation de l'*Anschluss* bien séduisante pour l'Allemagne[4].

L'Angleterre songe au Nil Bleu[5] et la France à Locarno.

N'oublions pas non plus que des spectacles nous furent donnés déjà, au moins à deux reprises, qui ne s'éloignent guère de ce que nous prépare l'Italie. Le Japon a bien dévoré un morceau de la Chine[6], la guerre du Chaco[7] s'est bien développée sans que nous ressentions en France beaucoup d'émoi ; et pourtant la Société des Nations s'y voyait bafouée ou s'y avérait impuissante de la façon la plus dramatique. Mais il semble que notre émotion ne sache naître que lorsque la tranquillité de l'Europe est en jeu, et que nous n'ayons d'angoisses à dépenser que pour les tragédies dont le théâtre est proche –

1. *L'Éveil des peuples*, n° 150, 15 septembre 1935, p. 3, col. 1-2.

2. L'invasion désormais imminente de l'Éthiopie (voir p. 213).

3. Le lac Tsana [ou plus souvent Tana] est le plus grand d'Éthiopie, au nord-ouest du pays et à 200 km à peine de la frontière actuelle du Soudan (qui en 1935 n'est pas un État indépendant mais subit un condominium anglo-égyptien).

4. Le Brenner est le col très fréquenté qui sépare l'Italie de l'Autriche. Si l'Italie amaigrit les effectifs des troupes qui le surveillent, Hitler aura les coudées franches.

5. La branche sud-est du Nil, qui prend sa source justement au lac Tana. – Sur les espoirs nés des accords de Locarno, voir plus haut p. 188.

6. La Mandchourie (voir plus haut p. 194, n. 2, et p. 204).

7. Ce violent conflit de près de trois ans a opposé la Bolivie au Paraguay pour le contrôle de cette région du Chaco réputée pétrolifère ; il vient de prendre fin en juin 1935 par la victoire du Paraguay, qui doubla de la sorte sa superficie.

comme on lit d'un regard léger l'annonce d'un séisme dans l'Inde où mille hommes ont trouvé la mort, tandis que notre cœur se serre pour dix mineurs ensevelis dans une galerie du Borinage[1].

Mais, tout de même, nous n'avions jamais vu encore un défi plus insolent jeté à la morale internationale, un mépris plus cyniquement affiché à l'égard de l'humble et grand effort tenté, au lendemain de la guerre, pour construire un monde où le Droit eût primé la Force.

Il faut rendre à M. Mussolini cette justice qu'il ne prend pas, envers la Société des Nations, l'attitude tortueuse, sournoise, hypocrite qui fut celle, par exemple, du Japon avant sa sécession.

M. Mussolini, avec cette manière tonitruante qu'il paraît croire nécessaire à son prestige, prodigue ses sarcasmes aux « palabres » de Genève, multiplie les hymnes à la Force, fait promener dans Rome des pancartes où s'inscrit cette formule martiale : « La parole au canon ! » et déclare, en tapant sur la table, qu'il ira à son but « avec Genève, sans Genève ou contre Genève ! ».

On ne peut souhaiter une plus belle franchise. Il est vrai que ces manifestations fracassantes n'empêchent pas M. Mussolini de jouer en même temps un jeu quelque peu différent. Cette Éthiopie dont, naguère, il faisait saluer, par ses délégués à Genève, l'entrée dans la Société des Nations[2] avec les paroles les plus élogieuses, voici qu'à présent il découvre qu'elle n'est qu'un repaire de barbares et d'anthropophages ; il constitue un dossier géant, orné de photographies inédites, pour démontrer à l'univers que les mœurs des Éthiopiens sont tout à fait inadmissibles ; et l'expédition militaire qu'il se dispose à entreprendre n'est en vérité, à l'en croire, qu'une expédition anti-esclavagiste, une mission hautement civilisatrice, dont il a bien voulu, généreusement, se charger pour l'honneur de l'humanité.

Si les événements qui se déroulent étaient moins graves, on pourrait trouver un humour de bonne qualité dans les comportements de la délégation italienne à Genève. Ces faces qui se voilent, ces vêtements qu'on déchire, ce vertueux exode, ce refus de discuter et d'entrer même en conversation avec les représentants d'une Éthiopie réprouvée dont le contact est odieux à quiconque se respecte, tout cela constitue les éléments d'un vaudeville dont on voudrait pouvoir oublier qu'il recouvre une tragédie.

1. Ancienne région minière de Wallonie, proche de Mons, dont les derniers gisements ont été abandonnés en 1976. Ce nom est probablement venu sous la plume de Guillemin parce que deux coups de grisou successifs, le 15 puis le 17 mai 1934, ont coûté la vie à cinquante-sept hommes, mineurs ensevelis et sauveteurs confondus.

2. Cette entrée a eu lieu le 28 décembre 1923.

Le scandale, c'est qu'il se trouve, en France, quantité de gens bien-pensants pour se sentir l'âme exaltée par les déterminations de M. Mussolini. Plus fort il se moque de la Société des Nations, plus haut ces patriotes le célèbrent ; il est vrai que, si M. Hitler s'avisait de tenir des propos trois fois moins agressifs et dix fois moins conquérants que ceux de M. Mussolini, ces mêmes patriotes hurleraient à la mort ; et, cependant, le Führer n'aura qu'à puiser dans les articles à la louange du Duce de M. Bailby ou de M. Léon Daudet[1] pour y trouver le jour venu, s'il y vient, les plus confortables arguments en faveur de sa politique d'expansion.

Il y a longtemps que nous l'avons dit : tout était possible, en 1919, pour refaire le monde, exorciser la guerre.

Les maîtres du jeu – chefs de l'industrie, banquiers, munitionnaires – ont su barrer la route à la paix.

Ceux qui n'ont pas compris où nous menait la politique qu'on nous a faite découvrent-ils aujourd'hui l'étendue de leur lâcheté ou de leur folie ?

Une voix vient de s'élever, du sein même de Rome, pour maudire la guerre et bénir une fois de plus les pacifiques. Le Pape[2] a rappelé les exigences de la justice, autrement dit les droits de Dieu ; il l'a fait à deux pas de celui qui ne veut connaître que les droits du glaive.

Dans le grondement montant de l'orage, et parmi les clameurs des furieux, comme cette voix semble faible !

Elle est faible, mais éternelle ; le monde périra avant qu'elle se taise ; et c'est pour avoir refusé de l'entendre que le monde mourra, précisément.

Henri GUILLEMIN.

1. Léon Daudet, principal compagnon de Maurras à la tête de l'Action française, a déjà été nommé plusieurs fois dans ce volume. Ce n'est pas le cas de Léon Bailby (1867-1954), journaliste antidreyfusard et nationaliste, propriétaire directeur de *L'Intransigeant* de 1908 à 1932, puis fondateur, en octobre 1933, d'un quotidien d'extrême-droite, *Le Jour*. Il y fait du tirage en exploitant le scandale de l'affaire Stavisky et, en effet, il apporte son approbation à l'entreprise de Mussolini en Éthiopie, tout en restant globalement germanophobe. Il fut logiquement hostile au Front populaire, puis partisan déclaré du maréchal Pétain. Sa vie mondaine et sa richesse étaient ostentatoires.

2. C'est depuis 1922 Pie XI (voir p. 17, n. 1). Sa désapprobation envers Mussolini, Hitler, le nazisme fut réelle – comme son hostilité au communisme. Son pacifisme ne fait pas de doute.

Condition présente de l'État[1]

par Henri GUILLEMIN

Tout le monde ne peut pas être pauvre ; les finances publiques le sont, la trésorerie de l'État est embarrassée au point qu'il a fallu pratiquer, voici peu de semaines, des compressions budgétaires violentes dont toutes les catégories de Français moyens ont plus ou moins senti le poids. Cependant, à côté de l'État, des sociétés privées, possédant des sources permanentes de bénéfices, répartissent entre quelques dizaines de privilégiés des prébendes considérables, et voient néanmoins croître de jour en jour la nappe d'or de leurs réserves. Telles sont les Compagnies d'Assurances.

La récente étude de notre ami Albert Blanchoin, *Capitalisme*[2], jette la plus vive lumière sur l'immensité de ces capitaux dont le chiffre est perpétuellement en crue. L'assurance partage aujourd'hui avec les industries de guerre le privilège de se voir à l'abri de la crise, et de réaliser à coup sûr les plus imposants profits. L'examen des bilans des grandes compagnies atteste en effet que, chaque année, c'est une somme qui s'élève en moyenne à 30% des encaissements que lesdites Compagnies sont en mesure de porter au compte des « Réserves ».

De ces « réserves » démesurées, une large part, dite « réserves libres », et qui ne subit aucune hypothèque comme aucune tutelle, peut être utilisée au gré des administrateurs. C'est là le réservoir géant où s'alimentent les industries-clés, par l'entremise de leurs administrateurs, qui figurent aussi dans les Conseils des grandes Compagnies.

---

1. *L'Éveil des peuples*, n° 160, 24 novembre 1935, p. 1, col. 5-6 et p. 2, col. 1. Ce dernier texte politique d'Henri Guillemin dans *L'Éveil* bénéficie cette fois-ci d'une double signature, en vedette en tête d'article, et en deuxième page à la fin du texte.

2. Le journaliste Albert Blanchoin (1902-1968) vient d'être élu député de la Jeune-République à la faveur d'une élection partielle dans le Maine-et-Loire, son département de naissance. Il a par ailleurs dirigé à Angers *Le Courrier de l'Ouest* de 1944 à sa mort. Guillemin met le titre *Capitalisme* en italique, comme s'il s'agissait de celui d'un livre, parce que c'est ainsi que se présente le numéro de *Cahiers de la démocratie* que cette étude occupe en entier (n° 24-25, mai-juin 1935, 94 p. ; le nom de l'auteur y est imprimé par erreur « Blanchouin »). Ce mensuel fondé en mars 1933, édité par la Jeune-République, présente ainsi dans chaque numéro une étude substantielle.

On ne saurait rien reprocher à ce système d'alimentation des entreprises industrielles, dont il convient au contraire d'admirer l'ingénieux agencement – sauf à noter toutefois l'excessive cherté des « primes » imposées aux assurés, cherté dont l'abus se révèle par la simple comparaison des tarifs de l'assurance privée avec ceux des Caisses nationales, mais qui permet aux Directeurs généraux et aux multiples directeurs de branches de recevoir des traitements qui sont, pour les premiers, de l'ordre de deux millions, et qui oscillent, pour les seconds, entre 400 et 800 000 francs.

Cependant, l'étroite association réalisée pratiquement entre les Compagnies d'assurances et les grandes entreprises industrielles comporte, sur l'État, c'est-à-dire sur la collectivité nationale, de notables incidences.

Un des exemples les plus saisissants de cette connexion et de ses conséquences nous est fourni par la gestion des grands réseaux de chemin de fer.

Les groupes financiers qui tiennent en main les cinq grands réseaux commerciaux français[1] sont régis par des personnalités qui contrôlent en même temps et administrent des sociétés d'assurances et qui drainent du côté des chemins de fer une partie des prodigieuses immobilisations des Compagnies.

Or les bilans d'exploitation des réseaux accusent régulièrement en fin d'année de graves déficits ; dès lors les compagnies ferroviaires sont autorisées à émettre des obligations. Les banques interviennent alors pour le placement de cette émission, et prélèvent une commission qui varie de vingt-cinq à trente francs par obligation de mille francs. Il faut, pour trouver preneur à des obligations d'une entreprise déficitaire, prévoir un taux d'intérêt exceptionnellement élevé. Les Compagnies d'assurances s'empressent de souscrire à cette émission qui leur assure un bénéfice substantiel et infaillible (« bénéfice d'intérêt correspondant, pour la branche vie, à la différence entre le taux réel (7) de l'obligation acquise et le taux (4,25) de la police d'assu-rance qui en fait la contrepartie »).

Le jeu est donc parfaitement clair : « plus lourd est le déficit des chemins de fer, plus grosse est la commission des banques, et plus considérable le bénéfice d'intérêt perçu par les Compagnies d'assurances » (Blanchoin, *op. cit.*, p. 26-27).

1. Rappelons pour mémoire que la S.N.C.F. couvrant toute la France est seulement alors sur le point d'être créée (par la convention du 31 août 1937). En 1935 le pays est encore sillonné par cinq réseaux en étoile centrés sur Paris : Nord, Est, P.L.M. [Paris-Lyon-Marseille], P.O. [Paris-Orléans] et État [desservant l'Ouest], auxquels s'ajoutent les deux réseaux régionaux du Midi et de l'Alsace-Lorraine.

Il est seulement regrettable que cette série d'heureux profits aboutisse finalement à faire payer la note par l'État, autrement dit par la collectivité, à laquelle on remet le soin de combler, d'année en année, le déficit des réseaux.

D'autre part les perpétuels besoins d'argent de l'État permettent aux grandes Compagnies d'assurances – et sur la demande même de l'État – d'investir leurs capitaux disponibles en valeurs officielles, ce qui, certes, constitue une garantie pour les Compagnies, mais présente surtout l'avantage de les mettre, à l'égard de l'État, dans une position de commandement.

Un chiffre rendra sensible cette autorité toute-puissante : au 31 décembre 1932, le montant de la créance sur l'État des grandes Compagnies d'assurances s'élevait au total de 11 546 849 000 francs[1].

On juge des moyens de pression dont peuvent disposer de la sorte les Compagnies pour contrôler la conduite de l'État – en d'autres termes : la politique gouvernementale. Le crédit public se trouve à leur merci, et cela d'autant plus que la plupart des journaux de bourse vivent de leurs commandites.

Tout se passe donc exactement comme si les grandes Compagnies d'assurances avaient pour rôle défini et concerté, dans l'ordre économique présent, de tenir l'État dans la servitude.

Cette docilité de prisonnier, l'État va même jusqu'à en donner les preuves les plus extraordinaires. Par une circulaire en date du 22 octobre 1932, et qui reprenait, pour le confirmer et en accentuer l'urgence, un premier document du mois d'octobre 1931, le Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations adressait aux receveurs des postes de sévères rappels à l'ordre, pour excès de zèle en faveur des Caisses d'assurances gérées par l'État :

> Il est prescrit aux receveurs […] de s'abstenir […] de toute comparaison des tarifs des Caisses nationales avec ceux des compagnies privées.
>
> J'insiste […] pour qu'en aucun cas vous ne fassiez allusion aux tarifs des Compagnies privées d'assurances ou ne compariez ces tarifs avec ceux des Caisses Nationales[2] […]

Cet État, si résigné et si complaisant, il importe extrêmement aux Compagnies et à tous ceux que leur argent fait vivre qu'il ne s'avise point de

1. L'équivalent d'environ 9 milliards d'euros de 2024, selon le convertisseur de l'INSEE.

2. La première phrase est extraite de la circulaire de 1931, la seconde de celle de 1932. Les deux citations sont faites par Blanchoin, p. 50-51, n. 1.

changer d'attitude et de prétendre recouvrer sa liberté. D'où le soin qu'apportent les maîtres de l'argent à surveiller l'opinion publique, les journaux, et principalement les consultations électorales, cette "voix au chapitre" si inconsidérément accordée à la collectivité.

La condition de l'État se trouve donc aujourd'hui la suivante : pris dans la double pince de la Banque de France – qui peut refuser le renouvellement des Bons du Trésor – et des grandes Compagnies d'assurance, qui possèdent sur lui une créance énorme, l'État a, pratiquement, remis son sort entre leurs mains.

Mais de ce captif, la force est précieuse, à condition qu'elle soit diligemment employée ; elle l'est, en vue de la protection des profits industriels et bancaires, par les dégrèvements, les primes à l'exportation, les barrières douanières, les « assainissements » du marché, les dispositions législatives telles[1], par exemple, que celle du 13 juillet 1930 qui assurait la disparition des Compagnies d'assurance « mineures » et standardisait les polices ; – elle l'est aussi, et singulièrement, pour briser, grâce à l'appareil policier et militaire, les résistances accidentelles de la nation.

Asservi, utilisé, l'État est, enfin, rançonné par les « parties prenantes », sous forme de subsides exigés de lui, de renflouements qu'au nom de l'intérêt général on lui impose, de commandes, surtout (plus de cent milliards en dix ans), que les industries de guerre savent, sans peine, obtenir de lui.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, cette constatation qui ressort de la simple lecture des annuaires : les mêmes noms se retrouvent toujours dans les conseils d'administration des grandes Compagnies d'assurances, des réseaux de chemin de fer, de la Banque de France, des industries-clés. Ainsi s'établit un véritable "circuit fermé", au profit d'un groupe de quelque deux cents hommes, lesquels, selon les expressions mêmes d'un membre du Sénat[2], « en se prêtant réciproquement appui, en se retrouvant dans les sociétés les plus diverses, dont les intérêts sont enchevêtrés, disposent d'un pouvoir d'autant plus redoutable et d'autant moins admissible qu'ils travaillent avec l'argent des autres et ne courent, par conséquent, que des risques limités ».

Henri GUILLEMIN.

1. *L'Éveil des peuples* imprime « telle », je corrige.

2. Albert Blanchoin donne son nom en rapportant ses propos (p. 20) ; il s'agit de Victor Lesaché (1860-1938), industriel, sénateur de l'Aube de 1930 à sa mort.

TROISIÈME PARTIE
L'apprenti écrivain
1924-1935

Cette dernière partie du volume réunit des textes de plusieurs types.

Un premier ensemble regroupe ce que j'ai appelé « billets polémiques » ; ils auraient pu figurer à leurs dates respectives dans la première partie, mais leur style, leur verve permettent d'y pressentir, déjà, certains aspects du futur écrivain Henri Guillemin.

Dans un deuxième ensemble sont repris des articles de critique littéraire ou cinématographique, qui montrent que les curiosités du militant ne sont pas seulement électorales ; plusieurs comptes rendus de romans peuvent être lus comme l'amorce de ce qui constituera, de 1937 à 1939, la chronique littéraire de La Bourse égyptienne[1].

Le dernier texte, enfin, est un récit de 1927, publié seulement près de huit ans plus tard, et dans lequel s'annonce, encore timidement, Henri Guillemin auteur d'œuvres littéraires, romans laissés dans le tiroir et, un peu plus tard, nouvelles écrites à l'intention de ses enfants[2].

1. En voir une large anthologie dans les *Chroniques du Caire* (Utovie, 2019).

2. Sur les romans de 1928-1930 restés inédits, voir Patrick Rödel, *Les Petits Papiers d'Henri Guillemin*, Utovie, 2015, chap. III, « Les romans perdus », p. 57-68 ; sur les nouvelles, voir la réédition de quatre d'entre elles, préfacée par Maurice Maringue et postfacée par Martine Jacques, Utovie, 2019.

Chapitre VIII
Billets polémiques (1924)[1]

Un cas pathologique
Le mensonge à *L'Action française*[2]

Dans le magasin d'armes de *L'Action française*, parmi les matraques et les casse-têtes, il y a le mensonge et la calomnie.

Mentir est moins périlleux encore qu'assommer quelqu'un à l'improviste, même quand on est quinze. À qui ne suffit pas la violence physique, restent les coups de force contre les idées.

Aussi leur nombre est-il, à la lettre, incalculable. On sait déjà que Marc Sangnier fut purgé, qu'il est un apologiste de Germaine Berton[3], qu'il a de la haine pour Jeanne d'Arc. Léon Daudet nous dit encore récemment que Marc Sangnier prêche le désarmement immédiat et isolé de la France (*A. F.* du 15 février[4]).

Si commode qu'apparaisse le mensonge, il est pourtant une arme à deux tranchants. Non seulement il est réprouvé par la conscience, non seulement un article du *Syllabus*[5] rappelle qu'un mauvais moyen n'en devient pas meilleur selon la cause qu'il veut servir, non seulement le menteur, adversaire déloyal et qui recourt aux passes interdites, se disqualifie et avoue sans le vouloir qu'il n'a qu'une médiocre confiance en la puissance conquérante de ses idées, puisqu'il lui faut encore dénaturer celles des autres, mais il nous

1. Ces billets tous publiés dans *La Jeune-République* se présentent le plus souvent, mais pas toujours, comme le complément de l'article électoral publié par Henri Guillemin dans le même numéro.

2. *La Jeune-République*, 29 février 1924, p. 1, col. 4. Ce billet auquel Sangnier accorde une place bien visible à la "une" est le premier d'une série d'attaques contre l'Action française.

3. L'anarchiste qui a abattu Marius Plateau, le chef des Camelots du roi (voir p. 17, n. 2).

4. C'est Guillemin qui abrège ainsi le titre du journal de Maurras. – En première page de ce numéro du 15 février figure une "bonne feuille" de *Moloch et Minerve*, le dernier livre de Léon Daudet, qui y raille Marc Sangnier de façon injurieuse (« un des pires idiots que j'aie rencontrés ») tout en caricaturant ses convictions pacifistes qui sont pour lui celle d'un « Tartufe ».

5. Voir plus haut p. 180 et n. 3.

apparaît que l'habitude du mensonge entraîne d'étranges et douloureuses conséquences. Elle produit dans l'organisme mental de ceux qui se soumettent à cette fâcheuse hygiène les troubles les plus graves.

On sait déjà que Tartarin, nature droite et saine au fond, finissait par croire énergiquement aux galéjades qu'il avait contées : le besoin naturel de la vérité était en lui, et sa conscience, ne pouvant s'accommoder du divorce permanent entre ce qu'il disait et ce qu'il pensait, rétablissait à son insu la nécessaire adéquation[1].

Le camelot du roi n'est pas fait ainsi. Ce qu'il croit n'a pas d'importance. Et même il ne croit rien. Vous lui demandez : « Êtes-vous bien sûr de ce que vous affirmez ? Cette grave accusation que vous portez, y croyez-vous ? » Il vous regarde, l'air étonné : la question est saugrenue et il lui faut un effort pour en saisir le sens. Une seule chose compte pour lui : abattre l'adversaire. Un seul souci : comment l'abattre ?

Le succès légitime tout. Une calomnie a-t-elle réussi à dresser l'opinion contre un adversaire ? Elle est donc bonne. Sinon, non. Mais, en soi, elle n'est ni bonne, ni mauvaise, elle est indifférente. Elle ne s'appelle même pas une calomnie. Elle est une affirmation, un argument, un atout dans le jeu.

Chez beaucoup de militants d'Action française, toute inquiétude sur la moralité des moyens employés a disparu. Nulle question ne se pose à leur conscience, parce que leur conscience n'a rien à voir avec la politique. Pierre Benoit a eu le courage de l'affirmer nettement : « En une matière comme la politique, écrit-il dans *La Chaussée des géants*, où seuls les faits comptent, la terminologie morale n'a pas plus de sens qu'en physique[2] ».

Telle est l'extraordinaire, mais authentique déviation psychologique qu'on peut diagnostiquer chez maints royalistes. La véracité ne compte pas. La conscience n'existe plus. Une seule chose subsiste : l'efficacité des moyens.

Et il nous apparaît qu'il y a là un effet de cette « justice immanente » tant raillée, mais réelle cependant ; n'est-il pas attristant, en effet, que des jeunes gens, dont la plupart sont catholiques, en soient venus, sans s'en douter, mais par leur faute, à un tel point d'amoralisme, et qu'ils aient perdu le sens et jusqu'à l'intuition de cette Vérité qui, seule, pourtant, peut les « rendre libres » ?

Henri GUILLEMIN.

1. Le célèbre fabulateur est le héros de trois romans d'Alphonse Daudet, le père de Léon : *Tartarin de Tarascon* (1872), *Tartarin sur les Alpes* (1885) et *Port-Tarascon* (1890).

2. Pierre Benoit (1886-1962) est au sommet de sa gloire depuis 1919 et l'immense succès de *L'Atlantide*. La citation, raccourcie par Guillemin et en partie inexacte, mais fidèle sur le fond, figure à la p. 56 de l'édition originale de *La Chaussée des géants* (Albin Michel, 1922).

Patriotisme verbal[1]

J'étais l'autre jour, par hasard[2], dans un train de luxe. Dans le couloir, nous étions quelques voyageurs qui fumions. Je tire de ma poche mon journal. À côté de moi, un gentleman très chic énonce sur un ton assez véhément quelques aphorismes sans bienveillance sur tous ces « drôles de patriotes qui croient aux blagues de la démocratie, qui osent voter contre Poincaré[3] et qui sont, somme toute, de mauvais Français ».

Peu soucieux d'entamer une discussion avec d'aussi solennels personnages, je continue paisiblement ma lecture. Le train roule. C'est le soir. À une gare, on achète les journaux.

« La livre à 113 ! s'exclame mon voisin le gentleman. C'est du propre ! »

Et, confidentiel, à son vis-à-vis : « Figurez-vous que j'ai eu tout de même une rude chance la semaine dernière ! J'ai pu me débarrasser d'un seul coup de tous mes bons de la Défense[4] ! Maintenant, je suis bien tranquille ! »

Entre le coffre-fort et l'intérêt de la France, le capitaliste « bon patriote » n'hésite pas.

H. G.

1. *La Jeune-République*, 14 mars 1924, p. 2, col. 5 (rubrique « Libres propos »).
2. Sans commentaire, mais on aimerait bien en faire un.
3. Raymond Poincaré, vedette du Bloc national de droite, est pour la deuxième fois président du Conseil de janvier 1922 à juin 1924 ; il est en même temps ministre des Affaires étrangères.
4. Bons du Trésor émis à intervalles réguliers par l'État dès septembre 1914 pour financer spécifiquement l'effort de guerre, et qui rapportaient 5% d'intérêts. À partir de la fin de la guerre, il devenait moins rentable de les conserver.

Leur dernière trouvaille[1]

Le Pèlerin[2] écrivait à propos du statut légal que la création des Diocésaines[3] a donné à l'Église de France :

« L'Église rentre dans le cadre de la vie et de la législation nationales et le gouvernement de la République montre qu'il n'entend la traiter ni comme M. Combes[4], ni comme Philippe le Bel. »

Intéressante affirmation – dans les colonnes d'un hebdomadaire que *L'Action française* qualifie de « mieux inspiré, habituellement ».

Car celle-ci, bien entendu, n'a point trouvé fort à son goût cette phrase du *Pèlerin*, révélatrice d'un esprit d'apaisement et de conciliation – et qui, du reste, se borne à constater un fait évident.

Aussi *Le Pèlerin* en entend-il de rudes ! Il se voit d'abord gourmandé pour avoir osé afficher (qui l'eût cru !) un « républicanisme bruyant » ! et parce qu'il a, très impartialement et sans songer à mal, reconnu que l'Église a vécu sous la monarchie des jours fort sombres et des persécutions, dans son chef (sous Philippe le Bel[5]), dans ses membres (sous Louis XV, 1754,

1. *La Jeune-République*, 21 mars 1924, p. 2, col. 3-4 (rubrique « Libres propos »).

2. Cet hebdomadaire, qui existe toujours, a été initialement créé par les Assomptionnistes le 12 juillet 1873 pour promouvoir les grands pèlerinages catholiques [d'où son titre] ; il est assez vite devenu un périodique plus généraliste, sans abandonner sa spécificité catholique. Il s'occupe de politique et se montre notamment très anti-communiste au moment de ce billet d'Henri Guillemin. – Les citations de *L'Action française* contre *Le Pèlerin* proviennent du numéro du 19 mars et sont exactes (billet signé « E. D. », p. 2, col. 6).

3. Désignation abrégée des « Associations diocésaines », créées en 1924. La loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 avait prévu des « associations cultuelles » destinées à gérer l'ensemble de l'exercice du culte dans chaque commune, mais en 1906 le pape Pie X les avait désapprouvées comme ne permettant pas d'organiser en toute indépendance la vie hiérarchique de l'Église au niveau des paroisses et des évêchés. L'accord enfin trouvé entre le Saint-Siège et l'État résout le problème en limitant le rôle des Diocésaines à subvenir aux frais du culte et à l'entretien des bâtiments, sans intervenir dans la gestion du culte lui-même. Le pape Pie XI a aussitôt approuvé cette création par une encyclique le 18 janvier 1924.

4. Voir p. 186 et n. 2.

5. Roi de 1285 à novembre 1314, Philippe IV dit le Bel consacra tout son règne à l'extension du pouvoir royal. Il entra en conflit avec le pape Boniface VIII qui voulait continuer à affirmer la primauté du spirituel sur le temporel, et chercha même à le faire arrêter et juger (1303).

suppression de l'ordre des Jésuites[1]) et dans son organisation (Charles X, 1828[2]). – Voici l'ahurissante semonce qui lui est administrée :

Seuls les Francs-Maçons, héritiers spirituels des Templiers[3] dégénérés et continuateur de leur œuvre satanique, sont fondés à maudire la mémoire de Philippe le Bel et l'on sait que, lors de l'initiation d'un nouveau compagnon dans les loges maçonniques, l'une des cérémonies rituelles consiste à armer le récipiendaire d'un poignard avec lequel il doit frapper un mannequin représentant Philippe le Bel.

Le Pèlerin suspect de penser et d'écrire comme un simple franc-maçon ! Cette merveille-là manquait encore. – H. G.

1. La date exacte de ce qui n'est pas une « suppression » mais une expulsion hors de France est 1764.

2. Indication peu claire et imprécise ; mais il est certain que Charles X tenait lui aussi, bien que personnellement dévot, à ne céder aucun avantage à l'Église romaine.

3. Dans *L'Action française*, ce mot est en italique. Philippe le Bel a persécuté les Templiers, ordre dont la fondation remonte à 1129, à cause de leur puissance financière qu'il jugeait menaçante ; il les fit arrêter, torturer et juger et condamna au bûcher leur grand-maître, Jacques de Molay, en mars 1314.

Un démenti[1]

M. Marcel Azaïs, publiciste nationaliste[2], dont toutes les sympathies vont à l'Action française, trouve plus congruent aux nécessités de sa thèse de se jeter sans scrupules dans la contre-vérité.

Il tenait à écrire : « La France de la Révolution ne peut s'élever contre l'Allemagne de la réforme » ; car il a un faible pour les simplismes. Donc, il affirme sans hésiter qu'aucune protestation ne s'est élevée, dans les milieux républicains de France, contre l'arrestation, par le gouvernement bavarois, du professeur pacifiste allemand Quidde. Du reste M. Azaïs qui venait de se livrer à quelques facéties sur les manifestations en faveur d'Unamuno, avait besoin qu'il n'y ait pas eu, à Paris, d'agitation en faveur de Quidde ; il faut bien, pour la symétrie, créer de fausses fenêtres[3].

Très fausses, en effet. Nos camarades qui ont applaudi Marc Sangnier dans son magnifique discours « contre le nationalisme allemand » en savent quelque chose.

Et nous pouvons même aviser M. Azaïs qu'après son meeting en faveur d'Unamuno, la Ligue des Droits de l'homme, pour sa part, en fit un autre contre von Seeckt[4] et la réaction en Allemagne.

Supposer gratuitement tant de sectarisme chez ses adversaires, c'est donner la mesure de sa propre tolérance. Au demeurant, si la vérité incommode M. Azaïs, c'est tant pis pour lui.

H. G.

1. *La Jeune-République*, 11 avril 1924, p. 2, col. 4.
2. Né en 1888, ce journaliste et essayiste est mort le 12 septembre 1924.
3. Ludwig Quidde (voir p. 98) vient d'être arrêté à la suite d'un article sur des groupes paramilitaires allemands. Ce qui concerne le grand écrivain espagnol Miguel de Unamuno (1864-1936) est moins clair, car en 1924 il est contraint à l'exil en raison de ses violents articles en *faveur* de la république, et on voit mal comment Azaïs a pu vouloir le défendre ; ou alors Henri Guillemin est totalement ironique, ce qui n'est pas exclu.
4. Voir p. 89 et n. 3.

Patriotisme[1]

Pour étrange qu'il puisse paraître de voir une organisation aussi profondément païenne dans son chef, dans sa philosophie et dans ses méthodes, que l'Action française, se donner des airs d'inquisiteur théologique, ce paradoxe inattendu est pourtant une réalité.

En quête d'hérésies à dénoncer, *L'Action française* en suppose d'imaginaires lorsqu'elle n'en rencontre pas d'existantes.

Elle malmène alors suffisamment la pensée de sa victime pour la rendre méconnaissable.

La lettre collective des évêques de France aux fidèles rappelle le devoir d'aimer sa patrie. Il se trouve, en effet, des gens pour « présenter le patriotisme comme un sentiment désuet, comme une superstition de vieilles gens attardées » : ce sont les communistes. Eh bien, non, vous n'y êtes pas, explique *L'Action française*, ce sont les jeunes-républicains !

Marc Sangnier a eu beau servir la France quatre années durant, en pleine bataille, – nos meilleurs amis ont eu beau mourir sur le front, – et nous avons beau maintenant affirmer et prouver notre patriotisme, non seulement par des mots mais en travaillant efficacement pour la paix, c'est-à-dire pour la France, *L'Action française*, à qui ses [ ][2] ont appris la puissance de la calomnie, n'en continuera pas moins à nous traiter d'anti-patriotes, car la vérité ne compte pas pour elle.

L'Action française croit devoir nous faire enfin le reproche de « mener une croisade pour l'internationale démocratique ».

Un internationalisme qui méconnaît les réalités légitimes des patries est « aussi contraire à la nature qu'à la religion ». Mais un internationalisme qui veut unir, dans une fraternité essentiellement chrétienne, tous les hommes de bonne volonté qui aiment leurs patries sans haïr celles des autres, s'il irrite

1. *La Jeune-République*, 18 avril 1924, p. 2, col. 4-5, rubrique « Libres propos ». Figurent l'un au-dessous de l'autre, ce 18 avril, deux billets signés l'un des initiales de Guillemin, l'autre en toutes lettres. Je les fais figurer ici ensemble, pour souligner leur différence de sujet…

2. Dans l'exemplaire numérisé de *La Jeune-République* il y a ici un mot manquant remplacé par un blanc, sans doute à cause d'un accident d'impression ; le blanc que j'introduis reproduit celui du journal, car je ne devine pas ce qu'il faudrait lire (peut-être « ses maîtres » [??]).

les fétichistes d'un nationalisme réprouvé, n'en sert pas moins la vraie cause du christianisme et de la Paix. – H. G.

Pour la propreté morale

« La République, disait Montesquieu, est le régime qui demande le plus de vertu[1]. » Il entendait « vertu » au sens très large d'esprit de sacrifice et de subordination à l'intérêt national.

La sentence reste vraie si l'on entend « vertu » au sens plus étroit de propreté morale.

Il faut aux citoyens d'une démocratie des énergies morales d'une trempe assez forte, pour ne jamais perdre le souci des affaires publiques et tenir consciencieusement le poste que chacun occupe dans ce que Probus appelait « la firme France[2] ».

La débauche replie l'homme sur l'égoïsme de ses jouissances et brise en lui tous les ressorts généreux.

La démocratie, si elle veut vivre, doit préserver les citoyens des sollicitations impures qui risquent de tuer leur puissance de dévouement, comme elle les défend des oppressions et des tyrannies qui risquent d'anéantir leur valeur d'hommes libres.

Mais il faut du courage au législateur pour prendre des mesures qui le désigneront aux colères des profiteurs de luxure, comme aux sarcasmes des imbéciles.

M. Louis Soulié, maire sénateur socialiste de Saint-Étienne, a pris, le 24 janvier 1924, un arrêté interdisant, selon la loi, aux tenanciers de kiosques de Saint-Étienne l'affichage de quatorze publications malpropres[3].

Les journaux professant les opinions politiques les plus diverses peuvent et doivent se rencontrer pour féliciter M. Soulié. Mais pourquoi un si grand nombre, estimant sans doute la chose anodine, sinon ridicule, gardent sur cette bonne action un dédaigneux silence ? – Henri GUILLEMIN.

1. Guillemin résume très fortement le contenu du chapitre de *L'Esprit des lois* sur le « principe de la démocratie » (livre III, chap. III).

2. Le polytechnicien et inspecteur des finances Jules Corréard (1874-1957) a pris ce pseudonyme de Probus [honnête, en latin] pour publier entre 1915 et 1920 plusieurs essais sur l'avenir de la France après la guerre.

3. Louis Soulié, né à Saint-Étienne en 1871, a été maire de sa ville de 1919 à 1930, puis de 1935 à sa mort en 1939.

Pirouette[1]

L'Action française ne modifie pas ses procédés.

Elle comprend parfaitement qu'il faut au pays une politique d'une autre trempe que la politique tâtonnante, balbutiante et flasque du Bloc national. Elle choisit la méthode dite « de poigne[2] », d'autoritarisme et de nationalisme.

C'est, à notre avis, une politique de fausse énergie, extérieure et factice, infiniment dangereuse pour la France.

Mais si l'Action française a le droit légitime de la préférer à toute autre, elle n'a pas le droit d'user des moyens dont elle use pour la faire triompher : à savoir la brutalité, le mensonge et la calomnie.

On connaît ses violences ridicules contre nos amis et Marc Sangnier, on sait les calomnies persévérantes qu'elle dirige contre nous.

Un récent incident vient encore de manifester sa déloyauté.

Notre ami le commandant d'Etchegoyen[3] prit la parole, comme contradicteur, dans une réunion de l'Action française. Il y affirma la nécessité d'une large collaboration internationale et du désarmement des haines.

L'Action française, déconcertée d'entendre un soldat aussi héroïque parler si vigoureusement contre ses méthodes de militarisme, imagina d'affirmer qu'en réalité elle était en parfait accord avec lui sur ces principes de politique internationale.

La pirouette est inattendue, et met l'Action française en fâcheuse posture.

Ou bien elle avouera qu'elle s'est lourdement trompée ; elle regrettera l'atroce *de profundis* prononcé par Léon Daudet sur la mort d'Erzberger : « Un de moins[4] », et retirera les insultes dont elle a couvert nos amis lors-

1. *La Jeune-République*, 2 mai 1924, p. 2, col. 6, rubrique « Libres propos ». – Comme dans le numéro du 18 avril cette rubrique accueille ici deux billets de Guillemin imprimés l'un au-dessous de l'autre, tous deux signés de ses initiales, et que je regroupe pour la continuité de la lecture.

2. Nous dirions plutôt aujourd'hui « à poigne ».

3. Voir p. 37 et n. 4.

4. Troisième renvoi à ce mot de Daudet (voir, à ce sujet et sur Erzberger, p. 36, n. 3).

qu'ils revinrent de ce Congrès de Fribourg[1] où, en pleine Allemagne, ils avaient fait acclamer la nécessité des réparations et de la réconciliation.

Ou bien elle apparaîtra comme une entreprise malhonnête, insoucieuse de la vérité et la parole de Lacordaire sera vraie pour elle : « Celui qui, pour atteindre son but, emploie des moyens misérables, n'est toujours qu'un misérable[2] ». – H. G.

Sous le préau d'école[3]

La foule s'est mise à rire ; et, mon Dieu, j'ai fait comme elle !

Sur l'estrade du préau d'école, des messieurs très bien, qu'on n'a jamais tant vus, cherchent en vain, par toutes sortes de petites mines, à prendre, au milieu d'un public en casquette, un air dégagé et très à l'aise.

Et pourtant – j'en jurerais ! – ils donneraient bien cher pour pouvoir s'enfuir tout de suite. Et si, tout d'un coup, n'y tenant plus, dans un grand élan de sincérité, ils s'épanchaient, vous les entendriez :

> Y a-t-il, voyons, quelque bon sens à infliger ainsi à d'honnêtes gens cette ridicule formalité du compte rendu de mandat ! Et comment voulez-vous que le "gros public" entende quelque chose à un programme politique ! Il est bien taillé pour cela ! Mais enfin, c'est une tradition, stupide, comme tant de vieilles choses périmées et qu'on garde ! à quoi cela sert-il, je vous le demande ? N'avons-nous pas nos comités, nos bons comités ?…

Sans doute c'est une opinion. Et je comprends que ces messieurs aient l'air de s'ennuyer tellement sur cette tribune en planches ! Ils sont même bien aimables de s'astreindre à défiler, tous les treize[4], pour redire, en cinq minu-

1. Ce Congrès de Fribourg de 1923 a été évoqué ci-dessus p. 16 et n. 1.

2. Le dominicain Henri Lacordaire (1802-1861) est un des fondateurs, en octobre 1830, du journal *L'Avenir* avec Lamennais et Montalembert. Les revendications de ce journal chrétien progressiste, suspendu par ses fondateurs dès novembre 1831, le firent ensuite condamner par le pape Grégoire XVI. Lacordaire fut le premier à faire sa soumission au pape, et devint par la suite un prédicateur de premier rang, prêchant notamment le Carême à Notre-Dame de Paris en 1835 et 1836, et entre 1841 et 1851. C'était un des pionniers du catholicisme social, et un homme d'une grande rigueur morale. Il est intéressant de voir Guillemin le citer dès 1924 (sans référence…).

3. *La Jeune-République*, numéro cité, p. 2, col. 6 et p. 3, col. 1. Ce billet complète l'article sur la campagne électorale publié en première page du numéro (voir plus haut p. 46-50).

4. C'est le nombre des candidats prévu par la loi électorale pour chaque liste de ce scrutin semi-proportionnel (voir p. 60 et n. 1).

tes, les mêmes phrases, dans les mêmes termes… Mais ce sont gens du monde et qui [s'[1]]en voudraient de laisser ignorer à l'électeur le visage au moins de son représentant !

Seulement, pourquoi disent-ils tant, et si fort et toujours, et en roulant les r, qu'ils sont républicains, qu'ils sont démocrates !

C'est justement là que la foule se mettait à rire, la bonne foule qui ne comprend rien.

H. G.

1. Ce pronom manque dans le texte de *La Jeune-République*.

Frères ennemis[1]

Il y a, dans un mouvement comme l'Action française, un vice interne dont il mourra.

L'Action française ne peut vivre qu'en se niant elle-même.

Elle propose aux Français une politique d'ordre, de discipline, d'autorité. Elle professe des doctrines anti-individualistes. Elle rêve d'un asservissement docile de la Nation à un Pouvoir énergique et tout-puissant.

Or, ce n'est, en aucune manière, à la fascination d'un tel idéal d'obéissance et de mutisme que l'Action française doit le prestige dont elle jouit auprès d'une fraction de la jeunesse.

Parti d'opposition, elle attire les étudiants frondeurs à qui elle offre, comme à leurs aînés, républicains sous Louis-Philippe[2], l'émotion piquante des cris séditieux ou la griserie, plus belle, de l'émeute.

C'est très séduisant, à vingt ans, d'être anti-gouvernemental.

Jetez un regard sur les gravures de tête des numéros de *La Ligue*[3], par exemple. Vous y verrez, non pas le tableau reposant des prospérités futures d'une France royaliste, mais l'image obscure et violente de quelque scène brutale de guerre ou d'insurrection.

Ces choses-là sont des signes.

C'est cela qui fait battre le cœur des camelots néophytes et crispe leurs doigts sur le bois des gourdins.

Aussi bien, le plus vilain tour que pourrait jouer le sort aux gens d'Action française serait de leur donner le pouvoir.

Leurs troupes s'évanouiraient. De militant révolutionnaire devenir soldat du gouvernement, quelle déchéance !

Et d'un gouvernement qui prétendrait comprimer et anéantir l'expansion des personnalités dont il a précisément exaspéré l'individualisme et la volonté de puissance dans sa lutte pour la conquête de l'État !

1. *La Jeune-République*, 16 mai 1924, p. 2, col. 6 et p. 3, col. 1.

2. Rapprochement un peu elliptique : Guillemin veut dire que sous la monarchie de Juillet être républicain c'était être impuissant (ce qui est historiquement exact) ; même chose, inversée, pour ceux qui veulent être monarchistes sous la république.

3. Je n'ai pas identifié ce périodique monarchiste au titre sûrement abrégé.

Et l'on verrait alors le pouvoir, ou désarmé, ou impuissant à contenir ses propres troupes, comme il arrive en Italie.

La fin a beau justifier les moyens. Il est cependant des moyens qui dénaturent singulièrement la fin.

C'est dans l'indiscipline, en effet, que les fascistes travaillèrent pour la discipline. C'est par le désordre qu'on voulut leur apprendre l'ordre ; par la haine, la paix sociale.

Étranges étapes, pour un tel but.

À tel point que Mussolini lui-même apparaît impuissant à diriger l'effervescence bouillonnante que seule son envie d'offensive avait pu séduire.

De communistes qu'ils étaient en si grand nombre, les hommes de Mussolini étaient devenus fascistes sans changer d'âme, si bien que les violences, les pillages, les meurtres et les incendies continuent à ravager une Italie « pacifiée ».

Camelots du roi, fascistes et anarchistes, sont tous, au fond, des frères ennemis, de la même famille spirituelle d'individualistes conscients ou non.

Nous, au contraire, qui savons que la République suppose le dur sacrifice de nos intérêts égoïstes au bonheur de la collectivité, qui acceptons courageusement la libre discipline nécessaire à la Démocratie, qui suivons obstinément les principes éternels de Justice et de Fraternité, nous allons à notre but les yeux fixés sur lui, connaissant sa réalité et la peine qu'il faut pour l'atteindre, mais, du moins, en pleine lumière et non pas dans les ténèbres, et à reculons.

Henri GUILLEMIN.

À rebours[1]

Les camelots du roi, nous l'avons dit, marchent à reculons vers un idéal qu'ils disent clairement connaître.

Les communistes les imitent ; mais ils ont l'excuse de ne point savoir où ils vont.

Le régime communiste ne saurait vivre que dans l'extrême discipline, l'organisation mécanisée, régulière et quasi automatique de la société. Le communisme, ce n'est pas l'absence de l'autorité, mais son renforcement. C'est la dictature du "bonheur".

En Russie, en effet, cent mille militants communistes mènent cent millions de prolétaires.

« Ils travaillent pour eux », disent-ils.

Et je le crois, mais les sujets doivent obéir, même sans comprendre, et s'en remettre aveuglément aux maîtres qui affirment les servir et, pour l'instant, les contraignent. Le Russe, que l'atavisme prédispose à l'obéissance passive, plie. Il a seulement changé de chefs.

Je ne veux point discuter ici sur la valeur et l'efficacité de cette dictature. Et mettons, si vous voulez, que le communisme soit le vrai et que cette dictature soit le seul moyen de réaliser le bonheur.

Mais combien y a-t-il de prolétaires communistes français qui sachent que ce régime soviétique qu'ils acclament est un régime d'autorité énergique et pesante ? Savent-ils qu'ils auraient à y accepter de rudes disciplines ? Conçoivent-ils qu'en somme tout se ramènerait, pour eux, à faire confiance à de nouveaux chefs qui leur diront, comme les autres d'ailleurs, qu'ils luttent pour leur bien-être ? Se doutent-ils que cette dictature du prolétariat qui fait bondir leur cœur est, en réalité, une dictature sur le prolétariat, pour le prolétariat peut-être, mais, en aucune façon, par le prolétariat[2] ?

1. *La Jeune-République*, 23 mai 1924, p. 1, col. 5. Ce billet, publié comme souvent pour les textes courts dans la rubrique « Libres propos », montre à qui en douterait encore à quel point est précoce la vision négative qu'a Guillemin du communisme, et qui fut toujours la sienne (voir notamment *Henri Guillemin tel quel*, p. 140-141).

2. Ajoutons qu'à la date où il écrit, Guillemin ne sait évidemment rien des répressions et assassinats staliniens, ni du système du goulag déjà en place depuis des années.

Cela, ils l'ignorent, et c'est pourquoi, l'autre jour, sous un préau d'école, ils s'insurgèrent, avec tant de force, contre une parole, bien dépourvue, pourtant, d'intentions secrètes, prononcée par Marc Sangnier qui, parlant de M. Berthon[1], disait aux communistes : « Votre chef.

— Nous n'avons point de chefs ! criaient-ils, point de maîtres ! »

Ils confondent anarchie et communisme, deux choses contradictoires. Ils rêvent d'impossibles libérations, d'épanouissement brutal, de jouissances sans contrainte, inouïes.

Ainsi, ils marchent dans les ténèbres, sans savoir où ils vont. En suivant le communisme, ils marchent au rebours même de leurs désirs.

On leur apprend la révolte, l'égoïsme, l'individualisme, pour les conduire à l'autorité, au dur travail, à la soumission.

Mauvais élèves, sans doute – ou bien mauvais maîtres ?

Henri GUILLEMIN.

1. Voir p. 50 et n. 2.

Bulles de savon[1]

Pleurer sur les malheurs de la langue française corrompue et avilie est devenu un lieu commun.

Mais enfin, de quoi s'agit-il ? De gens qui écrivent mal ? qui pataugent dans les visqueux labyrinthes des phrases sans lumière, qui titubent éperdument dans les subordonnées en volutes et se cognent à chaque instant aux angles durs des relatifs, – qui culbutent dans la prétention et oublient au bout de la ligne ce qu'ils ont écrit au début ?

Fort bien. Nous sommes d'accord. Les mauvais littérateurs pullulent et je crois même pouvoir convenir que le nombre des scribes affligeants dépasse celui des vrais stylistes.

Mais cela veut-il dire que le français se meurt ? – Pas plus que ne succombe la musique à cause des mauvais musiciens.

Qu'est-ce donc, en définitive, que parler correctement ? c'est employer sa langue en en respectant les formes et la syntaxe ; et qu'est-ce que la langue sinon une réalité mouvante, qui n'a qu'une stabilité d'instant et que les académiciens ajustent, précisent, émondent, mais, en fait, ne font qu'enregistrer ?

L'essentiel est donc de parler intelligiblement ; et c'est pourquoi les fautes commises contre le français sont de gravités bien inégales[2].

Inventer, sans nul besoin (et sans grand effort cérébral), un mot nouveau quand un autre existe déjà, de sens scrupuleusement identique, c'est alourdir inutilement la langue ; mais ce n'est point, pour autant, mériter la potence. Boycottons simplement « solutionner » puisque nous avons : « résoudre ».

Mais détourner une expression du sens très net qui est le sien, pour en faire le synonyme dépravé et superflu d'une autre qui n'a nul besoin d'une telle

1. *La Jeune-République*, 25 juillet 1924, p. 2, col. 3. Ce billet-ci n'a plus rien à voir avec la politique, mais cette réflexion de jeune homme sur la langue est, elle aussi, annonciatrice de la "manière" de Guillemin critique et historien.

2. Nous écririons plutôt aujourd'hui « de gravité bien inégale », car « gravité » est, ici en tout cas, un terme abstrait, singulier par nature. Guillemin, s'il lisait cette note, me dirait sûrement que je suis trop puriste…

et si indésirable escorte, cela est d'importance. « De suite » n'a rien à voir avec « tout de suite » et c'est s'exposer à n'être pas compris que d'employer l'un pour l'autre.

Et il certain, également, qu'il faut dire « se rappeler quelque chose » et non : se rappeler *de* quelque chose, comme on dit : se souvenir *de* quelque chose ; parce que, dans tous les autres cas, le verbe rappeler est, en français, transitif : on rappelle un souvenir, comme on rappelle un chien. – D'où je conclus qu'il est bien inutile de créer une exception à cette règle et d'ajouter aux bizarreries de notre langue un illogisme supplémentaire.

C'est plus commode ainsi.

Voilà le grand mot lâché ! Il n'y a pas ici de Vérité, au sens absolu. La vérité, ce sera le système de notation de la pensée le plus simple, le plus direct, le plus aisé, le plus intelligible. En fait de langage, le pragmatisme est le vrai.

Henri GUILLEMIN.

Chapitre IX
Billets critiques
Cinéma et littérature (1924-1928)

Art et cinéma[1]

Que le cinéma soit un art « inférieur », certains le disent, et nous pourrons en discuter ; c'est, en tout cas, un art prodigieusement populaire.

Le cinéma est la traduction, uniquement visuelle, et même plus pauvre que la réalité visible – puisqu'il manque le relief et la couleur –, d'actions humaines. En soi, c'est moins un art qu'une technique, indifférente à l'objet auquel elle s'applique. Si bien que les spectateurs qui s'enferment, pour une soirée, dans une salle de cinéma, contemplent successivement des photographies d'*Excelsior*[2] animées, lors de la projection des "actualités" – une page d'histoire naturelle ou de géographie en action, lors de la projection du "plein air" ou du "documentaire", une ou plusieurs histoires comiques, un ou plusieurs drames, joués devant eux par de vrais acteurs, qui parlent effectivement, mais dont on n'entend pas les paroles.

Il est bien certain que l'art n'a rien à voir avec le cinéma d'information ou d'éducation, à moins qu'il ne faille parler d'art pour la simple photographie[3] ; disons plutôt qu'il y faut du goût.

Mais la traduction cinématographique de drames ou de comédies, qui mettent en jeu des sentiments humains, est un art au même titre que le roman ou le théâtre. Or il se trouve que le cinéma s'est rapidement industrialisé, en raison même de son succès grandissant, et [de[4]] cette énorme supériorité qu'il a sur le théâtre de pouvoir transporter sous un volume infime des drames de proportions parfois grandioses, et ce, à plusieurs exemplaires à la fois. Si

1. *La Jeune-République*, 8 août 1924, p. 2, col. 3-4-5.
2. Quotidien illustré créé en 1910 par Pierre Lafitte (1872-1938) et dont le sous-titre, qui annonce : « informations, littératures, sciences, sports, théâtres, élégances », dit bien l'aspect mondain.
3. Idée qui en 1924 semble à la plupart, Guillemin inclus, une bizarrerie.
4. La préposition manque dans le texte de *La Jeune-République*.

bien que, dans toutes les villes de France, une même pièce peut être jouée, par les mêmes acteurs, en même temps.

Le danger, c'est que le souci du lucre n'étouffe le souci de l'art, et que le cinéma, devenu commerce, ne se dégrade. Si l'on pense aux bénéfices, on songera d'abord, et uniquement, à l'accueil que le public fera au film, et que traduiront les recettes. Et, jugeant, sans doute, le public à leur image, les entrepreneurs d'"art cinématographique" se forgent un type idéal du spectateur, à qui l'on offrira des scènes brutales : poursuites, pugilats, fusillades, des prouesses athlétiques, et, dans les limites – hélas ! bien lâches – de la censure, des obscénités.

C'est ainsi que tel metteur en scène, interrogé sur la façon dont il concevait la réalisation pour l'écran de *La Chaussée des Géants*, répondait en se frottant les mains : « Oh ! nous aurons un magnifique bombardement de la ville ! J'ai retenu des pièces lourdes ! »[1].

Contre cette tendance funeste, il s'est trouvé, pour réagir, des hommes courageux et de vrais artistes.

Considérant que la traduction uniquement visuelle de drames psychologiques est déjà suffisamment indigente par elle-même, ils n'ont pas cru heureux de lui donner à traduire des sentiments élémentaires et quasi instinctifs, et d'ajouter à l'insuffisance de l'expression le vide affligeant de l'exprimé.

Ils ont connu que la physionomie humaine, les moindres attitudes, légèrement soutenues, de temps en temps, par quelques lignes de texte, peuvent avoir une étrange valeur expressive ; des films comme *Le Secret de Polichinelle*[2] prouvent bien que l'on peut concevoir et réaliser, sans plus d'action que dans *Bérénice*, d'excellentes œuvres, toutes faites de nuances et de sentiments délicats.

Ils ont voulu des gestes signifiants, des images qui fassent penser, qui suggèrent. Délaissant – même à l'excès, parfois – les sous-titres, ils sont allés jusqu'aux confins du symbolisme. Je veux parler de créateurs comme Abel Gance dans *J'accuse* et surtout dans *La Roue*[3], ou comme Marcel L'Herbier.

1. L'action du roman de Pierre Benoit se déroule durant l'insurrection irlandaise de Pâques 1916. Le metteur en scène dont il s'agit est très probablement Robert Boudrioz (1887-1949), qui a commencé à tourner, puis a abandonné la réalisation de cette adaptation, dont l'achèvement fut assuré par Jean Durand (1882-1946) ; le film est sorti à Paris le 5 février 1926.

2. Film réalisé en 1923 par René Hervil (1881-1960).

3. Abel Gance (1889-1981) est déjà en 1924 un réalisateur hors-normes. *J'accuse* (2 h 46), sorti en avril 1919, n'a rien à voir avec le célèbre article de Zola : c'est le portrait d'un "poilu"

Marcel L'Herbier a compris qu'il fallait faire du cinéma un art profondément réfléchi et humain. Il veut des pièces qui valent pour tous les temps et tous les hommes. C'est un classique. Il veut, comme dit Haraucourt[1], « internationaliser l'émotivité humaine » dans ce qu'elle a de meilleur et de plus élevé.

Et Marcel L'Herbier travaille ainsi efficacement – et il le sait – aux rapprochements internationaux, en agissant directement et en même temps sur les intelligences et les âmes de peuples multiples ; – plus efficacement même que le metteur en scène des *Quatre Cavaliers de l'Apocalypse*, le drame pacifiste de Blasco Ibanez, qui, comme M. Méré dans *La Captive*[2], confond l'art et la propagande.

Henri GUILLEMIN.

que l'horreur de la guerre conduit à devenir pacifiste. Le titre de *La Roue* (février 1923), film plus fou encore (6 h 55 dans le montage original, réduit ensuite), évoque à la fois le métier du personnage central, mécanicien de locomotive, et la roue de la fortune.

1. Edmond Haraucourt (1856-1941), écrivain et journaliste alors connu. – Au moment où Guillemin écrit, le dernier film de Marcel L'Herbier (1888-1979), autre grand maître du muet, est *Résurrection* (1923, 2 h 12), d'après le roman de Tolstoï.

2. Sur cette œuvre et son auteur voir l'article suivant. – Le grand écrivain espagnol Vicente Blasco Ibáñez (1867-1928) a publié son roman *Les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse* en 1916. Le film qu'en a tiré en 1921 Rex Ingram (1892-1950) est sorti en France en octobre 1922 ; il a remporté un triomphe grâce à la présence au générique de Rudolph Valentino.

La vie littéraire
Deux drames[1]

C'est une bien vieille question de savoir si l'art peut, sans cesser de rester lui-même, viser à autre chose qu'à procurer des émotions esthétiques et servir à répandre des idées, à soutenir une doctrine.

La pièce de M. Méré, *La Captive*[2], a posé, à nouveau, devant moi, le problème, et avec une intensité d'autant plus grande que la thèse de l'auteur et l'enseignement qu'il veut donner vont exactement dans le sens de nos idées jeune-républicaines les plus chères. J'étais donc à la fois juge et partie : situation délicate pour qui ne voudrait point manquer d'équité.

Voici donc mon sentiment que je vous livre pour ce qu'il vaut.

C'est une sorte de malaise et de gêne que m'a laissé cette pièce, l'impression pénible que l'on éprouve devant un objet indécis. On hésite sur sa nature, on ne sait où se placer pour le comprendre et l'estimer.

M. Méré a-t-il voulu simplement écrire un beau drame ? Alors il a manqué son but. M. Méré a-t-il voulu faire œuvre de propagandiste ? Alors il n'a pas réussi.

La thèse de l'apôtre[3] perd en mordant, par la faute du dramaturge qui recule devant les noms de France et d'Allemagne, pour situer son action hors

1. *La Jeune-République*, 15 août 1924, p. 3, col. 2-3. L'article est précédé de ce "chapeau" qui suggère discrètement un désaccord de la part de la rédaction, peut-être une discussion avec Sangnier lui-même (j'avoue ne pas savoir ce qu'il pensait du cinéma) : « C'est une opinion toute personnelle qu'exprime notre ami Henri Guillemin. Son article n'en est pas moins très intéressant. Aussi le publions-nous volontiers ».

2. Charles Méré (1883-1970) a donné cette pièce en trois actes, la huitième de celles qu'il a écrites, au théâtre Antoine le 28 janvier 1920. Elle vient d'être reprise, le 26 mai 1924, sur la scène de la Renaissance où Guillemin l'a vue. Méré est alors un auteur connu et reconnu, d'où probablement les précautions prises par le rédacteur avant qu'il n'exprime ses réserves sur le fond de l'œuvre – et cette notoriété peut aussi expliquer le "chapeau" précédant l'article, et qui ne relève pas d'une pratique fréquente dans les colonnes de *La Jeune-République*.

3. Aucun personnage de la pièce ne peut être assimilé à un « apôtre », même le pasteur de la scène d'exposition : c'est Méré lui-même qu'Henri Guillemin désigne ainsi pour lui reprocher d'avoir inventé, au lieu de parler de pays réels, le Leubourg où se passe l'action et qui « n'existe pas sur la carte » (indication initiale de l'auteur, Éd. de la Sirène, 1920, p. 9), ou encore, parmi les belligérants imaginaires, le Gallemark et la Neustrie.

du temps et de l'espace. Propagandiste inexpert, M. Méré fait débiter par d'autres, au feu de la rampe, devant un public venu là pour se divertir, ce qu'il ferait mieux d'écrire sans garniture scénique intempestive – ou de prononcer lui-même en des tournées de meetings.

La pièce de l'écrivain perd en naturel et en simplicité par la faute du propagandiste soucieux de se faire entendre. Il accumule les situations exceptionnelles et plonge dans le convenu et le factice. Il exagère encore sa manière du *Vertige*[1], déjà si véhémente et si sonore, qui s'attarde si peu aux finesses et assène, de si bon cœur, au public, les "effets" les plus colossaux, qu'on ne voit guère, à la vérité, ce qui distingue son drame du mélodrame. Il a même, pour le public, tant d'attentions qu'il lui destine tout spécialement un personnage, chargé d'expliciter avec à-propos la moralité de la pièce.

Et voilà pourquoi, rendant hommage aux fortes paroles pacifistes que contient le drame, et à l'esprit de fraternité qui le traverse, j'ai le front de préférer à l'évidente bonne intention de M. Méré le simple drame du Norvégien Knut Hamsun[2], dont le héros est une sorte de réacteur nationaliste.

Mais il n'y a là que la vie, sans nul agencement cruel, rien que la lutte naïve d'un passionné d'idéal – idéal faux, sans doute, pour nous autres, mais qu'il croit vrai de toute la force de son âme – qui veut maintenir intacte son œuvre déjà écrite, sans y rien changer, sans atténuer une phrase, encore qu'il lui en coûte et ses quelques sous et l'amour même de sa femme. Et c'est bien un homme que nous avons devant nous ; un homme qui a ses faiblesses, qui ne comprend pas tout de suite où on le mène, qui va même, un instant, dans le désarroi de sa douleur, jusqu'à consentir à toutes les abdications, mais qui se reprend enfin, courageusement, dans le désintéressement héroïque de son amour du vrai, plus fort que tout.

---

1. Pièce en quatre actes créée au théâtre de Paris le 8 novembre 1922. L'action en est située à Petrograd [Saint-Pétersbourg] au début de la révolution russe. – Marcel L'Herbier, évoqué dans l'article précédent, en a tiré un film sorti en juillet 1926.

2. Knut Hamsun (1859-1952) a obtenu le prix Nobel de littérature en 1920 pour l'ensemble d'une œuvre abondante surtout consacrée au roman ; il a beaucoup moins écrit pour la scène. Guillemin ne donne pas le titre du drame qu'il dit préférer à *La Captive* : il s'agit d'*Au seuil du royaume*, quatre actes créés en Norvège en 1895, traduits par Pierre-Jean Jouve et Frédéric de Spengler, et publiés en octobre 1924 dans *Les Cahiers dramatiques*, supplément de la revue *Comœdia illustré*. Dans les lignes qui suivent, Guillemin ne raconte pas plus la pièce qu'il ne le fait pour Méré, mais, pour qui l'a lue en entier, il en résume admirablement l'esprit : celui, en effet, d'un idéaliste indomptable, Ivar Kareno, qui se ruine et préfère perdre l'amour de sa femme Elina plutôt que de transiger sur ses convictions et d'avoir ainsi l'approbation du grand professeur installé dont peut dépendre sa carrière.

Préférant Hamsun à Méré, je n'ai point conscience de substituer aux jugements moraux les jugements artistiques et d'oublier la « seule chose nécessaire[1] » dans je ne sais quel dilettantisme d'esthète. Je trouve, au contraire, qu'il y a, dans une telle pièce, bien plus d'efficacité profonde et d'élévation que dans les déclamations et les larmoiements de M. Méré.

Du contraste des deux pièces sort la preuve, une fois de plus, que la vraie moralité au théâtre doit jaillir elle-même du texte et de l'action comme elle se dégage, pour qui sait voir, de la vie.

Henri GUILLEMIN.

1. J'ignore si les guillemets renvoient dans l'esprit de Guillemin à une citation précise (ces mots ne figurent pas tels quels dans la pièce) mais il est probable qu'il veut parler de la foi ou de la religion. Elles sont peu en cause dans le propos de Knut Hamsun, qui concentre le débat autour du droit moral qu'a, ou n'a pas, l'homme de se renier lui-même pour réussir.

La vie littéraire
L'éclipse de Hauptmann[1]

Un homme de lettres français qui, il y a quelque temps, faisait une enquête dans les jeunes cercles littéraires de l'Allemagne sur les nouvelles tendances du théâtre, demandait naïvement : « Et Hauptmann ? qu'en dit-on aujourd'hui ? » Et il s'entendit répondre, ébahi : « Hauptmann ? connais pas ! »

C'est exactement comme si, à un Allemand qui s'enquiert du roman français, un jeune esthète de chez nous répondait : « Bourget[2] ? connais pas ! »

Gerhardt Hauptmann a maintenant une soixantaine d'années[3] ; c'est un tempérament extraordinaire, un homme pas comme les autres ; il le porte sur son masque étrange, rasé, osseux, au front haut comme une tour, tiré encore par des cheveux raides, toujours plissé de grandes barres par des sourcils sans cesse relevés. Autour de la bouche en coup de sabre, des rides en parenthèses, qui vont des pommettes au menton ; et, dans tout cela, au fond de deux trous noirs, des yeux qui vrillent, dilatés et fixes, avec quelque chose de lointain et d'inquiétant.

Hauptmann a un talent prodigieusement multiple. Il n'a pas un sujet à lui, filon qu'il exploiterait tant bien que mal, comme Bordeaux la famille[4]. Il n'a pas non plus un moule, une forme toute faite, vêtement de confection qui va à tous les thèmes. Il se renouvelle avec chacune de ses pièces.

---

1. *La Jeune-République*, 22 août 1924, p. 3, col. 2-3. Tout au long Guillemin écrit « Hauptman » avec un seul *n*, je rétablis la graphie correcte. Sur cet écrivain, voir ci-dessous la note 3.

2. Paul Bourget (1852-1935) est alors un des romanciers français les plus célèbres, même si son œuvre la moins oubliée (*Le Disciple*, 1889) est désormais ancienne. Il a été élu à l'Académie française en 1894.

3. Né en novembre 1862 en Silésie où il est mort en 1946, Hauptmann est un grand auteur dramatique naturaliste, auteur de plus de trente pièces ; il a reçu le Nobel de littérature en 1912.

4. Henry Bordeaux (1870-1963), autre romancier célèbre bien oublié aujourd'hui, a été élu à l'Académie française en 1919. Il a fait en 1936 l'éloge du *« Jocelyn » de Lamartine*, la thèse de Guillemin, ce qui n'a pas empêché ce dernier de se montrer sévère envers lui (voir *La Bourse égyptienne* du 30 juillet 1939, et *Chroniques du Caire*, Utovie, 2019, p. 243-244, et l'index de ces *Chroniques*, p. 282, pour d'autres notations).

Je n'ai lu, de lui, que trois œuvres. Et je connais, réellement, trois Hauptmann.

Le Voiturier Henschel[1] est une tragédie puissamment réaliste, fine à la fois dans l'observation psychologique, et brutale dans l'action, et qui s'enfonce, en un prodigieux et irrésistible crescendo, dans la lourdeur, à chaque instant plus opaque et plus étouffante, d'un désespoir sans lumière. C'est comme si l'on voyait un ciel, clair d'abord, se charger peu à peu de nuages de plus en plus pesants et sinistres, et qui s'entassent jusqu'à ce qu'enfin les éclairs mortels giclent.

La Cloche engloutie est une pièce symboliste, à la façon d'Ibsen, mais infiniment meilleure, selon moi, que celle dont le thème est le plus voisin : *Quand nous nous réveillerons d'entre les morts*[2]. Il y a en elle des pages d'une vie surprenante, pleines d'une sorte de joie primitive où l'on croit entendre la nature elle-même vibrer sous le soleil. Cela fait penser, par instants, aux *Oiseaux* d'Aristophane[3], tant il y a là de fraîcheur et de limpidité. Mais on sent vite que l'on est dans les contrées nordiques, où l'herbe au vert profond des lourdes prairies grasses semble plus sérieuse et pensive que le thym léger des collines attiques, tandis qu'au bord des lacs muets, les grands sapins noirs songent à de tristes choses que le laurier-rose ne connaît pas.

– Et, avec *Les Tisserands*[4], nous voici à nouveau dans la vie tourmentée des hommes qui souffrent et qui s'entretuent. Il y a, dans ce drame social, beaucoup de larmes et beaucoup de sang, et aussi une âpre énergie qui court, en frissons, sous toutes les scènes, où palpite la haine des bourreaux sans conscience et l'aspiration passionnée à plus de justice. Si nulle lueur consolante n'apparaît à la fin d'*Henschel*, ici, au contraire, un rayon a lui, rayon chrétien de paix fraternelle et d'amour qui illumine l'âme d'un vieil ouvrier silésien.

Hauptmann s'est-il livré lui-même à nous ? A-t-il mis dans ces pages qui saignent et brûlent quelque chose de son propre cœur ? Je le crois, quant

1. Pièce en cinq actes de 1898, traduite en français chez Plon en 1901.

2. Cette pièce de 1899 est considérée comme le testament littéraire du dramaturge norvégien Henrik Ibsen (1828-1906). – *La Cloche engloutie*, en cinq actes, créé en 1897, est sous-titrée « conte dramatique » dans sa traduction publiée au Mercure de France la même année.

3. Comédie politique créée en 414 av. J.-C., et dans laquelle les oiseaux sont les dieux d'une cité idéale imaginaire.

4. La plus ancienne des trois œuvres évoquées ici, jouée en 1892, traduite en français chez Fasquelle l'année suivante.

à moi. Et si les jeunes écrivains d'Allemagne affectent aujourd'hui pour son œuvre une telle indifférence méprisante, n'est-ce point surtout parce qu'au milieu de la marée de haine et de violences qui veut submerger sa patrie, il est resté fidèle à sa foi en la justice et à sa volonté de paix, lui que Rathenau l'assassiné[1] tutoyait ?

Henri GUILLEMIN.

1. Sur Rathenau voir plus haut p. 36, n. 3.

La vie littéraire
Louis Hémon[1]

La Belle que voilà a succédé à *Maria Chapdelaine*, et *Colin-Maillard* à *La Belle que voilà*. On nous annonce encore : *Monsieur Ripois et la Némésis* et *Battling Malone*.

J'ai entendu bien des gens se réjouir de l'éclosion d'un nouvel artiste, au talent si plein de promesses et qui débuta par un chef-d'œuvre. Et cependant Louis Hémon est depuis bien longtemps sous la terre. Toute son œuvre est d'outre-tombe[2].

La presse ne s'émut pas, il n'y eut point dans les revues d'articles nécrologiques quand, dans la forêt canadienne, où il suivait les rails d'une voie ferrée, Louis Hémon fut écrasé par une locomotive. C'est à peine si le fait-divers franchit l'Océan. Et pourtant, c'était un grand écrivain qui disparaissait, non pas un écrivain "virtuel", en puissance, mais un romancier authentique, père déjà de plusieurs romans. Seulement, Louis Hémon n'était pas de ces impatients de gloire qui se hâtent vers le succès, l'aimant mieux éphémère que tardif. Il travaillait pour lui seul, créant des ébauches multiples, poussant les unes, quittant les autres, insatisfait encore, mais toujours laborieux, sans fièvre, ayant pour allié le temps, – artiste vrai et probe qui, réellement, voulait non la louange, mais la Beauté.

On ne porte pas un jugement sur Louis Hémon en deux lignes, ni en deux colonnes. Une autre fois, si vous voulez, nous pourrons parler de ses deux derniers livres. Aujourd'hui, je voudrais seulement dire quelques mots sur *Maria Chapdelaine*.

1. *La Jeune-République*, 19 septembre 1924, p. 2, col. 3-4.

2. Né en octobre 1880 à Brest, Louis Hémon vivait depuis près de deux ans au Canada lorsqu'en juillet 1913 il mourut happé par un train. Les œuvres dont Guillemin donne ici les titres (y compris *Maria Chapdelaine*, objet principal de cet article) ont en effet toutes été connues en France après sa mort, grâce à l'éditeur Grasset : *La Belle que voilà* a été publié en 1923, *Colin-Maillard* (écrit en 1908) en 1924, *Battling Malone, pugiliste* (écrit en 1909) en 1925 et *Monsieur Ripois et la Némésis* (écrit en 1911) en 1927 – c'est la réédition de ce roman en 1950 qui est à l'origine directe de son adaptation cinématographique par René Clément, en 1954, avec Gérard Philipe dans le rôle principal).

Maria Chapdelaine a dépassé le 650e mille. *La Garçonne* elle-même reste en arrière, ce que l'on n'osait pas prévoir, et qui, tout de même, est encourageant[1].

En *1914* – qui s'en souvient aujourd'hui ? – le roman avait paru, en feuilleton, dans *Le Temps*[2]. La sœur de Louis Hémon, pieusement fidèle à la mémoire de son frère, et sûre de son talent, porta le manuscrit à plus d'un éditeur, offrant d'abandonner tous ses droits et tous les bénéfices éventuels, pourvu que l'on voulût bien consentir à publier l'œuvre. Sa recherche fut longue. Enfin, *Les Cahiers verts* lancèrent une édition du roman ; elle se vendit bien et Bernard Grasset, commerçant de grand style, s'en empara[3].

Alors, après six ans d'attente, ce fut le triomphe. Et sans doute l'ouvrage était-il admirablement lancé, – sans doute certains milieux le poussèrent-ils, – sans doute une sorte de campagne se déclencha-t-elle en sa faveur ; mais cette campagne même était presque entièrement spontanée, et il est bien certain qu'elle n'eût pas abouti si, dans la masse du public, il n'y avait pas eu un élan vers ce livre, une sympathie immédiate et enthousiaste.

On l'aimait pour lui-même, à cause de sa pureté de lignes toute classique, à cause de sa simplicité, de son émotion contenue ; – on l'aimait aussi *contre* quelque chose, contre toute une littérature dont on finissait par avoir la nausée, littérature de drames passionnels, lourde d'effluves entêtants, torturée, raffinée dans la perversion, exténuante et désolée. C'était, avec *Maria Chapdelaine*, un grand air frais qui, par-dessus la mer, arrivait des forêts salubres de Québec, – de la lumière loyale où des gens sans détour aimaient, souffraient et mouraient, sans compliquer rien, dans la continuité calme de la vie.

---

1. *La Garçonne* est un roman de Victor Margueritte (1866-1942), publié en 1922 chez Flammarion avec un succès de scandale dû essentiellement à la vie bi-sexuelle très libre de son héroïne Monique. Cet ouvrage, réédité en 1925 avec des illustrations de Van Dongen, s'est vendu en tout à environ un million d'exemplaires et l'histoire littéraire le considère souvent comme un éloquent témoignage du relâchement des mœurs après la guerre.

2. Exactement du 27 janvier au 23 février 1914. Louis Hémon l'a rédigé en 1912-1913. Il y a eu une édition légèrement raccourcie publiée à Montréal et à Paris en 1916 mais avec peu d'écho vu les circonstances. C'est là aussi Bernard Grasset qui en a assuré le succès, en 1921. De son titre complet *Maria Chapdelaine, récit du Canada français*, ce roman a été réimprimé de façon ininterrompue durant plusieurs décennies (dernière édition chez Grasset en 2011 dans sa collection de poche des « Cahiers rouges »).

3. « Les cahiers verts » est le titre de la collection des éditions Grasset au sein de laquelle fut publié le roman ; Bernard Grasset n'eut donc en rien à s'en « emparer » ; il y a ici un petit manque d'information de la part de Guillemin.

Maria Chapdelaine a répondu à ce qu'il y avait de meilleur et de plus vigoureusement sain dans l'âme française d'après-guerre et de toujours.

Paul Desjardins[1] disait récemment de ce livre : « C'est une autre *Mireille*[2] ».

Henri GUILLEMIN.

1. Professeur de lettres et journaliste, Paul Desjardins (1859-1940), qui a racheté en 1906 l'abbaye cistercienne de Pontigny, dans l'Yonne, y organise de 1910 à 1914, puis à partir de 1922, de célèbres « Décades », rencontres d'intellectuels attachés à la liberté d'opinion. C'est grâce à Desjardins, mais il ne le sait pas encore, qu'Henri Guillemin fut désigné par l'E.N.S., en septembre 1925, pour aller à Pontigny comme secrétaire de séance ; c'est ainsi qu'il rencontra François Mauriac, comme il me l'a raconté dans nos dialogues (voir *Henri Guillemin tel quel*, p. 115-116) et comme il l'a rappelé à la fin de sa vie dans *Parcours* (Seuil, 1989, et Utovie, 2015, p. 25-26 et p. 383).

2. *Mirèio*, poème épique en douze chants, en provençal, de Frédéric Mistral (1830-1914), a été publié en 1859, accompagné d'une traduction française en prose ; cette œuvre raconte les amours contrariées et tragiques de Mireille, fille de paysans riches, et de Vincent, un pauvre vannier. – Seule une élite cultivée lisait la langue provençale écrite, et c'est surtout l'opéra-comique de Charles Gounod, créé dès 1864, qui popularisa l'œuvre et répandit l'idée que Mistral avait écrit le *Roméo et Juliette* français. Le mot de Paul Desjardins s'explique si l'on songe à la simplicité vertueuse de Mireille, qui n'est pas pour autant un personnage mièvre.

La vie littéraire
Le Grand Écart de Jean Cocteau[1]

Le Grand Écart, paru l'an passé, est intéressant à plus d'un titre. D'abord parce qu'il est signé Cocteau, nom vaguement étrange et qu'il est à la mode de citer[2]. Ensuite à cause de ce qu'il comporte – comme on pouvait s'y attendre, mais beaucoup moins qu'on ne pouvait s'y attendre – de bizarre et de déconcertant un peu, quand ce ne serait que dans son titre et dans son épigraphe, cyniquement empruntée[3] par l'auteur à lui-même. Mais surtout parce qu'il pousse à son maximum, et même au-delà, une "manière" littéraire très actuelle.

« […] pour vivre sur la terre, il faut en suivre les modes, et le cœur ne s'y porte plus. » C'est la dernière phrase du livre[4] ; et l'aveu même du procédé. Jean Cocteau a résolu de nous conter ses récits, assez tristes en somme, avec à peu près autant d'émotion que pourraient y mettre ses phonographes des *Mariés de la Tour Eiffel*[5]. Et toute l'histoire de Jacques Forestier n'est même que celle d'un jeune homme de province, venu étudier à Paris, et qui, à travers de douloureuses expériences, finit par se douter que le meilleur moyen de ne pas souffrir est encore de s'amputer du cœur.

---

1. *La Jeune-République*, 10 octobre 1924, p. 2, col. 2-3.

2. Jean Cocteau (1889-1963) a débuté comme poète avec *La Lampe d'Aladin* et *Le Prince frivole* (1909 et 1910), a fréquenté très jeune les milieux de la musique et de la danse, écrivant entre autres l'argument de *Parade*, ballet de Satie créé en 1917 chez Diaghilev ; il vient de donner au théâtre une adaptation de *Roméo et Juliette* (2 juin 1924). Son personnage mondain est souvent mal jugé à cause de son homosexualité (liaison fulgurante avec Raymond Radiguet, mort à vingt ans en 1923) et de sa dépendance à l'opium.

3. *La Jeune-République* imprime « emprunté », je corrige. Cette épigraphe est : « Tout riait de travers », suivi de l'abréviation « *Cap de B. E.* » pour *Le Cap de Bonne Espérance*, poème publié par Cocteau aux Éditions de la Sirène en 1919.

4. Plus exactement la fin de la dernière phrase, Guillemin n'indiquant la coupure que par les points de suspension, auxquels j'ajoute des crochets (éd. orig., Stock, 1923, p. 204).

5. Ballet créé au théâtre des Champs-Élysées le 18 juin 1921. Cocteau en a écrit le livret plus que fantasque, et la musique est de cinq compositeurs du « Groupe des Six » : Auric, Honegger, Milhaud, Poulenc et Germaine Tailleferre. « À droite et à gauche de la scène […] deux acteurs vêtus en phonographes, […] le pavillon correspondant à leur bouche […] commentent la pièce et récitent les rôles » (didascalie initiale, Jean Cocteau, *Théâtre complet*, « Pléiade », p. 43).

« Tu dramatises tout ! lui dit, dans le livre, un ami : tu as tort, tu t'empoisonnes l'existence[1] ! »

L'impassibilité scientifique de Jean Cocteau n'est-elle qu'une attitude de littérateur, un genre adopté par réaction contre la littérature larmoyante à la Dumas fils et Daudet père, où l'auteur double de ses propres pleurs l'étiage des pleurs de ses héros[2] ? Ou bien son livre tout entier n'est-il pas un apologue philosophique, une recette morale ? Jean Cocteau nous incite presque à le croire, avec ses interventions répétées, au cours du récit, et où il profère, chaque fois, quelque sentence désabusée :

> La vie nous emporte tous ensemble, à grande vitesse, dans un seul train, vers la mort. La sagesse serait de dormir jusqu'à cette gare terminus. Mais, hélas ! le trajet nous enchante, et nous prenons un intérêt si démesuré à ce qui ne devrait nous servir que de passe-temps, qu'il est dur, le dernier jour, de boucler les valises[3].

S'il veut, en tout cas, garder une indifférence sereine et prudente, et voir couler devant lui les choses sans en souffrir, il ne lui faut pas plus pleurer avec ceux qui pleurent, que ricaner de leurs souffrances. Car c'est encore prendre parti. Et pourtant, dans le livre, nulle douleur ne se rencontre qui ne se double de ridicule. Et quand le ridicule n'est pas dans la situation même, Cocteau se chargera de l'introduire par le sarcasme de quelque mot : « Tombant à genoux devant son lit, il *évacua* les larmes qui tendaient une loupe d'eau entre ses cils et lui montraient un univers grotesque[4] ».

N'en doutons pas : M. Cocteau a encore un cœur. Il est vrai qu'il ne l'a jamais nié. Mais il a constaté seulement que le porter n'était plus de mode.

Comment appeler ce livre : roman ou nouvelle ? C'est bien complexe, pour une nouvelle ; et bien grêle pour un roman. On dirait plutôt un canevas de roman. Mais cette sécheresse même n'est point une négligence. Très "voulue", au contraire, elle appartient encore au genre de Jean Cocteau.

Il l'a proclamé[5] : c'est erreur que de « prendre un intérêt démesuré » à ce qui doit nous servir « que de passe-temps ». S'appesantir serait avouer

1. Éd. originale citée, p. 134.

2. Si maints livres d'Alphonse Daudet, à commencer par *Le Petit Chose*, sont en effet devenus difficiles à lire à force de sensiblerie, il est curieux d'en dire autant de Dumas fils, qui est plutôt un modèle de cynisme, jusque dans *La Dame aux camélias* dont le tragique n'est pas pleurard.

3. Éd. citée, p. 172. Cocteau passe à la ligne après « vers la mort »

4. *Ibid.*, p. 152. Guillemin coupe un « Là, » qui ouvre la phrase.

5. Dans la citation qu'on vient de lire quinze lignes plus haut, et dont Guillemin reprend deux fragments.

qu'on est ému. Quelle effrayante scène, lourde et rude comme il faut, Zola, avec son génie massif, ne nous eût-il pas brossée sur la mort du père Râteau, l'alcoolique ! C'est si bref, dans Cocteau, qu'on dirait un entrefilet de journal. Seulement, d'autres fois, il tire de son procédé d'étonnants effets : telle l'histoire de la « fausse émeraude[1] ».

Le style du *Grand Écart* est direct, clair, point contourné, ce qui est déjà, aujourd'hui, un grand mérite. Il ne recherche pas les paillettes de continuelles métaphores. Pourtant, il en a quelques-unes : et les nègres du jazz-band sauvage qui « se jetaient des notes de trompette comme de la viande crue [2] » ; et la métaphore, déjà célèbre, des coqs, chantant, au petit jour, dans la campagne, qui fit une partie de la notoriété du livre : « on entendait les coqs contagieux prendre les uns aux autres comme les trous d'une vaste girandole de gaz[3] ».

C'est évidemment très ingénieux. Mais je me sens, devant la phrase, vaguement mal à l'aise. Il me semble y deviner, à peine perceptible, une ombre de cette envie de rire qui pouffe dans les *Mariés*. Cocteau est un homme dont les lecteurs sans malice, comme nous autres, ont appris à se défier. Dans quelle mesure est-il sérieux ? Dans quelle mesure se prend-il au sérieux lui-même ? Telle est l'épineuse question qui, en même temps, nous angoisse et – hélas ! – nous séduit.

Au fond, Jean Cocteau, artiste d'un vrai talent, cultive aussi la facétie. Carrément, il se moque du public. Le biais n'est pas, d'ailleurs, si mauvais pour conquérir son estime. Il y a, dans la "carrière" littéraire, une telle bousculade ; il faut, pour y entrer, faire queue si longtemps, que Jean Cocteau, industrieux, a su découvrir un excellent coupe-file : comme ces forains madrés dont le tapage recrute, de force, les auditeurs, Jean Cocteau capture l'attention publique par d'ébahissantes pantomimes et de stupéfiantes musiques.

Je ne sais pas si, des allures esbrouffantes ou hermétiques qu'il aime parfois à se donner, cette explication est la bonne. C'est, en tout cas, la plus charitable.

Henri GUILLEMIN.

1. Éd. citée, p. 79-81.
2. *Ibid.*, p. 139. Dans *La Jeune-République* on lit « jaz-band », j'ai corrigé.
3. *Ibid.*, p. 99.

Mademoiselle Lumière[1]

M. Guy-Grand, écrivain politique, vient de nous donner un roman : *Mademoiselle Lumière* (chez Plon)[2]. Mais je crois que l'auteur protesterait si l'on disait de lui qu'il est un romancier. « Mon livre, dit-il, a la forme d'un roman, mais je n'ai pas voulu faire un roman ; c'est, en réalité, un coup de sonde sur nos déchirements intérieurs et nos crises de conscience[3]… » Et l'ouvrage porte, au lieu de préface, une épigraphe significative empruntée à André Gide : « S'il en est qui espèrent trouver ici une littérature, ou quelque amusement d'esprit, je leur dis aussitôt qu'ils feront mieux d'abandonner cette lecture[4] ».

Et alors, nous ne saurions avoir la mauvaise grâce de chicaner M. Guy-Grand sur des points de présentation, d'ordonnance ou de style, car ce que nous aurions à dire n'apprendrait rien, sans doute, à l'auteur lui-même ; et M. Guy-Grand pourrait écrire, comme Lamartine dans la préface de *La Chute d'un ange* : « Ces défauts, je les connais mieux que personne[5] ».

Du reste, cette indifférence que témoigne et qu'avoue l'auteur à l'égard de toute « littérature », ne l'a pas empêché de réussir, comme en passant, d'assez jolis "effets" : le double pastiche final des proses révolutionnaires et cléricales est une petite merveille. Trouvaille aussi, trop vraie, semble-t-il, pour n'être pas authentique, que le « Bonjour, les amoureux ! » lancé par le père Sylvain, pêcheur de truites, et qui ne se doute pas de tout ce que sa politesse joviale revêt, venant à cette heure, d'ironie affreusement amère. Enfin, le personnage de la grand-mère, qui n'est point dessiné pour soi, mais

1. *La Jeune-République*, 7 novembre 1924, p. 3, col. 2-3-4.

2. Georges Guy-Grand (1879-1957) a publié en 1911 *La Philosophie nationaliste*, *La Philosophie syndicaliste* et *Le Procès de la démocratie* ; puis *Les Sophismes de la paix* (1918), *Le Conflit des idées dans la France d'aujourd'hui* (1921) et *La Démocratie et l'après-guerre* (1922). L'ouvrage dont Guillemin parle ici est le premier à emprunter la forme narrative.

3. Cette déclaration doit figurer dans une interview ou un article, car l'ouvrage se présente bien comme un roman, sans préface (Guillemin le dit) ni postface.

4. Texte exact : « S'il en est qui espèrent trouver ici art, littérature… » (Gide, *Dostoïevsky*, Plon, 1923, p. 6). L'erreur vient de Guillemin, la citation de G. Guy-Grand est juste.

5. Ces mots ne sont pas une citation textuelle mais résument en effet ce qu'écrit Lamartine au début de l'« Avertissement » de ce long poème déjà évoqué plus haut p. 85.

qui se précise peu à peu, à mesure qu'on avance, par les réflexions bien senties que sème, d'un bout à l'autre du livre, l'aïeule, finit par atteindre un saisissant relief.

Cependant, c'est volontairement que M. Guy-Grand nous présente un récit très simple et dépouillé. Il aurait pu même sans verser dans le « faux tragique », dont il a une particulière horreur, nous émouvoir davantage. Mais, beaucoup plus qu'à faire battre des cœurs, il cherche à mettre en branle des intelligences.

Les problèmes se lèvent sous nos doigts à mesure que nous tournons les pages : problème du conflit entre le devoir d'un professeur qui doit, dans son enseignement, respecter l'État qui le paye, et la conscience de ce professeur, devenu révolutionnaire, et à qui s'impose la nécessité d'un dédoublement trop cruel ; problème de la responsabilité du maître à l'égard du disciple ; problème aussi et surtout de la lutte entre l'amour et la foi, de l'accord, dans la vie pratique, de deux philosophies opposées.

M. Guy-Grand, qui fut catholique, et ne l'est plus, a gardé un respect vraiment religieux et émouvant pour toutes les sincérités. « Le progrès de la réflexion, écrit-il, chez les uns fortifie et chez d'autres ruine la croyance religieuse. » Lucile Darlet (mademoiselle Lumière) a perdu la foi, elle aussi. « On ne croit pas ce qu'on veut, dit-elle, ni comme on veut ! » Reviendra-t-elle ? Écoutons-la : « Je ne le pense pas… à vous parler franchement… mais, après tout, je ne connais pas le mystère de la grâce. L'esprit souffle où il veut… — C'est vrai, dit Pierre (qui est catholique)… Encore faut-il lui préparer les voies ».

Oui, lui préparer les voies, désirer sa venue, « faire comme si… », selon Pascal[1]. Or c'est cela que Lucile ne peut accepter. « Prenez de l'eau bénite ! », « c'est la seule chose au monde, dit-elle, que je ne puisse vous accorder », « c'est pour moi un point vital, comme pour vous la croyance elle-même… J'aurais le sentiment d'une profanation. »

Il y a là toute une page profonde, la plus riche, selon moi, du livre où l'on discerne, semble-t-il, comme le mur du fond du rationalisme, derrière lequel luit l'inaccessible foi.

1. Guillemin pense (peut-être) à ce passage des *Pensées* (classement Brunschvicg n° 211, ou Lafuma n° 151) : « Nous sommes plaisants de nous reposer dans la société de nos semblables, misérables comme nous, impuissants comme nous. Ils ne nous aideront pas. On mourra seul. Il faut donc *faire comme si* on était seul » (c'est moi qui souligne).

On ne peut s'empêcher d'aimer Lucile Darlet, mademoiselle Lumière, même si l'on ne pense pas comme elle. Jeune fille moderne et libre, elle n'a rien de l'émancipée anarchisante : « Par-dessus tout, elle aspirait de tout son être à la vie normale de la femme ; elle appelait un mari, des enfants… ». Elle ne veut pas être romantique, ni compliquée. Elle ne cherche point, avant tout, à heurter les idées reçues, les croyances anciennes. Elle est loyale et pure ; elle croit au devoir et au premier de tous, qui est de suivre sa conscience, sans « grands mots », sans orgueil. « Pourquoi faut-il, lui dit Jeanne, son amie, bourgeoise gentille et sans culture, qu'une perpétuelle inquiétude d'esprit vienne gâter vos joies les meilleures ? On dirait que c'est votre lot, à vous autres intellectuelles ! » Et c'est bien vrai qu'il y a, sur ceux qui pensent, une sorte de malédiction, parce qu'ils ne connaîtront jamais le repos. Et Lucile, parfois, se met à envier celles qui n'ont pas étudié, qui ne savent rien, ou qui sont trop petites encore pour réfléchir.

Pierre Malley ne l'épousera que si elle est toute à lui, toute avec lui, d'âme, comme de corps ; il la veut catholique romaine. Alors, elle ne s'insurge pas ; elle ne se redresse pas, hautainement orgueilleuse, pour opposer à ce dogmatisme la véhémence d'une négation, et chercher dans ce face à face je ne sais quelle joie mauvaise. Elle voudrait bien, au contraire, qu'on s'entende. Elle accepte bien des accommodements conciliants ; et Pierre lui sait gré de ces « sacrifices » : « Il y a tant de points où nous pensons de même ! » répète-t-elle toujours et toujours ; pourquoi ne pas essayer, simplement, loyalement, cette vie commune où ils trouveraient, tout de même, le bonheur ?

Et quand on ferme ce livre, on ne peut s'empêcher de songer qu'il y a, dans ces pages, beaucoup plus encore que nous n'avions pensé d'abord, et que le romancier a rejoint, par la voie du symbole, le théoricien de la paix religieuse.

Mademoiselle Lumière, c'est la pensée très sincère d'un Français sans religion, qui tend la main aux Français catholiques, et leur propose, de toute son âme, une collaboration fraternelle, sur tous les points, si nombreux, où les uns et les autres sont d'accord.

Je ne sais si M. Guy-Grand l'a voulu ; mais il se trouve que son roman, si largement humain, prend une étrange actualité.

Henri GUILLEMIN.

Plaidoyer pour le cinéma
À propos d'un art et d'un artiste[1]

J'ai déjà défendu ici même, il y a quelque temps, la cause de l'art cinématographique qui, à mon sens, est bien réellement un art. Et ce n'est pas sans satisfaction que j'observe autour de moi tous les indices – et des plus certains – qui révèlent l'intérêt grandissant que les milieux jusqu'ici les plus rebelles commencent, tardivement, à porter au cinéma.

C'est l'entrée des auteurs de films dans la « Société des Auteurs », que l'on se met à discuter[2]. C'est le théâtre du Vieux-Colombier, sous la direction présente de Jean Tedesco[3], qui, maintenant, "passe" sur son écran les pièces cinégraphiques les plus réussies des metteurs en scène en renom. C'est le cinéma pénétrant à l'Opéra : le président de la République assiste à la "première" du *Miracle des loups*[4] ; et déjà les Souverains britanniques avaient assisté officiellement à la projection d'un grand film, suivant en cela – de loin – l'exemple du roi d'Italie. Enfin, à la dernière session de la S.D.N., on s'est occupé du cinéma et de la part effective et admirablement utile qu'il peut prendre à l'élaboration de la Paix.

Sans doute, – et je n'hésite pas à le reconnaître, – si le cinéma mérite qu'on l'estime, c'est, à coup sûr, beaucoup plus à cause des possibilités indéfinies de perfectionnement qu'il comporte, et de tout ce que font déjà pressentir d'excellent pour l'avenir des œuvres aujourd'hui même tenues pour

1. *La Jeune-République*, 28 novembre 1924, p. 2, col. 2-3.

2. Il existe depuis 1917 une « Société des auteurs de films », qui souhaite faire partie de ce qu'Henri Guillemin appelle en abrégé la « Société des auteurs », autrement dit la S.A.C.D. (« Société des auteurs et compositeurs dramatiques ») ; ce ne sera cependant chose faite qu'en 1929.

3. Le cinéaste et critique Jean Tedesco (1895-1958) dirige de 1924 à 1934 le théâtre du Vieux-Colombier, créé par Jacques Copeau en 1913 et qui a traversé bien des années difficiles, y compris des périodes de fermeture complète, avant de devenir en 1993 une des salles de la Comédie-Française.

4. Film historique de Raymond Bernard (1891-1977), avec Charles Dullin dans le rôle de Louis XI. La première projection "normale" a eu lieu le 28 novembre 1924 au cinéma le Marivaux, après, en effet, une première de gala à l'Opéra Garnier le 13 novembre, en présence de Gaston Doumergue.

remarquables, qu'en raison de la valeur propre de ces œuvres. Et j'avoue, pour ma part, que, jusqu'à ces derniers temps, j'ai trouvé, dans les films réputés les meilleurs, surtout des indications et comme des esquisses de ce que seront les grands films de demain, lorsqu'on aura pris conscience des techniques spéciales de mise en scène et de photographie dont la souplesse doit s'adapter à la nature même de chaque film, tout comme le style d'un poème ou d'un roman participe lui-même, par toutes sortes de rapports subtils où se mesure le talent, à l'idée profonde de l'œuvre.

Mais il semble que les progrès vont vite : la collaboration d'un metteur en scène de la valeur de Jean Epstein – et d'un artiste du talent de Mosjoukine – a donné un résultat, non seulement remarquable du point de vue esthétique, mais d'une très grande importance du point de vue de l'évolution du cinéma. Je ne serais pas étonné si *Le Lion des Mogols*, dans ce qu'il a d'original et d'audacieux, comptait comme une étape dans l'histoire de l'art cinématographique[1].

Et je crois qu'on doit surtout féliciter M. Epstein de n'avoir pas reculé devant une certaine rupture d'équilibre apportée à son film par le développement considérable qu'il a donné à un simple épisode de l'action. Il est manifeste qu'il a traité, comme on dit, ce morceau « à part », ainsi qu'un romancier qui s'enthousiasme pour tel chapitre de son livre et s'y jette avec tout ce qu'il a de ressources – je veux parler de la scène du *Jockey* suivie de l'étonnant passage sur la frénésie de la vitesse : je donnerais, pour cela, tout le reste du film.

Ivan Mosjoukine s'y révèle prodigieux. Il a, du reste, ce don, si rare, de pouvoir tenir, à lui seul, et par sa seule physionomie, tout l'écran, sans cesser un instant d'être naturel ni exagérer la mimique. Il est servi par l'extraordinaire fulgurance de ses yeux qu'on ne peut fixer sans songer invinciblement à la phrase de Chateaubriand sur son père : « Il avait les yeux comme ceux des lions ou des anciens barbares ; je n'ai jamais vu un pareil regard :

1. Selon la documentation consultée, la première projection de ce film n'aurait eu lieu que le 24 décembre 1924 ; le « je ne serais pas étonné » serait alors la formule prudente de quelqu'un qui n'a pas encore pu le voir ; et pourtant la suite du paragraphe donne évidemment l'impression contraire : Guillemin l'a vu. J'avoue n'avoir rien ou trouver qui permette de trancher. – Jean Epstein (1897-1953) est un documentariste, un critique et un théoricien du cinéma de première importance. – L'acteur Ivan Mosjoukine (1887-1939), né en Russie, y est devenu à partir de 1911 une star de l'écran. Exilé à Paris en 1920, il réalise et interprète *Le Brasier ardent* (1923) et poursuit la série de ses succès jusqu'en 1925 ; sa carrière prend fin avec l'arrivée du parlant, son accent russe étant rédhibitoire.

quand la colère y montait, la prunelle étincelante semblait se détacher, et venir vous frapper comme une balle[1] ».

M. Mosjoukine est un très grand artiste. Je sais bien qu'il ne faut garder nul espoir de le faire admettre par toute une foule d'honnêtes gens pour qui le cinéma demeure une niaiserie primitive, – mais il faut le dire, parce que c'est la vérité, et que ce n'est pas assez, pour nous faire taire, que l'hostilité supérieure des fossiles.

Henri GUILLEMIN.

1. *Mémoires d'outre-tombe*, Ire partie, livre I, chap. I, « Pléiade », t. I, p. 15.

L'orchestre et l'écran[1]

Tous les cinémas ont un orchestre. Selon que, sur l'écran, défilent des enterrements ou soupirent des amoureux, l'orchestre s'essaye à des marches funèbres ou à des romances sentimentales. Et tout public protestera si, par quelque impardonnable inattention, la démence des clarinettes symbolise un jazz forcené, tandis que, sous une lune romantique, le héros médite et pleure.

Il est donc déjà démontré que ce critique cédait seulement à sa mauvaise humeur qui insinuait récemment que la musique au cinéma n'était, « en somme, que le ronronnement continu dont la mission est d'éteindre le bruit des déroulements pelliculaires[2] ». Il ne niera pas, tout au moins, que les spectateurs tiennent aussi à être des auditeurs, et même, en certaines salles, des auditeurs exigeants, tandis que les orchestres s'efforcent de suivre de leur mieux l'intention du film, et que des artistes de mérite appliquent même leur talent à créer, pour une œuvre cinématographique, des adaptations musicales. C'est le cas de M. Henri Rabaud pour *Le Miracle des Loups*[3].

Il ne peut s'agir ici, évidemment, que des films qui présentent une réelle valeur psychologique ou esthétique. Le cinéma n'est, en lui-même, qu'une

1. *La Démocratie*, 1er mars 1925, p. 332-337. – L'article est précédé d'une introduction non signée, en italique et en petits caractères : « *Le cinéma exerce sur une partie de plus en plus grande de la nation, et non seulement dans les milieux populaires, mais, aujourd'hui, dans les milieux jusqu'ici les plus fermés à sa pénétration, une influence considérable. On s'en est si bien rendu compte, à la Société des Nations, que la dernière assemblée générale de septembre 1924 s'est préoccupée de son contrôle et de son utilisation en vue de la propagande des idées pacifistes et de ce que Marc Sangnier, le premier, appela la « préparation psychologique de la paix ». Mais si nous voulons l'envisager non comme un véhicule d'idées, mais seulement comme une forme d'art, nous lui reconnaîtrons encore une tâche éducatrice nécessaire et qu'il semble, hélas ! trop souvent oublier. C'est à ce point de vue seulement que nous nous placerons aujourd'hui, et l'étude qui va suivre n'a pour but que d'examiner un des multiples problèmes d'art que pose cette technique encore toute nouvelle* ». Guillemin a publié une version à peine différente de cet article dans *Cinéa*, revue dirigée par Jean Tedesco (n° 36, 1er mai 1925, p. 9-11).

2. Affirmation du compositeur et critique musical Charles Cornet, dit Tenroc (1858-1946), dans le *Courrier musical* du 1er décembre 1924. C'est dans *Cinéa* que son nom apparaît, sans qu'on sache si l'ajout est de Guillemin ou de la rédaction de cette revue.

3. Ce film vient d'être évoqué (voir p. 262). – Henri Rabaud (1873-1949), prix de Rome en 1894, est un compositeur classique reconnu, qui a écrit à plusieurs reprises pour le cinéma.

forme indifférente à son contenu. Et l'écran supporte aussi bien les pauvretés les plus attristantes de certaine production américaine, que les meilleures réalisations de Jean Epstein ou d'Abel Gance[1]. Un « documentaire » sur les échinodermes ou la fécondation des fleurs n'a nul besoin d'accompagnement musical ; et je me demande bien aussi ce qui peut distinguer le rôle d'un orchestre de cinéma du rôle d'un orchestre de cirque, lorsque se dérouleront les péripéties violentes de quelque drame de cow-boys. Il n'est est plus de même lorsque le film évoque des conflits d'âmes et des drames intérieurs. C'est alors que se pose le problème : est-il possible de réaliser une sorte de synchronisation entre le déroulement du film et le développement d'une symphonie tendant à compléter, par le moyen de rythmes et de sons déterminés, l'effet même poursuivi par l'auteur du film ?

Non, répondent certains avec autorité. Il y a, disent-ils, entre le cinéma et la musique une incompatibilité de nature.

Sans doute, le cinéma se meut dans le concret. Il offre aux yeux des images précises. La musique, au contraire, a pour domaine l'indistinct. La jouissance musicale n'est pas l'admiration de tableaux intérieurs évoqués par l'ampleur des accords ou les volutes des phrases mélodiques. C'est une joie spécifique et qui n'emprunte rien à la vision. Et si telle *Arabesque* de Debussy ou tel *Printemps* de Grieg[2] font lever dans l'esprit des apparitions indécises et sans cesse mobiles, il n'en est pas moins impossible de prétendre sérieusement fixer sur une toile inerte l'équivalent visuel de l'une ou l'autre de ces pièces. La musique, comme l'espérance, est faite de possibles entrevus à la fois, et la matérialisation du plus beau d'entre eux tous est toujours une désillusion, parce que, si beau qu'il soit, il est unique et que sa présence suffit à abolir la multiplicité délicieuse des futurs. Flaubert, pour qui le style était une sorte de cantique sacré, redoutait avec terreur les éditions illustrées qui, tôt ou tard, viendraient ramener sur terre sa *Salammbô* et rétrécir l'immensité de son rêve de tout l'abîme qui sépare l'être du possible.

C'est pourquoi une tentative comme celle qu'on vient de réaliser avec *La Dryade*, de M. Louis Aubert, ne pouvait connaître que l'insuccès[3]. Plaquer, après coup, sur une composition musicale « complète en soi » et que jouèrent

1. Tous les deux également évoqués récemment par Guillemin (voir p. 263 et p. 245).

2. Debussy a composé deux *Arabesques* pour piano en 1890-1891. « Au printemps » est une des *Pièces lyriques*, pour piano aussi, du compositeur norvégien Edward Grieg (1843-1907).

3. Louis Aubert (1877-1968) a composé son « tableau symphonique » *Dryade* [sans article] en 1924 ; le film, en effet oublié, est de l'Américain Ralph Murphy (1895-1967).

les Concerts Colonne, une série d'images dont le temps de projection coïncide avec le temps d'exécution du morceau, c'est commettre une véritable erreur. D'une part, en effet, l'ensemble musical se suffit parfaitement à lui-même, et toutes les photographies de paysages qu'on impose à l'esprit, loin d'aider à la naissance du plaisir esthétique, forment, au contraire, un barrage où s'écrase tout élan, une cage où s'emprisonne l'âme en quête d'immatériel ; et, par ailleurs, le film, réduit en esclavage, est forcément beaucoup trop rudimentaire pour éveiller, chez le spectateur, la moindre émotion. Si bien que les admirables marines bleutées qui constituent son principal mérite ont l'air d'un cadre vide dont on aurait arraché le portrait.

Il semble donc bien, jusqu'ici, qu'avaient raison ceux qui, dès l'abord, refusaient d'admettre la possibilité d'une collaboration intéressante entre l'orchestre et l'écran. Mais si la conception de cette *Dryade* mal venue était précisément une innovation et même une réaction, comment donc se présente, en fait et d'ordinaire, le ménage de la musique et du film ? Dans le rapport inverse, exactement. La musique, loin d'être la reine sur qui, vaille que vaille, le film guide sa marche, doit, au contraire, s'évertuer de son mieux à parodier le film, son maître et seigneur. Elle suit comme elle peut, enfilant en chapelet les morceaux connus, reliés par d'inhabiles transitions. Çà et là, de fugitives concordances, soit élémentaires et sans artifices, comme l'exécution à l'orchestre d'une marche militaire si des soldats passent sur l'écran, soit plus profondes et intelligentes, lorsque la tonalité affective des mélodies s'incorpore au sentiment essentiel de l'œuvre.

Et pourtant ces concordances intimes, si rares encore, c'est la vraie raison d'être de l'adaptation musicale. Quel est au fond, en effet, l'idéal qu'il faudrait atteindre ?

Étant donné un thème dramatique, il est certain qu'un auteur de films et un compositeur de musique, travaillant l'un et l'autre sur ce large sujet commun, pourraient arriver, l'un par la disposition des scènes, l'économie des découpages et tous les procédés cinégraphiques[1], l'autre par le choix des rythmes et la qualité des motifs, à faire partager au public qui regarde et qui écoute leur commune émotion esthétique. Il y aurait ainsi, en quelque sorte, deux traductions parallèles d'une même idée, l'une visuelle, l'autre auditive et dont la synthèse, réalisée dans l'âme du public, connaîtrait une force privilégiée de suggestion.

1. Cet adjectif cohabite alors avec « cinématographique », qui l'a emporté à la longue. On le retrouve deux fois plus loin dans le texte.

Sommes-nous si loin, aujourd'hui, d'un tel but ? Est-il déraisonnable d'espérer l'atteindre ? Sans doute les films, en vue de l'adaptation musicale, devront-ils accepter d'importantes transformations ; et, avant tout, la réduction à l'extrême du nombre des sous-titres[1] et la réforme des procédés de découpage.

Pour les sous-titres, la guerre leur est déjà déclarée, et tous les metteurs en scène s'accordent à reconnaître que le sous-titre est, dans le film, un accident fâcheux qu'il faut s'appliquer à éviter le plus possible. Les premières tentatives radicales, en ce sens, n'ont pas été, à vrai dire, très heureuses, car la suppression totale des sous-titres n'allait pas sans une simplification excessive de l'action. Ce qu'il faut donc découvrir, c'est le moyen de conserver au film toutes ses nuances et toute sa complexité, sans, pour autant, l'alourdir d'interruptions explicatives.

Quant aux déplacements brusques de lieu et d'action, s'ils sont inévitables dans les films, pour lesquels ils constituent, d'ailleurs, une ressource excellente, ils doivent s'expliquer tous par une raison valable, une intention qui s'apparente au dessein général de l'œuvre. Ils sont la grande occasion des antithèses qui, à l'écran aussi bien que dans le style, ne manquent jamais de réussir. Je ne vois donc pas ce qui, dans un découpage bien fait, peut gêner l'adaptation musicale. Si le découpage est mal fait, s'il entraîne un "ajustage" disparate, un "tohu-bohu", l'unité du film est compromise ou brisée, et le film est mauvais. Si le découpage est entendu d'une manière intelligente et non seulement accepté comme un mal nécessaire mais utilisé comme une heureuse ressource, la cohésion même du film peut en être accentuée et l'adaptation musicale ne saurait en souffrir dans son unité.

La musique, à son tour, ne doit pas se contenter d'"imiter" sans comprendre les images cinégraphiques[2], c'est-à-dire d'en donner une traduction auditive passe-partout et totalement étrangère à l'intention générale du film ; c'est la solution paresseuse qui consiste à préparer d'avance un certain nombre de pièces lugubres ou facétieuses, qui reparaîtront à chaque époque funèbre comme à tout scénario comique. La musique ne doit pas "coller" contre le film, au point de confiner à l'harmonie imitative. La fonction de l'orchestre – on l'oublie encore trop souvent – n'a rien à voir avec les imi-

1. Il s'agit de ce que nous appelons plutôt les « cartons », qui interrompaient la continuité du récit et qui n'ont rien à voir avec ce que nous appelons aujourd'hui « sous-titres » dans le cas d'un film en version originale.

2. Voir page précédente, et encore page suivante.

tations rudimentaires des bruits qu'on s'efforçait de réaliser derrière l'écran, aux origines du cinéma.

C'est ainsi qu'il ne m'apparaît pas du tout indispensable et toujours nécessaire d'exécuter des airs de shimmy[1] ou de java quand le film représente un dancing. Si le dancing est seulement, pour un personnage, un cadre sans rapport direct avec le déroulement du drame psychologique essentiel, un simple rappel en sourdine des rythmes heurtés de la danse, lointains et comme noyés dans le courant de l'ensemble musical, indiquerait bien qu'ils n'existent pas en eux-mêmes pour le héros et glissent seulement à la périphérie de son âme. Si, au contraire, c'est à corps perdu qu'un homme s'est jeté dans la frénésie du dancing pour s'absorber dans ce mécanisme et anéantir en lui toute pensée, alors l'orchestre pourra "donner" à plein et rugir des refrains véhéments.

On conçoit maintenant ce à quoi il faudra bien, en définitive, qu'on arrive, je veux dire la collaboration *dès l'origine* de l'auteur du film et du compositeur, l'auteur associant sans cesse le compositeur à son travail, à ses conceptions, à ses desseins secrets, – et le compositeur les transposant à sa manière en musique. Si bien que nous aurons un chant personnel, original, suffisamment proche du texte visuel pour ne pas infliger au public le sentiment pénible et vite éprouvé d'une contradiction entre ce qu'on offre à ses yeux et ce qu'on dit à son oreille, – suffisamment libre aussi pour créer à lui seul, dans la salle, cette espèce de température nerveuse qui fera monter dans les âmes la bonne fièvre de l'émoi esthétique.

On nous dit, en dernier recours, qu'il est impossible d'écouter ou de regarder à la fois et que l'audition, au cinéma, ne saurait manquer d'être sacrifiée à la vision. Mais alors, bien au-delà du cinéma, c'est toute la conception du drame wagnérien qu'on met en question. Et, tout de même, l'événement a justifié l'idée[2]. Je reconnaîtrai pourtant volontiers que le rôle et l'importance de la musique varieront selon la nature des films et selon les passages à l'intérieur même d'une pièce ; et j'imagine, pour l'avenir, des œuvres cinégraphiques et musicales si parfaitement "unes" et où la mélodie s'incorporerait si intimement à la pensée du film, qu'il y aurait comme des atténuations alternatives de la vision et de l'audition, suivant le caractère du

1. Danse très rythmée lancée en 1918 aux États-Unis par Gilda Gray (1901-1959), danseuse d'origine polonaise, et qui fut à la mode en France durant la décennie 1920.

2. L'« événement » est récent : il s'agit du film de Fritz Lang *Les Nibelungen* (1924), dont le premier volet, *La Mort de Siegfried*, est accompagné de la musique de Wagner, ce qui était en effet alors une innovation audacieuse.

développement dramatique : si l'action extérieure prédomine, et l'intérêt de curiosité et d'attente, la musique perdra de son importance ; mais si la tragédie s'intériorise, l'indigence de la traduction purement visuelle s'enrichit aussitôt des infinies ressources musicales. Si, par exemple, nous assistons, comme dans *Pêcheurs d'Islande*, à l'attente silencieuse de Gaud sur la falaise, ou à la mort de Sylvestre Moan, plutôt que d'insister sur l'inélégance des physionomies de gros plan, n'est-ce pas justement le lieu de ce ralentissement de l'action, où, tandis que la vision peu à peu s'estompe, la musique insinue dans nos âmes tout ce trouble ou toute cette angoisse[1] ?…

En vérité, n'y-a-t-il pas là plus d'émotion vraie que dans les longs monologues de la tragédie classique ? J'aimerais cent fois mieux une bonne scène de cette sorte que toutes les stances lyriques de Corneille.

Que si, pour conclure, des critiques vétilleux et attachés aux précisions verbales nous demandent de définir clairement la nature du rôle que nous voudrions, au cinéma, voir tenir par la musique, nous dirons : « Qu'elle soit maîtresse ? — Non pas. Elle n'a que faire d'une telle conquête. — Qu'elle soit esclave, alors ? — En aucune façon ; le cinéma a trop besoin d'elle pour la réduire aux besognes serviles ». Reconnaissons-le donc avec simplicité : le cinéma a besoin d'elle, et elle n'a pas besoin de lui ; il la réclame comme une collaboratrice précieuse qui pourrait mettre à son service des trésors inestimables. Le mariage n'est pas entre égaux : c'est elle qui donne tout, et lui n'a rien à rendre.

Henri GUILLEMIN.

1. Le titre *Pêcheur d'Islande* s'écrit au singulier [il est correctement imprimé dans la version de la revue *Cinéa*]. – Publié en 1886 avec un succès mitigé, ce roman breton est devenu peu à peu le plus lu d'Henri Viaud, dit Pierre Loti (1850-1923). C'est la mort récente de l'écrivain qui est sans doute à l'origine du film de Jacques de Baroncelli (1881-1951), dont le succès dut beaucoup à l'interprétation de Charles Vanel dans le rôle de Yann.

La mort de Max Linder[1]

Un autre, – même des plus célèbres, – cela nous aurait fait à beaucoup, j'en suis sûr, une moins grande émotion.

Une émotion, oui, c'est bien vrai ; et je veux le dire au risque de faire sourire les gens "raisonnables" qui accueilleront avec un haussement d'épaules le suicide d'un "cabotin". Mais je sais que je ne suis pas seul à sentir les choses que j'écris là, dans ces lignes, où j'ai si peur que l'on ne veuille trouver que la banale littérature d'un article nécrologique.

Max Linder, c'était pour nous bien autre chose et bien plus que ces noms d'artistes qu'on retient malgré soi, à force de les lire sur les murs, sur les journaux, sur les écrans. C'était pour les petits Français d'avant-guerre, que leurs parents conduisaient le jeudi aux matinées à prix réduits, le pitre, le "grimacier" qui les faisait rire de bon cœur. Max Linder, cela finissait par sonner, pour nous autres, écoliers des classes enfantines, comme le nom d'une récompense qu'on aurait si on était sage. Plus tard, quand les petits enfants furent devenus de grands garçons, et presque des hommes, ils comprirent d'autres choses encore, en plus des clowneries faciles, les plaisanteries pour grandes personnes, comme on dit, oh ! point subtiles ni très neuves, sans doute, mais si rajeunies, si alertes, si spontanées, dans l'étonnant entrain de l'acteur, qu'on y prenait chaque fois le même tout franc plaisir.

Aujourd'hui, dans l'essor inouï du cinéma et la prodigieuse foison des films, d'autres, certes, nous amusaient, inventant des ressorts nouveaux, créant des techniques ingénieuses. Max Linder restait fidèle à sa première manière, résistant au comique automatique, souvent excellent, d'un Buster Keaton, par exemple[2], pour garder ses très simples moyens, directs, natu-

1. *La Jeune-République*, 6 novembre 1925, p. 2, col. 3-4. – Gabriel-Maximilien Leuvielle, dit Max Linder, né en 1883, débute chez Pathé en 1905, et ne tarde pas à créer un type de dandy qui est resté son image de marque ; il tourne une centaine de courts métrages entre 1910 et 1914. Après la guerre il tourna aussi aux États-Unis, entre autres *L'Étroit Mousquetaire* (1922). Dépressif, il s'est suicidé avec sa jeune femme le 31 octobre 1925.

2. De douze ans le cadet de Max Linder, Buster Keaton (1895-1966) a tourné des courts métrages comiques entre 1920 et 1922, avant de se lancer dans la saisissante série de ses longs métrages (*Sherlock Junior*, 1924 ; *Le Mécano de la « General »*, 1926).

rels, sans calculs, qui avaient fait sa gloire. Max Linder n'évoluait pas. Son dernier film, *Le Roi du cirque*[1], était encore de la vieille école, construit, logique et consciencieux, pour ainsi dire.

Sans doute, nous trouvons d'autres richesses dans les compositions de Charlie Chaplin, et, à côté des gros effets, remarquablement agencés, du reste, d'un comique élémentaire, des traits d'observation qui vont loin, et surtout, la présence discrète mais sûre d'une intelligence et d'une âme[2]. Le melon dévasté, les souliers interminables, les guenilles de Charlot loqueteux et craintif nous apportent d'autres trésors que le smoking ou l'habit toujours "dernier chic" du beau dandy qu'était Max ; ce Max ne savait offrir que l'irrésistible agrément de son sourire, et la grâce plaisante de son allure.

Charlie Chaplin dit de lui : « C'est mon maître ». Mais le disciple était si dru qu'il éclipsait déjà le maître. Pourtant, je sens bien, malgré tout, que, si nous étions parfois infidèles au vieil ami de notre enfance, nous lui gardions quand même, au fond du cœur, une secrète tendresse, une sorte de préférence sentimentale et de prédilection inavouée tant il s'unissait pour nous à d'innombrables et chers souvenirs.

Et voici maintenant qu'il a fini de nous faire rire, et que beaucoup d'entre nous ne voudront même plus jamais revoir sur les écrans ses virevoltes et ses mimiques, hantés par la vision brutale de ce même homme, râlant sur un lit, le poignet ouvert d'un coup de rasoir, dans des draps inondés de sang.

Tout d'un coup, il est tombé, pour nous, du demi-rêve enchanté de l'écran à la réalité effroyable de la vie. De personnage semi-légendaire, transfiguré par le halo sonore de la gloire, le voici redevenu ce qu'il était, un nommé Levieilles, né à Bordeaux en 1885[3], de santé chancelante, malheureux, mal marié, ayant déjà une fois, l'an passé, cherché à se donner la mort, et qui, ces derniers temps, disait à ses amis, crispant ses doigts sur leurs bras : « Tu ne vois donc pas comme j'ai maigri, comme je suis vidé, fini ! »

Combien serons-nous, lisant dans le coin d'un journal la nouvelle de cette mort, qui aurons, au moins, un peu songé à cette pauvre âme en détresse, à cette âme inconnue d'un nommé Levieilles, qui va s'en aller où ?

Henri GUILLEMIN.

1. Ce film tourné en Autriche y est sorti le 23 mai 1924, et en France environ un an plus tard.
2. Guillemin reviendra sur le génie de Chaplin en 1928 à propos du *Cirque*.
3. Comme je l'ai dit plus haut, le nom de Max Linder était Leuvielle, il est né en 1883 et non en 1885, et dans un hameau de Saint-Loubès, dans l'Entre-Deux-Mers, non à Bordeaux même.

Le « Studio des Ursulines »[1]

A. Tallier et L. Myrga, les étonnants interprètes de *Jocelyn*, viennent d'ouvrir, dans le V^e^ arrondissement, tout près de l'École Normale, une salle de cinéma, le « Studio des Ursulines »[2].

Les cinémas sont si souvent un simple commerce, et les directeurs des salles ont si rarement autre chose en vue, dans la composition de leur programme, que de faire, n'importe comment, salle pleine, sans le moindre souci de la valeur d'art de leurs films, qu'il vaut déjà la peine de s'intéresser à ce "studio" nouveau, créé par deux artistes.

Sans doute, il y a déjà la salle de Jean Tédesco, qui, lui aussi, apporte dans son « Vieux-Colombier » d'autres préoccupations que celles, par exemple, des auteurs ou des exploitants des films d'Aimé-Simon Girard[3]. Mais, outre que Jean Tédesco n'est point lui-même un acteur, il faut songer aussi que sa tentative était infiniment moins audacieuse que celle d'A. Tallier : transformer le théâtre du Vieux-Colombier, fort de sa tradition – et de son public – en cinéma d'avant-garde, c'était, à coup sûr, œuvre moins périlleuse que de faire, d'un très humble cinéma de quartier, un "studio ", un cinéma "pas comme les autres" et qui accepte courageusement de ne pas plaire à tous les publics.

Salle comble, archi-comble, à la "première", qui eut lieu vendredi 22 janvier[4]. La salle en paraissait encore plus petite, et cette intimité familiale

1. *La Jeune-République*, 12 février 1926, p. 2, col. 2-3.

2. Ce petit cinéma classé « Art et essai » et situé au n° 10 de la rue dont il porte le nom existe toujours. – Ses fondateurs Armand Tallier (1887-1958) et Laurence Myrga (1894-1988) ont en effet été les acteurs d'une adaptation du grand poème de Lamartine par le cinéaste Léon Poirier (1884-1968). Il n'est pas impossible que la vision de ce film sorti le 3 novembre 1922 ait joué un rôle dans la décision ultérieure de Guillemin de faire une thèse sur *Jocelyn*, même s'il m'a présenté ce projet comme motivé par le seul fait que Lamartine était né à Mâcon et lui aussi (voir *Henri Guillemin tel quel*, p. 89).

3. Cet acteur (1889-1950), par ailleurs chanteur d'opérette, avait pour spécialité ce que l'on appelait alors des « ciné-romans », sorte de feuilletons filmés au premier rang desquels figure une adaptation des *Trois Mousquetaires* en douze épisodes (1921). Sur Tedesco [sans l'accent que Guillemin met ici à son nom], et sur le Vieux-Colombier, voir p. 263 et n. 3.

4. Toutes les sources consultées indiquent la date du 21 janvier, non du 22.

n'avait rien de déplaisant. L'ancien vernis rouge et jaune des murs a fait place à des teintes plus élégantes et plus discrètes. L'orchestre, englouti dans la coulisse, file des musiques assourdies ; et Tallier, directeur point solennel, conseillait lui-même, gentiment, aux groupes de fumeurs répandus à l'entracte dans les couloirs et dans le bar, de regagner leurs places, « car il pensait que ça n'allait pas tarder à reprendre »… Et je crois bien, aussi, que, si la musique suivait avec tant d'intelligence les nuances du film, c'est qu'Armand Tallier en personne y était pour quelque chose[1].

On veut, au « Studio des Ursulines », apprendre au public à réfléchir sur le cinéma ; mais on n'y procède point par conférences abstraites ; seulement par l'image. Et c'est une belle idée de nous avoir présenté, dans la première partie de la soirée, des échantillons de films d'avant-guerre et de films d'avant-garde. À considérer le chemin parcouru, on trouve des raisons nouvelles d'avoir confiance dans les possibilités infinies, à peine entrevues encore, de l'art muet.

Je ne veux pas dire cependant que le film "d'avant-garde" qu'on nous fit voir soit un chef-d'œuvre. René Clair lui-même s'amuserait certainement de bon cœur à entendre parler en termes extasiés de ce qui n'est qu'une fantaisie volontairement déraisonnable et presque surréaliste. Mais il y a là cependant tel effet de vitesse, en particulier celui des montagnes russes, qui est tout simplement admirable[2].

Enfin, et surtout, le « Studio » présente pour la première fois à Paris *La Rue sans joie*[3]. Il y a longtemps déjà que le nom de ce film est connu de tous ceux qui s'intéressent au cinéma. Et il suffit à beaucoup d'apprendre que Werner Krauss y tient un rôle important pour désirer voir cette œuvre[4]. Ils ne seront pas déçus. Avec les ressources et les mérites habituels du cinéma

1. Guillemin semble suggérer que Tallier dirige l'orchestre en coulisse [?] – ou qu'il a écrit une partition [?].

2. Ce film de René Clair (1898-1981) est *Entr'acte*, court métrage d'esprit dadaïste créé le 4 décembre 1924 au théâtre des Champs-Élysées pendant l'entracte de *Relâche*, ballet d'Érik Satie et Francis Picabia ; par le succès de scandale qui fut le sien, ce petit film assura la notoriété du jeune cinéaste.

3. De son titre allemand *Die freudlose Gasse*, ce film de Pabst, grand cinéaste déjà nommé plus haut p. 188-189 (n. 5), est sorti en salle à Berlin le 18 mai 1925 ; il a subi à plusieurs reprises des coupes exigées par la censure allemande à cause de l'audace sociale et morale de sa peinture de la misère à Vienne juste après la guerre.

4. Werner Krauss (1884-1959), très controversé plus tard à cause de son antisémitisme et de sa sympathie pour le nazisme, est dans les années 20 un acteur de renom, dont la gloire remonte à son interprétation du rôle principal du *Cabinet du docteur Caligari* de Robert Wiene (1920).

allemand, sa science surprenante des éclairages, en contraste ou en clair-obscur, son goût des sentiments instinctifs où l'âme semble passive et écrasée sous des forces étrangères qui la font agir, ce film nous apporte quelque chose de plus : toute l'histoire de Greta Rumbfort est une admirable étude de sentiments délicats et fins[1] ; un monde de personnages d'arrière-plan donne à ce drame une vie profonde et comme diffuse, et crée autour de lui une atmosphère obscure et complexe et traversées de lueurs. Surtout, l'œuvre est conçue, pour ainsi dire, sur un type de fresque, une fresque qui serait livide et pleine d'ombres, à la manière des dessins de Hugo, une fresque immense et panoramique, où des drames multiples se juxtaposent plutôt qu'ils ne s'enchevêtrent, mais s'unissent cependant dans la lourdeur d'une même nuit.

Il faut savoir gré à Tallier et à Myrga de nous avoir réservé un film d'une si réelle valeur.

Il faut leur souhaiter bonne chance et les aider, en faisant connaître leur effort.

Et il est bien permis d'espérer qu'ils nous récompenseront quelque jour, en nous donnant de voir – ou de revoir – sur leur écran leurs grandes œuvres à eux, moins ténébreuses, mais plus émouvantes encore.

Henri GUILLEMIN.

1. Dans le scénario du film le nom de ce personnage s'écrit « Rumfort », sans *b* ; mais le plus curieux est surtout que Guillemin ne précise pas qui en interprète le rôle : Greta Garbo, pas moins. Il est vrai qu'en 1925 elle n'a que vingt ans ; le temps de la gloire, pour elle, vient presque aussitôt après, dès qu'elle part pour Holywood.

La vie littéraire
L'évolution de Paul Morand[1]

Voici qu'après tant d'autres, M. Paul Morand s'attaque au grand problème « Orient et Occident ». Qui l'eût attendu de lui ? Paul Morand ne nous avait guère habitués[2] à chercher, dans ses romans, l'idée profonde et la thèse. C'est pourtant bien, cette fois-ci, sur une structure idéologique que repose son dernier roman, *Le Bouddah vivant*[3].

Morand, nous l'aimions parce qu'il était le seul à avoir su rendre, avec un talent inconnu, les aspects multiples de la civilisation moderne et de la vie d'après-guerre surtout, avec sa nervosité souvent morbide, et cet élan tragique, qui est en elle, vers l'absorption dans le mécanisme, la fuite hors du temps et du réel, par la démence de la vitesse. Et tout cela Paul Morand le faisait vivre sous les yeux du lecteur, le lui faisait même passer dans les nerfs, grâce au savant prestige de son style. Beaucoup lui étaient reconnaissants de ne jamais lâcher des mains le concret, le visible, de décrire seulement, sans tenter l'analyse abstraite, de conter des histoires très simples ou seulement de jeter des impressions qui semblaient hâtives, sans vouloir dégager de leçon, ni philosopher.

Le Bouddah vivant paraît bien déceler chez Paul Morand une volonté de changer sa manière. On ne peut guère nier qu'une thèse a précédé, dans l'esprit de l'auteur, la composition du roman, et en a dirigé la marche. Pour la première fois, Paul Morand étudie un drame psychologique, et des plus malaisés à traduire littérairement puisqu'il s'agit moins d'un conflit de

1. *La Jeune-République*, 21 octobre 1927, p. 2, col. 4.

2. Dans *La Jeune-République* on lit « habitué » au singulier, mais Henri Guillemin ne se sert jamais du pluriel de majesté (même ironiquement, voir plus haut p. 104), aussi je crois pouvoir corriger.

3. Paul Morand (1888-1976), parallèlement à une carrière administrative dans la diplomatie, s'est fait connaître comme auteur de nouvelles brèves et talentueuses : en 1921 *Tendres Stocks*, préfacé par Marcel Proust et suivi, en 1922 et 1923, par *Ouvert la nuit* et *Fermé la nuit* ; et comme romancier mondain, avec *Lewis et Irène* (1924). *Bouddah vivant* (sans article) est le deuxième des quatre volumes d'une *Chronique du XX^e siècle* en effet plus ambitieuse, publiée de 1927 à 1930.

passions que de heurt[1] de deux systèmes d'idées, et, au fond, de deux civilisations.

Paul Morand a-t-il réussi à créer une œuvre forte ? Devons-nous réjouir de le voir s'engager dans cette nouvelle route ? Pour ma part, je ne le crois pas ; et il semble aussi que le livre ne soit pas accueilli avec beaucoup de faveur. De *Rien que la Terre*[2] au *Bouddah vivant* la chute est grande, en effet.

Sans doute, Paul Morand a gardé son secret de styliste – est-ce bien tout à fait un secret ? – et il a toujours le don de ces tours de phrase imprévus, qui ne sont point seulement une habile gymnastique grammaticale à la manière de La Bruyère, mais aussi un moyen pour mieux traduire les sensations ; et, dès la première phrase du *Bouddah vivant*, on rencontre cette merveilleuse route « bordée en contre-bas du chant des grenouilles ». Au fond, on est tenté de se dire, parfois, que peu importe l'histoire que veut nous conter Paul Morand, pourvu qu'il nous la dise avec son style à lui, plein de procédés peut-être, et qui sent le travail, mais si prestigieux tout de même.

Doit-on parler d'évolution de Paul Morand ? J'espère que non ; et si d'aucuns veulent, pour son *Bouddah*, le condamner, qu'ils lui accordent, tout au moins, le bénéfice du sursis.

Henri GUILLEMIN.

1. *Sic* dans *La Jeune-République*, mais Guillemin a pu écrire « du heurt », et le « du » être mal lu à l'imprimerie ; dans le doute, je ne corrige pas.

2. Récit d'un voyage en Extrême-Orient, illustré de treize splendides estampes de Démétrius Galanis (1879-1966), initialement publié en 1926 chez l'éditeur « À la Sphère » sous un grand format oblong, et repris dès la même année chez Grasset en format ordinaire in-16.

À travers les livres
La Route de lumière[1]

Wilfrid Lucas avait eu, l'an passé, pour sa *Cité bleue*, le prix Catulle-Mendès.

Voici qu'il vient de publier un roman où la même inspiration d'optimisme véhément se retrouve[2].

C'est une grande entreprise, en 1927, que d'écrire une œuvre qui s'intitule en sous-titre *Légende de l'amour*, et dont l'épigraphe, tirée[3] des hymnes Védas, nous avertit, dès la couverture, que l'auteur renonce, en toute simplicité, à une appauvrissante modestie, pour tenter, à son tour, de retrouver l'élan des légendes épiques. Joseph Delteil, lui aussi, avait voulu, l'année dernière, faire son épopée[4]. Mais si la candeur de Delteil est suspecte, celle de M. Wilfrid Lucas ne l'est pas.

Il y a onze mille ans que son arrivées les choses qu'il nous raconte, dans « une terre merveilleuse qui, depuis la période miocène, gît quelque part au fond des mers, entre l'Australie et Madagascar ».

Il y avait alors, là-bas, un vaste continent qui s'appelait la Lémurie. N'allez point chercher l'étymologie de ce nom dans ces lémures inquiétants, aux vagues figures d'au-delà, qui troublaient les songes des vieux Romains ! Lémurie, c'est l'anagramme de Lumière, tout simplement ; et la métropole du pays se nommait la Cité rayonnante.

Un barbare indien, saisi par l'appel de l'inconnu, s'en alla sur la mer à la recherche de la Ville de Lumière, qui est surtout celle de l'Amour. C'est

1. *La Jeune-République*, 11 novembre 1927, p. 2, col. 2-3.

2. Wilfrid Lucas (1882-1976), écrivain normand, a débuté avant la guerre par un recueil de poèmes, *Les roses s'ouvrent* (1911) ; est venue ensuite une « pièce sacrée » créée en septembre 1921 en plein air au Pré-Catelan et publiée en 1923, *Marie de Magdala*, puis *La Cité bleue* mentionnée ici (1926). *La Route de lumière* se présente comme un récit mi-romanesque, mi-poétique, dont on s'étonne que Guillemin ait pu apprécier le style bien fatigant…

3. Dans *La Jeune-République* on lit « tiré », je corrige.

4. Joseph Delteil (1894-1978) a publié en 1926 *Les Poilus, épopée*, aux Éditions du Loup. Sa reprise chez Grasset, la même année, précise : « Histoire illustrée de la Grand'Guerre 1914-1918 ». Toutefois, au moment où Guillemin écrit, la notoriété de Delteil lui vient surtout de sa surprenante *Jeanne d'Arc* (1925).

la terre des « hommes de la nature », où il n'y a que concorde et où la science même est innée.

Cependant Yani le barbare n'y connut pas la félicité. S'il y trouva l'aubaine de deux maîtresses successives parmi les « femmes merveilleusement artificielles », « aux yeux bleus, aux lèvres peintes », il s'aperçut bientôt que la Cité rayonnante, au doux communisme éthéré, possédait pourtant un grand conseil d'humeur difficile, des guerriers, et même des esclaves, qui furent pour lui moins accueillants que ses deux petites amies aux noms étranges.

Si bien que les mauvais cœurs pourraient dire, peut-être, au bout de ce livre enthousiaste, qu'en fin de compte il est assez décourageant, que le Barbare, malgré tout son désir, n'a rien compris à la distinction des deux amours, et que, dans la Lémurie elle-même – j'allais écrire dans Salente, mais Fénelon aurait, sans doute, réprouvé les femmes peintes[1] –, l'ordre social était bien un peu xénophobe.

Tout de même *La Route de Lumière* vaut la peine d'être lue. Il y a, vers la fin, une fuite dans la Savane de l'amante avec l'amant, qui rappelle singulièrement *Atala* ; on y retrouve jusqu'à l'ermite. Il est vrai que l'ermite de M. Wilfrid Lucas n'a guère de commun, avec celui de Chateaubriand, que la profession.

Et par endroits, une poésie réelle flotte à travers les pages, sur « les bruyères endormies », la « grève baignée de lumière où les vagues s'en venaient doucement, une par une », et aussi dans cette faible brise qui, un soir d'amour, « allait et venait entre les feuilles, comme pour unir toutes choses ».

La Route de Lumière qu'a suivie Yani, le pauvre barbare, ne l'a mené nulle part, sinon à des désillusions et des souffrances. Mais elle nous a valu tout de même, à nous autres lecteurs, au long du chemin, la rencontre de quelques fleurs et l'odeur des parfums oubliés.

Henri GUILLEMIN.

1. Salente est le nom de la cité idéale imaginée par Fénelon dans ses *Aventures de Télémaque* (1699) ; si Guillemin dit qu'il aurait « réprouvé les femmes peintes », ce n'est pas parce qu'il était évêque, mais parce que son livre était destiné à l'éducation du duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV, encore adolescent à l'époque de la publication.

Le Cirque
de Charles Chaplin[1]

L'avait-on assez attendu, ce *Cirque* de Charles Chaplin !

À la "première", au cinéma Marivaux[2], est accouru ce Tout-Paris littéraire, artistique et mondain qu'on voyait avant-guerre aux grandes premières des théâtres.

Quand « Charlot » parut sur l'écran, de dos, avec sa silhouette immortelle, on fit à cette image muette une immense ovation.

On savait que le film avait été retardé, arrêté même ; que Chaplin ne pouvait continuer son travail au milieu de difficultés et de souffrances sans nombre, – une confuse histoire de divorce[3]. On a voulu, bien entendu, juger sans rien savoir, se mêler d'un tas de choses qui ne regardaient personne, donner tort ou raison à Chaplin, selon cette mauvaise coutume que l'on a de vouloir scruter, d'un artiste, sa pauvre vie humaine, si semblable, au fond, à toutes les autres, comme si l'on voulait négliger justement ce qui le distingue et l'élève, ce qui fait de lui ce qu'il est, son talent, ou bien son génie, tout ce qu'il a en lui d'unique, et qu'il nous livre, – pour ne regarder qu'à côté[4].

On veut découvrir dans *Le Cirque* quelque chose de cette tristesse secrète de Chaplin, l'écho de ses infortunes. On paraît oublier qu'à travers *La Ruée vers l'or*, *Le Pèlerin*, *L'Émigrant* déjà[5], avant qu'il fût question de ses

1. *La Jeune-République*, 30 mars 1928, p. 1, col. 6. – Pour cet article sur Chaplin Guillemin bénéficie d'une place à la "une".

2. Ce grand cinéma du boulevard des Italiens déjà mentionné p. 263 a été inauguré en avril 1919 et a disparu en juin 1986. Avant *Le Cirque*, projeté pour la première fois le 16 février 1928, il a déjà programmé, entre autres, *La Ruée vers l'or* (22 septembre 1925), ainsi que *Le Mécano de la "General"* de Keaton (4 février 1927) et *Napoléon* d'Abel Gance (18 novembre 1927).

3. Charles Spencer Chaplin (1889-1977), célèbre depuis le milieu des années 1910 comme cinéaste, a connu une vie privée pour le moins houleuse. Le divorce dont il s'agit ici est celui d'avec sa deuxième femme, Lita Grey (1908-1995), épousée en novembre 1924. Le scandale public provoqué par la procédure de divorce, qui dura plusieurs mois en 1926-1927, a en effet entraîné la suspension du tournage pendant près d'un an.

4. Ce qu'on a si souvent reproché à Guillemin par la suite !

5. *Le Pèlerin*, tourné en 1922, est un moyen métrage d'une heure, sorti aux États-Unis le 26 février 1923. *L'Émigrant* est un court métrage plus ancien, sorti le 17 juin 1917. Dans les deux

chagrins intimes, le même pessimisme régnait déjà. *Le Cirque*, dira-t-on, finit mal, alors que la *Ruée* finissait bien. Oui, à peu près comme *Tartufe*, d'un dénouement aussi postiche qui brisait volontairement la logique de l'action, afin de ne point la laisser aboutir à sa douloureuse conclusion naturelle.

Le Cirque est l'œuvre de Charles Chaplin la plus voisine de son *Opinion publique*[1]. J'entends dire qu'il aurait l'intention de renoncer à "tourner" lui-même, pour bâtir, seulement, des films dont il serait toujours l'auteur et le metteur en scène, mais non plus maintenant l'acteur. Ce n'est point chose invraisemblable. D'œuvre en œuvre, on dirait que Charles Chaplin en est venu à se heurter au mur du fond de sa manière, par un envahissement progressif, un peu plus marqué dans chaque film, du tragique interne de son génie, d'abord obscur et latent, et qui, maintenant, affleure et déborde.

Au dernier tiers du *Cirque* on ne rit plus. Il y a, dans toute cette fin, quelque chose de navrant et d'atroce ; et le vagabond minable a beau s'en aller en cambrant le torse et faisant tournoyer sa badine, on sent trop bien qu'il y a, dans cette attitude, comme une forfanterie héroïque, une espèce d'insolence désespérée au Destin.

Charles Spencer Chaplin a vraiment conquis l'univers. Il n'est plus seulement la joie du peuple, comme il l'était dans ses premières farces, analogues aux bouffonneries des débuts de Molière en province. Il est assez riche maintenant de pensée et de vie pour satisfaire à la fois ceux qui ne peuvent ou ne veulent connaître de lui que le pitre craintif et rusé, et tous les autres aussi qui, derrière les gambades et les facéties, découvrent les profondeurs amères d'une âme.

Un très grand artiste ; le plus grand, sans doute, de l'écran.

Henri GUILLEMIN.

films l'interprète féminine aux côtés de Charlot est Edna Purviance (1895-1958), sa partenaire depuis 1915 et dans plus de trente films.

1. Premier film de Chaplin sans Charlot, commencé en novembre 1922 et sorti aux États-Unis en septembre 1923 avec Edna Purviance dans le rôle principal, ce long métrage connut un succès critique mais fut délaissé par le public, privé de sa vedette.

Chapitre X
Deux récits[1]

L'iceberg (histoire vraie)[2]

Je ne vous dirai que son prénom, et ce ne sera pour nous, si vous voulez, que *Gabriel* tout court[3]. Quand il arriva parmi nous autres qui préparions notre concours, tout le monde s'aperçut vite que le nouveau venu n'était pas un de ces camarades atones et sans personnalité, dont nous disions parfois, entre nous, qu'ils « n'existaient pas ».

« Exister », pour nous, c'était prendre parti, parler dans les grands problèmes dont nous discutions sans cesse. Ah ! ces discussions ! Allez donc imiter l'admirable ordonnance ces causeries philosophiques d'un salon dix-huitième siècle, exactes comme un jardin à la française, quand, au lieu de gentilhommes[4] poudrés, ce sont de grands diables de vingt ans, débraillés et les cheveux fous qui mettent tout leur cœur et tous les muscles de leur gosier à soutenir, dans l'incohérence du tumulte, leurs convictions passionnées !

Sur nous tous, Gabriel avait deux supériorités éminentes : il avait de la barbe et un sang-froid à toute épreuve. Au milieu des pires orages, il gardait un calme exaspérant et manifestait sa lucidité par des remarques agiles et venimeuses qui déchaînaient les ouragans de rire aux dépens du malheureux

1. Je place ici pour finir deux textes narratifs qui "encadrent", peut-on dire, l'ensemble des publications de Guillemin chez Sangnier, puisque le premier a été écrit dès la fin de 1923 et que le second a été publié en 1935.

2. *L'Almanach pour 1924*, éd. de la Jeune-République, [novembre ou décembre 1923, daté 1924], p. 27-30. – En tête une gravure représentant un iceberg.

3. Si Guillemin donne le vrai prénom, comme il l'annonce, il ne peut s'agir que de Gabriel Germain, déjà nommé ci-dessus p. 103 et p. 106 ; il est né le 28 août 1903 à Paris mais, pour une raison que j'ignore, est venu au lycée du Parc de Lyon faire une première ou une deuxième année de "khâgne" ; la tournure du texte (« il arriva parmi nous ») suggère même une venue en cours d'année. En tout cas il a été reçu rue d'Ulm en 1923 comme Guillemin, et leur amitié est née de leur appartenance commune à la Jeune-République, dès 1922 (voir G. Germain, *Le Regard intérieur*, Seuil, 1968, p. 33, et la suite, passionnante, sur Marc Sangnier).

4. *Sic* dans l'*Almanach*, il faudrait en principe écrire « gentilshommes ».

orateur de l'instant, dont la phrase demeurait un pied en l'air, effarée et vacillante.

La situation était très claire : d'un côté, les catholiques, par bonheur tous unis dans l'absolue conformité de leurs opinions : nous étions huit, tous « Jeunes-Républicains » ; de l'autre, si l'on excepte les « amorphes », une troupe moins homogène, mais plus forte que la nôtre, fissurée en beaucoup de points, mais une cependant, grâce à l'anticléricalisme. Tous de braves types, eux et nous. Nous nous disputions comme des charretiers, mais nous nous aimions bien tout de même, confiants les uns dans les autres, sûrs de notre mutuelle sincérité, heureux de sentir vraiment, dans tous les cœurs, l'élan vers les idées pures. On me regardait comme le chef des catholiques. Pratensis[1] dirigeait les adversaires.

À la première séance de combat qui suivit l'arrivée de Gabriel, Pratensis et moi tendions nos esprits avides de connaître l'opinion du « barbu ». L'oracle parla. Et ce qu'il dit était à peu près ceci :

« Les catholiques sont tous, ou bien de pauvres ignares, innocents parce qu'imbéciles, ou bien des criminels ».

J'étais fixé. J'entame tout de même l'exposé que je méditais, et, vaguement inquiet d'une présence insolite, j'essaie de dire à tous, le plus simplement possible, que la Jeune-République est bien autre chose que ce que l'on connaît d'elle par la seule lecture de son programme, mais qu'elle a dans les cœurs une base profonde, qu'elle atteint l'âme, qu'elle fait du « Jeune-Républicain » un autre homme, qu'elle est une vie enfin, toute une vie.

… Et je me laisse entraîner ; et me voici chevauchant des métaphores :

« La Jeune-République, voyez-vous, est comme un iceberg : quelques mètres seulement dépassent la surface des flots ; mais, sous la mer, échappant aux regards malhabiles, une base énorme s'enfonce, qu'on ne devine qu'en la touchant… »

Un éclat de rire sec. Gabriel lance de sa voix nette :

« Très fort en littérature, jeune homme !… »

Et le voilà parti dans un éreintement formidable de mon pauvre "laïus". Ses nouveaux amis l'applaudissent ; sa verve augmente. Sous les rires, sans méchanceté pourtant, mais d'une franchise énorme, je perds mon assurance : mauvaise journée pour la Jeune-République !…

D'un coup, du premier coup, Gabriel s'imposait comme un chef.

1. Désignation d'un camarade non identifié, qui se nomme peut-être Després (ou des Prés, ou Desprez), puisque c'est le sens de l'adjectif latin *pratensis*.

On le respectait pour son esprit aigu, son extraordinaire valeur professionnelle, qui s'affirmait chaque jour de plus en plus. Personne ne l'aimait cependant. Sa défiance, sa raideur, sa causticité écartaient de lui toute affection. Il fermait son cœur obstinément et, sous son front bossué, s'édifiaient les plans rigides de la future cité collectiviste. Il vivait sur un piédestal dressé par lui-même, et s'y complaisait : on devinait, à sa lèvre narquoise, un mépris transcendant de tous et de ceux mêmes qui le célébraient.

Les grandes vacances arrivèrent ; un hasard voulut que Gabriel vînt[1] dans ma ville. Je le vis avec surprise me rendre visite deux fois, puis trois, puis quatre… Il me lisait des vers qu'il avait écrits, des pages de romans qu'il méditait. Je ne voyais là qu'un désir de louanges et je faisais l'indifférent, le dilettante, les jambes sur un bras de mon fauteuil, le coude sur ma table, écoutant et hochant la tête, en connaisseur.

Mais je sentis vite qu'il voulait bien moins m'intéresser à la valeur littéraire de ses œuvres, qu'aux palpitations de son cœur qu'elles traduisaient, et une émotion me traversa de voir Gabriel le taciturne entr'ouvrir pour moi, dans un geste timide et précieux de confiance, les profondeurs d'une intimité que son farouche orgueil cachait obstinément à l'univers.

… Et, traînant après lui un émoi magnifique, le pressentiment me saisit d'une grande tâche divine à accomplir, dont j'étais l'ouvrier sans mérite et prédestiné. Et, tout d'un coup, derrière l'éclat des mots et la ciselure des phrases, une âme frissonnante m'apparut qui, du fond des ténèbres fiévreuses, tentait[2] un élan obscur vers la lumière du dieu inconnu.

Dès lors, je me fis simple et confiant, moi aussi ; je dis à Gabriel mon affection exaltante pour Marc Sangnier, l'enthousiasme de notre idéal… Nous étions seuls dans mon jardin, sous le soleil calme et les grands marronniers verts. Gabriel, qui se taisait toujours, depuis que j'avais entrepris de lui ouvrir mon cœur, prit la parole :

« J'ai dû te faire de la peine, hein ? le jour où, au lycée, je t'ai blagué quand tu disais à tous ce que tu me dis à moi maintenant ? Tu te souviens ? »

Je ris :

« Ah ! oui, mes métaphores, mon iceberg à la dérive… Oh ! tu sais, c'est bien oublié, tout ça ! »

---

1. L'*Almanach* imprime « vint », je rétablis l'accent du subjonctif seul correct en bonne grammaire. – Les « grandes vacances » doivent être celles de 1922.

2. Dans l'*Almanach* on lit « tendait », qui ne donne pas à la phrase un sens bien satisfaisant ; je propose la correction la plus proche et la plus simple.

Alors Gabriel mit sa main sur mon épaule, et je sentis qu'il tremblait, et je remerciai tout bas le bon Dieu de l'avoir appelé à Sa Lumière et à son Amour.

Mais Gabriel se leva pour me quitter ; nous causions maintenant en camarades, gaiement ! – on ne peut pas toujours être graves ! Nous échangions les poignées de main, et il allait partir, quand il se ravisa, comme tiré en arrière par une idée obsédante :

« Tout de même, je ne "pige" toujours pas ton iceberg, dit-il en riant ; je ne vois toujours pas bien ce que tu as voulu dire. »

Et je répondis de même :

« Ça viendra ! »

À la rentrée, nous nous retrouvâmes tous ; et le jour de la Toussaint, Gabriel communia à côté de moi. Son ancien parti, décapité, flottait. Puis la vie reprit, semblable. Les luttes épiques recommencèrent. Pratensis, ardent, se multipliait ; je haranguais à cœur joie ; Gabriel se taisait.

Mais il n'était plus reconnaissable. Au lieu de se glisser oblique, son regard allait droit au vôtre. Ses gestes même n'avaient plus leur raideur brutale. On sentait en lui la volonté de se faire aimer.

C'est alors qu'un matin, le terrible Pratensis, me prenant par le bras, m'entraîna dans la cour :

« Vieux, me dit-il, sale vieux ! qui nous a pris Gabriel ?… »

Je protestai.

« Tais-toi ! Faut que je te dise, vois-tu, t'as bien travaillé quand même. Je rage, mais je ne peux pas m'empêcher de te dire comme je suis content de le voir simple maintenant, dévoué, confiant, "chic" enfin, avec tout le monde…

« Pas vrai, dis ? que tu es un plus "bath type" que l'an dernier », cria-t-il à Gabriel qui passait à côté de nous.

Gabriel se retourna et, nous prenant tous les deux par la main :

« C'est l'Iceberg », dit-il dans un sourire, en me regardant doucement.

Henri GUILLEMIN.

Le sergent[1]

À J. R[2].

Les journées de novembre sont courtes. Dès avant cinq heures on n'y voit plus rien dans les maisons. Les fenêtres de l'Hôpital étaient éclairées quand j'entrai dans la cour. Le concierge m'indiqua les salles réservées aux soldats[3].

C'est à six heures, aux casernes, qu'on mange la soupe du soir. L'hôpital ne suit pas la règle : on s'y lève une heure plus tard, on y dîne une heure plus tôt. Tout au bout de la grande salle où l'infirmière me précéda, je vis, alignés de chaque côté d'une table longue, ceux qui allaient être mes camarades. Il n'y avait, dans la vaste pièce, très haute de plafond, qu'une seule lampe électrique ; faible, allumée au-dessus de la table ; elle pendait à mi-hauteur, trop loin du parquet, et n'éclairait guère.

« Vous arrivez juste pour manger, mon petit, me dit l'infirmière. Enlevez donc votre capote. Tenez, voilà votre lit. Vous serez bien là, juste à côté du sergent. »

Près de la porte il y avait en effet un lit qui n'était pas comme les autres. Il avait de grands montants de fer à chaque angle, et des tringles horizontales qui lui donnaient l'aspect d'une cage, d'un châssis de cage plutôt, où manquaient les barreaux. D'un côté, du côté même qui regardait mon lit, un rideau blanc était tendu ; de l'autre, c'était le mur. Ainsi le sergent, qui couchait dans la même salle que les autres, se trouvait tout de même un peu isolé dans son sommeil, à l'abri des regards. Il avait droit aussi à un grand fauteuil en cuir, à dossier incliné. Sur un des accoudoirs la clarté pauvre de la lampe mettait une lumière.

1. *L'Éveil des peuples*, 17 février 1935, en "rez-de-chaussée" des p. 2 et 3.

2. Initiales de Jacqueline Rödel (1910-2001), la fiancée d'Henri Guillemin à l'époque de la rédaction de ce récit (ils se sont mariés en 1928). Cette dédicace apposée sur le manuscrit en 1927 est restée en place lors de la publication de 1935, et naturellement je la conserve.

3. Comme l'indique la date exacte placée à la fin après la signature, le cadre de ce récit est l'hôpital militaire où Guillemin a passé les examens pulmonaires qui ont conduit à sa réforme et l'ont dispensé de service militaire.

Le sergent n'était pas là quand j'arrivai. Et c'est seulement après le dîner que je le vis. Nous avions débarrassé la table, emporté les couverts à la cuisine, et devant nous, jusqu'au moment de dormir, nous avions trois longues heures vides à tuer. Il n'y avait aucun grand malade dans cette salle, aucun même qui eût la fièvre, et dût rester couché. Si bien qu'au soir, après la soupe, nous étions là, tous, à ne savoir que devenir.

Je regardais mes camarades. Ils étaient vautrés sur des chaises, le long de la table, à moitié endormis, immobiles.

Un seul remuait, se levait, lançait des blagues, essayait de secouer la torpeur générale. On l'accueillait mal, du reste.

« Fous-nous la paix, Négro, tu nous "cours"… »

Négro, l'extraordinaire garçon ! « artiste lyrique », dans le civil. Des cheveux moussus, le front haut et des yeux bruns si vifs, pas très rassurants…

Ce fut Négro, bien sûr, qui lança :

« Sergent, si vous nous faisiez des tours de cartes ? »

Négro m'expliquait, en phrases explosives, l'extraordinaire habileté du sergent, ses prestidigitations inouïes, qui le « laissaient vert, parfaitement, lui, Négro ».

Quand on l'eût un peu prié le sergent se décida. Je le vis apparaître du fond de l'ombre et s'avancer, un peu penché en avant et sans remuer le corps.

Je m'extasiai comme tout le monde sur ses tours d'adresse, l'étonnante disparition des as dans le jeu de trente-deux cartes, l'apparition d'un valet sous le livre où nous avions pourtant vu une dame, les surprises chaque fois renouvelées du bonneteau, mais plus que le jeu, c'était l'homme que je regardais. Il était debout derrière la table et le plus éclairé de nous tous. L'allure et le visage des officiers que je venais de voir me revenaient à l'esprit d'eux-mêmes, ressuscités par le contraste qu'ils faisaient tous avec l'aspect de ce sergent, soldat de métier pourtant, et qui avait si peu l'air d'un soldat. Un bureaucrate, bien plutôt, oui, un bureaucrate méticuleux, c'était la pensée qui vous venait tout de suite devant lui. Il pouvait avoir de quarante à cinquante ans ; ses cheveux étaient un peu grisonnants, soigneusement peignés, coupés d'une raie bien droite sur le côté. Ses moustaches de mode ancienne se relevaient aux coins de la bouche en petites pointes minces roulées. De la vareuse bien agrafée, un faux-col empesé dépassait d'une ligne[1]. Et dans ce visage jaune, aux traits creusés, que la maigreur rendait encore plus anguleux, les yeux s'ouvraient mal, enfoncés sous le front comme dans des

1. Vieille mesure antérieure au système métrique, d'une valeur de 2,26 mm environ.

porches d'ombre, avec de lourdes paupières bombées qui s'entrebâillaient à peine.

Il parlait sans élever la voix, mais on avait le sentiment qu'il n'aurait pu parler plus haut sans faire un très gros effort. Il s'animait à son jeu et je suivais son regard, mais je ne le voyais jamais s'éclairer. Il était toujours faible et presque un peu vitreux. Et c'était étrange d'entendre ces mots alertes, de voir l'agilité de ces mains et de ne trouver dans ces yeux qu'une lumière voilée et comme morte.

À un moment, au beau milieu d'une passe ardue, ses mains se mirent à trembler, et il manqua son coup. Négro eut un bon rire, rassurant : « À refaire », dit-il. J'échangeai avec lui un regard. Le sergent ramassa les cartes et recommença sa tentative. Ses mains tremblaient toujours.

« C'est drôle, dit-il, comme se parlant à lui-même, je ne sais pas ce que j'ai ce soir. »

Je regardais ces doigts livides, aux ongles blêmes. Tous les camarades se taisaient. Nous sentions bien, Négro et moi, qu'il aurait fallu dire quelque chose, plaisanter, ne pas avoir l'air surtout de remarquer ce tremblement. Courbé en deux, le sergent s'appliquait, fronçant un peu le sourcil, raidi contre son corps. « Tire une carte, toi. » C'était la troisième fois qu'il me le demandait, s'acharnant à ce coup que le frémissement de ses doigts empêchait toujours de réussir. Je pris une carte. « Regarde-la bien. Mets-la où tu voudras dans le jeu. » Je l'avais placée à peine que le sergent lâcha le paquet de cartes. Il se redressa et s'essuya les lèvres avec son mouchoir. Nous avions tous levé les yeux vers son visage.

Les cartes restaient en désordre sur la table. Le sergent sans rien nous dire s'en allait vers son lit, tenant toujours son mouchoir sur sa bouche.

« Et vous avez fait toute la guerre ?

— Je suis parti le 3 août[1] ; le 12 je tirais mon premier coup de fusil en avant de Sarrebourg, et le 21 je recevais ma première blessure, une balle dans la tête à bout portant, heureusement ! parce qu'elle n'a rien fracassé. Elle a fait seulement un trou là, vers l'oreille, vous voyez la marque… »

Le sergent se penchait vers moi et me montrait avec son doigt une place creuse, blanchâtre, sous l'os en saillie de sa joue. Il faisait un beau soleil clair de novembre, presque chaud encore, qui dorait la façade de l'hospice.

1. Le jour même de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, la mobilisation ayant commencé la veille 2 août.

Nous étions descendus tous deux respirer un peu au jardin. Il avait mis sa capote soigneusement boutonnée et son ceinturon par-dessus, comme s'il avait dû sortir en ville. Moi j'avais seulement jeté ma capote sur mes épaules, en pèlerine, et nous marchions de long en large, lentement sur le gravier. Je m'étais nommé en l'abordant ; il connaissait un peu mon père. Et je le sentais heureux de parler de lui, de ses jours de gloire, de sa maladie aussi. Il était tout redressé ce matin et il causait la tête bien droite, les mains derrière le dos. Tout à l'heure en arrivant au grand air, dans la cour, il s'était assis quelques minutes sur le banc de pierre à côté de la porte.

Comme s'excusant il m'avait dit : « C'est que voilà plus de trois semaines que je n'ai pas été dehors… ». Maintenant il marchait fermement ; mais il n'eût pas fallu tout de même une bien grande poussée pour le jeter par terre.

« L'année prochaine je pense bien être nommé à Dijon, au recrutement. On monte en grade avec le temps… »

Je le regardais. Il avait un sourire confiant, presque fier. Nous ne disions plus rien. Je me hasardai : « Il y a combien de temps que vous êtes malade ?

— Ça fera juste un mois jeudi prochain. Le premier jour j'ai bien cru que c'était un cancer. Ma femme a couru chez le docteur. Vous pensez ? La veille j'avais eu comme d'habitude ma préparation militaire au stand. J'avais même fait du pas gymnastique. La nuit j'avais bien dormi. Et le matin, malheur ! Deux cuvettes pleines de sang ; du sang pas naturel, on voyait bien ; il était "tourné", tout noir. Je n'étais pas rassuré non plus. "Qu'il ne bouge pas du tout", a dit le docteur. On m'a amené en auto à l'hôpital.

« Dans huit jours on m'opère. Ils m'emmènent à Lyon pour ça, je ne sais pas trop pourquoi. Les ulcères d'estomac, ça s'arrange très bien, surtout le mien, paraît-il ; comme il est placé, ce sera très facile. On a attendu jusqu'à maintenant pour que je sois plus fort.

— Vous vous sentez bien mieux n'est-ce pas ?

— Oh ! oui ! Vous voyez, je marche très bien, je n'ai plus de vertiges. »

Nous tournions toujours dans les allées. Je m'étais mis à son rythme, faisant comme lui de petits pas.

Derrière la grille, de l'autre côté du square, la grosse cloche de Saint-Vincent sonnait à la volée. Au bas des degrés un corbillard attendait. Le sergent s'arrêta pour regarder. Soutenant la bière, les porteurs en casquettes cirées descendaient lourdement les marches.

« Pas léger, le bonhomme ! dit le sergent en riant. Il était plus gras que moi, pour sûr ! »

Mme Marie me l'a dit comme je le pensais déjà : « On lui fait croire que c'est un ulcère, mais c'est bien un cancer qu'il a le sergent. L'opération le prolongera peut-être un petit peu, s'il n'y reste pas. Ça fait de la peine, tout de même. Il a un petit garçon de neuf ans ; vous le verrez bien un de ces jours ; il vient souvent avec sa mère, l'après-midi ».

Je l'ai vue tout à l'heure, la femme du sergent. Son petit garçon n'était pas avec elle. Elle s'est assise près de son mari dans l'angle de la fenêtre. J'ai demandé à l'infirmière pourquoi cette dame était en deuil : c'était la mère de son mari, morte il y a quinze jours à peine. À ce moment-là, le sergent était encore trop faible pour songer à se lever. Il est resté dans son lit, à l'hôpital, pendant l'enterrement. Il a bien dû entendre sonner les cloches de Saint-Vincent. Même fenêtres fermées, on les entend dans les salles.

Elle est assez jolie et souriante, Mme Thivet. Moins de quarante ans, sûrement. Elle parle beaucoup ; à chaque visite elle apporte quelque paquet : des gâteaux secs, de la blédine[1]. Aujourd'hui elle a posé sur la petite table des œillets rouges et Mme Marie les a mis dans un verre avec un peu d'eau. Est-ce qu'on lui a dit, à cette femme, que son mari a un cancer ? Si elle le sait, en tous cas, comme elle joue bien la comédie de la confiance et de l'entrain !

« Tu dors mieux maintenant ?

— Oh ! pas encore trop bien, trois quatre heures. » Elle saute vite à autre chose. « Je ne pense pas. Je peux suffisamment me tenir à présent… » Puis ce sont des histoires racontées plus bas, pour que nous n'entendions pas, nous autres, dispersés dans la salle, à la table, près des radiateurs, dans tous les coins.

Mme Marie vient faire un brin de causette, elle aussi. Elle lève toujours la tête en parlant, parce que ses lunettes ne tiennent pas bien et glissent sur son nez ; elle pose les mains sur ses genoux et se tourne malaisément sur sa chaise à cause de son corset qui emprisonne durement son ventre et sa poitrine volumineuse.

Elles n'en finissent plus, ces journées d'hôpital. Le matin passe encore à peu près parce qu'on déjeune à onze heures ; mais l'après-midi, à peine coupé une demi-heure par la soupe, s'étire interminable. Le soleil s'est bien montré,

1. Marque, déposée en 1910, d'une farine inventée en 1881 par deux pharmaciens et destinée à l'origine aux bébés et aux enfants intolérants au lactose ; il en existe aujourd'hui diverses variétés commercialisées par le groupe Danone.

un jour. Mais depuis il n'est plus revenu. Nos fenêtres donnent sur une cour étroite ; un sapin maigre s'élève au milieu, et au-dessus des toits, c'est toujours le même ciel informe, gris de brume.

À midi, on voit passer le sergent portant un petit appareil en fer, une sorte de minuscule pressoir, avec une longue vis et une poignée. Il l'accroche à un montant de son lit et se livre à un patient travail silencieux. C'est de la viande de cheval qu'il pressure ainsi ; un jus pâle s'égoutte dans un bol. Du jus de viande, un bouillon lacté, c'est tout ce que le sergent peut manger.

L'autre jour, une petite amie apporta à Négro un brochet qu'elle avait acheté à la Halle, le matin. Le poisson avait fait envie au sergent. Il était allé le regarder à la cuisine. On l'avait mis dans un baquet d'eau où il tournait à angles brusques, ayant repris vie tout de suite. Négro le lui offrit de bon cœur. Le sergent disait : « On ne me permet bien que des liquides ; mais je demanderai à Mme Marie. En le cuisant bien, ça ne me fera pas de mal ». Il mettait son doigt jaune dans le baquet et touchait le dos du brochet qui filait droit. Sur l'eau calmée on voyait le reflet de son visage où les ombres s'accusaient encore.

Mme Marie ne permit pas au sergent de manger le poisson : « Allons ! M. Thivet, vous savez bien que c'est défendu. Vous êtes donc comme un enfant, voyons ! »

Un nouveau arriva, une après-midi. C'était un "bleu" que le major envoyait en observation pour des poumons suspects. Il entra dans la salle en marchant sur la pointe des pieds. Il avait une figure coupante et sans couleur, des cheveux en brosse, un regard désert.

L'infirmière lui donna un lit dans une chambre à côté de la nôtre. Elle nous dit ensuite : « C'est un séminariste, mes petits. Vous ne le ferez pas enrager ».

Lorsqu'elle eut fermé la porte derrière elle, le sergent qui s'était assis avec nous déclara : « M'étonne pas ! avec cette tête-là ça ne pouvait être qu'un ratichon ou un larbin ».

Il y eut de gros rires complaisants.

C'est curieux, tous ces garçons, ils sont bien pareils à ceux que j'ai connus il y a un mois à la caserne ; les mêmes mains brutales, les mêmes laideurs, les mêmes regards sans lumière et pourtant il n'y a plus ici ce perpétuel besoin de grossièretés qui éclataient dans la chambrée. Même quand Mme Marie n'est pas là on n'entend pas de ces refrains balourds, où la voix s'avachit exprès. Ces premières nuits à la caserne, quel triste souvenir ! Les

braillards n'en finissaient pas. Le caporal chef de chambrée y allait aussi de ses blagues épaisses, et, parce que c'était lui, tout le monde riait très fort. Et vous, ceux d'ici, vous avez fait comme les camarades, bien sûr, toi Micoux, toi Lebœuf et toi aussi vieux Lauberon qui prends[1] un air si pitoyable à la visite du major chaque matin ! Le soir, dès la lumière éteinte, pas un bruit dans la chambre, hors les respirations parfois sonores. Personne ne parle. On n'est pas fatigué et on dort quand même tout de suite.

Le major a dit ce matin au sergent : « C'est demain que vous partirez, au train de sept heures. Ce n'est pas trop tôt ? »

Le sergent a souri, inclinant la tête :

« Vous irez à pied, n'est-ce pas ? À Perrache une auto vous attendra pour vous conduire à Desgenettes.

— Bien, Monsieur le Major. » Le sergent a l'air heureux. Il lisse sa moustache et me dit d'un ton gaillard quand le Major est parti : « Me voici au port, tout de même… »

Quel port ?

Mme Marie m'a pris à part. Elle aime bien venir me parler, et c'est une brave femme très simple.

« Il part demain, le sergent. — Oui, Mme Marie, j'ai entendu le Major qui le lui disait ce matin. — Il est fichu, vous savez. On ne le reverra pas. » Elle secoue sa grosse tête sur son double menton. Je ne peux rien répondre, sinon dire comme elle.

Avant déjeuner, le sergent est allé prendre un bain. Nous avions déjà fini de manger quand il revint. Il passa à côté de la table sans rien nous dire. D'habitude pourtant il jetait un mot cordial au drôle. Je remarquai ses yeux moins ouverts encore que de coutume, presque papillotants à la lumière du jour, et sous la moustache ses lèvres exsangues.

Je sus dans l'après-midi qu'il s'était pesé au sortir du bain. La balance avait marqué 42 kilogrammes 800. Je me rappelle le chiffre bien exactement tant Mme Marie en avait paru atterrée[2] : « Songez donc ! pour un homme de sa taille, pas même 43 kilogrammes. Il a encore maigri de trois kilo-

1. Dans *L'Éveil des peuples* on lit « prend », je corrige puisque l'apostrophe demande que le verbe soit à la deuxième personne. On remarque par ailleurs qu'ici on lit « Lauberon », et plus loin « Lauferon » : l'une des deux formes est forcément une fausse lecture du manuscrit.

2. *L'Éveil des peuples* imprime la vieille forme « attérée », j'adopte comme dans les autres cas semblables la forme qui l'a emporté (voir p. 110 et n. 2).

grammes cette quinzaine ! Il faudra bien prier pour lui, dimanche, n'est-ce pas, mon petit ? Il en a bien besoin je crois. Il n'a guère de bonnes idées, pauvre homme ! »

Négro a pris sa mandoline. Il en joue quelquefois, pour passer le temps, l'après-midi. Nous sommes debout, autour de lui, quatre ou cinq. Il n'est pas très habile là-dessus, Négro ; et souvent il tourne un peu autour de la note juste avant de la saisir, mais on n'y fait pas attention. Tout de même il a quelques airs bien dans les doigts, des scies à la mode ou des vieilleries sympathiques que la mandoline rend toutes grelottantes :

Viens danser Ninette,
Viens au bal musette…

Bendouba, le sidi[1], a mis sa chéchia de travers, et il nous regarde les uns après les autres, étonné on ne sait de quoi.

Le sergent ne s'est pas approché. Il tourne le dos à la musique, renversé dans son grand fauteuil le visage tourné vers la fenêtre. Sa femme viendra tout à l'heure. Il lui dira que c'est demain le départ ; mais il ne parlera pas de la pesée, sinistre indice du corps qui s'en va.

Mme Thivet est partie à cinq heures.

« Je viendrai te chercher demain un peu avant sept heures. » Elle l'a embrassé, sur le pas de la porte, pas plus fort, pas plus longtemps que d'ordinaire, d'un bon baiser tranquille :

« Je t'enverrai Lulu tout à l'heure, quand il sera rentré de classe. »

Je suis venu m'asseoir près de ma fenêtre. Il n'y a que mon lit entre le sergent et moi. Sous la lampe les camarades ont repris leur éternelle manille. Négro est en ville. Je ne vois rien dans cette ombre où je demeure sans mouvement, appuyé au radiateur. Lui non plus, le sergent, il ne bouge pas ; il a bu son laitage, son jus de viande. Il reste bien immobile, comme le major l'a prescrit, pour que la digestion s'opère au mieux, sans trouble.

Mon lit me masque la porte jusqu'au milieu. Je viens de la voir s'ouvrir. Elle s'est refermée. Mais je n'ai pas vu qui entrait. Je devine le petit garçon du sergent. C'est bien lui. J'entends que son père l'embrasse : « Alors tu pars demain, papa ? Ça ne va pas durer longtemps ? Quand est-ce que tu reviendras ?

1. Le Nord-Africain. Cette appellation familière courante à l'époque coloniale ne passait pas pour injurieuse.

— Viens sur mes genoux, tiens comme çà, là ». Le sergent a évité la réponse et le petit a déjà oublié sa question.

« Qu'est-ce que tu as fait aujourd'hui ?

— J'ai fait du calcul ce matin, et de la grammaire, et de la géographie ce soir. J'ai été au catéchisme aussi, c'était le jour. Qu'est-ce qu'on a rigolé !

— Pourquoi donc, Lulu, as-tu tellement rigolé comme tu dis ?

— Il n'entend pas clair l'abbé Perraud, alors tu penses ce qu'on lui chante ! C'est tellement barbe le caté ! »

Alors le sergent baissa encore la voix : « Il ne faut pas dire ça Lulu ; ta maman veut que tu y ailles, et moi j'y tiens aussi[1]. S'il est un sourd, votre abbé, raison de plus pour être gentils avec lui ».

Le gamin n'insista pas. Je n'entendais plus rien. Ils parlaient peut-être très bas tous les deux, mais je ne crois pas ; j'aurais bien perçu au moins un chuchotement. Tout à coup : « Tu sais, j'ai gagné dix billes à Duroux à quatre heures ». Le fauteuil craqua : « Ne saute pas comme ça, Lulu, tu me secoues trop ! »

Le petit ne dit plus rien.

« Faut pas que je reste longtemps, tu sais, maman l'a dit.

— Tu veux t'en aller ? » Le sergent a parlé très simplement. Il doit songer qu'en effet, il n'est pas un compagnon bien gai pour son petit garçon ; dès qu'il remue un peu, voilà son père qui proteste ! Et puis toute cette ombre est lugubre, avec cette pâle lumière qui vient de la fenêtre et montre vaguement sur la table de nuit ces bols de métal émaillé et ce thermomètre debout dans un tube.

Les pieds du petit retombent par terre. Le sergent l'a fait descendre de ses genoux : « Tu seras sage avec ta maman pendant que je ne serai pas là. Tu me promets, Lulu. Non, écoute, c'est sérieux ce que je te dis. Il faudra être sage, ne pas la contrarier, bien lui obéir. Entendu hein ? Sûr ? Embrasse-moi ».

Le petit s'est sauvé. Il a fermé la porte un grand coup. Je l'entends qui trotte avec ses souliers ferrés et dégringole au galop l'escalier sonore.

Huit heures et demie[2]. Tout le monde est couché. La veilleuse au-dessus du cadran éclaire faiblement le bout de la salle. On a mis sur elle une étoffe transparente, couleur citron, qui étouffe encore plus la lumière. C'est Mme

1. Si le sergent a vraiment dit cela à son fils, Guillemin a dû être frappé par la ressemblance avec les attitudes de ses propres parents à l'égard de sa pratique religieuse d'enfant (voir *Henri Guillemin tel quel*, p. 184-185). Mais par ailleurs un certain nombre de détails peuvent rendre tentante l'hypothèse d'un récit, certes, mais largement romancé de façon autobiographique.

2. *L'Éveil des peuples* imprime « et demi », je corrige.

Marie qui éteint chaque soir cette dernière lampe, dans sa tournée des chambres, un peu avant neuf heures.

Bendouba ronfle déjà. Lauferon, sous ses couvertures, dit des mots qu'on ne comprend pas. C'est sa manière, quand il commence à dormir. Pas d'autre bruit. Négro, Guidard, Livet, Lebœuf, tous ils reposent en silence.

Le sergent est couché sur le dos, comme toujours. Il a tiré les draps très haut jusqu'à son menton. J'ai vu, en passant au pied de son lit tout à l'heure, son visage immobile et ses yeux clos.

La porte a grincé. C'est Mme Marie. Je vais voir passer sa silhouette vague ; elle traversera la pièce, éteindra la veilleuse et s'en ira.

Mme Marie a refermé la porte et s'est arrêtée. Voici que je l'entends qui parle au sergent tout bas : « Vous ne dormez pas, M. Thivet. Il ne faut pas trop penser, allez, ça ne sert à rien ! »

Le sergent a fait un mouvement, mais je ne peux rien distinguer dans cette ombre.

« Dites-moi, Mme Marie ; vous pouvez bien me dire mainteant, je suis perdu n'est-ce pas ; c'est un cancer que j'ai ? »

Mme Marie a reçu la question comme un choc. Avant de répondre elle laisse passer une seconde de trop. « Vous n'y pensez pas ! Qu'est-ce que vous me dites là ! Voyons, mon petit ! » Elle lui dit « mon petit », comme à nous autres. Il est vrai qu'elle a bien la soixantaine, et l'air d'une grand-mère un peu.

Elle a repris : « C'est ces kilogrammes en moins qui vous ont frappé. Ça ne prouve rien. Avec ce que vous mangez, c'est pas étonnant ». Le sergent n'a rien répondu. Mme Marie reste debout devant le lit. Je vois dans l'obscurité sa lourde forme imprécise en sarrau[1] blanc. Thivet, pour couper ce silence, dit : « C'est un gendarme qui me remplace, je crois ; un tuberculeux ?

— Oh ! Ça ne sera pas la même chose. On s'était bien habitué à vous ici, depuis un mois. Je vous faisais vos laitages, on causait à la cuisine… Allons ! je vous laisse dormir. À demain M. Thivet. Je vais bien prier le Bon Dieu pour vous.

— Oui, Mme Marie ; à demain ».

C'est la femme du sergent et ses paroles volubiles qui m'ont réveillé. Quand j'ouvris les yeux, le sergent était debout, tout habillé dans sa capote droite.

1. *L'Éveil des peuples* imprime « sarraut », graphie non attestée ; je corrige.

La porte est ouverte. C'est juste l'instant du départ.

« Tu n'as pas oublié ton rasoir ?

— Non, il est dans le petit sac, au fond.

— Et la savonnette ?

— Aussi, dans le même paquet. »

Je me suis redressé dans mon lit : « Au revoir sergent. Bonne chance ! On vous reverra bientôt, je suis sûr ».

C'est sa femme qui répond tout de suite : « Mais oui, bientôt. Ça ira tout seul ».

Le sergent a dit seulement, en souriant des lèvres : « Adieu, mon vieux, merci bien ».

Comme ses yeux sont gonflés, ce matin ! Un regard à peine visible, qu'on dirait sali d'une taie.

« Mme Marie nous attend en bas ; pressons-nous ! »

Mme Thivet s'agite, refait un peu le lit, tapote sur les couvertures, du plat de la main, pour ne pas laisser de désordre derrière elle.

Le sergent a franchi la porte. Micoux s'est réveillé lui aussi, et, comme c'est bientôt l'heure du lever, il imite, de tous ses poumons, le cri d'un coq saluant le soleil.

Henri GUILLEMIN.
Hôpital-Militaire de Mâcon,
novembre 1927.

Index des noms

On trouvera ici tous les noms de personnes cités dans le volume, à l'exclusion évidente du nom d'Henri Guillemin lui-même. – Les noms de personnes réelles sont imprimés en petites capitales et ceux de personnages (littéraires, mythologiques, bibliques) en minuscules.

ABDELKRIM, chef marocain, 75 n.
AGATHON, pseudonyme, 66 et n., 67.
ALDEBERT (P.), 157 et n.
ALPHONSE XIII, 75 n.
ANGELL (Norman), 154 et n.
ANNUNZIO (Gabriele d'), 93 et n., 94, 109-110 et n.
ANTOINE (André), 157 n.
ARISTOPHANE, 251.
ARISTOTE, 66.
AUBERT (Louis), 267 et n.
AUDISIO (Emmanuel), 116 et n.
AUGUSTIN (saint), 79 n.
AURIC (Georges), 256 n.
AUVRAY (Edmond), 160 et n.
AZAÏS (Marcel), 232 et n.

BAILBY (Léon), 219 et n.
BARBUSSE (Henri), 161 n., 201 et n.
BARDONNEAU (Lucien), 46 et n.
BARONCELLI (Jacques de), 270 n.
BARRÈS (Maurice), 66, 145.
BARTHÉLEMY - MADAULE (Madeleine), 113 n., 207 n.
BARTHOU (Louis), 7, 152 et n.
BAUDELAIRE (Charles), 74 n.
BECKER (Nikolaus), 158 n.
BENOIT (Pierre), 128 n., 228 et n., 245 n.
BENOÎT XV, 39 n., 40, 132.
BÉRANGER (André), 177 et n.
BÉRARD (Léon), 12 et n., 13.
BERGSON (Henri), 66, 67, 78.
BERGSTRAESSER (Arnold), 150 n.
BERGSTRÄSSER (Ludwig), 150 et n., 155, 156 n.
BERNARD (Raymond), 262 n.
BERNSTORFF (Joseph Heinrich von), 98 et n., 99.
BERTHIER (Patrick), 5, 8 n.
BERTHON (André), 50 et n., 241.
BERTIER (Georges), 160 et n.
BERTON (Germaine), 17 n., 227 et n.
BERTRAM (Adolf), 39 et n.
BETMALE (Joseph), 47 et n., 53.
BISMARCK (Otto von), 115 [bismarckien], 139.
BISSOLATI (Leonida), 96 et n., 107 et n., 108, 118 et n.
BLANCHOIN (Albert), 220-223 et n.
BLASCO IBAÑEZ (Vicente), 246 et n.
BLONDEL (Maurice), 67 et n., 79 et n.
BLUM (Léon), 57 n., 144 et n.
BONAPARTE, 120 n.
BONEIL, jeune-républicain, 27.
BONIFACE VIII, pape, 230 n.
BONNEFOY-SIBOUR (Adrien), 150-151, 152 et n.
BONOMI (Ivanoe), 116-117 et n., 118, 120-122.
BORDEAUX (Henry), 250 et n.
BOREL (Émile), 59 et n., 60.
BOSSUET (Jacques-Bénigne), 79 et n.
BOUDRIOZ (Robert), 245 et n.
BOULANGER (g^{al} Georges), 69 et n.
BOURGEOIS (Léon), 86 et n.
BOURGET (Paul), 250 et n.
BRACKE (Alexandre), 60 et n.
BRIAND (abbé), 37-38 et n.
BRIAND (Aristide), 22 n., 38 n., 188 n., 192 et n., 200-201, 203, 208 n.
BUISSON (Ferdinand), 7, 98 n., 150, 154 et n., 155, 208 et n.

CALVIN (Jean), 127.
CARNOY (Albert), 150, 156 et n.
CASTELNAU (Édouard de), 59 et n., 60, 62.
CÉLINE (Louis-Ferdinand), 8.
CHABRUN (César), 57-58 et n.
CHALLAYE (Félicien), 184 et n.
CHAMBERLAIN (Neville), 188 n.
CHAPLIN (Charles), 272 et n., 280-281 et n.
CHARLES X, 231 et n.
CHARLES-HENRY, 150, 152.
CHATEAUBRIAND (François-René de), 139 et n., 263, 279.
CHIAPPE (Jean), 211 et n.
CHRIST (le), voir JÉSUS.
CHRISTOPHE (Johannès), 28, 47 et n., 53.

CLAIR (René), 274 et n.
CLEMENCEAU (Georges), 57 n., 89 n., 139 et n.
CLÉMENT (René), 253 n.
COCTEAU (Jean), 256-258 et n.
COLAS (Henri), 159-160 et n.
COLONNE (Édouard), 267.
COMBES (Émile), 124 et n., 186 [combisme] et n., 230.
COPEAU (Jacques), 262 n.
CORNEILLE (Pierre), 270.
CRISPI (Francesco), 106, 107 n.
Cupidon, 5, 175.

DALADIER (Édouard), 211 n., 215 n.
DAUDET (Alphonse), 19 n., 65, 228 n., 257 et n.
DAUDET (Léon), 7, 19 et n., 32 et n., 36 et n., 40 n., 129 n., 145, 219 et n., 227 et n., 228 n., 235 et n.
DEBUSSY (Claude), 266 et n.
DEIMLING (Berthold [von]), 99 et n.
DELTEIL (Joseph), 278 et n.
DELVAIR (Jeanne), 158 et n.
DESJARDINS (Paul), 255 et n.
DÉVIGNE (Roger), 52 et n.
DIAGHILEV (Serge de), 256 n.
DICKINSON (Sir W.), 150, 155 et n.
DIOCLÉTIEN, 211 n.
DONCŒUR (Paul), 90 et n., 91.
DOUMERGUE (Gaston), 262 et n.
DREYFUS (Alfred), 143, 184 n., 219 n.
DRIEU LA ROCHELLE (Pierre), 210 et n.
DULLIN (Charles), 262 n.
DUMAS (Alexandre), 59 n.
DUMAS fils (Alexandre), 257 et n.
DUMAY (Henri), 52 n.
DURAND (Jean), 245 n.

EPSTEIN (Jean), 263 et n., 266 et n.
ERZBERGER (Matthias), 36 et n., 40, 235 et n.
ETCHEGOYEN (Olivier d'), 37 et n., 46 et n., 51, 235.

FARINET (Émile), 5, 169 et n., 171, 173-174, 175 et n.
FAULHABER (Michael von), 40 et n.
FÉNELON (François de Salignac de La Mothe-), 38 et n., 279 et n.
FLAUBERT (Gustave), 266.
FLOTTES (Pierre), 75 et n.
FOCH (Ferdinand), 90 n.
FOLLIET (Joseph), 116 n.
FONTAINE (Arthur), 150 et n.
FRANCE (Anatole), 66, 207 et n.
FRANÇOIS d'Assise, 146, 160.
FUSTEL DE COULANGES (Numa-Denis), 125 et n.

GALANIS (Démétrius), 277 n.
GANCE (Abel), 245 et n., 266 et n., 280 n.
GANDILLAC (Maurice de), 212-214 et n.
GARBO (Greta), 275 n.
GAUDILLIÈRE (Paul), 18.
GÉMIER (Firmin), 157 et n.
GERLACH (Helmut Georg von), 113 et n.
GERMAIN (Gabriel), 12 et n., 103 n., 106 n., 282 et n.
GIDE (André), 259 et n.
GIOLITTI (Giovanni), 94 et n.
GIRARD (Aimé-Simon), 273 et n.
GONCOURT (Edmond et Jules de), 74 n.
GOUNOD (Charles), 255 n.
GRANDIN (Louis), 47 et n., 51.
GRASSET (Bernard), 253, 254 et n.
GRAY (Gilda), 269 n.
GRÉGOIRE XVI, pape, 236 n.
GREY (Lita), 280 n.
GRIEG (Edvard), 266 et n.
GUESDE (Jules), 60 n., 137 n.
GUILLAUME II, 89 et n., 113 n., 114 et n.
GUILLAUME de Prusse, 114 [le Kronprinz] et n.
GUIRAUD (Jean), 150 et n.
GUY-GRAND (Georges), 259-261 et n.

HAÏLÉ-SÉLASSIÉ, 213 n., 217.
HAMSUN (Knut), 8, 248-249 et n.
HARAUCOURT (Marcel), 246 et n.
HARDEN (Maximilian), 115 et n.
HAUPTMANN (Gerhardt), 8, 250 et n., 251.
HÉMON (Louis), 8, 253 et n.
HERRIOT (Édouard), 48 n., 57 n., 90 n., 99, 101, 103, 123 n.
HERVIL (René), 245 n.
HINDENBURG (Paul von), 89-90 et n.
HITLER (Adolf), 7, 89-90 n., 93 n., 99 n., 113 et n., 159 n., 192 n., 200, 212, 213 et n., 215, 217 n., 219 et n.
HOBBES (Thomas), 80 n.
HONEGGER (Arthur), 256 n.
HOOG (Georges), 27 et n., 46 et n., 48, 53, 72.
HOURDIN (Georges), 116 n.
HUGO (Victor), 157, 275.

IBSEN (Henrik), 251 et n.
INGRAM (Rex), 246 n.
IRÉNÉE (saint), 127 et n.

JACQUES (Martine), 226 n.

JAURÈS (Jean), 60 n., 62, 87.
JEAN, évangéliste, 127 n., 148, 149 n., 212 n.
JEAN le Baptiste, 212 n.
JEANNE d'Arc, 227.
JÉSUS, le Christ, 33-34, 40, 54, 80, 90-91, 125, 132, 134, 162, 212 n.
JÉZÉQUEL (Jules), 37 et n., 46 et n., 52, 155 n.
JOHANNSEN (Ernst), 188 et n.
JOUVE (Pierre-Jean), 248 n.
JOUVENEL (Bertrand de), 58 et n.
JULIEN (Mgr Eugène), 7, 150-151, 153-155 et n., 208 et n.

KANT (Emmanuel), 208.
KEATON (Buster), 271 et n., 280 n.
KELLOGG (Frank), 192 et n., 214.
KRAUSS (Werner), 274 et n.

LA BRUYÈRE (Jean de), 277.
LACORDAIRE (Henri), 236 et n.
LACROIX (Jacques), 43 n.
LACROIX (Maurice), 12 et n., 46-47 et n., 53.
LAFFITTE (Pierre), 244 n.
LAMARTINE (Alphonse de), 85, 158 n., 165, 188 n., 259 et n., 273 n.
LA MENNAIS (Félicité de), 236 n.
LANFRY, 148.
LANG (Fritz), 269 n.
LAPAUZE (Henri), 70 n.
LAPIE (Paul), 187 et n.
LAPIERRE (Georges), 209 et n.
LEBAILLIF (Jean), 185, 186 n.
LÉGER (Augustin), 207 n.
LÉNINE (Wladimir Oulianov, dit), 71 et n., 103.
LÉON XIII, pape, 87 et n., 131, 207 n.
LE ROY (Georges), 158, 159 n.
LESACHÉ (Victor), 223 et n.
LESOURD (E.), 175 n.
LESPINAT (François), 208 n.
LEYGONIE, 18.
L'HERBIER (Marcel), 245, 246 et n., 248 n.
LIEBKNECHT (Karl), 113 n.
LINDER (Max), 271-272 et n.
LOTI (Pierre), 270 n.
LOUIS IX, 86-87, 214.
LOUIS XI, 260 n.
LOUIS XIII, 58 n.
LOUIS XIV, 87, 213, 279 n.
LOUIS XV, 230.
LOUIS XVIII, 120 et n.
LOUIS-PHILIPPE, 138, 238.
LOUIS I[ER] de Bavière, 114 n.
LUC, évangéliste, 48 n., 154 n.
LUCAS (Wilfrid), 278 et n.
LUDENDORFF (Erich), 36 n., 90 et n., 97.
LUXEMBURG (Rosa), 113 n.

MAGINOT (André), 200 et n., 202.
MAITRON (Jean), 176 n.
MARC, évangéliste, 212 n.
MARGUERITTE (Victor), 254 n.
MARIE de Médicis, 58 n.
MARIN (Louis), 22 et n.
MARINGUE (Maurice), 226 n.
MARITAIN (Jacques), 66 et n.
MARIUS, général romain, 97.
MARTIN (Jacques), 148-149 et n.
MARX (Karl), 67 n., 77 n., 109 n., 213.
MASSIS (Henri), 66 [Agathon] et n.
MATTEOTTI (Giacomo), 92 n., 106 et n.
MATTHIEU, évangéliste, 42 n., 134 n., 168 n., 190 n.
MAURIAC (François), 8, 255 n.
MAURICE d'Agaune (saint), 211 et n.
MAURRAS (Charles), 7, 19 n., 66 n. [maurrassien], 70 et n., 91, 97, 128 n., 211, 219 n., 227 n.
MAXIMIEN, 211 n.
MELL (Max), 159 et n.
MERCIER (Louis-Sébastien), 144 n.
MÉRÉ (Charles), 246-249 et n.
MILHAUD (Darius), 256 n.
MILLERAND (Alexandre), 143 et n.
MISTRAL (Frédéric), 255 n.
MOLAY (Jacques de), 231 n.
MOLIÈRE (Jean-Baptiste Poquelin, dit), 281.
MONTAIGNE (Michel de), 82 n.
MONTALEMBERT (Charles de), 235 n.
MONTESQUIEU (Charles-Louis de), 133, 234.
MONTIER (Edward), 160 et n.
MORAND (Paul), 276 et n., 277.
MOREUX (René), 21 et n., 29, 46 et n., 51.
MOSJOUKINE (Ivan), 263 et n., 264.
MOUNIER (Emmanuel), 212-213 n., 214.
MUN (Albert de), 87 et n.
MURPHY (Ralph), 266 n.
MUSSOLINI (Benito), 7, 75 n., 92-97 et n., 104, 107-109, 111, 116 n., 117-120, 122, 180, 186, 213 et n., 217-218, 219 et n., 239.
MYRGA (Laurence), 273 et n., 275.

NAPOLÉON I[ER], 89 n., 213. – Voir aussi BONAPARTE.
NECTOUX (Claude), 176 et n.
NICOLAS de Cues, 214 n.
NIETZSCHE (Friedrich), 66, 78 n.
Noé, 211.
NOSKE (Gustav), 113 et n., 139.

PABST (Georg Wilhelm), 189 n., 274 n.
PAINLEVÉ (Paul), 7, 150, 152 et n., 153.
PARIS, contradicteur, 177 et n.
PASCAL (Blaise), 67, 78, 180 n., 191, 197 n., 260.
PAUL-BONCOUR (Joseph), 182 et n.
PÉGUY (Charles), 80, 159 et n.
PERDRIEL (Fernand), 185 et n.
PERREY (Mireille), 158 et n.
PÉTAIN (Philippe), 219 n.
PHILIPE (Gérard), 253 n.
PHILIPPE IV le Bel, 230-231 et n.
PHILIPPE Néri (saint), 161 n.
PIC (Frédéric), 169, 170 et n., 171, 173-175, 177.
PICABIA (Francis), 274 n.
PIE IX, 180 n.
PIE X, 230 n.
PIE XI, 17 et n., 32, 39 et n., 40, 132, 219 et n., 230 n.
PIERRE, apôtre, 125.
PIGINNIER (Léon), 169 n., 171 et n., 173, 175, 177-178.
PIOT (Jean), 161 n.
PLATEAU (Marius), 17 et n., 227 n.
PLATON, 66-67, 79 et n., 116 n.
PLATZ (Herman), 150, 155 et n.
POINCARÉ (Raymond), 13, 24 et n., 28, 60 [poincariste], 63, 200, 229 et n.
POIRIER (Léon), 273 n.
POLIGNAC (Jules de), 188 et n.
PONS, jeune-républicain, 15.
POULENC (Francis), 256 n.
PRIMO DE RIVERA (Miguel), 75 et n., 76.
PROBUS (Jules Corréard, dit), 234 et n.
PURVIANCE (Edna), 281 n.

QUIDDE (Ludwig), 98 et n., 99, 154 n., 232 et n.

RABAUD (Henri), 265 et n.
RABELAIS (François), 134.
RADIGUET (Raymond), 256 n.
RAKOVSKI (Christian), 104 et n.
RATHENAU (Walter), 36 et n., 252 et n.
RAY (Joseph), 18 et n.
RAYMOND-LAURENT (Jean), 143 n.
REMARQUE (Erich Maria), 194 et n.
RÉMOND (René), 59 n.
RENAUDIN (Paul), 207 n.
RENOIR (Jean), 154 n.
REUSS (Hermine), 114 n.
RIBA (Carles), 8.
RICHELIEU (Armand du Plessis, cardinal de), 58 et n.
RÖDEL (Jacqueline), 286 et n.
RÖDEL (Jacques), 9, 46 et n.
RÖDEL (Patrick), 5, 9, 46 n., 51, 53, 226 n.
ROGNONI (Raymond), 159 et n.
ROLLAND (Louis), 46 et n., 53.
ROLLIN (Louis), 50 et n., 52.
ROURE (Rémy), 70-74 et n.
ROUSSEAU (Jean-Jacques), 128 et n.
RUFFY, jeune-républicain, 148.
RUPPRECHT de Bavière, 114 et n.
RUSSO (Domenico), 95 et n., 97, 116-118.

SALANDRA (Antonio), 119 et n.
SALMON (Gustave), 28 et n., 46 et n., 53.
SANGNIER (Marc), 5-9, 12-20 et n., 23-24, 26, 27-28 n., 32-33 et n., 35-38 et n., 43-45 et n., 47-56 et n, 60-65 et n, 71, 72 n., 113 et n., 122 et n., 136, 147-148 n., 150-152, 154-156, 159-183 et n, 190 n., 193 n., 207-210 et n., 227 et n., 232-233, 235, 241, 247 n., 265 n., 282 n.
SARTRE (Jean-Paul), 214 n.
SATIE (Érik), 256 n., 274 n.
SCHNEIDER (entreprise), 214 et n.
SCHULTE (Karl Joseph), 39 et n.
SCOTT (miss), 159 et n.
SEECKT (Hans von), 36 n., 89 et n., 99 et n., 232.
SOREL (Georges), 67 et n., 77 et n., 78, 96 [sorélien] et n., 108 [*id.*], 117 [*id.*], 119.
SOULIÉ (Louis), 234 et n.
SPENGLER (Frédéric de), 248 n.
STALINE (Joseph), 104 n.
STAVISKY (Alexandre), 219 n.
STRESEMANN (Gustav), 188 n.

TAILLEFERRE (Germaine), 256 n.
TAITTINGER (Pierre), 144 n., 145.
TALLIER (Armand), 273-274 et n., 275.
TARDE (Alfred de), 66 [Agathon] et n.
TARDIEU (André), 89 et n., 184 et n., 188 et n., 202.
Tartarin, 228 et n.
Tartufe, 227 n.
TEDESCO (Jean), 262 et n., 265 n., 273 et n.
TENROC (Charles), 265 n.
TÉRY (Gustave), 161 n.
THIBOUT (Georges), 143 n.
THIERS (Adolphe), 137 n., 138, 139 et n.
TRÉVILLE (Henri), 38.
TROTSKI (Léon), 104 n.
TURATI (Filippo), 107 et n., 108.

UNAMUNO (Miguel de), 232 et n.

VALENTINO (Rudolf), 246 n.

VALLANDRI (Aline), 158 et n.
VAN DONGEN (Kees), 254 n.
VANEL (Charles), 270 n.
VERNEUIL (Juliette), 158 et n.
VERNIER (Philippe), 210 et n.
VIANNEY (Jean-Marie), 211 et n.
VIGNY (Alfred de), 75 n.
VINCENT (Léon-Paul), 18 et n.
VOLTAIRE (François Arouet, dit), 139 [voltairien].

WAGNER (Richard), 91 n., 269 [wagnérien] et n.
WALDECK - ROUSSEAU (Pierre), 182 n.
WENGER (Jonathan), 32 n.
WIENE (Robert), 274 n.
WILSON (Woodrow), 86 et n., 213 et n.
Wotan, 90 [Wodan] et n.

ZOLA (Émile), 245 n., 258.

Index des titres

On trouvera ici tous les titres cités dans le volume. Les titres d'œuvres sont imprimés en italique, les titres de rang secondaire (article dans un journal, poème dans un recueil, nouvelle dans un périodique) en romain.

Titres d'œuvres d'Henri Guillemin

Affaire Pétain (L'), 6.
Avènement de M. Thiers et Réflexions sur la Commune (L'), 137 n.
Chroniques du Caire, 8 n., 226 n., 250 n.
De l'histoire et de la littérature, 12 n.
Iceberg (L'), 12 n., 282 et n., 283-284.
« Jocelyn » de Lamartine (Le), 188 n., 250 n., 273 n.
Par notre faute, 126 n.
Parcours, 255 n.
Prises de vues (*Gazette de Lausanne*), 169 n.
Réflexions sur la Commune, 137 n.
Sergent (Le), 286-296.
Tragédie de Quarante-Huit (La), 139 n.

Titres d'autres œuvres

À l'Ouest rien de nouveau (Milestone), 194 n.
À l'Ouest rien de nouveau (Remarque), 194 et n.
Action (L') (Blondel), 67 n.
Apocalypse (Jean), 146 n.
Apostelspiel (Das) (Mell), 159 et n.
Arabesques (Debussy), 266 et n.
Atala (Chateaubriand), 279.
Atlantide (L') (Benoit), 228 n.
Au milieu des sollicitudes (Léon XIII), 131 n.
Au printemps (Grieg), 266 et n.
Au seuil du royaume (Hamsun), 248-249 et n.
Aventures de Télémaque (Les) (Fénelon), 279 n.

Banquet (Le) (Platon), 116 n.
Battling Malone, pugiliste (Hémon), 253 et n.
Belle que voilà (La) (Hémon), 253 et n.
Bérénice (Racine), 245.
Blancs et les Bleus (Les) (Dumas), 59 n.
Bouddah vivant (P. Morand), 276-277 et n.
Brasier ardent (Le) (Mosjoukine), 263 n.

Cabinet du docteur Caligari (Le) (Wiene), 274 n.
Cap de Bonne-Espérance (Le) (Cocteau), 256 n.
Capital (Le) (Marx), 109 n.
Capitalisme (Blanchoin), 220 et n.
Captive (La) (Méré), 246, 247-248 et n.
Chaussée des géants (La) (Benoit), 128 n., 228 et n., 245 et n.
Chaussée des géants (La) (Boudrioz), 245 et n.
Chemins de la mer (Les) (Mauriac), 8.
Chronique du XX^e^ siècle (Morand), 276 n.
Chute d'un ange (La) (Lamartine), 85 et n., 259 et n.
Cirque (Le) (Chaplin), 272 n., 280-281 et n.
Cité antique (La) (Fustel de Coulanges), 125 n.
Cité bleue (La) (Lucas), 278 et n.
Cloche engloutie (La) (Hauptmann), 251 et n.
Colin-Maillard (Hémon), 253 et n.

Conflit des idées dans la France d'aujourd'hui (Le) (Guy-Grand), 259 n.
Contemplations (Les) (Hugo), 157 n.
Contre les hérésies (Irénée), 127 n.
Conversion de Lumen (La) (Sangnier), 62 et n.

Dame aux camélias (La) (Dumas fils), 257 n.
De l'esprit des lois (Montesquieu), 234 n.
Démocratie et l'après-guerre (La) (Guy-Grand), 259 n.
Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (Maitron), 176 n.
Disciple (Le) (Bourget), 250 n.
Dostoïevsky (Gide), 259 n.
Dryade (Aubert), 266 et n.
Dryade (La) (Murphy), 266 et n., 267.
Du contrat social (Rousseau), 129 et n.
Du socialisme au fascisme (Bonomi), 116 et n., 117 n.

Élégies de Bierville (Riba), 8 et n.
Émigrant (L') (Chaplin), 280 et n.
Entr'acte (Clair), 274 n.
Esprit de la nouvelle Sorbonne (L') (Agathon [Massis & Tarde]), 66 n.
Essais (Montaigne), 82 n.
Étroit Mousquetaire (L') (Linder), 271 n.
Évangile nécessaire à l'ordre international (L') et *Évangile nécessaire à l'ordre social (L')* (Julien), 153 n.

Fermé la nuit (P. Morand), 276 n.
Feu (Le) (Barbusse), 161 n., 201-202 n.
Feu l'État (Jouvenel), 58 n.

Garçonne (La) (Margueritte), 254 et n.
Grand Écart (Le) (Cocteau), 256-258 et n.
Grande Illusion (La) [*The Great Illusion*] (Angell), 154 et n.
Grande Illusion (La) (Renoir), 154 n.
Guillemin et la Commune (Mutins de Pangée), 137 n.
Guillemin, une vie pour la vérité (P. Berthier), 12 n., 169 n., 177 n.

Henri Guillemin tel quel (P. Berthier), 13 n., 67 n., 87 n., 112 n., 164 n., 210 n., 240 n., 255 n., 273 n., 294 n.

Internationale (L'), 63, 96, 171.

J'accuse (Gance), 245 et n.
Jeanne d'Arc (Delteil), 278 n.
Jeunes Gens d'aujourdhui (Les) (Agathon), 66 n.
Jocelyn (Lamartine), 85 n., 165 n., 188 n., 273 n.
Jocelyn (Poirier), 273 et n.

Lampe d'Aladin (La) (Cocteau), 256 n.
Lewis et Irène (P. Morand), 276 n.
Lion des Mogols (Le) (Epstein), 263 et n.

Mademoiselle Lumière (Guy-Grand), 259-261 et n.
Mains jointes (Les) (Mauriac), 8.
Marc Sangnier (M. Barthélemy-Madaule), 113 n., 207 n.
Maria Chapdelaine, récit du Canada français (Hémon), 8, 253-255 et n.
Marie de Magdala (Lucas), 278 n.
Mariés de la Tour Eiffel (Les) (Cocteau), 256 et n., 258.
Marseillaise de la Paix (La) (Lamartine), 158 et n.
Mécano de la « General » (Le) (Keaton), 271 n., 280 n.
Mémoires d'outre-tombe (Chateaubriand), 139 n., 264 n.
Miracle des loups (Le) (Bernard), 262 et n., 265 et n.
Mireille (Gounod), 255 n.
Mireille (Mistral), 255 et n.
Moloch et Minerve (L. Daudet), 227 n.
Monsieur Ripois (Clément), 253 n.
Monsieur Ripois et la Némésis (Hémon), 253 et n.
Mort de Siegfried (La) (F. Lang), 269 n.
Mussolini et le fascisme (D. Russo), 95 n., 116 et n.
Mystère de la charité de Jeanne d'Arc (Péguy), 80 n., 159.

Napoléon (Gance), 280 n.
Néologie ou Vocabulaire de mots nouveaux (Mercier), 144 n.
Nibelungen (Les) (F. Lang), 269 n.

Oiseaux (Les) (Aristophane), 251 et n.
Opinion publique (L') (Chaplin), 281 et n.
Ouvert la nuit (P. Morand), 276 n.

Paix de saint François d'Assise (La) (Montier), 160.
Pantagruel (Rabelais), 134 n.

Parade (Satie), 256 n.
Paquebot « Normandie » (Le) (Moreux), 21 n.
Pêcheur d'Islande (Baroncelli), 270 et n.
Pêcheur d'Islande (P. Loti), 270 n.
Pèlerin (Le) (Chaplin), 280 et n.
Pensée politique et sociale d'Alfred de Vigny (La) (Flottes), 75 n.
Pensées (Pascal), 78 n., 180 n., 191 n., 260 n.
Petit Chose (Le) (A. Daudet), 257 n.
Petits Papiers d'Henri Guillemin (Les) (Rödel), 226 n.
Philosophie nationaliste (La) et *Philosophie syndicaliste (La)* (Guy-Grand), 259 n.
Poilus (Les) (Delteil), 278 n.
Port-Tarascon (Daudet), 228 n.
Prince frivole (Le) (Cocteau), 256 n.
Procès de la démocratie (Le) (Guy-Grand), 259 n.

Quand nous nous réveillerons d'entre les morts (Ibsen), 251 et n.
Quatre Cavaliers de l'Apocalypse (Les) (Blasco Ibañez), 246 et n.
Quatre Cavaliers de l'Apocalypse (Les) (Ingram), 246 et n.
Quatre de l'infanterie (Johannsen), 188 et n.
Quatre de l'infanterie (G. W. Pabst), 188-189 et n.

Réflexions sur la violence (Sorel), 67 n., 78 n.
Regard intérieur (Le) (Germain), 282 n.
Relâche (Satie), 274 n.
République (La) (Platon), 79 n.
Résurrection (L'Herbier), 246 n.
Résurrection (Tolstoï), 246 n.
Rhin allemand (Le) (Becker), 158 n.
Rien que la Terre (Morand), 277 et n.
Roi du cirque (Le) (Linder), 272 et n.
Roméo et Juliette (Cocteau), 256 n.
Roméo et Juliette (Shakespeare), 255-256 n.
Roses s'ouvrent (Les) (Lucas), 278 n.
Roue (La) (Gance), 245, 246 n.
Route de lumière (La) (Lucas), 278-279 et n.
Rue sans joie (La) (Pabst), 274-275 et n.
Ruée vers l'or (La) (Chaplin), 280 et n.

Salammbô (Flaubert), 267.
Secret de Polichinelle (Le) (Hervil), 245 et n.
Sherlock Junior (Keaton), 271 n.
Sophismes de la paix (Les) (Guy-Grand), 259 n.
Souvenirs sur la colonisation (Challaye), 184 n.
Syllabus (le), 180 et n., 181, 227.

Tartarin de Tarascon et *Tartarin sur les Alpes* (Daudet), 228 n.
Tartufe (Molière), 281.
Tendres Stocks (P. Morand), 276 n.
Tisserands (Les) (G. Hauptmann), 251 et n.
Traité de la concupiscence (Augustin), 79 n.
Trois Mousquetaires (Les) (Dumas), 273 n.
Trois Mousquetaires (Les) (Girard), 273 n.

Vertige (Le) (M. L'Herbier), 248 n.
Vertige (Le) (Méré), 248 et n.
Vie profonde (La) (Sangnier), 62 et n.
Voiturier Henschel (Le) (G. Hauptmann), 251 et n.

Titres de périodiques

Action française (L'), 14 n., 19 n., 36 n., 40 n., 47, 49, 67, 78, 88, 227 et n., 230 et n., 231 n., 233, 235.
Almanach de la Jeune-République, 141 n., 146 n., 282 n., 284 n.
Avanti (L'), 96 et n.
Avenir (L'), 236 n.
Bourse égyptienne (La), 8, 226, 250 n.
Cahiers de la démocratie, 220 n.
Cahiers de la quinzaine [Péguy], 184 n.
Cahiers dramatiques, 248 n.
Cinéa, 265 n., 270 n.
Clarté, 71 n.
Clarté universitaire, 71 et n.
Comœdia illustré, 248 n.
Courrier de l'Ouest (Le), 220 n.
Courrier musical (Le), 265 n.

Croix (La), 150 et n.

Dossiers de l'Action populaire, 75 et n.

Écho de Paris (L'), 15 et n., 47 et n.
Esprit, 212 et n.
Études, 90-91 et n.
Excelsior, 244 et n.

Figaro (Le), 188.
France de Bordeaux (La), 184-185 et n.

Gazette de Lausanne, 169 n.

Humanité (L'), 60 n.

Intransigeant (L'), 219 n.

Jour (Le), 219 n.
Journal de la marine marchande, 46.

Ligue (La), 238 et n.

Menschheit (Die), 99 et n.

Nord-Est (Le), 26.
Nos chansons françaises [Colas], 159 n.

Œuvre (L'), 161 n.

Pèlerin (Le), 230 et n., 231.
Popolo d'Italia (Il), 92, 96-97.

Quotidien (Le), 52 et n.

Renaissance (La), 70 et n.
Réveil de la Marne (Le), 26.
Revue des vivants, 182 et n.
Russie nouvelle (La), 103 et n.

Sillon (Le), 207 n.

Temps (Le), 252.
Tribune de Genève (La), 12 n.

Vie catholique illustrée (La), 116 n.
Vie intellectuelle (La), 126 n.

Table des matières

Préface de Patrick Rödel 5
Note sur l'édition 9

Première partie. – Le militant pacifiste. – I (1923-1925) 11
Introduction 12
Chapitre I. – Autour des élections de 1924 14
◊ Marc Sangnier à Mâcon (*JR*, 19 octobre 1923) 14
◊ Après le discours de Marc Sangnier sur la jeunesse allemande et la paix [courrier reçu] (*JR*, 7 décembre 1923) 19
◊ La crise financière actuelle (*JR*, 11 janvier 1924) 21
◊ Marc Sangnier rend compte de son mandat dans le XIII^e^ arrondissement (*JR*, 18 janvier 1924) 23
◊ À travers la presse (*JR*, 18 janvier 1924) 26
◊ La France et la vie chère (*JR*, 25 janvier 1924) 27
◊ L'effort français pour les réparations (*JR*, 25 janvier 1924) 29
◊ La baisse du franc : haro sur le spéculateur ! Mais est-il seul coupable ? (*JR*, 1^er^ février 1924) 30
◊ Marc Sangnier rend compte de son mandat dans le XVI^e^ arr. de Paris (*JR*, 29 février 1924) 32
◊ Àmes vivantes [courrier reçu] (*JR*, 21 mars 1924) 33
◊ Le meeting du Manège du Panthéon à la veille des élections (*JR*, 28 mars 1924) 35
◊ Le banquet du 23 mars (*JR*, 28 mars 1924) 37
◊ Paroles de paix [de cardinaux allemands] (*JR*, 28 mars 1924) 39
◊ Le vrai danger : la guerre chimique, la guerre des airs (*JR*, 4 avril 1924) 41
◊ Le banquet [clôture de la campagne] (*JR*, 11 avril 1924) 43
◊ Marc Sangnier rend compte de son mandat dans le VI^e^ arrondissement (*JR*, 11 avril 1924) 44
◊ Une magnifique campagne de réunions dans le III^e^ secteur de Paris (*JR*, 2 mai 1924) 46
◊ Notre campagne de réunions dans le II^e^ secteur de Paris (*JR*, 9 mai 1924) 51
◊ Les dernières réunions publiques (*JR*, 16 mai 1924) 54

◊ « La séance continue » (*JR*, 23 mai 1924) 56
◊ Quelle sera la politique de demain ?… Une enquête chez les nouveaux élus (*JR*, 30 mai 1924) 57
◊ Conférences de Marc Sangnier dans le Sud-Est à Dijon, Lyon et Vienne (*JR*, 27 février 1925) 61

Chapitre II. – Regards sur la France et sur l'Europe (1924-1925) 65
◊ Les tendances nouvelles de la jeunesse intellectuelle (*La Démocratie*, 25 février 1924) 65
◊ Correspondance [avec Rémy Roure sur l'article précédent] (*La Démocratie*, 10 mars 1924) 73
◊ Primo de Rivera sera-t-il le sauveur de l'Espagne ? Une opinion catholique (*JR*, 29 février 1924) 75
◊ Progrès et réaction (*La Démocratie*, 10 mai 1924) 77
◊ Coup d'œil sur les forces nationalistes en Allemagne (*JR*, 6 juin 1924) 88
◊ Pour bien comprendre la crise italienne il faut remonter aux origines du Fascisme (*JR*, 27 juin 1924) 92
◊ L'Allemagne armée ou désarmée ? Témoignages contradictoires (*JR*, 4 juillet 1924) 98
◊ Une enquête sur la question des libertés alsaciennes. Pour la paix civile et religieuse (*JR*, 11 juillet 1924) 100
◊ La situation de la Russie dans le monde (*JR*, 11 juillet 1924) 103
◊ Histoire instructive et lamentable du socialisme italien depuis trente-cinq ans (*JR*, 29 août 1924) 106
◊ Où va l'Allemagne ? L'opinion d'un savant allemand, pacifiste (*JR*, 5 septembre 1924) 112
◊ Une candidature à la succession du fascisme (*JR*, 25 septembre 1924) 116
◊ Autour de la politique religieuse. Spirituel et temporel (*La Démocratie*, 1er décembre 1924) 123

Deuxième partie. – Le militant pacifiste. – II (1925-1935) 135

Introduction 136

Chapitre III. – Avant Bierville (1925) 137
◊ Réflexions sur la Commune (*JR*, 29 mai 1925) 137
◊ Réflexions d'un Jeune-Républicain. La vie des jeunes en 1925 (*Almanach de la JR* pour 1926 [fin 1925] 141

Chapitre IV. – Autour de Bierville (1926-1931) 147
◊ Le Camp de la Paix (*JR*, 13 août 1926) 147
◊ Le meeting d'ouverture (*JR*, 20 août 1926) 150
◊ Les dernières manifestations du Congrès de Bierville furent l'Apothéose de la Paix (*JR*, 27 août 1926) 157

◊ Après Bierville (*L'Œuvre*, 18 février 1927) 161
◊ Marc Sangnier parle au Groupe d'études socialistes des quatre Écoles normales supérieures sur "La papauté et la paix" (*JR*, 25 février 1927) 164
◊ Bierville et la Révolution de la Paix (*JR*, 12 juin 1931) 165

Chapitre V. – Les élections de 1928 168
◊ Prise de vues à Malakoff (*JR*, 23 mars 1928) 168
◊ Marc Sangnier dans le canton de Vanves (*JR*, 23 mars 1928) 171
◊ Une dure victoire, une vrie victoire (*JR*, 6 avril 1928) 174
◊ Une réunion publique à Malakoff. La haine communiste se déchaîne (*JR*, 20 avril 1928) 176
◊ En écoutant Marc Sangnier… (*JR*, 22 mars 1929) 178
◊ Péril pour la République (*JR*, 20 juin 1930) 183
◊ La Paix bâillonnée (*JR*, 26 décembre 1930) 187

Chapitre VI. – Les articles du *Volontaire* (1929-1931) 189
◊ Force (12 mai 1929) 189
◊ Espoirs et menaces (28 juillet 1929) 191
◊ Efficacité (8 février 1931) 193
◊ Les aveuglés (8 mars 1931) 196
◊ D'abord nous-mêmes (22 mars 1931) 199
◊ Les sources de la Paix (22 novembre 1931) 202

Chapitre VII. – Les articles de *L'Éveil des peuples* (1933-1935) 205
◊ Fausse manœuvre (9 juillet 1933) 205
◊ Objecteurs de consciene (26 août 1934) 208
◊ "*Vox in deserto*" (28 avril 1935) 210
◊ Révolution préventive (21 juillet 1935) 213
◊ Le scandale (15 septembre 1935) 215
◊ Condition présente de l'État (24 novembre 1935) 218

Troisième partie. – L'apprenti écrivain (1924-1935) 223

Introduction 224

Chapitre VIII. – Billets polémiques (1924) 225
◊ Un cas pathologique. Le mensonge à *L'Action française* (*JR*, 29 février) 225
◊ Patriotisme verbal (*JR*, 14 mars) 227
◊ Leur dernière trouvaille (*JR*, 21 mars) 228
◊ Un démenti (*JR*, 11 avril) 230
◊ Patriotisme (*JR*, 18 avril) 231
◊ Pour la propreté morale (*JR*, 18 avril) 232
◊ Pirouette (*JR*, 2 mai) 233

◊ Sous le préau d'école (*JR*, 2 mai) 234
◊ Frères ennemis (*JR*, 16 mai) 236
◊ À rebours (*JR*, 23 mai) 238
◊ Bulles de savon (*JR*, 25 juillet) 240

Chapitre IX. – Billets critiques. Cinéma et littérature (1924-1928) 242
◊ Art et cinéma (*JR*, 8 août 1924) 242
◊ Deux drames (*JR*, 15 août 1924) 245
◊ L'éclipse de Hauptmann (*JR*, 22 août 1924) 248
◊ Louis Hémon (*JR*, 19 septembre 1924) 251
◊ *Le Grand Écart* de Jean Cocteau (*JR*, 10 octobre 1924) 254
◊ *Mademoiselle Lumière* (*JR*, 7 novembre 1924) 257
◊ Plaidoyer pour le cinéma (*JR*, 28 novembre 1924) 260
◊ L'orchestre et l'écran (*La Démocratie*, 1er mars 1925) 263
◊ La mort de Max Linder (*JR*, 6 novembre 1925) 269
◊ Le « Studio des Ursulines » (*JR*, 12 février 1926) 271
◊ L'évolution de Paul Morand (*JR*, 21 octobre 1927) 274
◊ *La Route de lumière* (*JR*, 11 novembre 1927) 276
◊ *Le Cirque* de Charles Chaplin (*JR*, 30 mars 1928) 278

Chapitre X. – Deux récits 280
◊ L'iceberg (histoire vraie) (*Almanach de la JR*, décembre 1923) 280
◊ Le sergent (*L'Éveil des peuples*, 17 février 1935) 284

Index des noms 295
Index des titres 301
Table des matières 305

Œuvres de Henri Guillemin
aux Editions d'Utovie

Zola, légende et vérité
Napoléon, légende et vérité
Lamartine et la question sociale *suivi* de Lamartine en 1848
Connaissance de Lamartine
Un homme, deux ombres (J-J. Rousseau)
« Cette affaire infernale » (J-J. Rousseau)
L'Avènement de M. Thiers *suivi* de Réflexions sur La Commune
La Vérité sur l'affaire Pétain
M. de Vigny, homme d'ordre et poète
L'Arrière-pensée de Jaurès
Flaubert devant la vie et devant Dieu
La Bataille de Dieu
Histoire des catholiques français au XIXè siècle
Rappelle-toi, petit
L'Histoire du Français
Une Histoire de l'autre monde
Reste avec nous
La face cachée de George Sand
Jeanne dite « Jeanne d'Arc »
L'Homme des Mémoires d'Outre-Tombe
L'Enigme Estherazy
1848, la première resurréction de la République
Claudel et son art d'écrire
A vrai dire
Benjamin Constant muscadin
Les Rougon Macquart
Le « Converti » Paul Claudel
Une certaine espérance
Charles Péguy
Le Coup du 2 décembre
Les origines de La Commune
Cette curieuse guerre de 70
L'Héroïque défense de Paris
La Capitulation

Regards sur Bernanos
Robespierre, politique et mystique
Nationalistes et nationaux
Silence aux pauvres !
Jules Vallès, du courtisan à l'insurgé
La Guerre du Golfe (1991)
1789-1792 / 1792-1794 : les deux Révolutions françaises
Le Général clair-obscur
Hugo et la sexualité
Eclaircissements
L'Engloutie (Adèle, fille de Victor Hugo)
L'Affaire Jésus
Parcours
La Cause de Dieu
Jean-Jacques Rousseau ou la méprise extraordinaire
Précisions
Malheuse Eglise
Pas à pas
Regards sur Nietzsche
Sulivan ou la parole libératrice
Madame de Staël et Napoléon
Lamartine, l'homme et l'œuvre
Vérités complémentaires
Nouvelles et contes
Chroniques du Caire
Par notre faute
L'humour de Victor Hugo
Le « Jocelyn » de Lamartine (version numérique)
Les « Visions » de Lamartine (version numérique)
Demain en France (version numérique)
Les écrivains français et la Pologne (version numérique)
De l'Histoire et de la Littérature
(Cahier C.E.P. 58)
Emile Zola, sa vie, le sens de son œuvre
(C.E.P. Cahier 39) (version numérique)
HG parle de Rousseau, Voltaire, Rimbaud, Vallès
(C.E.P. Cahier 50) (version numérique
Chroniques de Neuchâtel (version numérique)

Réalité et signification de l'Histoire
(C.E.P. Cahier 56)

à paraître
Victor Hugo par lui-même

Les conférences de Henri Guillemin en livres-CD

L'Affaire Dreyfus
Le Fascisme en France
Jaurès
Jeanne d'Arc
Voltaire

Correspondances

La correspondance Paul Claudel / Henri Guillemin
est disponible sur www.utovie.com

Sur Henri Guillemin aux éditions d'Utovie

par Patrick Berthier :
Une vie pour la vérité, bibliographie
Une vie pour la vérité, complément (version numérique)
Henri Guillemin tel quel
par Maurice Maringue :
Henri Guillemin le passionné
par Patrick Rödel :
Les petits papiers d'Henri Guillemin
par Jean-Marc Carité :
Editeur d'Henri Guillemin par passion et fidélité

Actes de colloques

Le moment Robespierre (colloque PHG, 2013)
Henri Guillemin historien et écrivain de la Révolution française (colloque PHG, 2014)
Henri Guillemin et la Commune, le moment du peuple ? (colloque LAHG, 2016)
L'enseignement de l'Histoire en péril (colloque LAHG 2021)
Colloques Zola / Dreyfus (colloques LAHG 2022-2023)

Conférences audio-visuelles

Actuellement, la plupart est disponible via la TSR (Télévision Suisse Romande) et consultable sur Youtube.

Coffret Henri Guillemin et La Commune

3 DVD + livre Réflexions sur La Commune
co-édition Les Mutins de Pangée / Utovie

Coffret Henri Guillemin et L'Affaire Pétain

3 DVD + livre La Vérité sur l'Affaire Pétain
co-édition Les Mutins de Pangée / Utovie

Les associations

Présence d'Henri Guillemin (PHG)
41 rue Sigorgne, 71000 Mâcon
www.henriguillemin.fr
et
Les ami(e)s d'Henri Guillemin (LAHG)
20/22 avenue Aristide Briand, 92160 Antony
www.henriguillemin.org
travaillent à faire connaître l'œuvre de l'historien

Le Fonds Henri Guillemin

réuni par la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel (CH)
est consultable sur : bpun.unine.ch/pdf/guillemin_inventaire.pdf

retrouvez les œuvres complètes (et les versions numériques en accès libre) d'Henri Guillemin sur **www.utovie.com**

ISBN 978-2-86819-821-1 • © Utovie, 2025